

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXIII**1931-1932****NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2801. — Autriche et Brésil :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque des visas de passeports. Rio-de-Janeiro, les 3 et 6 juillet 1931	9
N° 2802. — Hongrie et Pologne :	
Convention en vue d'éviter la double imposition des successions. Signée à Varsovie, le 12 mai 1928	15
N° 2803. — Belgique et Pologne :	
Convention consulaire. Signée à Bruxelles, le 12 juin 1928	25
N° 2804. — Hongrie et Pologne :	
Convention tendant à éviter la double imposition en matière de contributions directes. Signée à Varsovie, le 12 mai 1928	47
N° 2805. — Estonie et Lettonie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque des automobiles et des motocyclettes appartenant au territoire de l'un des deux États et entrés temporairement sur le territoire de l'autre État, des impôts perçus au profit du fonds des routes. Tallinn, le 16 mai 1931	61
N° 2806. — Norvège et Suède :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Oslo, le 8 août 1931	67
N° 2807. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Irak :	
Accord judiciaire. Signé à Bagdad, le 4 <u>mars</u> 1931	77

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXIII

1931-1932

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 2801. — Austria and Brazil :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Rio de Janeiro, July 3 and 6, 1931	9
No. 2802. — Hungary and Poland :	
Convention for the Prevention of Double Taxation in the matter of Succession Duties. Signed at Warsaw, May 12, 1928	15
No. 2803. — Belgium and Poland :	
Consular Convention. Signed at Brussels, June 12, 1928	25
No. 2804. — Hungary and Poland :	
Convention for the Prevention of Double Taxation in the matter of Direct Taxes. Signed at Warsaw, May 12, 1928	47
No. 2805. — Estonia and Latvia :	
Exchange of Notes constituting and Agreement regarding the reciprocal Exemption from Road-Taxation in each of the two Countries concerned of Motor-Cars and Motor- Bicycles belonging to the Territory of one Country, which temporarily enter the Territory of the other. Tallinn, May 16, 1931	61
No. 2806. — Norway and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding reciprocal Recognition of Driving Licenses and Registration Certificates for Private Motor-Vehicles. Oslo, August 8, 1931	67
No. 2807. — Great Britain and Northern Ireland and Iraq :	
Judicial Agreement. Signed at Baghdad, March 4, 1931	77

	Pages
N° 2808. — Belgique et France :	
Convention relative à la nationalité de la femme mariée. Signée à Paris, le 12 septembre 1928	91
N° 2809. — Belgique et France :	
Convention ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire. Signée à Paris, le 12 septembre 1928	97
N° 2810. — Belgique et Chine :	
Accord pour la rétrocession de la concession belge de Tientsin, signé à Tientsin, le 31 août 1929, avec échange de notes de la même date et arrangement y annexé conclu entre le Gouvernement belge et la Société Immobilière de Tientsin, signé à Bruxelles, le 1 ^{er} février 1930	105
N° 2811. — Chine et Grèce :	
Traité d'amitié, signé à Paris, le 30 septembre 1929, avec échange de notes de la même date et procès-verbal, signé à Paris, le 14 juin 1930	127
N° 2812. — Pologne et Roumanie :	
Convention sur la liberté du transit ferroviaire de Pologne en Pologne à travers le territoire roumain entre Zaleszczyki et Jasienów Polny. Signée à Bucarest, le 30 octobre 1929	147
N° 2813. — Grèce et Pologne :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'assistance judiciaire gratuite et à la caution <i>judicatum solvi</i> . Varsovie, le 10 avril 1930	165
N° 2814. — Autriche et Hongrie :	
Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage. Signé à Vienne, le 26 janvier 1931	171
N° 2815. — France et Turquie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 29 août 1929	193
N° 2816. — Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, etc. :	
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, révisée à Berlin, le 13 novembre 1908, et à Rome, le 2 juin 1928	233
N° 2817. — Grèce et Norvège :	
Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes. Signé à Rome, le 15 août 1931	271
N° 2818. — Autriche, Italie, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant les pensions qui étaient assignées par l'ancien Gouvernement d'Autriche et déclarations y annexées. Signées à Rome, le 6 avril 1922	277

	Page
No. 2808. — Belgium and France :	
Convention regarding the Nationality of Married Women. Signed at Paris, September 12, 1928	91
No. 2809. — Belgium and France :	
Convention for the Settlement of Disputes in connection with Recruiting for Military Service. Signed at Paris, September 12, 1928	97
No. 2810. — Belgium and China :	
Agreement regarding the Reddition of the Belgian Concession in Tientsin, signed at Tientsin, August 31, 1929, with Exchange of Notes of the same date and Arrangement annexed thereto concluded between the Belgian Government and the " Société Immobilière de Tientsin ", signed at Brussels, February 1, 1930	105
No. 2811. — China and Greece :	
Treaty of Friendship, signed at Paris, September 30, 1929, with Exchange of Notes of the same date and Proces-Verbal, signed at Paris, June 14, 1930	127
No. 2812. — Poland and Roumania :	
Convention on Freedom of Transit by Rail from one part of Polish Territory to another through Roumanian Territory, between Zaleszczyki and Jasienów Polny. Signed at Bucharest, October 30, 1929	147
No. 2813. — Greece and Poland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Free Legal Assistance and Security for Costs (<i>Cautio judicatum solvi</i>). Warsaw, April 10, 1930	165
No. 2814. — Austria and Hungary :	
Treaty of Friendship, Conciliation and Arbitration. Signed at Vienna, January 26, 1931	171
No. 2815. — France and Turkey :	
Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, August 29, 1929	193
No. 2816. — Germany, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, etc. :	
Convention of Berne for the Protection of Literary and Artistic Works, signed on September 9, 1886, revised at Berlin, November 13, 1908, and at Rome, June 2, 1928	233
No. 2817. — Greece and Norway :	
Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at Rome, August 15, 1931	271
No. 2818. — Austria, Italy, Poland, Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :	
Convention regarding Pensions awarded by the Former Austrian Government, and Declarations annexed thereto. Signed at Rome, April 6, 1922	277

	Pages
N° 2819. — Italie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention concernant les pensions provinciales et communales. Signée à Rome, le 6 avril 1922	289
N° 2820. — Albanie et Japon :	
Traité d'amitié et de commerce. Signé à Athènes, le 20 juin 1930	295
N° 2821. — Union Sud-Africaine et Allemagne :	
Echange de notes comportant un accord relatif à certains privilèges accordés réciproquement pour des brevets et dessins. Prétoria, le 23 avril 1930, et Le Cap, le 12 mai 1930	301
N° 2822. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Roumanie :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole et protocole de signature, signés à Londres, le 6 août 1930, et échange de notes de la même date	307
N° 2823. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Norvège :	
Convention concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 30 janvier 1931 et échange de notes y relatifs. Oslo, les 30 septembre et 5 octobre 1931 ; Oslo, les 14 et 21 octobre 1931 ; Oslo, les 21 et 29 octobre 1931 ; Oslo, les 9 et 17 décembre 1931 ; Oslo, les 24 décembre 1931 et 8 janvier 1932 ; Oslo, les 18 et 25 janvier 1932 ; et Oslo, les 18 et 25 janvier 1932	343
N° 2824. — Autriche et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord concernant la dissolution provisoire du Tribunal arbitral mixte anglo-autrichien. Signé à Londres, le 14 juillet 1931	383
N° 2825. — France et Grand-Duché de Luxembourg :	
Déclaration concernant la modification des articles 5, 6, 7 et 8 de la Convention conclue entre les deux pays le 12 septembre 1875 pour l'extradition des malfaiteurs étrangers. Signée à Luxembourg, le 21 février 1929... ..	387
N° 2826. — Danemark et Finlande :	
Echange de notes comportant un accord concernant l'assistance médicale aux marins et leur rapatriement. Copenhague, le 9 juillet 1931	393
N° 2827. — Portugal et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant l'assistance judiciaire réciproque en matières civile et commerciale, avec protocole additionnel et annexe. Signés à Lisbonne, le 23 novembre 1927	403
N° 2828. — Portugal et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires. Signée à Lisbonne, le 23 novembre 1927	417

	Page
No. 2819. — Italy and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention regarding Provincial and Communal Pensions. Signed at Rome, April 6, 1922	289
No. 2820. — Albania and Japan :	
Treaty of Friendship and Commerce. Signed at Athens, June 20, 1930	295
No. 2821. — Union of South Africa and Germany :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the reciprocal Granting of certain Privileges in regard to Patents and Designs. Pretoria, April 23, 1930, and Cape Town, May 12, 1930	301
No. 2822. — Great Britain and Northern Ireland and Roumania :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Protocol and Protocol of Signature, signed at London, August 6, 1930, and Exchange of Notes of the same date	307
No. 2823. — Great Britain and Northern Ireland and Norway :	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, January 30, 1931 and Exchanges of Notes relating thereto, Oslo, September 30 and October 5, 1931; Oslo, October 14 and 21, 1931; Oslo, October 21 and 29, 1931; Oslo, December 9 and 17, 1931; Oslo, December 24, 1931, and January 8, 1932; Oslo, January 18 and 25, 1932; and Oslo, January 18 and 25, 1932	343
No. 2824. — Austria and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement relating to the Provisional Dissolution of the Anglo-Austrian Mixed Arbitral Tribunal. Signed at London, July 14, 1931	383
No. 2825. — France and Grand Duchy of Luxemburg :	
Declaration concerning the Amendment of Articles 5, 6, 7 and 8 of the Convention concluded on September 12, 1875, between the two Countries for the Extradition of Foreign Offenders. Signed at Luxemburg, February 21, 1929	387
No. 2826. — Denmark and Finland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Medical Treatment and Repatriation of Seamen. Copenhagen, July 9, 1931	393
No. 2827. — Portugal and Czechoslovakia :	
Agreement concerning reciprocal Judicial Assistance in Civil and Commercial Matters, with Additional Protocol and Annex. Signed at Lisbon, November 23, 1927	403
No. 2828. — Portugal and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Recognition and Enforcement of Judicial Decisions. Signed at Lisbon, November 23, 1927	417

N° 2801.

AUTRICHE ET BRÉSIL

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque des visas de passeports. Rio-de-Janeiro, les 3 et 6 juillet 1931.

AUSTRIA AND BRAZIL

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Rio de Janeiro, July 3 and 6, 1931.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 2801. — TROCA DE NOTAS ENTRE A AUSTRIA E O BRASIL A PROPOSITO DE UM ACCORDO RELATIVO A SUPPRESSÃO RECIPROCA DO VISTO EM PASSAPORTES. RIO DE JANEIRO, 3 E 6 DE JULHO DE 1931.

Texte officiel portugais communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche et le chargé d'affaires des États-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 septembre 1931.

Portuguese official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic and the Chargé d'Affaires of the United States of Brazil at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place September 4, 1931.

LEGAÇÃO DE AUSTRIA NO BRASIL.

Nº 1542.

RIO DE JANEIRO, em 3 de Julho de 1931.

SENHOR MINISTRO,

Com referencia ás negociações havidas entre esse Ministerio de Estado e esta Legação a proposito de um accordo a ser firmado entre o Brasil e a Austria relativo á suppressão reciproca do visto em passaportes, tenho a subida honra de levár ao conhecimento de Vossa Excellência que fui autorizado pelo meu Governo a concluir o alludido accordo por meio de notas reversaes e mediante as seguintes condições :

1ª. Os cidadãos de cada um dos dois paizes, que não sejam immigrantes, podem em qualquer tempo penetrar no territorio do outro paiz e retirar-se do mesmo pelos portos e nos pontos da fronteira oficialmente reconhecidos, comtanto que se achem munidos de um passaporte nacional valido, que prove incontestavelmente a nacionalidade do portador, sem que para isso seja necessario o visto do agente diplomatico on consular do outro Estado.

Sómente os portadores de passaportes nacionaes beneficiarão deste favor, que não será concedido ás pessoas munidas de passaportes para estrangeiros (*Reisepässe für Ausländer*).

2ª. O presente accordo em nada affectará as disposições em vigor nos territorios dos dois paizes e concernentes ás respectivas leis de immigração e da saúde publica, ao fechamento dos portos e fronteiras, aos viajantes suspeitos, ás declarações devidas pelos estrangeiros á Policia e ao impedimento, permanencia e expulsão dos mesmos.

A isenção do visto em passaportes não exclue os seus portadores da obrigação de apresentarem, para a legalização consular gratuita, qualquer outra documentação imposta pelos regulamentos de cada um dos dois paizes contractantes.

3ª. Cada um dos dois Governos reserva-se o direito de modificar estas disposições, por meio de uma simples troca de notas diplomaticas, desde que a providencia se imponha em face das experiencias feitas.

4ª. O presente accordo entrará em vigor no dia 1º de Agosto de 1931, podendo ser revogado por qualquer um dos dois Governos mediante notificação com tres mezes de antecedencia.

Pedindo a Vossa Excellencia, Senhor Ministro de Estado, que me faça chegar ás mãos uma nota analoga á presente, afim de estabelecer de modo formal o accordo sobre a materia acima referida, valho-me do ensejo para apresentar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta estima e distinctissima consideração.

RETSCHKE, *e. h.*

A Sua Excellencia
o Senhor Dr. Afranio de Mello Franco,
D. D. Ministro de Estados das Relações Exteriores,
Rio de Janeiro.

II.

MINISTERIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES
RIO DE JANEIRO.
SP/23/511.10(82).

Em 6 de Julho de 1931.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota que Vossa Excellencia sob Nº 1542, me dirigiu em 3 de corrente, sobre um accordo entre o Brasil e a Austria, mediante troca de notas, relativo a suppressão reciproca do visto em passaportes.

Tenho a satisfação de levar ao conhecimento de Vossa Excellencia que o Governo federal brasileiro congratula-se com o da Austria pelo feliz entendimento e está de accordo com as seguintes regras, constantes da nota de Vossa Excellencia que ora respondo :

1ª. Os cidadãos de cada um dos dois paizes, que não sejam immigrantes, podem em qualquer tempo penetrar no territorio do outro paiz e retirar-se do mesmo pelos portos e nos pontos da fronteira oficialmente reconhecidos, comtanto que se achem munidos de um passaporte nacional valido que prove incontestavelmente a nacionalidade do portador, sem que para isso seja necessario o visto do agente diplomatico ou consular do outro Estado.

Sómente os portadores de passeportes nacionaes beneficiarão deste favor, que não será concedido ás pessoas munidas de passaportes para estrangeiros (*Reisepässe für Ausländer*).

2ª. O presente accordo em nada affectará as disposições em vigor nos territorios dos dois paizes e concernentes ás respectivas leis de immigração e da saúde publica, ao fechamento dos portos e fronteiras, aos viajantes suspeitos, ás declarações devidas pelos estrangeiros á Policia e ao impedimento, permanencia e expulsão dos mesmos.

A isenção do visto em passaportes não exclue os seus portadores da obrigação de apresentarem, para a legalização consular gratuita, qualquer outra documentação imposta pelos regulamentos de cada um dos dois paizes contractantes.

3ª. Cada um dos dois Governos reserva-se o direito de modificar estas disposições, por meio de uma simples troca de notas diplomaticas, desde que a providencia se imponha em face das experiencias feitas.

4ª. O presente accordo entrará em vigor no dia 1º de Agosto de 1931, podendo ser revogado por qualquer um dos Governos mediante notificação com tres mezes de antecedencia.

Aproveito o ensejo para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

A. DE MELLO FRANCO, *m. p.*

A Sua Excellencia
o Snr. Antonio Retschek,
Ministro Plenipotenciario da Austria,
Rio de Janeiro.

¹ TRADUCTION.

N^o 2801. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET BRÉSILIEN, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DES VISAS DE PASSEPORTS. RIO-DE-JANEIRO, LES 3 ET 6 JUILLET 1931.

I.

LÉGATION D'AUTRICHE
AU BRÉSIL.
N^o 1542.

RIO-DE-JANEIRO, le 3 juillet 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Ministère des Affaires étrangères du Brésil et notre Légation, au sujet de la conclusion d'un accord entre le Brésil et l'Autriche concernant l'abolition réciproque du visa obligatoire des passeports, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que j'ai été autorisé par mon Gouvernement à conclure ledit accord par voie d'échange de notes sur les bases suivantes :

1^o Les ressortissants de chacun des deux États qui ne doivent pas être considérés comme des immigrants pourront, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre État ou quitter ce territoire par les ports et points-frontière officiellement reconnus, à la seule condition d'être munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du porteur, sans que soit nécessaire le visa d'un agent diplomatique ou consulaire de l'autre État.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers (*Reisepässe für Ausländer*).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2801. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND BRAZILIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. RIO-DE-JANEIRO, JULY 3 AND 6, 1931.

I.

AUSTRIAN LEGATION
IN BRAZIL.
No. 1542.

RIO DE JANEIRO, July 3, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the negotiations which have taken place between the Brazilian Ministry of Foreign Affairs and our Legation regarding the conclusion of an agreement between Brazil and Austria on the reciprocal abolition of compulsory visas for passports, I have the honour to inform Your Excellency that I have been authorised by my Government to conclude this agreement by way of exchange of notes on the following basis :

(1) Nationals of each of the two States other than immigrants may at any time enter or leave the territory of the other State by officially recognised ports and frontier points, provided only that they are in possession of a valid national passport proving beyond doubt the nationality of the holder and shall not be required to obtain the visa of a diplomatic or consular representative of the other State.

This privilege shall be held only by persons in possession of national passports, and shall not be granted to holders of aliens' passports (*Reisepässe für Ausländer*).

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2° Le présent accord ne porte nullement atteinte aux dispositions légales en vigueur sur le territoire des deux Etats et relatives à l'immigration et l'hygiène publique, la fermeture des ports et des frontières, les voyageurs suspects, l'enregistrement des étrangers par la police, le refoulement, le séjour et l'expulsion des étrangers.

L'abolition du visa des passeports ne dispense pas les porteurs de l'obligation de présenter, aux fins de légalisation consulaire gratuite, tous autres documents prescrits par la législation des deux Etats contractants.

3° Chaque gouvernement se réserve le droit de modifier les présentes dispositions par simple échange de notes diplomatiques au cas où il le jugerait nécessaire en raison des expériences faites.

4° Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} août 1931 et pourra être dénoncé par chacun des deux gouvernements moyennant un préavis de trois mois.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire tenir une note analogue à la présente, en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion, etc.

RETSCHKE, *m. p.*

A Son Excellence

le Dr Afranio de Mello Franco,

Ministre des Affaires étrangères du Brésil,
Rio-de-Janeiro.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
RIO-DE-JANEIRO.
SP/23/511.10(82).

Le 6 juillet 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° 1542 que Votre Excellence m'a adressée le 3 courant et qui a trait à un accord à conclure entre le Brésil et l'Autriche, par voie d'échange de notes, au sujet de l'abolition réciproque du visa des passeports.

J'ai le plaisir de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral brésilien se félicite de l'accord heureusement intervenu avec l'Autriche et adhère aux dispositions suivantes contenues à la note de Votre

2° The present agreement shall in no way affect the legal provisions in force within the territory of the respective countries as regards immigration, public health, the closing of ports or frontiers, suspected travellers, the police registration of aliens, refusal of entry to aliens, or the sojourn or expulsion of aliens.

The abolition of passport visas shall not exempt holders of passports from the obligation to submit for free consular authentication any other documents required by the laws of the respective contracting States.

3° Each Government reserves to itself the right to amend the present provisions by a simple exchange of diplomatic notes if in the light of experience it should deem such amendment necessary.

4° The present agreement shall enter into force on August 1, 1931, and may be denounced by either Government at three months' notice.

I should be much obliged if Your Excellency would be good enough to furnish me with a note similar to the present note in order that agreement on this matter may be formally established.

I am, Sir, etc.

RETSCHKE, *m. p.*

His Excellency

Dr Afranio de Mello Franco,

Minister for Foreign Affairs of Brazil,
Rio-de-Janeiro.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS,
RIO-DE-JANEIRO.
SP/23/511.10(82).

July 6, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note No. 1542 of the 3rd instant regarding an agreement between Brazil and Austria, to be concluded by means of an exchange of notes, on the reciprocal abolition of passport visas.

I have pleasure in informing Your Excellency that the Federal Brazilian Government joins the Austrian Government in welcoming the agreement that has happily been reached, and accepts the following provisions contained

Excellence, à laquelle je réponds par la présente.

1^o Les ressortissants de chacun des deux Etats qui ne doivent pas être considérés comme des immigrants, pourront, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre Etat ou quitter ce territoire par les ports et points frontières officiellement reconnus, à la seule condition d'être munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du porteur sans que soit nécessaire le visa d'un agent diplomatique ou consulaire de l'autre Etat.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers (*Reisepässe für Ausländer*).

2^o Le présent accord ne porte nullement atteinte aux dispositions légales en vigueur sur le territoire des deux Etats et relatives à l'immigration et l'hygiène publique, la fermeture des ports et des frontières, les voyageurs suspects, l'enregistrement des étrangers par la police, le refoulement, le séjour et l'expulsion des étrangers.

L'abolition du visa des passeports ne dispense pas les porteurs de l'obligation de présenter, aux fins de légalisation consulaire gratuite, tous autres documents prescrits par la législation des deux Etats contractants.

3^o Chaque gouvernement se réserve le droit de modifier les présentes dispositions par simple échange de notes diplomatiques au cas où il le jugerait nécessaire en raison des expériences faites.

4^o Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} août 1931 et pourra être dénoncé par chacune des deux gouvernements moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis cette occasion, etc.

A. DE MELLO FRANCO, *m. p.*

A Son Excellence

Monsieur Antonio Retschek,
Ministre plénipotentiaire d'Autriche,
Rio-de-Janeiro.

in Your Excellency's note, to which this note is a reply :

(1) Nationals of each of the two States other than immigrants may at any time enter or leave the territory of the other State by officially recognised ports and frontier points, provided only that they are in possession of a valid national passport proving beyond doubt the nationality of the holder, and shall not be required to obtain the visa of a diplomatic or consular representative of the other State.

This privilege shall be held only by persons in possession of national passports, and shall not be granted to holders of aliens' passports (*Reisepässe für Ausländer*).

(2) The present agreement shall in no way affect the legal provisions in force within the territory of the respective countries as regards immigration, public health, the closing of ports or frontiers, suspected travellers, the police registration of aliens, refusal of entry to aliens, or the sojourn or expulsion of aliens.

The abolition of passport visas shall not exempt the holders of passports from the obligation to submit for purposes of free consular authentication any other documents required by the laws of the respective contracting States.

(3) Each Government reserves to itself the right to amend the present provisions by a simple exchange of diplomatic notes if in the light of experience it should deem such amendment necessary.

(4) The present agreement shall enter into force on August 1, 1931, and may be denounced by either of the two Governments at three months' notice.

I am, Sir, etc.

A. DE MELLO FRANCO, *m. p.*

His Excellency

Monsieur Antonio Retschek,
Minister Plenipotentiary of Austria,
Rio-de-Janeiro.

É copia autentica

Secretaria de Estado das Relações Exteriores
Rio de Janeiro D. F. em 11 de maio de 1932.

C de Freitas Valle

Chefe do Serviço dos Limites e Actos internacionais, p. i.

N° 2802.

HONGRIE ET POLOGNE

Convention en vue d'éviter la double
imposition des successions. Signée
à Varsovie, le 12 mai 1928.

HUNGARY AND POLAND

Convention for the Prevention of
Double Taxation in the matter
of Succession Duties. Signed at
Warsaw, May 12, 1928.

N° 2802. — CONVENTION ¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DES SUCCESSIONS. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 12 MAI 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations et le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 septembre 1931.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE, désireux d'éviter la double imposition de la taxe successorale, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. le Dr Tadeusz JACKOWSKI, directeur du Département politique et économique au Ministère des Affaires étrangères et M. August FRANTZ, inspecteur au Ministère des Finances ;

LE RÉGENT DE HONGRIE :

S. E. M. Alexandre BELITSKA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie à Varsovie et M. Alexandre KNEPPO, conseiller au Ministère des Finances à Budapest ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les biens immobiliers de succession laissés par les ressortissants de l'un des deux Etats contractants, y compris les accessoires, seront soumis à la taxe successorale seulement dans celui des deux Etats, dans lequel ces biens sont situés.

Pour ce qui concerne la solution de la question suivante : l'objet de succession doit-il être considéré comme immeuble, seront compétentes les lois de celui des deux Etats contractants dans lequel l'objet de succession en question se trouve. Pour ce qui concerne la solution de la question suivante : que doit-on entendre par le mot « accessoires », seront compétentes les lois de celui des deux Etats contractants, dans lequel les biens immobiliers sont situés. Les droits auxquels s'appliquent les prescriptions de droit civil relatives aux biens immeubles ainsi que le droit d'usufruit de ces biens et les droits qui sont garantis par les mêmes biens ou qui les grèvent, seront

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 22 juillet 1931.

¹ TRADUCTION. -- TRANSLATION.

No. 2802. — CONVENTION² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE REPUBLIC OF POLAND FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN THE MATTER OF SUCCESSION DUTIES, SIGNED AT WARSAW, MAY 12, 1928.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 5, 1931.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, being desirous of preventing double taxation in the matter of successions duties, have agreed to conclude a Convention with this object and for this purpose have appointed their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Dr. Tadeusz JACKOWSKI, Director of the Political and Economic Department in the Ministry of Foreign Affairs, and M. August FRANTZ, Inspector to the Ministry of Finance ;

THE REGENT OF HUNGARY :—

H. E. Alexandre BELITSKA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary at Warsaw, and M. Alexandre KNEPPO, Counsellor to the Minister of Finance at Budapest ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Immovable property, including appurtenances, left by nationals of one of the two Contracting States shall be liable to succession duty only in the Contracting State in which the property is situated.

The question whether a specific item of property forming part of the estate is to be regarded as immovable property or not shall be settled in accordance with the laws of the Contracting State in which such property is situated. The question as to what constitutes " appurtenances " shall be settled by the laws of the Contracting State in which the immovable property is situated. Rights to which the provisions of civil law relating to immovable property are applicable, and also the right of usufruct of such property, and rights which are secured by or constitute a charge upon the said property, shall be regarded as immovable property. Such rights should be regarded

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratification took place at Budapest, July 22, 1931.

considérés comme des biens immeubles. Il convient de considérer ces droits comme existants dans celui des deux Etats contractants, dans lequel sont situés les biens immobiliers, auxquels ces droits se rapportent.

Toutes entreprises ou parts dans des entreprises, tous biens destinés à la filiale ou succursale d'une entreprise, de même que toutes parts dans la filiale ou succursale, en tant qu'il ne s'agit pas de droit de participation ayant trait à la possession d'actions ou de parts de mine, seront passibles de la taxe successorale de celui des deux Etats contractants, dans lequel l'entreprise ou la succursale en question est située.

Article 2.

Pour ce qui concerne les parties constitutives de la succession laissées par le défunt ressortissant de l'un des deux Etats contractants, auxquelles les dispositions de l'article premier ne sont pas applicables, seront observés les principes suivants :

a) Lesdites parties constitutives de la succession seront soumises, en principe, à la taxe successorale dans celui des deux Etats contractants, dont le défunt était ressortissant au moment de son décès ;

b) Toutefois, si le défunt au moment de son décès avait son domicile dans l'autre Etat contractant, les parties constitutives de la succession qui y sont situées, y seront soumises à la taxe successorale, à moins qu'il ne s'agisse pas du cas prévu à l'alinéa *c)* ou *d)* ;

c) Si le défunt au moment de son décès avait un domicile dans chacun des deux Etats contractants, lesdites parties constitutives de la succession seront soumises à la taxe successorale seulement dans celui des deux Etats contractants, dont le défunt était ressortissant ;

d) Si l'acquéreur des biens successoraux était au moment du décès du défunt ressortissant de l'un des deux Etats contractants, les biens successoraux échus à cet acquéreur seront soumis à la taxe successorale en vigueur dans l'Etat contractant, dont l'acquéreur était ressortissant au moment en question ; toutefois, cette disposition ne sera pas applicable dans le cas où l'acquéreur aurait son domicile dans l'autre Etat contractant.

Dans le sens de la présente convention, on entend par le mot « domicile » le lieu où une personne possède une habitation dont, selon les circonstances, il est à présumer, que ladite personne a l'intention de maintenir la possession permanente, ou le lieu, où la personne séjourne, s'il est à supposer, d'après les circonstances, qu'elle a l'intention d'y résider non seulement d'une façon temporaire.

Article 3.

Pour la solution de la question concernant la détermination du lieu où les parties constitutives de la succession, prévues à l'article 2, sont situées, seront observés les principes suivants :

a) Pour les créances, — sera décisif le lieu du domicile du défunt ;

b) Pour les titres et effets de commerce (tels que lettres de change, billets à ordre, etc.), — le lieu de leur déposition au moment du décès du défunt ;

c) Pour les droits en vue desquels les autorités tiennent des registres spéciaux à l'effet d'y enregistrer les ayants droit, sera décisif — le lieu où ces registres sont tenus.

Article 4.

Les legs, qui n'ont pas trait à un certain objet déterminé, seront traités comme s'ils devaient être payés sur les biens prévus à l'article 2, dans le cas où ces biens seraient suffisants et alors ces

as existing in that one of the two Contracting States in which the immovable property is situated to which those rights related.

All undertakings or share in undertakings, all property intended for a branch of subsidiary establishment of an undertaking, and any share in the branch or subsidiary establishment, in so far as they do not involve a right of participation connected with the holding of stock or mining shares, shall be liable for succession duty in that one of the two Contracting States in which the undertaking or branch establishment is situated.

Article 2.

With regard to the constituent parts of the estate left by a national of one of the two Contracting States and to which the provisions of Article 1 do not apply, the following principles shall be observed :

(a) The said constituent parts shall, in principle, be liable to succession duties in that one of the two Contracting States of which the deceased was a national at the time of his death.

(b) If, however, the deceased, at the time of his death, had his domicile in the other Contracting State, the constituent part of the estate situated therein shall be liable to succession duty in that State, except in the case specified in paragraphs (c) and (d).

(c) If the deceased, at the time of his death, has a domicile in both Contracting States, the said constituent parts of the estate shall be liable to succession duty only in that one of the two Contracting States of which the deceased was a national.

(d) Should the person acquiring the inherited property be a national of one of the two Contracting States at the time of the death of the person leaving the property, the property inherited by him shall be liable to the succession duty in force in the Contracting State of which he was a national at the time in question ; nevertheless, this provision shall not apply when the person acquiring the property has his domicile in the other Contracting State.

For the purposes of the present Convention, the term *domicile* shall mean the place in which a person has an abode, provided that, in view of the circumstances, it may be assumed that he intends to retain it as a permanent dwelling, or the place where he resides, if there is reason to assume in view of the circumstances, that it is not his intention to reside there only temporarily.

Article 3.

The question as to the place at which the constituent parts of an estate, referred to in Article 2, are situated shall be decided in accordance with the following principles :

(a) In the case of debts, the decisive factor shall be the place of domicile of the deceased ;

(b) In the case of scrip and commercial bills (such as bills of exchange, promissory notes, etc.), the place where they were deposited at the time of the death ;

(c) In the case of rights for which special registers are kept by the authorities for the purpose of entering the names of the persons entitled, the decisive factor shall be the place at which such registers are kept.

Article 4.

Bequests which do not relate to a specific object shall be treated as if they were to be paid out of the property referred to in Article 2, in so far as such property is adequate to pay them. Such

legs seront répartis en proportion de la valeur des parties constitutives des biens précités situés dans chacun des deux Etats contractants. Le reliquat de tels legs, non couvert de la manière susmentionnée, sera considéré comme payé sur les biens successoraux, visés à l'article premier et dans ce cas ce reliquat sera réparti en proportion de la valeur des objets de succession, prévus à l'article premier, situés dans chacun des deux Etats contractants.

Article 5.

Les dettes et charges dont les biens successoraux, visés à l'article premier, sont grevés ou qui sont garantis par ses biens, seront à déduire de la valeur desdits biens. En tant que le défunt était aussi personnellement responsable de telles dettes, le reliquat de ces dettes non couvert de la manière susindiquée, sera déduit des biens prévus à l'article 2 ; les dispositions visées à l'article 4, relatives à la répartition proportionnelle des legs sur les biens successoraux situés dans chacun des deux Etats contractants seront appliquées d'une façon analogue aux dettes et charges précitées.

Pour ce qui concerne les autres dettes et charges, les dispositions énoncées à l'article 4 y seront appliquées d'une façon analogue.

Article 6.

La présente convention ne portera pas atteinte au droit d'aucun des deux Etats contractants, concernant la soumission, conformément à leurs lois respectives, à la taxe successorale de ceux des objets de succession, qui dans l'autre Etat contractant ne sont pas assujettis à des taxes de cette nature.

Article 7.

Si, conformément aux dispositions de la présente convention, les biens successoraux des deux Etats contractants ne sont soumis à la taxe successorale qu'en partie, dans ce cas la valeur des biens passibles de cette taxe dans l'Etat contractant respectif, sera exclusivement décisive pour la fixation du montant de la taxe à y percevoir.

Article 8.

Dans le sens de la présente convention on entend par les mots « taxe successorale » toutes contributions perçues sur la mutation des biens par décès en vertu des lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des Etats contractants.

Article 9.

Les Etats contractants sont convenus de se prêter assistance mutuelle pour établir l'assiette de l'impôt, faisant l'objet de la présente convention, pour la perception dudit impôt, ainsi que pour la remise des notifications respectives. Pour ce qui concerne la procédure y relative, les Gouvernements des deux Etats contractants pourront conclure un accord spécial à cet effet.

Article 10.

Si, dans des cas particuliers, des doutes surgissent au sujet de l'application des dispositions de la présente convention, ils seront réglés entre les Ministres des Finances des deux Etats contractants.

bequests shall be divided in proportion to the value of the constituent parts of the above-mentioned property situated in each of the two Contracting States. Any balance of such bequests which cannot be paid in the above-mentioned manner shall be regarded as to be made good out of the estate as specified in Article 1, and in that case such balance shall be divided in proportion to the value of the parts of the estate, as specified in Article 1, situated in each of the two Contracting States.

Article 5.

Debts and burdens chargeable to or secured on the property specified in Article 1 shall be deducted from the value of such property. Where the deceased was also personally liable for such debts, any balance thereof which cannot be met as above shall be deducted from the property specified in Article 2. The provisions of Article 4 concerning the proportionate division of bequests between property situated in each of the two Contracting States shall be applied in a similar manner to the above-mentioned debts and burdens.

The provisions of Article 4 shall apply in a similar manner in the case of other debts and burdens.

Article 6.

The present Convention shall not affect the right of either of the Contracting States to impose, in accordance with their respective laws, succession duties on those parts of the estate which are not liable to taxes of this kind in the other Contracting State.

Article 7.

If, under the provisions of the present Convention, the estate in each of the two Contracting States is only liable in part to succession duty, then, in such cases, the amount of such duties leviable in one of the Contracting States shall be exclusively assessed on the value of the property liable to the duties in that State.

Article 8.

For the purposes of the present Convention, the term " succession duty " shall mean all taxes levied on the transfer of property on death in virtue of laws which are, or may hereafter be, in force in each of the Contracting States.

Article 9.

The Contracting States agree to assist each other in the assessment of the tax covered by the present Convention and in the collection of the tax and the communication of the necessary notifications. The Governments of the two Contracting States may conclude a special agreement with regard to the procedure relating thereto.

Article 10.

If, in individual cases, doubts arise as to the application of the provisions of the present Convention, the difficulties shall be settled in agreement by the Finance Ministers of the two Contracting States.

Article II.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Budapest aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date de l'échange des instruments de ratification et sera appliquée à tous les cas où le défunt est décédé après son entrée en vigueur.

La présente convention restera en vigueur jusqu'à dénonciation par l'un des deux Etats contractants six mois au moins avant l'expiration de l'année civile.

En cas de dénonciation dans le délai prévu, la présente convention cessera de produire ses effets à l'expiration de la même année civile pour tous les cas où le défunt est décédé après l'expiration de la même année civile.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Varsovie, le douze mai 1928.

(L. S.) JACKOWSKI, *m. p.*

(L. S.) BELITSKA, *m. p.*

(L. S.) FRANTZ, *m. p.*

(L. S.) KNEPPO, *m. p.*

Article II.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible. It shall come into force on the thirtieth day after the date of the exchange of the instruments of ratification, and shall apply in all cases in which the person leaving the property dies after the Convention has come into force.

The present Convention shall remain in force until denounced by either of the Contracting States not less than six months before the end of a calendar year.

If denounced within the period laid down, the present Convention shall to be cease operative on the expiry of the same calendar year for all cases in which the person having the property dies after the close of the said year.

In faith whereof the Plenipotentiaries above mentioned have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Warsaw, May 12, 1928.

(L. S.) JACKOWSKI, *m. p.*

(L. S.) BELITSKA, *m. p.*

(L. S.) FRANTZ, *m. p.*

(L. S.) KNEPPO, *m. p.*

N° 2803.

BELGIQUE ET POLOGNE

Convention consulaire. Signée à
Bruxelles, le 12 juin 1928.

BELGIUM AND POLAND

Consular Convention. Signed at
Brussels, June 12, 1928.

N° 2803. — CONVENTION ¹ CONSULAIRE ENTRE LA BELGIQUE ET LA POLOGNE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 12 JUIN 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 septembre 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, désirant déterminer les conditions d'admission dans leurs territoires respectifs des fonctionnaires consulaires ainsi que les droits, privilèges et immunités réciproques des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que définir les pouvoirs de ceux-ci, ont résolu de conclure une Convention consulaire, et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, son ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

S. E. M. Tytus FILIPOWICZ, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ; et

M. Venceslas BABINSKI, directeur du Département consulaire au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et les agents consulaires pourront être des fonctionnaires de carrière (*consules missi*) ou bien des fonctionnaires *ad honorem* (*consules electi*).

Chacune des Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les ports, villes et places de l'autre Partie. Les Parties contractantes se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires ; cette réserve ne pourra être appliquée à l'une des Parties sans l'être également à toutes les Puissances.

Article 2.

Les consuls de chacun des Pays contractants seront admis et reconnus dans l'autre pays selon les règles et formalités en usage dans celui-ci, après avoir présenté leurs lettres de provisions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 6 août 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2803. — CONSULAR CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND POLAND. SIGNED AT BRUSSELS, JUNE 12, 1928.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 6, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, being desirous of determining the conditions of admission to their respective territories of Consular officials and the reciprocal rights, privileges and immunities of Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, and of defining their powers, have resolved to conclude a Consular Convention and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul HYMANS, His Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

His Excellency M. Tytus FILIPOWICZ, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians ; and

M. Venceslas BABINSKI, Director of the Consular Department at the Ministry for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents may be either Consular officials *de carrière* (*Consules missi*) or honorary officials (*Consules electi*).

Either of the Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents in the ports, towns and places of the other Party. Nevertheless, the Contracting Parties reserve the right to specify localities in which they do not desire to admit Consular officials ; this restriction, however, shall not be imposed upon the other Contracting Party unless it is likewise imposed upon all other Powers.

Article 2.

After presenting their credentials, the Consuls of either Contracting Party shall be admitted to and recognised in the other country according to the rules and formalities established there.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, August 6, 1931.

Les lettres de provisions mentionneront la circonscription consulaire. Tout changement ultérieur relatif à cette circonscription sera notifié au Ministère des Affaires étrangères de l'autre Partie. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions sera délivré aux consuls sans retard et sans frais ; sur la production dudit exequatur, l'autorité supérieure de leur circonscription consulaire prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement de leur mission officielle, les consuls sont assurés de trouver auprès des autorités du pays de leur résidence l'appui le plus bienveillant.

Article 3.

Les consuls de carrière, s'ils y sont autorisés par leur gouvernement, pourront nommer des agents consulaires dans les ports, villes et places de leur circonscription consulaire respective. Ces agents seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les a nommés. Ils exerceront leurs fonctions sous les ordres et sous la responsabilité de ce dernier, et jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente convention. Ils n'entreront en fonctions qu'après y avoir été autorisés par le Ministre des Affaires étrangères du pays de leur résidence.

Article 4.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès du chef de poste (consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire), la personne désignée, conformément aux lois ou règlements du pays dont relevait ce chef de poste, pour remplacer celui-ci, sera reconnue de plein droit en cette qualité par les autorités locales.

Celles-ci devront lui prêter assistance et protection et lui assurer, pendant sa gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges reconnus aux titulaires du poste par la présente convention.

Article 5.

Les consuls et les agents consulaires pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de la maison où ils sont installés les bureaux du consulat ou de l'agence consulaire, l'écusson du pays qu'ils représentent avec cette inscription : Consulat ou Agence consulaire de Belgique (ou de Pologne) et arborer le pavillon de ce pays sur la maison consulaire aux jours des solennités publiques, ainsi que dans les autres circonstances d'usage. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être considérées comme étant l'indice d'un droit d'asile.

Article 6.

Les chefs des postes consulaires de carrière (consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires) et les fonctionnaires de carrières du service consulaire (consuls suppléants et adjoints, vice consuls, attachés et secrétaires consulaires, chanceliers) citoyens de l'Etat qui les a nommés, jouiront dans l'autre Etat de l'exemption de toutes réquisitions, prestations et logements militaires ainsi que des contributions directes, perçues au profit de l'Etat, des provinces et des communes; et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées en raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'Etat où lesdits agents exercent leurs fonctions.

The credentials shall indicate the consular area ; any subsequent change in this area shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the other Party. The exequatur necessary for the free exercise of their functions shall be issued to Consuls without delay or charge ; on the production of the said exequatur, the higher authorities of their consular areas shall immediately take the necessary steps to enable them to perform their duties and to give them the benefit of the immunities and exemptions to which they are entitled.

In the exercise of their functions and the performance of their official duties, Consuls shall be accorded the most generous support on the part of the authorities of the country in which they are resident.

Article 3.

Consuls *de carrière* shall, when authorised to do so by their Government, be entitled to appoint Consular Agents in the ports, towns and places of their consular districts. These Agents shall be provided with certificates issued by the Consul who has appointed them. They shall carry out their duties under the orders and on the responsibility of the aforesaid Consul, and shall enjoy the privileges and immunities which are laid down in the present Convention. They shall only take up their duties after having been authorised to do so by the Minister for Foreign Affairs of the country in which they reside.

Article 4.

In the case of the inability of the Head of the Consular office (Consulate-General, Consulate, Vice-Consulate or Consular Agency), to attend to his duties or his absence or death the person appointed to replace him in accordance with the laws or regulations of the country of which the said Head of the Consular office was a national shall without further formality be recognised by the local authorities.

These authorities shall render him every assistance and protection and shall accord him during his temporary term of office the benefit of the exemptions, prerogatives, immunities and privileges conferred upon titular holders by the present Convention.

Article 5.

Consuls and Consular Agents shall be entitled to place above the outer door of the house in which the offices of the Consulate or Consular Agency are established the coat of arms of their country with the inscription " Consulate " or " Consular Agency of Belgium (or Poland) " and to fly the flag of their country on the consular building on days of public ceremonies and on other customary occasions ; it is understood that these external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum.

Article 6.

De carrière Heads of Consular offices (Consulates general, Consulates, Vice-Consulates and Consular Agencies) and *de carrière* Consular officials (Deputy and Assistant Consuls, Vice-Consuls, Consular attachés, secretaries and head clerks), who are nationals of the State which appointed them, shall enjoy in the other State exemption from all military requisitions, contributions or billeting and from any direct taxation imposed by the State, provinces or communes, the collection of which is based on lists of names, unless these taxes are imposed by reason of ownership of immovable property or on the interest on capital employed in the State in which the said Agents exercise their functions.

Cependant, cette exemption ne pourra pas s'appliquer aux fonctionnaires précités qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, lesdits fonctionnaires devant, dans ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tous les étrangers dans les mêmes conditions.

Les privilèges et exemptions prévus ci-dessus s'appliquent également aux commis de chancellerie et employés de consulats qui, étant de carrière, sont ressortissants du pays qui les emploie et n'exercent aucun commerce ni industrie quelconque.

Les consuls et agents consulaires honoraires seront exempts des logements militaires pour les locaux affectés à leur chancellerie et à leurs archives.

Pendant un délai de six mois à dater du jour de leur entrée en fonctions, les chefs de poste et les fonctionnaires de carrière du service consulaire mentionnés aux alinéas 1 et 3 du présent article, seront autorisés, en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre Partie, à faire entrer, sans être astreints au paiement de droits de douane ou de taxes quelconques frappant l'importation, leur mobilier et les ustensiles de ménage qui étaient et demeurent à leur usage. Il est entendu que la présente disposition ne s'applique pas aux articles de consommation.

Les chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'alinéa premier du présent article, ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté pour des infractions qui, en vertu de la législation locale d'une région quelconque du pays de la résidence, sont punissables d'une peine privative de liberté, supérieure à une année, ou d'une peine plus grave.

En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation d'un chef de poste ou d'un fonctionnaire du service consulaire, désignés à l'alinéa premier du présent article, le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'arrestation ou la mise en accusation a eu lieu informera sans délai le Représentant diplomatique de l'Etat dont relève ledit fonctionnaire consulaire.

Les chefs de postes et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'alinéa premier du présent article, ne seront pas justiciables des tribunaux de l'Etat de leur résidence en raison des actes de leurs fonctions, accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par la présente convention.

Article 7.

Les chefs de postes et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'alinéa premier de l'article 6, devront déférer aux invitations qui leur seront adressées, sous forme de lettre officielle et sans menace de sanction pénale, en cas de non-comparution, par les tribunaux ou les magistrats compétents de l'Etat de leur résidence, à l'effet de comparaître comme témoins. Toutefois, le cas échéant, pour obtenir la remise de leur comparution à une date ultérieure rapprochée, ils pourront faire valoir comme motifs légitimes, des empêchements résultant de maladie ou de nécessités urgentes de service.

Ils pourront également, en opposant le secret d'Etat ou le secret professionnel, se refuser à déposer sur tous faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions, à produire des papiers, documents ou registres dont ils seraient détenteurs ou à se dessaisir de ces papiers, documents ou registres. Au cas où l'autorité judiciaire n'admettrait pas le bien fondé de cette excuse ou de cette exception, elle devra s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard dudit fonctionnaire consulaire. Les difficultés qui surgiraient à cette occasion devront toujours être réglées par la voie diplomatique.

Sous réserve des privilèges et immunités mentionnés ci-dessus, les chefs de poste et fonctionnaires du service consulaire seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'Etat de leur résidence.

Article 8.

Les archives consulaires seront en tout temps inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, examiner ou saisir les livres, les papiers et autres objets qui en font partie.

Nevertheless, this exemption shall not be extended to such of the above-mentioned officials as are engaged in any profession, industry or commerce, these officials being liable to the taxes payable by all foreigners in like circumstances.

The above-mentioned privileges and exemptions shall also apply to *de carrière* consular clerks and employees who are nationals of the country which employs them and are not engaged in any commerce or industry.

Honorary Consuls and Consular Agents shall be exempted from military billeting in the premises used for their office and archives.

During a period of six months from the date on which they take up their duties, Heads of Consular offices and the *de carrière* consular officials mentioned in paragraphs 1 and 3 of the present Article shall be authorised, when taking up their duties in the territory of the other Party, to import their furniture and the household utensils which they have previously been, and are still, using, free from Customs duties and other charges levied on imports. It is understood that this provision shall not be applicable to articles of consumption.

Heads of Consular offices and the Consular officials enumerated in the first paragraph of the present Article may not be arrested or placed in custody pending trial except for offences which, under the local laws of any part of the country in which they reside are punishable with imprisonment for a period exceeding one year or with a severer penalty.

If judicial proceedings are taken against the Head of a Consular office or of a Consular official mentioned in the first paragraph of the present Article, or if he is arrested or charged with an offence, the Government of the State in the territory of which the arrest or prosecution takes place shall immediately inform the diplomatic representative of the State which appointed the said Consular official.

Heads of Consular offices and the Consular officials enumerated in the first paragraph of the present Article shall not be amenable to the jurisdiction of the Courts of the country in which they reside in respect of any act performed by them in the exercise of their functions within the limits of the powers conferred upon them by the present Convention.

Article 7.

Heads of Consular offices and the Consular officials enumerated in the first paragraph of Article 6 shall comply with requests to appear as witnesses which may be addressed to them, officially and without any threat of penalties in the event of their non-appearance, by the competent Courts or magistrates of the State in which they reside. They may, however, obtain the postponement of their appearance for a short time by adducing as legitimate reasons for non-attendance hindrances resulting from illness or urgent official duties.

They may also refuse to give evidence on all facts connected with the exercise of their functions or to produce any papers documents or registers which are in their possession or to give up such papers, documents or registers on the ground that they would be divulging State or professional secrets by so doing. Should the judicial authorities not deem such excuse or plea well-founded they shall nevertheless abstain from employing any measure of coercion against the Consular official in question. All difficulties of this nature shall be settled through diplomatic channels.

Subject to the above-mentioned privileges and immunities, Heads of Consular offices and Consular officials shall be amenable in both civil and criminal matters and under the same conditions as nationals to the jurisdiction of the courts of the country in which they reside.

Article 8.

The Consular archives shall at all times be inviolable and the local authorities may not under any pretext examine or seize any books, documents or other articles forming part thereof. These

Ces livres, papiers et objets devront toujours être complètement séparés des documents privés ainsi que des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires respectifs.

Les locaux officiels des postes de carrière seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, pénétrer dans les locaux consulaires, à moins qu'il ne s'agisse de poursuivre une infraction, qui en vertu de la législation locale d'une région quelconque du pays de la résidence, est punissable d'une peine privative de liberté, supérieure à une année ou d'une peine plus grave. Dans aucun cas elles ne pourront examiner ou saisir les papiers officiels qui s'y trouvent.

Il est bien entendu que les locaux consulaires ne pourront, dans aucun cas, servir de lieu d'asile.

Article 9.

Les consuls et les agents consulaires de chacun des deux Etats contractants ont le droit de protéger et de défendre, en vertu du droit des gens et des usages internationaux, tous les droits et intérêts des ressortissants du pays qui les a nommés.

A cet effet, ils pourront s'adresser à toutes les autorités judiciaires et administratives de leur circonscription, en vue d'obtenir les renseignements et explications nécessaires ; ils pourront aussi s'adresser à toutes les autorités administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux conventions ou aux traités existants entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre.

Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par les autorités locales de leur circonscription ils ne pourraient avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout représentant diplomatique de leur pays.

Article 10.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes auront, s'ils y sont autorisés par les dispositions légales ou réglementaires du pays qui les a nommés, le droit de délivrer aux ressortissants de ce pays des passeports et autres pièces d'identité, ainsi que de viser tous passeports, certificats d'origine ou de provenance de marchandises et autres pièces.

Article 11.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes auront, s'ils y sont autorisés par les dispositions légales ou réglementaires du pays qui les a nommés, le droit de légaliser les signatures des ressortissants de ce pays. Ces légalisations auront la même valeur que si elles étaient faites par les notaires ou par les autorités compétentes du pays de la résidence du consul.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes auront, s'ils y sont autorisés par les dispositions légales ou réglementaires du pays qui les a nommés, le droit de légaliser les signatures des autorités ou des fonctionnaires de ce pays ou du pays de leur résidence.

Ils seront également autorisés à certifier l'authenticité de documents établis par les autorités de pays tiers, mais intéressant leurs nationaux seulement.

Article 12.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes auront, s'ils y sont autorisés par les lois ou les règlements du pays qui les a nommés, le droit de traduire toute espèce de documents émanant de particuliers ou d'autorités soit du pays dont ils relèvent, soit de celui où ils exercent leurs fonctions. Ces traductions, dûment signées et revêtues du sceau du Consulat, auront, dans chacun des deux pays, la même valeur que si elles avaient été faites par un traducteur assermenté du pays où elles doivent servir.

books, papers and articles shall always be kept completely separate from private papers as well as from the books and papers relating to any commerce or industry in which the respective officials may be engaged.

The official premises of *de carrière* Consular offices shall at all times be inviolable. The local authorities may not enter the consular premises on any pretext, except in the case of proceedings in respect of offences which, under the local law of any part of the country of residence, are punishable with imprisonment exceeding one year or with any severer penalty; nor may they in any circumstances whatever examine or seize the official papers kept there.

It is understood that the Consular premises may in no case serve as a place of asylum.

Article 9.

Consuls and consular agents of each of the two Contracting States shall be entitled to protect and to defend, on the basis of international law and usage, all the rights and interests of the nationals of the country which appointed them.

To this end they may appeal to any of the judicial or administrative authorities of their area for any information or explanations which they may require; they may also appeal to any of the administrative authorities against any breach of conventions or treaties existing between the two countries and against any abuses of which their nationals may have to complain.

Should their complaints not be taken up by the local authorities of their districts, they may not approach the Government of the country of residence direct except in the absence of any diplomatic representative of their own country.

Article 10.

The consuls and consular agents of each of the Contracting Parties shall be entitled, if authorised to do so by the laws or regulations of the country which appointed them, to issue passports and other personal papers to the nationals of that country, and to endorse passports, certificates indicating the origin of goods and other papers.

Article 11.

The Consuls and Consular Agents of each of the Contracting Parties shall be entitled, if authorised to do so by the laws and regulations of the country which appointed them, to legalise signatures of nationals of that country. Such legalisations shall have the same validity as if they had been effected by the notaries or competent authorities of the country in which the consul is resident.

Consuls and Consular Agents of each of the Contracting Parties shall be entitled, if authorised to do so by the laws and regulations of the country which appointed them, to legalise signatures of authorities or officials of that country and of the country of residence.

They shall also be entitled to certify the authenticity of documents drawn up by the authorities of a third country, which concern their nationals only.

Article 12.

Consuls and Consular Agents of each of the Contracting Parties shall be entitled, if authorised to do so by the laws and regulations of the country which appointed them, to translate all documents emanating from private persons or authorities either of the country to which they belong or of that in which they exercise their functions. These translations, when duly signed and bearing the seal of the Consulate, shall have the same validity in each of the two countries as if they had been drawn up by a sworn translator of the country where they are to be used.

Article 13.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à se délivrer, sur demande, des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, de reconnaissance et de légitimation d'enfants naturels ainsi que des actes d'adoption, de mariage et de décès concernant les ressortissants de l'autre Partie.

Lesdites expéditions seront délivrées dans la forme usitée dans le pays où l'acte a été dressé et contre paiement des taxes prévues par les lois et règlements qui y sont en vigueur. Elles seront demandées et transmises par l'intermédiaire des consulats et des agences consulaires de la Partie qui les a réclamées. Toutefois, leur délivrance s'effectuera sans frais quand elles seront réclamées pour usage administratif ou en faveur de personnes indigentes.

Article 14.

Les consuls et les agents consulaires des Parties contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés par les lois ou règlements de l'Etat qui les a nommés, de recevoir, soit dans leur chancellerie, soit à bord des navires du pays dont ils relèvent, toutes déclarations que pourraient avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants ou tous autres ressortissants dudit Etat.

Article 15.

Chacune des Parties contractantes s'engage à reconnaître comme valables les actes notariés suivants, dressés sur son propre territoire par les consuls ou agents consulaires de l'autre pays qui auront été investis par celui-ci de la compétence notariale :

1^o Les testaments des ressortissants du pays dont relève l'agent qui a dressé l'acte ;

2^o Les contrats de mariage des ressortissants du pays dont relève l'agent qui aura dressé l'acte ;

3^o Les contrats de mariage de ressortissants du pays dont relève l'agent qui dresse l'acte et de femmes étrangères non ressortissantes du pays où l'acte est dressé ;

4^o Tous actes et contrats, autres que ceux indiqués au 1^o et au 2^o du présent article, concernant exclusivement des ressortissants du pays dont relève l'agent instrumentant ;

5^o Tous actes et contrats concernant des ressortissants du pays dont relève l'agent instrumentant et des ressortissants ou autres habitants du pays où réside l'agent et même tous actes et contrats concernant exclusivement ces derniers, pourvu que, dans tous ces cas, ces actes ou contrats se rapportent à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire du pays qui a nommé le consul ou l'agent consulaire.

La disposition figurant en tête du présent article ne s'applique pas aux actes et contrats mentionnés aux Numéros 2, 3, et 4 ci-dessus et qui ont pour objet l'acquisition ou la transmission de droits réels sur des biens fonds ou des immeubles situés dans le pays où l'acte est dressé.

Les expéditions, copies ou extraits des actes dressés en vertu du présent article, dûment certifiés par le consul ou l'agent consulaire compétent et revêtus du sceau du consulat, feront foi et auront la même force probante, tant en Justice que hors Justice, soit en Belgique, soit en Pologne, que s'ils avaient été passés devant un notaire ou un autre officier public de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois du pays dont relève le consul ou l'agent consulaire et qu'ils aient été soumis, éventuellement, au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Article 13.

The Contracting Parties mutually undertake to forward to each other, on request, duly certified copies of birth certificates, of acts recognising or legitimising children born out of wedlock, and of acts of adoption and marriage and death certificates concerning the nationals of the other Party.

The said copies shall be issued in the customary form employed in the country where the act has been drawn up, on payment of the fees prescribed by the laws and regulations in force. They shall be applied for and forwarded through the intermediary of the Consulates and Consular Agencies of the Party making the application. They shall, however, be issued free of charge when they are applied for for administrative use or on behalf of indigent persons.

Article 14.

Consuls and Consular Agents of the Contracting Parties shall be entitled, if authorised to do so by the laws or regulations of the State which appointed them, to take, in their offices or on board vessels of their country, any declarations which may be made by masters, members of the crew or passengers, by traders or by any other nationals of their country.

Article 15.

Each of the Contracting Parties undertakes to recognise as valid the following notarial acts drawn up on its own territory by Consuls or Consular Agents of the other country who have been invested with notarial powers by the latter :

(1) Wills of nationals of the country to which the agent who drew up the act belongs ;

(2) Contracts of marriage of nationals of the country to which the agent who drew up the act belongs.

(3) Contracts of marriage of nationals of the country to which the agent who drew up the act belongs and of foreign women who are not nationals of the country where the act was drawn up ;

(4) All acts and contracts other than those enumerated Sections 1) and 2) of the present Article, which exclusively concern nationals of the country to which the agent who drew up the document in question belongs ;

(5) All acts and contracts concerning nationals of the country of the agent who drew them up and of nationals or other inhabitants of the country of his residence, as also all acts and contracts exclusively concerning the latter, provided that, in all these cases, such acts or contracts relate to property situated, or business to be transacted, in the territory of the country which appointed the Consul or Consular Agent.

The first clause of the present Article shall not apply to acts and contracts mentioned in Sections 2, 3 and 4 above, which have for their object the acquisition or transfer of rights *in rem* in respect of landed or immovable property situated in the country where the act was drawn up.

Copies, extracts and transcripts of acts drawn up in virtue of the present Article, duly legalised by the competent Consul or Consular Agent and bearing the seal of the Consulate, shall have the same validity and the same value as evidence for legal or other purposes in Belgium or in Poland as if they had been executed before a notary or other legal officer of either of the countries concerned, provided that these acts were drawn up in the form prescribed by the laws of the State to which, the Consul or Consular Agent belongs, and subjected, where required, to stamp duty and registration formalities and to all the other formalities prescribed in the country in which the act is to be enforced.

Au cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité d'une expédition d'un acte dressé conformément au présent article, l'intéressé pourra exiger la confrontation avec l'original et assister à ce collationnement. Ce collationnement devra être effectué sans déplacement de minutes.

Article 16.

Jusqu'au moment où un accord complet et définitif sera intervenu entre les Parties contractantes en ce qui concerne les successions de leurs ressortissants délaissées sur le territoire de l'autre pays les dispositions suivantes seront appliquées. :

1^o En cas de décès de ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes doivent en donner immédiatement avis au consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le décès a eu lieu, et lui fournir en même temps, dans la mesure du possible, des renseignements concernant les noms et adresses des héritiers ainsi que sur l'existence d'une disposition testamentaire.

Le consul ou l'agent consulaire devra donner le même avis et fournir les mêmes renseignements aux autorités locales s'il a été informé le premier du décès.

Le consul ou l'agent consulaire aura le droit, concurremment avec l'autorité locale compétente, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés ainsi qu'à la confection de l'inventaire. Toutefois, au cas où tout retard serait de nature à mettre en péril la succession, ladite autorité consulaire ou l'autorité locale aura le droit de procéder seule à l'accomplissement de ces opérations, à la condition d'en informer sans délai l'autre autorité afin d'assurer sa coopération dans la suite.

2^o En cas d'absence ou d'incapacité des héritiers et à défaut d'exécuteurs testamentaires ou de mandataires spéciaux, le consul ou l'agent consulaire aura le droit de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession mobilière et de se faire délivrer tous les éléments de cette succession dont les particuliers ou les autorités locales seraient détenteurs, et cela aux mêmes conditions que le défunt lui-même aurait pu en réclamer la remise.

Si l'intervention du consul ou de l'agent consulaire était retardée pour une raison quelconque, l'autorité locale devrait prendre à l'égard de la succession mobilière les mesures nécessaires pour la conservation de celle-ci et faire part de ces mesures au consul ou à l'agent consulaire compétent.

Les mesures prises par les autorités locales en vertu de l'alinéa précédent doivent être levées si le consul ou l'agent consulaire le demande.

3^o Le consul devra garder en dépôt, pendant une période de quatre mois à compter du jour du décès du *de cuius*, tous les éléments de la succession mobilière dont il a pris possession. Le consul pourra, toutefois, prélever immédiatement sur l'actif de la succession les sommes nécessaires pour payer les frais de justice, les droits et taxes consulaires, les frais à rembourser aux autorités locales, ainsi que ceux de la dernière maladie du défunt et des funérailles, les gages des domestiques, les loyers pour les derniers six mois et, en cas de nécessité, les frais d'entretien des membres de la famille du défunt.

Le consul n'aura pas le droit de se dessaisir des objets faisant partie de la succession aussi longtemps que les droits fiscaux n'auront pas été payés et que les créances qui lui auront été produites à charge de la succession n'auront pas été liquidées ou dûment garanties. Cette obligation cessera si, dans les six mois qui suivront, le Consul n'est pas informé de ce que lesdites créances ont été reconnues par les héritiers ou approuvées par une décision judiciaire ou bien régulièrement produites devant l'autorité judiciaire compétente du lieu de résidence du consul.

4^o Pour toutes les questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions de ressortissants de l'un des Etats dans l'autre, les consuls seront autorisés à représenter de plein droit devant toute autorité les héritiers absents ou incapables, ressortissants du pays qui les a nommés, pour autant que ceux-ci

Should any doubt arise as to the authenticity of the copy of an act drawn up in accordance with the present Article, the person concerned may demand to have it compared with the original and to be present when this is done. Such comparison must be made without removing the originals from the place where they are kept.

Article 16.

Until a complete and final agreement has been concluded between the Contracting Parties with regard to estates left by deceased nationals of one of the Parties in the territory of the other Party, the following provisions shall apply :

(1) In the case of the decease of a national of one of the Contracting Parties in the territory of the other, the competent local authorities shall immediately notify the Consul or Consular Agent of the area in which the death occurred and at the same time supply him with such information as may be possible concerning the names and addresses of the heirs and the existence of a testamentary disposition, if any.

Similarly, the Consul or Consular Agent shall notify the local authorities, if he is the first to be informed of the death.

The Consul or Consular Agent shall be empowered to proceed, jointly with the competent local authorities, to the affixing and removal of seals and to the drawing up of an inventory. In cases, however, where any delay would be likely to jeopardise the succession, the said consular authority or local authority shall be empowered to carry out these duties alone, provided that the other authority is informed without delay with a view to its subsequent co-operation.

(2) In the event of absence or incapacity of the heirs and in the absence of testamentary executors or special representatives, the Consul or Consular Agent shall be empowered to take all necessary measures for the preservation and administration of the personal estate and take over everything pertaining to the estate in the possession of private persons or local authorities, under the same conditions as those under which the deceased person himself would have had the right to demand their surrender.

If the action of the Consul or Consul Agent is delayed for any reason, the local authority shall take any necessary measures for the preservation of the personal estate and thereupon inform the competent Consul or Consular Agent.

The measures taken by the local authorities in virtue of the preceding paragraph shall be revoked at the request of the Consul or Consular Agent.

(3) The Consul shall hold in safe-keeping everything pertaining to the personal estate which he has taken over until four months have elapsed from the death of the deceased. The Consul shall, however, be entitled to draw immediately on the assets of the estate for the sums necessary to cover the judicial and consular fees, the sums to be reimbursed to the local authorities, the cost of the last illness and of the funeral of the deceased, the wages of his servants, rent for the last six months and, if necessary, the maintenance of the deceased's family.

The Consul shall not be entitled to surrender anything pertaining to the estate until the fiscal dues have been paid and any claims lodged with him against the estate have been settled or duly secured. This obligation shall cease if, within the following six months, the Consul has not been informed that the said claims have been recognised by the heirs or approved by a judicial decision or lodged in due form with the competent judicial authority of the place where the consul resides.

(4) In all questions arising out of the opening of the succession, the administration and liquidation of estates left by nationals of one of the States in the territory of the other, Consuls shall have full power to represent the absent or incapable heirs who are nationals of the country which appointed them, provided that the latter have not appointed other

n'aient pas institué d'autre mandataire. Ils seront ainsi officiellement reconnus comme représentants de ces héritiers, sans être tenus de prouver leur mandat par une procuration spéciale.

Le consul étant considéré comme représentant des héritiers, ne pourra être personnellement mis en cause devant les autorités locales relativement à toute affaire concernant la succession.

5° Les dispositions des paragraphes précédents sont applicables par analogie au cas où un ressortissant de l'une des Parties contractantes possédant des biens sur le territoire de l'autre viendrait à mourir en dehors dudit territoire.

6° Au cas où des ressortissants de l'une des Parties contractantes intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre, seraient absents ou incapables et non représentés, le consul ou l'agent consulaire de l'Etat dont ces héritiers sont ressortissants pourra, quelle que soit la nationalité du *de cuius*, agir comme représentant de ceux-ci sans avoir à produire aucune procuration spéciale. L'intervention du consul ou de l'agent consulaire ne sera plus admise dès que lesdits ayants droit seront présents ou représentés. Toutefois, cette disposition ne pourra porter atteinte aux droits reconnus par des traités aux fonctionnaires consulaires de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

7° En cas de succession de marin ou de passager de l'une des Parties contractantes décédé sur le territoire de l'autre, soit à bord d'un navire, soit à terre, les consuls du pays du défunt seront exclusivement compétents pour dresser les inventaires et faire les autres actes officiels nécessaires en vue de la conservation et de la liquidation de la succession.

Les salaires, appointements, valeurs et effets appartenant aux marins ou passagers ressortissants de l'une des Parties contractantes décédés à bord d'un navire de l'autre Partie seront remis, au port d'arrivée, au consul du pays du défunt.

Article 17.

Les consuls des deux Parties contractantes pourront signaler à l'autorité compétente du pays de leur résidence l'utilité d'organiser une tutelle en faveur de mineurs ressortissants de l'Etat dont relève le consul, étant entendu que cette autorité reste seule juge de la décision à prendre.

Article 18.

Les consuls et agents consulaires de chacune des Parties contractantes auront le droit de porter secours et assistance aux navires de commerce et aux navires de guerre séjournant dans un port de leur circonscription consulaire et battant pavillon de l'Etat dont le consul relève.

A cet effet, ils pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord de ces navires après que ceux-ci auront été admis en libre pratique. En ce qui concerne les navires de commerce, ils pourront également interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers du bord, recevoir — conformément aux stipulations de l'article 14 de la présente convention, — les déclarations relatives à leurs voyages, leur destination et aux incidents de la traversée, ainsi que dresser les manifestes et faciliter l'expédition desdits navires de commerce.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif et les officiers et agents de la douane du pays ne pourront, dans le port où réside un consul ou un agent consulaire de l'un des deux Etats contractants, opérer à bord des navires de commerce de l'autre partie ni arrestation (sauf en cas de flagrant délit), ni recherches, ni visites, autres que les visites ordinaires de douane ou de santé, ni procéder à d'autres devoirs nécessitant des moyens de contrainte, sans prévenir auparavant, ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le consul ou l'agent consulaire de la nation à laquelle le bâtiment appartiendra afin qu'il puisse assister à la visite. Ils devront également donner en temps opportun au consul ou à l'agent consulaire les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux ou les autorités administratives du pays.

representatives. They shall thus be officially recognised as the representatives of these heirs without being obliged to prove their title by a special authority.

As the Consul in his capacity as legal representative of his nationals shall not be treated as personally responsible in connection with any matter relating to the succession.

(5) The provisions of the preceding paragraph shall apply *mutatis mutandis* to cases where a national of one of the Contracting Parties owning property on the territory of the other dies outside that territory.

(6) Should nationals of one of the Contracting Parties interested in a succession opened on the territory of the other be absent or incapable or not represented, the Consul or Consular Agent of the country of which these heirs are nationals may, whatever the nationality of the deceased, act as their representative without being obliged to produce special authority. The Consul or Consular Agent may not act if the said claimants are present or represented. Nevertheless, this provision may not prejudice the rights conferred by treaties on consular officials of the State of which the deceased was a national.

(7) With regard to the estate of a seaman or passenger of one of the Contracting Parties who dies on the territory of the other, whether on board ship or on land, the Consuls of the deceased's country shall possess exclusive competence to draw up inventories and take any other official action for the preservation and liquidation of the estate.

Wages, emoluments, securities and effects belonging to seamen or travellers who are nationals of either of the Contracting Parties and who die on board a ship of the other party, shall be handed over, in the port of arrival, to the Consul of the country of the deceased.

Article 17.

The Consuls of the Contracting Parties may draw the attention of the competent authority of the country in which they are resident to the desirability of providing guardianship for nationals of their country who are minors, it being understood that the said authority alone has the right to decide this question.

Article 18.

Consuls and consular agents of each of the Contracting Parties shall be entitled to afford relief and assistance to merchant ships and war ships lying in a harbour within their consular area and flying the flag of the country to which the consul belongs.

For this purpose, they may proceed personally or send representatives on board such ships, after they have been admitted to *pratique*. In the case of merchant ships, they may also question the masters and crew, examine the ship's papers, take declarations regarding their voyage, their destination and the events of their journey as provided in Article 14 of the present Convention, draw up manifests and facilitate the clearing of the said merchant vessels.

In ports where a Consul or Consular Agent of one of the two Contracting States resides, the judicial and administrative officials and the Customs officials and agents of the country may not make arrests (except in the case of offenders found *in flagrante delicto*) on board merchant ships of the other Party or conduct any search or examination other than ordinary Customs and medical examinations, or take any other action involving compulsion without notifying previously — or, in urgent cases, at the time of the action in question — the Consul or Consular Agent of the nation to which the vessel belongs, in order that he may be present during the examination. They must also give the Consul or Consular Agent sufficient notice to enable him to be present when any declarations are made by masters or crews before the courts or administrative authorities of the country.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls et agents consulaires indiquera une heure précise et, si les consuls et agents consulaires négligent de s'y rendre en personne ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales compétentes seront, toutefois, tenues d'informer sans délai le consul ou l'agent consulaire de toute visite ou autre devoir officiel, auxquels il aurait été procédé en leur absence et dont il est question dans l'alinéa précédent ; elles indiqueront, en même temps, les motifs de l'urgence. Elles agiront de même lorsque le consul ou l'agent consulaire ne résidera pas dans le port.

Article 19.

Pour tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires de commerce et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays, sous la condition expresse que tout privilège ou toute faveur qui seraient accordés dans un port déterminé par l'une des Parties contractantes à ses propres navires marchands ou aux navires marchands d'une tierce Puissance, seront également accordés dans ces ports aux navires de l'autre Partie.

Les consuls et agents consulaires, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands dudit Etat. Ils régleront eux-mêmes, conformément aux lois de celui-ci, les litiges de toute nature qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement ceux relatifs à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque le désordre survenu à bord des navires serait de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouverait mêlée. Même dans ce cas, les autorités locales en donneront avis, préalablement, si faire se peut, au consul ou agent consulaire compétent.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls et aux agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions.

Article 20.

Les consuls et les agents consulaires pourront faire arrêter ainsi que renvoyer, soit à bord, soit dans leur patrie, les officiers, matelots et toute autre personne faisant partie, à quelque titre que ce soit des équipages des navires de commerce du pays qui les a nommés, qui auraient déserté sur le territoire de l'un des Etats contractants.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage ou, à défaut de ces documents, un extrait authentique de ceux-ci, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aura ni consul ni agent consulaire, la demande d'extradition pourra être adressée aux autorités locales par le commandant du navire, qui aura à observer les formalités prescrites ci-dessus.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée, excepté au cas où il serait prouvé que la personne réclamée est un ressortissant du pays de la résidence du consul ou bien que le déserteur a commis à terre un crime ou un délit ; dans ce dernier cas, l'autorité locale pourra encore surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. On donnera, en outre, auxdits fonctionnaires consulaires secours et assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus, à la demande écrite et aux frais du consulat ou de l'agence consulaire, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord d'un navire national, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, moyennant un avis donné au consul ou à l'agent consulaire trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seraient remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

The invitation addressed in the above-mentioned cases to Consuls or Consular Agents shall specify an exact hour, and if the Consul or Consular Agent fails to attend in person or to send a representative, the proceedings shall be conducted in his absence. The competent local authorities shall nevertheless be obliged to inform the Consul or Consular Agent without delay of any examination or other official action of the nature referred to in the previous paragraph undertaken in his absence ; they shall at same time state the reasons which necessitated urgent actions. They shall proceed in the same way even if the Consul or Consular Agent does not reside in the port.

Article 19.

In all that concerns harbour police regulations, the loading and unloading of merchant ships, and the safeguarding of merchandise, goods and effects, the laws, decrees and regulations of the country shall be observed, subject to the express condition that any privilege or advantage which may be granted in a particular port by one of the Contracting Parties to its own merchant ships or to the merchant ships of a third party shall also be granted in that port to the ships of the other Party.

Within the limits laid down in the laws of the State which appointed them, Consuls and Consular Agents shall alone be responsible for the maintenance of order on board merchant ships of their nation ; they shall themselves decide, in conformity with the laws of that State, disputes of all kinds which may arise between the masters, officers and seamen of such ships, especially those relating to pay and the execution of contracts entered into between them.

The local authorities shall be entitled to intervene only when disorder on board a ship is liable to cause a disturbance on land or in the port, or when a person not belonging to the crew is involved. Even in this case, the local authorities shall, if possible, notify the competent Consul or Consular Agent in advance.

In all other cases, the said authorities shall confine themselves to giving their assistance to the Consuls and Consular Agents, if the latter so request, and to helping them in the discharge of their duties.

Article 20.

Consuls and Consular Agents may procure the arrest and return to their ships or to their country of officers, seamen or any other person belonging, in whatever capacity, to the crew of merchant ships of the country which appointed them, who have deserted in the territory of either Contracting Party.

For this purpose they must apply in writing to the competent local authorities and prove by producing the registers of the vessel or the muster-roll of the crew, or, in the absence of these documents, a certified copy thereof, that the persons claimed really belong to the crew. In places where there is no Consul or Consular Agent, a demand for extradition may be made to the local authorities by the master of the ship, who shall observe the above-mentioned formalities.

On the receipt of such duly authenticated demand, the handing over of deserters may not be refused unless it is proved that the person claimed is a national of the country in which the Consul resides or that the deserter has been guilty of some crime or offence on land ; in the latter case the local authority may defer handing over the offender until the court has given judgment and until the sentence has been fully carried out. The said consular officials shall, moreover, be given help and assistance in searching for and arresting such deserters, who shall be removed to the prisons of the country and detained there on the written request and at the expense of the Consulate or Consular Agency, until they are transferred to a vessel of their country or until an opportunity occurs to repatriate them. If, however, such opportunity should not occur within two months from the date of arrest, or the expenses incurred for their detention were not duly paid, the said deserters shall, after three days' previous notice to the Consul or Consular Agent, be released, and may not be re-arrested for the same reason.

Les Parties contractantes conviennent que les officiers et matelots ou autres individus de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils auront déserté (en outre, pour la Pologne, les ressortissants de la ville libre de Dantzig) seront soustraits aux stipulations du présent article.

Article 21.

Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des ressortissants de l'un des deux pays contractants fera naufrage ou échouera sur les côtes, dans un port ou les eaux intérieures de l'autre les autorités locales devront en avertir sans retard le consul ou l'agent consulaire dans la circonscription duquel le sinistre se sera produit. Les opérations de sauvetage seront dirigées par les consuls ou les agents consulaires.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les fonctionnaires consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, ainsi que pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou des agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et de la conservation des objets sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales ne donnera lieu, dans ces différents cas, à la perception de taxes d'aucune sorte ni au remboursement de frais autres que ceux occasionnés par les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, et ceux qui seraient dus en pareil cas par les navires de guerre ou de commerce nationaux ou par les navires appartenant à la nation la plus favorisée.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les fonctions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et les effets sauvés ne pourront être assujettis au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article 22.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs ou assureurs, les avaries que des navires de commerce de l'un des deux pays auront subies en mer (qu'ils entrent dans les ports respectifs soit volontairement, soit par relâche forcée), seront réglées par les consuls ou les agents consulaires de leur nation, à moins que des ressortissants du pays dans lequel résident lesdits consuls ou agents consulaires ou des ressortissants d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, les avaries devront être réglées par l'autorité locale.

Article 23.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder, en outre, à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement consulaire comme en tout ce qui concerne l'exercice des fonctions consulaires et la jouissance des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs. Il est convenu, toutefois, qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses fonctionnaires consulaires des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de même grade et de même catégorie de l'autre Partie.

Article 24.

Dans la présente convention, il faut entendre par « consuls » les consuls généraux, les consuls et les vice-consuls, et par « consulats », les consulats généraux, les consulats et les vice-consulats.

The Contracting Parties agree that the officers and seamen or other members of the crew, who are nationals of the country in which they have deserted (also, in the case of Poland, nationals of the Free City of Danzig) shall not be subject to the provisions of the present Article.

Article 21.

When a vessel belonging to the Government or nationals of either Contracting Party is wrecked or stranded on the coast, in a harbour or in the territorial waters of the other, the local authorities shall without delay notify the Consul or Consular Agent of the district in which the casualty has occurred. Salvage operations shall be directed by the Consuls or Consular Agents.

The local authorities shall only intervene to assist the consular officials to keep order, to safeguard the interests of salvage workers not belonging to the crew and to ensure the enforcement of the regulations with regard to the import and export of goods salvaged, and to safeguard the general interests of navigation.

In the absence, and until the arrival, of the Consul or Consular Agent or person delegated by him, the local authorities shall take all necessary steps to protect individuals and preserve articles salvaged from the wreck.

No dues of any kind shall be leviable in connection with the action of the local authorities in these various cases, nor shall any claim be made for the refund of expenses except such as are occasioned by salvage operations and the preservation of articles salvaged and would in a like case be payable by national warships or merchant vessels or vessels belonging to the most-favoured-nation.

In case of doubt as to the nationality of the wreck, the measures referred to in this Article shall come under the exclusive competence of the local authorities.

Goods and articles salvaged shall not be subject to any Customs duty, unless they enter the country for internal consumption.

Article 22.

In the absence of any stipulation to the contrary between the ship-owners, charterers or underwriters, any questions relating to damage suffered at sea by merchant ships of the two countries, whether they enter the respective ports voluntarily or under compulsion, shall be settled by the Consuls or Consular Agents of their own nation, unless the interests of nationals of the country in which the said Consuls or Consular Agents reside, or nationals of a third Power, are involved in such damage; in this case, and failing an amicable arrangement between all the Parties concerned, these questions shall be settled by the local authority.

Article 23.

Each of the contracting Parties undertakes, furthermore, to grant most-favoured-nation treatment to the other Party in regard to the conditions of establishment for Consuls and in all that concerns the performance of consular duties, together with the enjoyment of exemptions, rights, privileges, immunities and honours. It is agreed, however, that neither of the Contracting Parties may rely upon the most-favoured-nation clause to demand for its consular officials and employees exemptions, rights, privileges, immunities and honours other or more extensive than those granted by itself to the consular officials and employees of the same rank and class of the other Party.

Article 24.

For the purposes of this Convention, the term "Consuls" shall include Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls, and the term "Consulates" shall include "Consulates-General, Consulates and Vice-Consulates".

Article 25.

Toutes les dispositions de la présente convention concernant les attributions des consuls s'appliquent également aux agents diplomatiques des Parties contractantes qui sont investis des fonctions consulaires. Une notification de l'octroi desdites fonctions sera faite à cet effet par l'agent diplomatique au gouvernement du pays de sa résidence.

Article 26.

La présente convention n'est pas applicable au Congo belge ; mais, après accord préalable avec le Gouvernement polonais, le Gouvernement belge pourra, à toute époque, étendre par simple notification cette convention à sa colonie.

Article 27.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

La présente convention restera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'une des Parties contractantes. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 12 juin 1928.

(Signé) T. FILIPOWICZ.	(L. S.)	(Signé) HYMANS.	(L. S.)
(Signé) Venceslas BABINSKI.	(L. S.)		

Article 25.

All the provisions of the present Convention relating to the powers of Consuls shall also apply to Diplomatic Agents of the Contracting Parties who have consular powers. The diplomatic agent shall notify the Government of the country of residence that such powers have been conferred upon time.

Article 26.

The present Convention shall not apply to the Belgian Congo, but the Belgian Government may at any time, after prior agreement with the Polish Government, extend this Convention to its Colony by simple notification.

Article 27.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications.

The present Convention shall remain in force as long as it has not been denounced by one of the Contracting Parties. Such denunciation shall only become operative after the expiry of six months.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, June, 12, 1928.

(Signed) T. FILIPOWICZ. (L. S.)

(Signed) HYMANS. (L. S.)

(Signed) Venceslas BABINSKI. (L. S.)

N° 2804.

HONGRIE ET POLOGNE

Convention tendant à éviter la double
imposition en matière de contribu-
tions directes. Signée à Varsovie,
le 12 mai 1928.

HUNGARY AND POLAND

Convention for the Prevention of
Double Taxation in the matter of
Direct Taxes. Signed at Warsaw,
May 12, 1928.

N^o 2804 — CONVENTION ¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, TENDANT A ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS DIRECTES. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 12 MAI 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations et le ministre résident, chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 septembre 1931.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE, désireux d'éviter la double imposition en matière des contributions directes, ont résolu de conclure une convention respective et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. le D^r Tadeusz JACKOWSKI, directeur du Département politique et économique au Ministère des Affaires étrangères, et M. August FRANTZ, inspecteur au Ministère des Finances ;

LE RÉGENT DE HONGRIE :

S. Exc. M. Alexandre BELITSKA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie à Varsovie, et M. Alexandre KNEPPO, conseiller au Ministère des Finances à Budapest ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La présente convention a pour but d'établir des dispositions, relatives à la perception exclusive des impôts directs tant réels que personnels.

Dans le sens de la présente convention sont considérés comme impôts directs ceux qui conformément à la législation de chacun des deux Etats contractants, sont perçus directement sur le revenu brut, sur le revenu net ou sur la fortune du contribuable, soit au profit de l'un des deux Etats contractants, soit des organisations autonomes, si même ces impôts étaient prélevés sous forme de centimes additionnels.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 22 juillet 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2804. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE REPUBLIC OF POLAND FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN THE MATTER OF DIRECT TAXES. SIGNED AT WARSAW, MAY 12, 1928.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Resident Minister Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 8, 1931.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, being desirous of preventing double taxation in the matter of direct taxes, have decided to conclude a Convention on that subject and have appointed their Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Dr. Tadeusz JACKOWSKI, Director of the Political and Economic Department in the Ministry of Foreign Affairs, and M. August FRANTZ, Inspector to the Ministry of Finance ;

THE REGENT OF HUNGARY :

H. E. Alexandre BELITSKA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary in Warsaw, and M. Alexandre KNEPPO, Counsellor in the Ministry of Finance at Budapest ;

Who, having communicated their full powers in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The object of the present Convention is to lay down rules for the levying of direct taxes, both impersonal and personal, by one State only.

For the purposes of the present Convention, direct taxes shall be held to mean those taxes which, under the legislation of each of the two Contracting States, are levied direct on income, gross or net, or on the total estate of the taxpayer, either on account of one of the two Contracting States or of autonomous organisations, even if the said taxes were levied in the form of additional duties (" centimes additionnels ").

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest July 22, 1931.

I. Dans le sens de la présente convention, sont considérés comme impôts réels :

1^o Conformément à la législation de Pologne :

- a) L'impôt foncier,
- b) Les contributions sur les immeubles urbains et certains bâtiments dans les communes rurales,
- c) L'impôt sur les habitations,
- d) L'impôt sur les terrains à bâtir,
- e) L'impôt sur les bénéfices industriels,
- f) L'impôt sur les capitaux et les rentes ;

2^o Conformément à la législation de Hongrie :

- a) L'impôt foncier,
- b) L'impôt sur les propriétés bâties,
- c) L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux,
- d) L'impôt sur les Sociétés.

II. Dans le sens de la présente convention sont considérés comme impôts personnels :

1^o Conformément à la législation de Pologne :

- a) L'impôt sur le revenu,
- b) L'impôt sur la fortune,

2^o Conformément à la législation de Hongrie :

- a) L'impôt sur le revenu,
- b) L'impôt sur la fortune.

La spécification ci-dessus des impôts directs, en vigueur dans les deux Etats contractants, n'est signalée qu'à titre d'exemple.

Les autorités suprêmes financières des deux Etats contractants soumettront réciproquement à la fin de chaque année une spécification des impôts réels et personnels en vigueur dans chacun des deux Etats contractants.

Rentrent dans les catégories des impôts réels hongrois visés à la subdivision I. 2^o, litt. c), les taxes qui ont pour objet l'imposition des intérêts dus sur les obligations, sur les dépôts d'épargne et sur les comptes courants, et qui sont envisagés comme taxes par la législation de Hongrie.

Article 2.

L'impôt sur le revenu brut provenant des immeubles ne peut être prélevé que par l'Etat, dans lequel l'immeuble est situé.

Article 3.

L'impôt sur le revenu brut de toutes entreprises industrielles et commerciales est perçu par l'Etat sur le territoire duquel une entreprise a un établissement lui servant à y exercer son activité et même dans le cas où cette entreprise étendrait son activité sur le territoire de l'autre Etat contractant sans y avoir un établissement lui servant à exercer son activité.

Sont aussi considérés comme entreprises industrielles et commerciales les établissements d'assurance, les établissements de transport, ainsi que les institutions ayant les opérations de banque pour objet.

Dans le sens de la présente convention sont considérés comme établissements où l'entreprise exerce son activité, toutes organisations permanentes d'une entreprise dans lesquelles est exercée

I. The following shall be regarded as impersonal taxes for the purposes of the present Convention :

- (1) Under Polish law :
 - (a) Land tax ;
 - (b) Taxes on urban immovable properties and on certain buildings in rural communes ;
 - (c) House tax ;
 - (d) Building-Land tax ;
 - (e) Industrial profits tax ;
 - (f) Tax on capital and on annuities.
- (2) Under Hungarian law :
 - (a) Land tax ;
 - (b) Tax on building land ;
 - (c) Tax on industrial and commercial profits ;
 - (d) Company tax.

II. The following shall be regarded as personal taxes for the purposes of the present Convention :

- (1) Under Polish law :
 - (a) Income tax ;
 - (b) Tax on total estate.
- (2) Under Hungarian law :
 - (a) Income tax ;
 - (b) Tax on total estate.

The above enumeration of direct taxes in force in the two Contracting States is only given as an example.

The central financial authorities of the two Contracting States shall communicate to each other at the end of each year a list of the impersonal and personal taxes in force in each of the two Contracting States.

Taxes on interest due on debentures, savings deposits and current accounts which are regarded as taxes under Hungarian law shall be included in the categories of Hungarian impersonal taxes referred to in Sub-division I, (2) (c).

Article 2.

The tax on gross income from immovable property may only be levied by the State in which the immovable property is situated.

Article 3.

The tax on gross income derived from any kind of industrial and commercial enterprise shall be levied by the State in whose territory an undertaking has an establishment for the purpose of carrying on business in that territory, even when the undertaking in question extends its activities to the territory of the other Contracting State without possessing an establishment in that State for the purpose of carrying on its business.

Insurance and transport establishments, and institutions whose object is banking operations, shall also be regarded as industrial and commercial undertakings.

For the purposes of the present Convention, an establishment in which the undertaking carries on business shall be taken to mean any permanent organisation of an undertaking in which the

entièrement ou partiellement l'activité de l'entreprise. Sont surtout considérés comme établissements : les sièges des entreprises, les sièges de direction effective, les succursales filiales, fabriques, ateliers, bureaux d'achats et de ventes, magasins, dépôts ainsi que toutes installations industrielles ou commerciales maintenues en vue d'y exercer l'activité de l'entreprise par l'entrepreneur même, ses fondés de pouvoir ou autres agents permanents ; aussi sont considérés comme établissements tous représentants permanents desdites entreprises.

Si une même entreprise a des établissements sur le territoire des deux Etats contractants, l'imposition sur les territoires de chacun de ces deux Etats contractants ne doit avoir lieu qu'à l'égard du revenu brut provenant de l'activité de l'établissement, situé sur le territoire de l'Etat respectif. En vue d'établir la répartition dudit revenu brut entre les deux Etats contractants les autorités financières des deux Etats contractants auront droit de demander aux contribuables la présentation des arrêtés des comptes généraux, des comptes spéciaux, ainsi que de tous autres documents prévus par la législation des Etats contractants respectifs. Dans le cas où il serait impossible de faire valoir ces documents de comptabilité les autorités suprêmes financières des deux Etats contractants se consulteront en vue de prendre des mesures respectives pour assurer une répartition des revenus juste et équitable.

On entend par les mots « arrêtés des comptes généraux » les arrêtés qui comprennent les résultats généraux de l'entreprise et qui sont tenus et publiés conformément aux lois de l'Etat dans lequel se trouve le siège de ladite entreprise. On entend par les mots « comptes spéciaux » les comptes qui comprennent les résultats de la gestion de l'établissement situé dans l'Etat prélevant l'impôt, et qui sont tenus et publiés conformément aux lois de cet Etat. On entend par les mots « tous autres documents » tous documents relatifs à la gestion de l'établissement, nécessaires à la détermination des revenus bruts dudit établissement qui se trouve sur le territoire de l'Etat prélevant l'impôt.

Les Parties contractantes sont d'accord sur ce que la perception de l'impôt de l'Etat sur les bénéfices industriels et commerciaux prévue par la loi polonaise du 15 juillet 1925 (Journal des Lois N° 79, div. 550) y compris les centimes additionnels prélevés sous forme de droits de patente, sur les emplois industriels et sur les marchands forains et commerçants ambulants, — n'est pas contraire aux principes de la présente convention.

L'achat de matières premières indigènes, de produits agricoles et de ceux des forêts, de cheptel, de volailles et de marchandises diverses, en tant qu'il a lieu sur le territoire de l'un des deux Etats contractants, soit en vue de vente ultérieure sur le territoire même, soit dans le but d'exportation, est soumis à l'impôt dans l'Etat sur le territoire duquel l'achat a été effectué, même si l'acheteur n'entretient à cet effet aucun établissement sur ledit territoire.

Article 4.

L'impôt réel sur le revenu brut provenant du travail et particulièrement de l'exercice des professions indépendantes, ne sera perçu que par l'Etat sur le territoire duquel est exercée l'activité constituant la source du revenu. Comme lieu de l'exercice d'une profession indépendante sera considéré exclusivement le lieu où l'activité professionnelle est exercée constamment et non seulement d'une façon passagère. En particulier seront considérées comme professions indépendantes : les occupations dans le domaine des sciences, des beaux-arts, des lettres, de l'enseignement ou de l'éducation ainsi que les professions de médecin, de dentiste, d'aide-médecin, de médecin-vétérinaire, d'avocat, de notaire, d'architecte et d'ingénieur.

Les traitements périodiques ou secours payables par les caisses publiques (d'Etat, nationales, de district, municipales, communales, etc.) et qui sont accordés en raison du service ou de l'activité professionnelle actuels ou antérieurs tels que : traitements, pensions de retraite, allocations, etc. ne seront soumis à l'impôt que dans l'Etat sur le territoire duquel ces paiements sont effectués.

business of the undertaking is wholly or partly carried on. The following should more particularly be included under the term "establishments"; the seats of undertakings, the real centres of management, branches, subsidiary establishments, factories, workshops, offices, where purchases or sales are effected, storehouses, depots and all industrial or commercial installations maintained for the purpose of carrying on the business of the undertaking by the owner of the undertaking himself, by his authorised representatives, or by other permanent agents. The term "establishments" should also be held to include all permanent representatives of the said undertakings.

If a single undertaking possesses establishments in the territories of both Contracting States, it shall only be taxed in each of the territories of the two States on the gross income from the business activities of the establishment which is situated on the territory of the State in question. For the purpose of determining the division of the said gross income as between the two Contracting States, the financial authorities of the two Contracting States may require taxpayers to produce their general statements of accounts, special accounts and any other documents provided for under the legislation of the respective Contracting States. Should it not be possible to use these accountancy documents, the central financial authorities of the two Contracting States shall consult together with a view to taking measures to ensure a fair and equitable division of the income.

The words "general statements of account" shall be held to mean statements containing the general results of the undertaking which are kept and published in accordance with the laws of the State in which the seat of the said undertaking is situated. The words "special accounts" shall be held to mean the accounts which include the results of the management of the establishment situated in the State levying the tax in question and which are kept and published in accordance with the laws of that State. The words "any other documents" shall be held to mean all documents connected with the management of the establishment which are necessary for the purpose of determining the gross revenue of the said establishment situated on the territory of the State levying the tax.

The Contracting Parties agree that the levying of the State tax on industrial and commercial profits, which is provided for by the Polish law of July 15, 1925 (Legal Journal No. 79, div. 550), including the additional taxes ("*centimes additionnels*") levied in the form of trading taxes on persons engaged in industrial pursuits and on pedlars and itinerant traders, is not contrary to the principles of the present Convention.

The purchase of native raw materials, agricultural and forestry products, live-stock, poultry, and miscellaneous goods, in so far as it takes place in the territory of one of the two Contracting States, either for future sale in the territory itself or for purposes of export, shall be liable to taxation in the State in whose territory the purchase was made, even if the purchaser does not maintain any establishment for that purpose in the said territory.

Article 4.

The impersonal tax on the gross income derived from work, and particularly from the exercises of independent professions, shall only be levied by the State in the territory of which the activities constituting the source of the income are carried on. Only the place at which the independent profession is constantly, and not merely temporarily, carried on shall be regarded as the place at which an independent profession is exercised. In particular, the following shall be regarded as independent professions: occupations in the domains of science, fine arts, letters, instruction or education, and the profession of doctor, dentist, assistant doctor, veterinary surgeon, barrister, notary, architect and engineer.

Periodical salaries or allowances payable by the public funds (State, national, district, municipal, communal, etc.) and granted in return for present or past services or professional activities, such as salaries, retiring pensions, grants, etc., shall only be subject to the tax in the State in the territory of which these payments are made.

Article 5.

L'impôt réel sur le revenu brut provenant du placement des capitaux mobiliers et particulièrement sur le revenu brut provenant des valeurs mobilières, des dépôts d'épargne et des comptes courants, sera perçu par l'Etat sur le territoire duquel se trouve le domicile du débiteur.

Si l'entreprise, qui accepte des dépôts d'épargne ou des comptes courants possède des établissements qui se trouvent sur le territoire des deux Etats contractants, chacun de ceux-ci percevra l'impôt sur les intérêts dus sur les dépôts acceptés par l'établissement situé sur son territoire. Toutefois, l'impôt sur le revenu brut provenant des créances et des droits garantis par des hypothèques, est perçu par l'Etat sur le territoire duquel sont situés les biens immeubles.

Article 6.

L'impôt sur les tantièmes payées par des Sociétés, sera perçu par l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège de la Société en question. Toutefois, si le siège de la direction centrale est situé dans l'autre Etat, ce dernier seulement aura droit de percevoir l'impôt.

Article 7.

L'impôt réel sur les revenus bruts divers, non dénommés aux articles précédents, est perçu par l'Etat sur le territoire duquel le bénéficiaire de ces revenus a son domicile.

Article 8.

L'impôt personnel sur l'ensemble des revenus du contribuable est perçu par chacun des deux Etats contractants conformément aux principes suivants :

1^o L'impôt sur le revenu provenant :

- a) Des immeubles,
 - b) Des créances et des droits garantis par des hypothèques,
 - c) Des entreprises industrielles et commerciales,
 - d) Du travail (y compris les émoluments payables par les caisses publiques),
- et perçu suivant les principes établis aux articles 2 à 5 ;

2^o L'impôt sur les autres catégories de revenus et particulièrement sur le revenu provenant des dividendes, tantièmes, intérêts dus sur les valeurs mobilières et sur les dépôts de banque, est perçu par l'Etat sur le territoire duquel le bénéficiaire de ces revenus a son domicile.

Lorsque le contribuable a un domicile dans les deux Etats contractants l'impôt personnel est perçu par chacun de ceux-ci en proportion de la durée du séjour du contribuable au cours de l'année fiscale.

La durée du séjour du contribuable au delà des territoires des deux Etats contractants est prise en ligne de compte au profit de l'Etat dont le contribuable est ressortissant.

Article 9.

L'impôt permanent sur la fortune est perçu par chacun des deux Etats contractants exclusivement sur les parties de la fortune qui se trouvent sur son territoire.

En particulier, s'il s'agit des biens immobiliers, des créances et des droits garantis par des hypothèques, ainsi que des entreprises industrielles et commerciales, l'imposition de ces objets sera

Article 5.

The impersonal tax on gross income from the investment of floating capital, and particularly on gross income from transferable securities, savings deposits and current accounts, should be levied by the State in the territory of which the domicile of the "debtor" is situated.

Should the undertaking which accepts savings deposits of current accounts possess establishments in the territory of both Contracting States, each State shall levy the tax on the interest due on the deposits accepted by the establishment situated in its territory. Nevertheless, the tax on gross income derived from claims and rights secured by mortgage shall be levied by the State in whose territory the immovable property is situated.

Article 6.

The tax on directors' fees paid by companies shall be levied by the State in whose territory the seat of the company in question is situated. Should, however, the centre of management be situated in the other State, only the latter State shall have the right to levy the tax.

Article 7.

The impersonal tax on various forms of gross income not enumerated in the above Articles shall be levied by the State in whose territory the person receiving such revenue is domiciled.

Article 8.

The personal tax on the taxpayers' total income shall be levied by each of the Contracting States in accordance with the following rules :

(1) Income tax derived :

- (a) From immovable property ;
- (b) From claims and rights secured by mortgage ;
- (c) From industrial and commercial undertakings ;
- (d) From work (including remuneration payable by public funds),

shall be levied according to the principles laid down in Articles 2 to 5.

(2) On other kinds of income, and particularly on income derived from dividends, directors' fees, interest on transferable securities and on deposits in banks, the tax shall be levied by the State in whose territory the person receiving such income is domiciled.

Should the taxpayer possess a domicile in both Contracting States, the personal tax shall be levied upon each of them in proportion to the length of his stay during the fiscal year.

The period of the taxpayer's stay outside both Contracting States shall be reckoned in favour of the State of which he is a national.

Article 9.

The permanent tax on total estate shall be levied by each of the Contracting States exclusively on such portion of the property as is situated in its territory.

In particular, when the estate consists of immovable property, claims and rights secured by mortgage, and industrial and commercial undertakings, the taxation thereof shall be effected in

effectuée conformément aux principes établis aux articles 2, 3 et 5 de la présente convention, relatifs à l'imposition des revenus bruts provenant de ces objets.

Les principes établis à l'article 8 de la présente convention, relatifs à l'imposition de l'ensemble des revenus sont applicables à tous les autres biens mobiliers et particulièrement aux valeurs mobilières et aux dépôts de banque divers.

Les principes susvisés seront aussi applicables à l'impôt extraordinaire unique sur la fortune, dans le cas où celui-ci serait introduit dans les Etats contractants après la mise en vigueur de la présente convention.

Les dispositions de la présente convention ne sont pas applicables à l'impôt extraordinaire unique sur la fortune établi avant la mise en vigueur de la présente convention, même si les termes de paiement prévus par la loi ne sont pas encore échus.

Article 10.

Les principes prévus à l'article 9 de la présente convention relatifs à l'impôt sur la fortune sont aussi applicables à l'impôt sur l'accroissement de fortune dans le cas où un tel impôt serait introduit dans l'un des deux Etats contractants.

Article 11.

Dans le sens de la présente convention on considère comme domicile du contribuable le lieu où il a une habitation dans les circonstances qui permettraient à présumer qu'il a l'intention de la maintenir comme résidence permanente, ou bien le lieu où il séjourne, s'il est à supposer, d'après les circonstances, qu'il a l'intention de ne pas y résider d'une façon temporaire.

Dans le sens de la présente convention est considéré comme domicile d'une personne morale, son siège et, à défaut de celui-ci, le lieu où se trouve la direction centrale de la personne morale.

Article 12.

Sont exemptés des impôts directs dans l'Etat auprès duquel ils sont accrédités : les représentants diplomatiques, consulaires et spéciaux des deux Etats contractants, en tant qu'ils sont des fonctionnaires de carrière, ainsi que les fonctionnaires qui leur sont attachés et les personnes se trouvant à leur service ou au service de leurs fonctionnaires.

Cette exemption n'est applicable auxdites personnes que dans le cas où celles-ci seraient des ressortissants de l'Etat qu'elles représentent et à condition qu'elles n'exercent dans l'Etat auprès duquel elles sont accréditées aucune activité lucrative en dehors de leurs fonctions officielles.

Toutefois, l'exemption en question ne s'étend pas sur l'impôt perçu sur les parties de la fortune déterminées à l'alinéa 2 de l'article 9, ni sur les impôts grevant les revenus bruts, respectivement le revenu global net provenant de ces objets.

Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte au droit permettant de bénéficier des privilèges ou des exemptions plus vastes prévus par les lois en vigueur des deux Etats contractants.

Article 13.

Si, à l'avis du contribuable, l'imposition qui lui est appliquée, est contraire aux dispositions de la présente convention, il peut faire une réclamation à ce sujet aux autorités compétentes de l'Etat dont il est le ressortissant, même dans le cas où une telle réclamation serait inadmissible d'après la législation de cet Etat.

La réclamation doit être faite dans le délai préclusif d'une année à partir de la signification de l'ordre de paiement.

accordance with the principle laid down in Articles 2, 3 and 5 of the present Convention concerning the taxation of gross revenue derived from the same.

The principles laid down in Article 8 of the present Convention concerning taxation of total income shall apply to every other kind of movable property and particularly to transferable securities and the various bank deposits.

The above-mentioned principles shall also apply to the single extraordinary capital levy, should the same be introduced in the Contracting States after the coming into force of the present Convention.

The provisions of the present Convention shall not apply to the single extraordinary capital levy imposed before the coming into force of the present Convention, even if the payments have not yet fallen due in accordance with the law.

Article 10.

The principles laid down in Article 9 of the present Convention with regard to the taxation on total estate shall also apply to the tax on the increment of total estate should such a tax be introduced in either of the Contracting States.

Article 11.

For the purposes of the present Convention, the domicile of the taxpayer shall be taken to mean the place in which he has an abode, provided that, in view of the circumstances, it may be assumed that he intends to retain it as a permanent dwelling, or the place where he resides if there is reason to assume, in view of the circumstances, that it is not his intention to reside there only temporarily.

For the purposes of the present Convention, the domicile of a corporation shall be taken to be its seat, or, failing such, the place at which its centre of management is situated.

Article 12.

Diplomatic, consular and special representatives of the two Contracting States, when they are officials *de carrière*, and also officials attached to them and persons in their service or in the service of their officials, shall be exempt from direct taxes in the State to which they are accredited.

This exemption shall be granted to these persons only if they are nationals of the State they represent and provided that within the State to which they are accredited they do not carry on any gainful occupations outside their official duties.

Nevertheless, the exemption in question shall not extend to the tax leviable on the part or parts of the total estate referred to in paragraph 2 of Article 9, nor to taxes on gross revenue or the total net income from such sources.

The above provisions shall not affect the right to enjoy more extensive privileges or exemptions provided for by the existing laws of the two Contracting States.

Article 13.

Should the taxpayer be of opinion that the taxation levied on him is contrary to the provisions of the present Convention, he may submit a claim with regard to the matter to the competent authorities of the State of which he is a national, even should such a claim not be allowed by the legislation of the said State.

The claim must be submitted within one year from the date on which the order for payment is served.

Dans le cas où l'autorité suprême, financière de l'Etat dont le contribuable est le ressortissant reconnaîtrait la justesse des motifs de la réclamation en question, elle s'entendra avec l'autorité suprême financière de l'autre Etat en vue d'établir une imposition juste et équitable.

Article 14.

En vue d'éviter la double imposition dans les cas non expressément prévus par la présente convention ainsi que dans des cas de doute ou de difficultés au sujet de l'interprétation et de l'application de la présente convention, les autorités suprêmes financières des deux Parties contractantes auront la faculté de conclure un accord spécial.

Article 15.

Les Etats contractants sont convenus de se prêter assistance réciproque pour l'établissement de l'assiette des impôts faisant l'objet de la présente convention, ainsi que pour la perception de ces impôts et pour les significations respectives.

Pour ce qui concerne la procédure y relative, les gouvernements des deux Etats contractants pourront conclure un accord spécial.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Budapest, aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date de l'échange des instruments de ratification et sera applicable aux impôts, dont le terme de paiement, conformément aux règles en vigueur dans chacun des deux Etats contractants, échoit après le 31 décembre 1927.

La présente convention restera en vigueur jusqu'à la dénonciation par l'une des Parties contractantes notifiée six mois au moins avant l'expiration de l'année civile.

En cas de dénonciation dans le délai prévu, la présente convention cessera de produire ses effets à l'expiration de la même année civile pour tous les cas où le terme de paiement de l'impôt échoit après cette date.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Varsovie, le 12 mai 1928.

(L. S.) JACKOWSKI, *m. p.*

(L. S.) FRANTZ, *m. p.*

(L. S.) BELITSKA, *m. p.*

(L. S.) KNEPPO, *m. p.*

Should the central financial authorities of the State of which the taxpayer is a national recognise that the grounds of the claim in question are well founded, they shall arrange with the central financial authorities of the other State with a view to fixing just and equitable taxation.

Article 14.

In order to prevent double taxation in cases not expressly provided for in the present Convention, and also in case of doubt or difficulty as to the interpretation or application of the present Convention, the central financial authorities of the two Contracting States may conclude a special agreement.

Article 15.

The Contracting States agree to assist each other in the assessment of the taxes covered by the present Convention and in the collection of such taxes and the serving of the necessary notices.

The Government of the two Contracting States may conclude a special agreement in respect of the procedure to be followed.

Article 16.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible. It shall come into force on the thirtieth day from the date of the exchange of the instruments of ratification, and shall apply to those taxes the payment of which, in accordance with the rules in force in each of the two Contracting States, falls due after December 31, 1927.

The present Convention shall remain in force until it is denounced by either Contracting State, such denunciation to be notified at least six months before the expiration of the calendar year.

If it is denounced within the prescribed period, the Convention shall cease to be operative on the expiration of the calendar year in question for all cases in which the payment of the tax falls due after that date.

In faith whereof the Plenipotentiaries above mentioned have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Warsaw on May 12, 1928.

(L. S.) JACKOWSKI, *m. p.*

(L. S.) BELITSKA, *m. p.*

(L. S.) TRANTZ, *m. p.*

(L. S.) KNEPPO, *m. p.*

ESTONIE ET LETTONIE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque des automobiles et des motocyclettes appartenant au territoire de l'un des deux Etats et entrés temporairement sur le territoire de l'autre Etat, des impôts perçus au profit du fonds des routes. Tallinn, le 16 mai 1931.

ESTONIA AND LATVIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Exemption from Road-Taxation in each of the two Countries concerned of Motor-Cars and Motor-Bicycles belonging to the Territory of one Country, which temporarily enter the Territory of the other. Tallinn, May 16, 1931.

N^o 2805. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET LETTON COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLETTES APPARTENANT AU TERRITOIRE DE L'UN DES DEUX ÉTATS ET ENTRÉS TEMPORAIREMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'AUTRE ÉTAT, DES IMPÔTS PERÇUS AU PROFIT DU FONDS DES ROUTES. TALLINN, LE 16 MAI 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 septembre 1931.

I.

N^o 166-V.

TALLINN, le 16 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement estonien, en se ralliant à la proposition faite par le Gouvernement letton en ce qui concerne l'exemption, à titre de réciprocité, des automobiles et des motocyclettes appartenant à l'Etat estonien et entrés temporairement en Lettonie, des impôts perçus au profit du fond des routes, est d'accord à exempter sous réserve de réciprocité, les automobiles et les motocyclettes appartenant à l'Etat letton et entrés temporairement en Estonie, des impôts perçus au profit du fond des routes.

Cette exemption produira ses effets dès la réception par le Gouvernement letton de la notification constatant la ratification de cet accord par l'Estonie.

En vous priant, au nom du Gouvernement estonien, de me signifier si Votre Gouvernement est d'accord sur ces propositions, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

J. TÖNISSON.

Son Excellence
Monsieur Charles Zarine,
Ministre de Lettonie.
Tallinn.

¹ La notification constatant la ratification de cet accord par l'Estonie a été reçue par le Gouvernement letton le 1^{er} août 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2805. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE ESTONIAN AND LATVIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM ROAD TAXATION IN EACH OF THE TWO COUNTRIES CONCERNED OF MOTOR-CARS AND MOTOR-BICYCLES BELONGING TO THE TERRITORY OF ONE COUNTRY, WHICH TEMPORARILY ENTER THE TERRITORY OF THE OTHER. TALLINN, MAY 16, 1931.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place September 8, 1931.

I.

No. 166-V.

TALLINN, May 16, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Estonian Government, in accepting the proposal made by the Latvian Government with regard to the exemption, subject to reciprocity, of motor cars and motor bicycles belonging to the Estonian State and temporarily entering Latvia from the taxes charged on behalf of the Road Fund, agrees, subject to reciprocity, to exempt the motor cars and motor bicycles belonging to the Latvian State and temporarily entering Estonia from the taxes charged on behalf of the Road Fund.

This exemption shall take effect as soon as the Latvian Government receives the notification that this agreement has been ratified by Estonia.

Requesting you on behalf of the Estonian Government to inform me whether your Government agrees with these proposals, I have the honour to be, etc.

J. TÖNISSON.

To His Excellency
Monsieur Charles Zarine,
Minister of Latvia,
Tallinn.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The notification of the ratification of this Agreement by Estonia was received by the Latvian Government on August 1, 1931.

II.

TALLINN, le 16 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date du 16 mai 1931, N° 166-V, Votre Excellence a bien voulu me donner communication que « le Gouvernement estonien, en se ralliant à la proposition faite par le Gouvernement letton en ce qui concerne l'exemption, à titre de réciprocité, des automobiles et des motocyclettes appartenant à l'Etat estonien et entrés temporairement en Lettonie, des impôts perçus au profit du fond des routes, est d'accord à exempter, sous réserve de réciprocité, les automobiles et les motocyclettes appartenant à l'Etat letton et entrés temporairement en Estonie, des impôts perçus au profit du fond des routes.

« Cette exemption produira ses effets dès la réception par le Gouvernement letton de la notification constatant la ratification de cet accord par l'Estonie. »

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement letton est d'accord sur les propositions du Gouvernement estonien en ce qui concerne l'exemption des automobiles et des motocyclettes appartenant à l'Etat letton et entrés temporairement en Estonie des impôts perçus au profit du fond des routes, et s'engage, de son côté, à exempter, à titre de réciprocité, les automobiles et les motocyclettes appartenant à l'Etat estonien et entrés temporairement en Lettonie, des impôts perçus au profit du fond des routes.

« Cette exemption produira ses effets dès la réception par le Gouvernement letton de la notification constatant la ratification de cet accord par l'Estonie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

Ch. ZARINE.

Son Excellence
Monsieur Jaan Tõnisson,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

II.

TALLINN, *May 16, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a note dated May 16, 1931, No. 166-V, Your Excellency was good enough to inform me that "the Estonian Government, in accepting the proposal made by the Latvian Government with regard to the exemption, subject to reciprocity, of motor cars and motor bicycles belonging to the Estonian State and temporarily entering Latvia from the taxes charged on behalf of the Road Fund, agrees, subject to reciprocity, to exempt the motor cars and motor bicycles belonging to the Latvian State and temporarily entering Estonia from the taxes charged on behalf of the Road Fund.

"This exemption shall take effect as soon as the Latvian Government receives the notification that this agreement has been ratified by Estonia."

I have the honour to inform you that the Latvian Government agrees to the Estonian Government's proposals with regard to the exemption of motor cars and motor bicycles belonging to the Latvian State and temporarily entering Estonia from the taxes charged on behalf of the Road Fund, and undertakes on its side to exempt, subject to reciprocity, motor cars and motor bicycles belonging to the Estonian State and temporarily entering Latvia from the taxes charged on behalf of the Road Fund.

This exemption shall take effect as soon as the Latvian Government receives the notification that this agreement has been ratified by Estonia.

I have the honour to be, etc.

Ch. ZARINE.

To His Excellency
Monsieur Jaan Tõnisson,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

N° 2806.

NORVÈGE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Oslo, le 8 août 1931.

NORWAY AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding reciprocal Recognition of Driving Licenses and Registration Certificates for Private Motor - Vehicles. Oslo, August 8, 1931.

Nº 2806. — NOTVÄXLING MELLAN SVENSKA OCH NORSKA REGERINGARNA ANGÅENDE ÖMSESIDIGT GODKÄNNANDE AV KÖRKORT SAMT AV REGISTRERING AV PERSONMOTORFORDON. OSLO, DEN 8 AUGUSTI 1931.

Nº 2806. — UTVEKSLING AV NOTER MELLEM DEN NORSKE OG SVENSKE REGJERING ANGÅENDE GJENSIDIG ANERKJENNELSE AV FÖRERKORT OG VOGNKORT FOR PERSONMOTORVOGNER OSLO, 8 AUGUST 1931.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par les ministres des Affaires étrangères de Norvège et de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 septembre 1931.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Norwegian and Swedish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place September 8, 1931.

I.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL. SVENSKA BESKICKNINGEN.

OSLO, den 8 augusti 1931

HERR UTRIKESMINISTER,

Sedan Sveriges och Norges regeringer, i avsikt att underlätta färdseeln med motorfordon mellan de båda länderna, inlett underhandlingar angående ömsesidigt godkännande av körkort samt av registrering av personmotorfordon, har jag å Kungl. Svenska Regeringens vägnar äran bringa till Eder kännedom, att Regeringen godkänner följande överenskommelse, som träffats på grund av sagda underhandlingar :

Artikel 1.

Körkort för förande av motorfordon, utfärdat i det ena landet och där gällande, giver innehavaren rätt att, utan att innehava internationellt körkort, under tillfälligt uppehåll av högst ett år i det andra landet i icke yrkesmässig trafik framföra personmotorfordon av den beskaffenhet, vartill körkortet berättigar honom, i vilket hänseende körkortet skall gälla som legitimation. Denna rättighet bortfaller, när vederbörande tager stadig hemvist i det andra landet.

Artikel 2.

I det ena landet registrerat personmotorfordon må utan internationellt tillståndsbevis inkomma och under högst ett år framföras i icke yrkesmässig trafik i det andra landet, under vilkor att

det uppfyller där gällande föreskrifter angående vikt och dimensioner. Såsom legitimation härvid skall gälla för svenskt motorfordon vederbörligt besiktningsinstrument eller typintyg med åtecknat registreringsbevis samt beträffande norskt motorfordon av vederbörande myndighet (polisen) utfärdat vagnkort.

Under förutsättning att sådant motorfordon, som nu nämnts, är försett med hemlandets nationalitetsmärke i överensstämmelse med den internationella automobilkonventionen ävensom med i hemlandet gällande igenkänningsmärke, erfordras icke att det vid ankomsten till det andra landet förses med eljest i detta land föreskrivet igenkänningsmärke.

Artikel 3.

Därest det är uppenbart att villkoren för erhållande av körkort, vagnkort eller registrering icke längre uppfyllas, äger vederbörande myndighet i det ena landet rätt att, oavsett bestämmelserna i ovanstående artiklar, vägra godkännande av i det andra landet utfärdade körkort eller vagnkort eller beviljad registrering.

Vägras i enlighet härmed i ena landet godkännande av körkort, som utfärdats i det andra landet, skall körkortet snarast möjligt återsändas, svenskt körkort till den länsstyrelse, som utfärdat körkortet, och norskt körkort till polismyndigheten å den ort, där innehavaren är hemmahörande, börande därvid jämväl orsaken till det vägrade godkännandet angivas.

Artikel 4.

✂ Denna överenskommelse avser icke att beröra de bestämmelser om tull, avgift för eller skatt å automobiler och automobilgummiringar eller trafikförsäkring av motorfordon, som nu äro gällande eller som må komma att utfärdas i de båda länderna.

Denna överenskommelse skall träda i kraft den 8 september 1931 och förbliva gällande intill sex månader från den dag, då densamma blivit av någondera av de kontraherande parterna uppsagd.

Mottag, Herr Utrikesminister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(u) HÖJER.

Hans Excellens Herr Braadland,
Kungl. Norsk Utrikesminister,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 12 août 1931.

C. J. Helgeby,

*Chef a. i. de la 1^{re} Division
des Affaires politiques
et commerciales.*

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, den 8 august 1931.

HERR SENDEMANN,

Efterat den norske og den svenske Regjering med henblikk på å lette ferdselen med motorvogner mellem Norge og Sverige har innledet forhandlinger om gjensidig anerkjennelse av førerkort og vognkort for personmotorvogner, har jeg den ære å bringe til Deres kunnskap at den norske Regjering godkjenner følgende overenskomst som er truffet på grunnlag av de nevnte forhandlinger :

Artikkel I.

Förerkort for motorvogner, utstedt og gjeldende i det ene land, gir innehaveren rett til, uten å være i besiddelse av internasjonalt förerkort, under midlertidig ophold av inntil ett år i det annet land å føre sådan person-motorvogn som förerkortet berettiger ham til i ikke erhvervsmessig trafikk, og förerkortet skal gjelde som legitimasjon i denne henseende. Denne rett bortfaller når vedkommende tar fast bopel i det annet land.

Artikkel II.

Personmotorvogner som er registrert i det ene land, kan, uten at der foreligger internasjonalt vognkort for vognen, passere inn i det annet land og anvendes der i inntil ett år i ikke-erhvervsmessig trafikk, under forutsetning av at den oppfyller de der gjeldende forskrifter angående vekt og dimensjoner. Som legitimasjon skal for norske motorvogner gjelde den av vedkommende myndighet (politiet) utferdigede kjøretillatelse (vognkortet) og for svenske motorvogner behørig "besiktningsinstrument" eller „typinntyg" med påtegnet registreringsbevis.

Under forutsetning av, at en sådan motorvogn, som foran nevnt, er forsynt med hjemlandets kjennemerker og med dettes nasjonalitetsmerke overensstemmende med den internasjonale automobilkonvensjon kreves det ikke, at motorvognen ved ankomsten til det annet land forsynes med kjennemerker, som ellers er foreskrevet i dette.

Artikkel III.

Når det er åbenbart, at vilkårene for å få förerkort eller vognkort eller registrering ikke lengere oppfylles, har vedkommende myndigheter i det ene land uansett bestemmelsene i foranstående artikler rett til å nekte godkjennelse av et förerkort eller vognkort utferdiget i det annet land eller av en der tilstått registrering.

Nektes i henhold hertil i det ene land godkjennelse av et förerkort, utferdiget i det annet land, skal förerkortet snarest mulig tilbakesendes — norske förerkort til vedkommende politimyndighet på det sted, hvor innehaveren hører hjemme, og svensk förerkort til den lensstyrelse som har utferdiget förerkortet — idet grunnen til at godkjennelse er nektet samtidig oppgis.

Artikkel IV.

Denne overenskomst berører ikke de bestemmelser om toll, avgift eller skatt på motorvogner eller gummiringer for sådanne eller om forsikring av motorvogner, som nu måtte gjelde eller senere bli utferdiget i de to land.

Denne overenskomst trer ikraft 8 september 1931 og skal gjelde inntil 6 måneder fra den dag den opsies av en av de kontraherende parter.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

(u) Birger BRAADLAND.

Herr Dr. Höjer,
Sveriges Sendemann,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 12 août 1931.

C. J. Helgeby,
*Chef a. i. de la 1^{re} Division
des Affaires politiques
et commerciales.*

Certifié pour copie conforme.

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 23 septembre 1931.

Le Chef des Archives p. i. :
C^{te} Lewenhaupt.

¹ TRADUCTION.

N^o 2806. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. OSLO, LE 8 AOÛT 1931.

I.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE.

OSLO, le 8 août 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les Gouvernements suédois et norvégien, en vue de faciliter la circulation des véhicules automobiles entre les deux pays, ayant engagé des négociations au sujet de la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes, j'ai l'honneur, au nom du gouvernement royal suédois, de porter à votre connaissance que ce gouvernement approuve l'accord ci-après, intervenu comme suite auxdites négociations.

Article premier.

Les permis délivrés et valables dans l'un des deux pays pour la conduite de véhicules automobiles conféreront à leurs détenteurs, au cours d'un séjour temporaire, d'un an au maximum,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2806. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF DRIVING LICENSES AND REGISTRATION CERTIFICATES FOR PRIVATE MOTOR VEHICLES. OSLO, AUGUST 8, 1931.

I.

ROYAL SWEDISH LEGATION.

OSLO, August 8, 1931.

M. LE MINISTRE,

The Swedish and Norwegian Governments having, with the object of facilitating motor vehicle traffic between the two countries, opened negotiations relating to the mutual recognition of driving licences and registration certificates for private motor vehicles, I have the honour to inform you, on behalf of the Royal Swedish Government, that it approves the following Agreement, which has been concluded on the basis of the negotiations referred to.

Article 1.

Licences for driving motor vehicles, issued and valid in either country shall entitle their holders, during temporary residence not exceeding one year in the other country and without

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

dans l'autre pays, sans qu'ils aient à se munir d'un permis de conduire international, le droit de conduire un véhicule automobile servant au transport des personnes et du type spécifié dans son permis, à condition que ce véhicule soit uniquement destiné à un usage privé ; à cet effet, le permis de conduire servira de pièce d'identité. L'intéressé perdra le droit en question s'il fixe son domicile dans cet autre pays.

Article 2.

Les véhicules automobiles servant au transport des personnes et immatriculés dans l'un des deux pays pourront, sans être munis d'un certificat international, pénétrer et circuler dans l'autre pays pendant un an au maximum, à condition d'être uniquement destinés à un usage privé et de répondre aux prescriptions en vigueur dans ce pays au sujet du poids et des dimensions. Les pièces d'identité seront constituées, pour les automobiles suédoises, par les certificats dits *Besiktningssinstrument* et *typintyg* attestant l'immatriculation, et, pour les automobiles norvégiennes, par un permis de circulation (*Vognkort*) émanant de l'autorité compétente (police).

Lorsqu'un véhicule remplissant les conditions prévues au présent article, portera les marques de nationalité du pays auquel il appartient, prévues par la convention internationale sur la circulation des automobiles, ainsi que les plaques de police de ce pays, il ne sera pas nécessaire qu'à son arrivée dans l'autre pays ce véhicule soit muni des plaques de police de ce dernier pays.

Article 3.

Lorsqu'il sera évident que les conditions requises pour l'obtention du permis de conduire ou de circulation, ou pour l'immatriculation du véhicule, ne se trouvent plus remplies, les autorités compétentes de l'un des deux pays pourront, nonobstant les stipulations des articles qui précèdent, refuser de reconnaître un permis de conduire ou de circulation, ou un certificat d'immatriculation délivré dans l'autre pays.

Lorsqu'en vertu de la stipulation qui précède, un permis de conduire établi dans l'un des deux pays n'aura pas été reconnu dans l'autre, ce permis sera retourné le plus tôt possible à la préfecture qui l'a établi, s'il s'agit d'un permis suédois, et à la police du lieu où est domicilié

holding an international driving licence, to drive a private motor vehicle of the type specified in the licence, on condition that the vehicle is not employed for purposes of gain ; in this respect the driving licence shall take the place of an identity document. Should the person concerned become permanently domiciled in the other country this right shall lapse.

Article 2.

Private motor vehicles registered in either country may, without an international registration certificate, enter into and be used in the other country for a period not exceeding one year, on condition that they are not employed for purposes of gain and that they comply with the regulations in force in that country with regard to weights and dimensions. In the case of Swedish motor vehicles, the proper inspection certificate (*Besiktningssinstrument* or *typintyg*), and duly attested registration voucher, and in the case of Norwegian motor vehicles, a motor vehicle licence (*Vognkort*) issued by the competent authority (the police), shall constitute identity documents.

If such a motor vehicle is provided with the nationality mark of the country to which it belongs, as prescribed by the International Convention on Motor Traffic, and with the identification mark prescribed in the country to which it belongs, it need not be provided, on arrival in the other country with any other identification mark prescribed there.

Article 3.

Should it be apparent that the conditions for the procuring of a driving or motor vehicle licence, or for registration, are no longer fulfilled, the competent authority of either country may, notwithstanding the provisions of the preceding Articles, refuse to recognise a driving or motor vehicle licence or a registration certificate issued in the other country.

If, in virtue of the foregoing provision, a driving licence issued in either country is not recognised in the other, it shall be returned as soon as possible with a statement of the reason why it has not been recognised, to the provincial administration (*länsstyrelse*) which issued

le titulaire, s'il s'agit d'un permis norvégien, avec l'indication du motif pour lequel il n'a pas été reconnu.

Article 4.

Le présent accord ne dérogera pas aux règles qui ont été ou pourront être promulguées dans les deux pays en matière de droits de douane, de taxes ou d'impôts sur les automobiles ou pneumatiques d'automobiles, ainsi qu'en matière d'assurance des automobiles.

Le présent accord prendra effet le 8 septembre 1931 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois commençant à courir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

Veuillez agréer, etc.

(Signed) HÖJER.

S. E. Monsieur Braadland,
Ministre des Affaires étrangères
de Norvège,
etc., etc., etc.

II.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 8 août 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les Gouvernements norvégien et suédois, en vue de faciliter la circulation des véhicules automobiles entre la Norvège et la Suède, ayant engagé des négociations au sujet de la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement norvégien approuve l'accord ci-après, intervenu comme suite auxdites négociations.

Article premier.

Les permis délivrés et valables dans l'un des deux pays pour la conduite des véhicules automobiles conféreront à leurs détenteurs, au cours

it, in the case of a Swedish licence, and to the police authority in the place of domicile of the holder in the case of a Norwegian licence.

Article 4.

The present Agreement shall not invalidate any regulations which have been or may be issued in either country with regard to Customs duties or charges or taxes on motor vehicles or tyres of motor vehicles, or with regard to the insurance of motor vehicles.

The present Agreement shall take effect on September 8, 1931, and shall remain in force until six months from the date on which it is denounced by either of the Contracting Parties.

I have the honour, etc.

(Signed) HÖJER.

His Excellency M. Braadland,
Norwegian Minister for Foreign
Affairs,
etc., etc., etc.

II.

ROYAL DEPARTMENT
FOR FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, August 8, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

The Norwegian and Swedish Governments having, with the object of facilitating motor vehicle traffic between the two countries, opened negotiations relating to the mutual recognition of driving licences and registration certificates for private motor vehicles, I have the honour to inform you that the Norwegian Government approves the following Agreement, which has been concluded on the basis of the negotiations referred to :

Article 1.

Licences for driving motor vehicles, issued and valid in either country, shall entitle their holders, during temporary residence not exceeding

d'un séjour temporaire d'un an au maximum dans l'autre pays, sans qu'ils aient à se munir d'un permis de conduire international, le droit de conduire un véhicule automobile servant au transport des personnes et du type spécifié dans son permis, à condition que ce véhicule soit uniquement destiné à un usage privé; à cet effet, le permis de conduire servira de pièce d'identité. L'intéressé perdra le droit en question s'il fixe son domicile dans cet autre pays.

Article 2.

Les véhicules automobiles servant au transport de personnes et immatriculés dans l'un des deux pays, pourront, sans être munis d'un certificat international, pénétrer et circuler dans l'autre pays pendant un an au maximum, à condition d'être uniquement destinés à un usage privé, et de répondre aux prescriptions en vigueur dans ce pays au sujet du poids et des dimensions. Les pièces d'identité seront constituées, pour les automobiles norvégiennes, par un permis de circulation (*Vognkort*) émanant de l'autorité compétente (police), et, pour les automobiles suédoises, par les certificats dits *Besiktningssinstrument* et *typintyg* attestant l'immatriculation.

Lorsqu'un véhicule remplissant les conditions prévues au présent article, portera les marques de nationalité du pays auquel il appartient, prévues par la convention internationale sur la circulation des automobiles, ainsi que les plaques de police de ce pays, il ne sera pas nécessaire qu'à son arrivée dans l'autre pays, ce véhicule soit muni des plaques de police de ce dernier pays.

Article 3.

Lorsqu'il sera évident que les conditions requises pour l'obtention du permis de conduire ou de circulation, ou pour l'immatriculation du véhicule ne se trouvant plus remplies, les autorités compétentes de l'un des deux pays pourront, nonobstant les stipulations des articles qui précèdent, refuser de reconnaître un permis de conduire ou de circulation, ou un certificat d'immatriculation, délivré dans l'autre pays.

Lorsqu'en vertu de la stipulation qui précède, un permis de conduire, établi dans l'un des deux pays, n'aura pas été reconnu dans l'autre, ce permis sera retourné, le plus tôt possible, à la police du lieu où est domicilié le titulaire,

one year in the other country and without holding an international driving licence, to drive a private motor vehicle of the type specified in the licence, on condition that the vehicle is not employed for purposes of gain; in this respect the driving licence shall take the place of an identity document. Should the person concerned become permanently domiciled in the other country this right shall lapse.

Article 2.

Private motor vehicles registered in either country may, without an international registration certificate, enter into and be used in the other country for a period not exceeding one year, on condition that they are not employed for purposes of gain and that they comply with the regulations in force in that country with regard to weights and dimensions. In the case of Norwegian motor vehicles, a motor vehicle licence (*Vognkort*) issued by the competent authority (the police), and in the case of Swedish motor vehicles, the proper inspection certificate (*Besiktningssinstrument* or *typintyg*) and duly attested registration voucher shall constitute identity documents.

If such a motor vehicle is provided with the nationality mark of the country to which it belongs, as prescribed by the International Convention on Motor Traffic, and with the identification mark prescribed in the country to which it belongs, it need not be provided, on arrival in the other country, with any other identification mark prescribed there.

Article 3.

Should it be apparent that the conditions for the procuring of a driving or motor vehicle licence, or for registration, are no longer fulfilled, the competent authority of either country may, notwithstanding the provisions of the preceding Articles, refuse to recognise a driving or motor vehicle licence or a registration certificate issued in the other country.

If, in virtue of the foregoing provision, a driving licence issued in either country is not recognised in the other, it shall be returned as soon as possible with a statement of the reason why it has not been recognised, to the police

s'il s'agit d'un permis norvégien, et à la préfecture qui l'a établi, s'il s'agit d'un permis suédois, avec l'indication du motif pour lequel il n'a pas été reconnu.

Article 4.

Le présent accord ne dérogera pas aux règlements qui ont été ou pourront être promulgués dans les deux pays, en matière de droits de douane, de taxes ou d'impôts sur les automobiles ou pneumatiques d'automobiles, ainsi qu'en matière d'assurance des automobiles.

Le présent accord prendra effet le 8 septembre 1931 et restera en vigueur jusqu'à expiration d'un délai de six mois commençant à courir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des parties contractantes.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Birger BRAADLAND.

M. le Dr Höjer,
Ministre de Suède,
etc., etc., etc.

authority in the place of domicile of the holder, in the case of a Norwegian licence, and to the provincial administration (*länsstyrelse*) which issued it, in the case of a Swedish licence.

Article 4.

The present Agreement shall not invalidate any regulations which have been or may be issued in either country with regard to Customs duties or charges or taxes on motor vehicles or tyres of motor vehicles, or with regard to the insurance of motor vehicles.

The present Agreement shall take effect on September 8, 1931, and shall remain in force until six months from the date on which it is denounced by either of the Contracting Parties.

I have the honour, etc.

(Signed) Birger BRAADLAND.

Dr. Höjer,
Swedish Minister,
etc., etc., etc.

N° 2807.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET IRAK

Accord judiciaire. Signé à Bagdad, le
4 mars 1931.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND IRAQ

Judicial Agreement. Signed at Bagh-
dad, March 4, 1931.

No. 2807. — JUDICIAL AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND 'IRAQ. SIGNED AT BAGHDAD ON MARCH 4, 1931.

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 septembre 1931,

English and Arabic official texts communicated by His Majesty's Secretary of State in Great-Britain. The registration of this Agreement took place September 9, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ ;

Whereas a Treaty of Alliance² between His Britannic Majesty and His Majesty the King of 'Iraq was signed at Baghdad on the 10th day of October, 1922, of the Christian Era corresponding to the 19th day of Safar, 1341, Hijrah ; and

Whereas by Article 9 of the said Treaty His Majesty the King of, Iraq undertook that he would accept and give effect to such reasonable provisions as His Britannic Majesty might consider necessary in judicial matters to safeguard the interests of foreigners in consequence of the non-application of the immunities and privileges enjoyed by them under capitulation or usage ; and

Whereas an Agreement to this end, hereinafter called the Judicial Agreement,³ was signed at Baghdad on the 25th day of March, 1924, of the Christian Era corresponding to the 19th day of Sha'ban, 1342, Hijrah ; and

Whereas it is recognised that the provisions of the said Judicial Agreement are incompatible with the standard of justice now administered in the Courts of 'Iraq and that special measures to safeguard the interests of foreigners are no longer required :

Have agreed to conclude a new Agreement on terms of equality and have appointed as their plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA,

For Great Britain and Northern Ireland :

Lieutenant-Colonel Sir Francis Henry HUMPHRYS, Knight Grand Cross of the Royal Victorian Order, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Knight Commander of the Most Excellent Order of the British Empire, Companion of the Most Eminent Order of the Indian Empire, High Commissioner of His Britannic Majesty in 'Iraq ; and

HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ :

General NURI PASHA AS SA'ID, Order of the Nadha, Second Class, Order of the Istiqlal Second Class, Companion of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Companion of the Distinguished Service Order, Prime Minister of the 'Iraq Government ;

Who having communicated their full powers, found in due form, have agreed as follows :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 29 mai 1931.

² Vol. XXXV, page 13, de ce recueil.

³ Vol. XXXV, page 131, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Bagdad, May 29, 1931.

² Vol. XXXV, page 13, of this Series.

³ Vol. XXXV, page 131, of this Series.

Article 1.

The special judicial regime established in favour of certain foreigners under the Judicial Agreement shall be abolished forthwith and a uniform system of justice shall be applicable to all 'Iraqis and foreigners alike.

Article 2.

In order to facilitate the establishment and working of the new system it is agreed that it will be necessary to continue to employ a limited number of British legal experts in the Ministry of Justice and in the Courts of 'Iraq to be selected by His Majesty the King of 'Iraq with the concurrence of His Britannic Majesty and that these experts shall be granted judicial powers under the laws of 'Iraq. His Majesty the King of 'Iraq accordingly undertakes to employ, upon terms not less favourable than those set out in the British Officials Agreement¹ of the 25th March, 1924, and on contracts for a period of 10 years from the date of the entry into force of this Agreement, nine British legal experts. His Majesty undertakes that the following appointments shall normally be filled by British officers from the aforesaid legal experts :

- (1) A British Judicial Adviser.
- (2) A British President of the Court of Appeal and Cassation.
- (3) British Presidents of the Courts of First Instance and Sessions at the following places — Baghdad, Basrah, Mosul and such other places as may hereafter be agreed upon.

Article 3.

His Majesty the King of 'Iraq undertakes to provide :

(a) That the Consular Representative of a foreign State in 'Iraq shall at all reasonable times subject to usual police and prison regulations have free communication with and access to any national of that State who may be undergoing detention in 'Iraq ;

(b) That any person who being a party to criminal or civil proceedings is present at an enquiry, investigation or trial, and has not sufficient knowledge of the official language used to understand them shall have the right to claim that all such proceedings shall be translated where possible into his native tongue and where this is not possible into English or French ;

(c) That no house or other premises shall be entered save on a warrant signed by a Magistrate except where the Police are in the act of pursuing a person caught in *flagrante delicto* or whom they are authorised to arrest.

Article 4.

In matters relating to the personal status of foreigners or in other matters of a civil and commercial nature in which it is customary to apply the law of another country, the application of such law shall be in accordance with the rules of private International Law. Without prejudice to the provisions of any law relating to the jurisdiction of religious courts, or to such powers of Consuls in regard to the administration of estates of their nationals as may be recognised under agreements concluded by the Government of 'Iraq, cases relating to the personal status of foreigners will be dealt with by the Civil Court. In questions of marriage, divorce, maintenance, dowry, guardianship of infants and succession of movable property, the President of the Court hearing the case, or, in the case of appeal or revision, the President of the Court of Appeal and Cassation hearing

¹ Vol. XXXV, page 35, de ce recueil.

¹ Vol. XXXV, page 35, of this Series.

the case may invite the Consul or representative of the Consulate of the foreigner concerned, to attend as an expert for the purpose of advising upon the personal law concerned.

Article 5

The present Agreement shall replace the Judicial Agreement of the 25th day of March, 1924, of the Christian Era corresponding to the 19th day of Sha'ban, 1342, Hijrah, which shall cease to have effect as from the date of the entry into force of this Agreement. The present Agreement shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Baghdad as soon as practicable, and the present Agreement shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force until 'Iraq enters the League of Nations.

Done in duplicate, in English and Arabic, of which, in the case of divergence, the English text shall prevail, at Baghdad this 4th day of March, 1931, of the Christian Era, corresponding to the 14th day of Shawwal, 1349, Hijrah.

نوري السعيد

F. H. HUMPHRYS.

ويجري تبادل وثائق الأبرام ببغداد حالما يكون ذلك ممكناً وتدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ في تاريخ تبادل وثائق الأبرام • وتبقى نافذة العمل إلى حين دخول العراق عصبة الأمم •

كتب ببغداد في اليوم الرابع من شهر اذار سنة الألف والتسعمائة والحادية والثلاثين ميلادية الموافق لليوم الرابع عشر من شهر شوال سنة الألف والثلاثمائة والتاسعة والأربعين هجرية عن نسختين بالانكليزية والعربية وفي حالة الاختلاف يعتبر النص الانكليزي •

فوري السعيد

F. H. HUMPHRYS.

ج - ان لا يدخل دار او ابنة اخرى الا بامر موقع من قبل حاكم ويستثنى من ذلك عندما تكون الشرطة قائمة بتعقيب شخص وجد متلبسا بالجريمة او مفوضة بالقاء القبض عليه .

المادة الرابعة

في الامور المتعلقة بالاحوال الشخصية للاجانب وفي غيرها من الامور التجارية والمدنية التي جرت العادة على ان يطبق فيها قانون بلاد اخرى يجب ان يكون التطبيق المذكور وفقا لقواعد القانون الدولي الخاص . ينظر في دعاوي الاحوال الشخصية للاجانب من قبل المحاكم المدنية وذلك من دون مساس باحكام اى قانون يتعلق باختصاص المحاكم الدينية- او بسلطات القناصل فيما يتعلق بادارة تركات رعاياهم مما قد يعترف بها باتفاقيات معقودة من قبل الحكومة العراقية . وفي مسائل النكاح والطلاق والنفقة والمهر والوصاية على الصغار وانتقال الاموال المنقولة فلرئيس المحكمة التي تنظر في الدعوى واذا كانت الدعوى استثنائية او تمييزية فلرئيس محكمة الاستئناف والتمييز التي تنظر في الدعوى ان يدعى القنصل الاجنبي الذي يخضه الامر او ممثل القنصلية الى الحضور كخبر لا بداء المشورة في قوانين الاحوال الشخصية المختصة .

المادة الخامسة

تحل هذه الاتفاقية محل الاتفاقية العدلية المؤرخة في ٢٥ مارت ١٩٢٤ ميلادية الموافق ١٩ شعبان ١٣٤٢ هجرية والتي يبطل العمل بها من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ . يجب ابرام هذه الاتفاقية .

ملك العراق بان يستخدم تسعة خبراء قانونيين بريطانيين بشروط لا تقل ملائمة عن الشروط الموضوعة في اتفاقية الموظفين البريطانيين المؤرخة في ٢٥ مارت ١٩٢٤ وبعقود مدتها عشر سنوات من تاريخ دخول هذه الاتفاقية في حيز التنفيذ . ويتعهد جلالته ايضا بان تشغل عادة الوظائف الآتية بموظفين بريطانيين من الخبراء القانونيين السالفي الذكر :-

- ١ - مستشار قضائي بريطاني .
- ٢ - رئيس بريطاني لمحكمة الاستئناف والتمييز .
- ٣ - رؤساء بريطانيون لمحاكم البدائة والكبرى في الأماكن الآتية :-
بغداد والبصرة والموصل وفي الأماكن الأخرى التي قد يتفق عليها فيما بعد .

المادة الثالثة

- يتعهد صاحب الجلالة ملك العراق بان يضع نصوصا لما يأتي :-
- آ - ان يكون للممثل القنصلي في العراق لاية دولة اجنبية في الاوقات المعقولة - على ان تراعى انظمة الشرطة والسجون المعتادة - حرية المخابرة والاتصال مع اى فرد من رعايا تلك الدولة يكون تحت التوقيف في العراق .
 - ب - كل شخص يحضر بصفته فريقا في قضايا جزائية او مدنية وليس لديه علم كاف باللسان الرسمي المستعمل لفهم الاستجواب او التحقيق او المرافعة يكون له الحق في ان يطلب بان تترجم له جميع المحاضر الى لغته عندما يكون ذلك ممكنا واذا لم يمكن فالى اللغة الانكليزية او الفرنسية .

وعن صاحب الجلالة ملك بريطانيا العظمى وايرلاندة والممتلكات
البريطانية ما وراء البحار وامبراطور الهند
اللفتننت كولونيل السير فرنسيس هنري همفريز
جي . سي . ف . او ، كي . سي . ام . جي .
كي . بي . اي ، سي . آى . آى .
المعتمد السامي لصاحب الجلالة البريطانية
في العراق

الذين بعد ان تبلغ كل منهما اوراق اعتماد الآخر ووجدها طبقا
للاصول الصحيحة المرعية قد اتفقا على ما يأتي :-

المادة الاولى

ان النظام القضائي الخاص المؤسس لمصلحة بعض الاجانب
بموجب الاتفاقية العدلية يلغى فورا ويطبق نظام قضائي موحد على جميع
العراقيين والاجانب على حد سواء .

المادة الثانية

لاجل تسهيل تأسيس وتطبيق النظام الجديد قد اتفق على انه سيكون
من الضروري الاستمرار على استخدام عدد محدود من الخبراء القانونيين
البريطانيين في وزارة العدلية وفي محاكم العراق ينتخبهم صاحب الجلالة
ملك العراق بموافقة صاحب الجلالة البريطانية على ان يخول هؤلاء
الخبراء سلطات قضائية وفقا لقوانين العراق . وعليه يتعهد صاحب الجلالة

ولما كان صاحب الجلالة ملك العراق قد تعهد بموجب المادة التاسعة من المعاهدة المذكورة بان يقبل وينفذ الاحكام المعقولة التي قد يراها صاحب الجلالة البريطانية ضرورية في الامور القضائية لصيانة مصالح الاجانب نظرا لعدم تطبيق الصيانات والامتيازات التي كانوا يتمتعون بها وفقا للامتيازات الاجنبية او التعامل .

ولما كان قد وقع ببغداد في اليوم الخامس والعشرين من شهر مارت ١٩٢٤ ميلادية الموافق اليوم التاسع عشر من شهر شعبان ١٣٤٢ هجرية في اتفاقية تدعى فيما يلي بالاتفاقية العدلية .

ولما كان من المعترف به ان احكام الاتفاقية العدلية المذكورة لا تتلائم مع سوية العدالة التي توزع الآن في المحاكم العراقية وانه لم تبقى حاجة بعد الى ترتيبات خاصة لصيانة مصالح الاجانب .

فقد اتفقا على عقد اتفاقية جديدة على اسس المساواة وعينا وكيلين لهما مفوضين لهذا الغرض وهما :-

عن صاحب الجلالة ملك العراق

نوري باشا السعيد

رئيس الوزراء

حامل وسام النهضة والاستقلال

سي . ام . جي . دي . اس . او .

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

No. 2807. — الاتفاقية العدلية

بين

العراق

و

بريطانيا العظمى

الموقع فيها ببغداد في ٤ آذار ١٩٣١

ان جلالة ملك العراق

وجلالة ملك بريطانيا العظمى وايرلاندة والممتلكات البريطانية
ما وراء البحار وامبراطور الهند

لما كان قد وقع ببغداد في اليوم العاشر من شهر تشرين الاول ١٩٢٢
ميلادية الموافق اليوم التاسع عشر من شهر صفر ١٣٤١ هجرية في معاهدة
تحالف بين صاحب الجلالة ملك العراق وصاحب الجلالة البريطانية .

¹ TRADUCTION. — TRANSLATIONN^o 2807. — ACCORD JUDICIAIRE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRAK. SIGNÉ A BAGDAD, LE 4 MARS 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK ;

Considérant qu'un Traité d'alliance entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi de l'Irak a été signé à Bagdad le 10 octobre 1922 de l'ère chrétienne, correspondant au dix-neuvième jour de Safar 1341 de l'Hégire ;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 dudit traité, Sa Majesté le Roi de l'Irak s'est engagée à accepter et à rendre effectives toutes dispositions raisonnables que Sa Majesté britannique pourrait juger nécessaires de prendre en matière judiciaire, afin de sauvegarder les intérêts des étrangers par suite de la non-application des immunités et privilèges dont ils jouissaient en vertu des capitulations ou de l'usage ;

Considérant qu'un accord à cet effet, ci-après dénommé « Accord judiciaire », a été signé à Bagdad le 25 mars 1924 de l'ère chrétienne, correspondant au dix-neuvième jour de Sha'ban 1342 de l'Hégire ;

Considérant qu'il est reconnu que les dispositions dudit accord judiciaire sont incompatibles avec le niveau judiciaire actuel des tribunaux de l'Irak et qu'il n'est plus besoin de mesures spéciales pour sauvegarder les intérêts des étrangers :

Sont convenus de conclure un nouvel accord, sur le pied d'égalité, et ont désigné comme leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Pour la GRANDE-BRETAGNE et l'IRLANDE DU NORD :

Le lieutenant-colonel Sir Francis Henry HUMPHRYS, Grand-Croix de l'Ordre royal de Victoria, chevalier commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, chevalier commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique, chevalier de l'Ordre de l'Empire de l'Inde, Haut Commissaire de Sa Majesté britannique en Irak ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK :

Le général NURI PACHA AS SA'ID, Ordre du Nadha 2^{me} classe, Ordre de l'Istiqlal 2^{me} classe, et chevalier de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, D. S. O. du premier ministre du Gouvernement de l'Irak ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, son convenus de ce qui suit :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article premier.

Le régime judiciaire spécial, établi en faveur de certains étrangers, en vertu de l'accord judiciaire, sera immédiatement aboli, et un système de justice uniforme sera applicable également à tous les ressortissants de l'Irak et à tous les étrangers.

Article 2.

En vue de faciliter l'établissement et le fonctionnement du nouveau système, il y aura lieu de continuer à employer un nombre limité de juristes britanniques au Ministère de la Justice et dans les tribunaux de l'Irak ; ces juristes britanniques seront choisis par Sa Majesté le Roi de l'Irak, avec l'assentiment de Sa Majesté britannique, et ils seront investis de pouvoirs judiciaires conformément aux lois de l'Irak. En conséquence, Sa Majesté le Roi de l'Irak s'engage à employer neuf juristes britanniques, à des conditions qui ne seront pas moins favorables que celles stipulées dans l'Accord du 25 mars 1924 concernant les fonctionnaires britanniques, et par contrats pour une période de dix années, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord. Sa Majesté prend également l'engagement que les postes ci-après seront normalement occupés par des fonctionnaires britanniques choisis parmi les juristes britanniques précités :

- 1^o Un Conseiller judiciaire britannique ;
- 2^o Un président britannique de la Cour d'Appel et de Cassation ;
- 3^o Des présidents britanniques des tribunaux de première instance et des Sessions dans les villes suivantes : Bagdad, Bassora, Mossoul et tels autres lieux dont il pourra être ultérieurement convenu.

Article 3.

Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à prescrire :

- a) Que le représentant consulaire, en Irak, d'un Etat étranger pourra librement communiquer avec tout ressortissant de cet Etat, en détention dans l'Irak, et lui rendre visite, à toute heure raisonnable et sous réserve des règlements ordinaires concernant la police et les prisons ;
- b) Que toute personne, partie à une action civile ou criminelle, qui est présente à une enquête, à une instruction ou à des débats relatifs à cette action, sans avoir une connaissance suffisante de la langue officielle employée, pour pouvoir comprendre la procédure, sera en droit de demander qu'elle soit traduite, si possible, dans sa langue maternelle et, en cas d'impossibilité, en anglais ou en français ;
- c) Que la police ne pourra pénétrer dans aucune maison ou autres locaux sans un mandat signé d'un magistrat, sauf si elle poursuit un individu qui est pris en flagrant délit ou qu'elle est autorisée à appréhender.

Article 4.

En matière de statut personnel des étrangers ou dans les autres affaires civiles et commerciales pour lesquelles l'on avait coutume d'appliquer la législation d'un autre pays, cette législation sera appliquée conformément aux principes du droit international privé. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la compétence des tribunaux religieux ni des pouvoirs des consuls concernant l'administration du patrimoine de leurs ressortissants, reconnus en vertu des accords conclus par le Gouvernement de l'Irak, les causes en matière de statut personnel des étrangers seront de la compétence du tribunal civil. En matière de mariage, de divorce, de pension alimentaire, de dot, de

tutelle des mineurs et de transmission des biens meubles, le président du Tribunal saisi de l'affaire, ou en cas d'appel ou de pourvoi, le président de la Cour d'Appel et de Cassation saisi de l'affaire pourra inviter le consul ou le représentant du consulat de l'étranger en cause à intervenir en qualité d'expert, en vue de donner son avis sur le statut personnel en question.

Article 5.

Le présent accord remplacera l'Accord judiciaire du 25 mars 1924 de l'ère chrétienne, correspondant au dix-neuvième jour de Sha'ban, 1342, de l'Hégire, qui cessera d'avoir effet à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord. Le présent accord sera ratifié. Les ratifications seront échangées à Bagdad aussitôt que possible ; le présent accord entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à l'entrée de l'Irak dans la Société des Nations.

Fait à Bagdad, en double expédition, en langues anglaise et arabe, le texte anglais devant faire foi en cas de divergence, le 4 mars 1931, correspondant au quatorzième jour de Shawwal 1349 de l'Hégire.

NURI PASHA AS SA'ID.

F. H. HUMPHRYS.

N° 2808.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention relative à la nationalité
de la femme mariée. Signée à
Paris, le 12 septembre 1928.

BELGIUM AND FRANCE

Convention regarding the Nationality
of Married Women. Signed at
Paris, September 12, 1928.

N^o 2808. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE
RELATIVE A LA NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE. SIGNÉE
A PARIS, LE 12 SEPTEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 septembre 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ayant résolu de régler les difficultés qui peuvent provenir de la divergence des lois belge et française quant à la nationalité de la femme mariée, les soussignés dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La femme française acquiert, par son mariage avec un Belge, célébré en Belgique, la qualité de belge à moins qu'elle ne déclare dans les six mois à dater du jour du mariage et dans les formes prévues par la loi belge vouloir conserver sa nationalité française. Dans ce cas, elle sera considérée comme n'ayant pas perdu la nationalité française.

Si le mariage est célébré en France, la femme française qui épouse un Belge, conserve sa nationalité à moins que, avant le mariage, elle ne déclare expressément dans les formes prévues par la loi française vouloir acquérir, en conformité des dispositions de la loi belge, la nationalité de son mari.

Article 2.

La femme belge qui épouse un Français en Belgique acquiert la qualité de Française à moins que durant les six mois à dater du jour du mariage elle ne déclare, dans les cas et les formes prévus par la loi belge, vouloir conserver sa nationalité.

Si le mariage est célébré en France, la femme belge qui épouse un Français, conserve sa nationalité, à moins qu'elle ne déclare expressément, avant le mariage et suivant les formes prévues par la loi française vouloir acquérir la nationalité de son mari.

Article 3.

La déclaration effectuée au cours du mariage en vertu des articles premier et 2 n'est pas soumise, en cas de minorité de l'intéressée, à l'autorisation de ses représentants légaux.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 22 août 1930.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.No. 2808. — CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE
REGARDING THE NATIONALITY OF MARRIED WOMEN.
SIGNED AT PARIS, SEPTEMBER 12, 1928.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 10, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC having resolved to settle the difficulties which may arise out of the divergencies between Belgian and French legislation in regard to the nationality of married women, the undersigned, duly authorised for this purpose, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Through her marriage to a Belgian, celebrated in Belgium, a Frenchwoman shall acquire Belgian nationality, unless she declares within six months from the date of her marriage and in the forms laid down by Belgian law that she desires to retain French nationality. In this case she shall be regarded as not having lost French nationality.

If the marriage is celebrated in France, a Frenchwoman marrying a Belgian shall retain her nationality unless, before the marriage, she expressly declares in the forms laid down by French law that she desires to acquire, in accordance with the provisions of Belgian law, her husband's nationality.

Article 2.

A Belgian woman marrying a Frenchman in Belgium shall acquire French nationality unless, within six months from the date of the marriage, she declares, in the conditions and forms stipulated by Belgian law, that she desires to retain her nationality.

If the marriage is celebrated in France, a Belgian woman marrying a Frenchman shall retain her nationality, unless she expressly declares, before the marriage and in the forms laid down by French law, that she desires to acquire her husband's nationality.

Article 3.

If the woman is a minor, a declaration made after marriage under Articles 1 and 2 shall not be subject to the consent of her legal representatives.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, August 22, 1930.

Article 4.

Dans le cas où la future épouse posséderait à la date de son mariage la nationalité française au regard de la loi française et la nationalité belge au regard de la loi belge, elle sera considérée, pour l'application des articles premier et 2 de la présente convention, comme possédant exclusivement la nationalité de celui des deux pays où le mariage sera célébré.

Article 5.

Pour l'application de la présente convention, la production d'un certificat de coutume ne sera pas exigée.

Article 6.

Les deux gouvernements se communiqueront, par semestre, une copie littérale des déclarations prévues dans la présente convention.

Article 7.

Le présente convention pourra être dénoncée d'année en année, à partir de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le douze septembre mil neuf cent vingt-huit.

Le Chargé d'Affaires de Belgique ad interim à Paris :
(Signé) A. Obert DE THIEUSIES.

Le Ministre des Affaires étrangères de la République française :
(Signé) A. BRIAND.

Article 4.

If at the date of her marriage the future wife possesses French nationality in the eye of French law and Belgian nationality in the eye of Belgian law, she shall be regarded, for the application of Articles 1 and 2 of the present Convention, as possessing exclusively the nationality of that of the two countries which the marriage is celebrated.

Article 5.

As regards the application of the present Convention, the production of the customary certificate shall not be required.

Article 6.

The two Governments shall communicate to each other every six months a textual copy of the declarations provided for in the present Convention.

Article 7.

The present Convention may be denounced from year to year as from the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Paris, on the twelfth day of September, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) A. Obert DE THIEUSIES,
Belgian Chargé d'Affaires ad interim at Paris.

(Signed) A. BRIAND,
Minister for Foreign Affairs of the French Republic.

N° 2809.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire. Signée à Paris, le 12 septembre 1928.

BELGIUM AND FRANCE

Convention for the Settlement of Disputes in connection with Recruiting for Military Service. Signed at Paris, September 12, 1928.

N^o 2809. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE
AYANT POUR OBJET DE RÉGLER LES CONFLITS EN MATIÈRE
DE RECRUTEMENT MILITAIRE. SIGNÉE A PARIS, LE 12 SEP-
TEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 septembre 1931.

S. M. LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ayant reconnu la nécessité de régler à nouveau les conflits en matière de recrutement militaire, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Ne seront pas inscrits sur les listes du recrutement militaire belge, avant l'âge de vingt-deux ans accomplis, à moins qu'ils ne le demandent, les individus qui, nés en France d'un Belge, et possédant, au regard de la loi belge, la nationalité belge, sont, au regard de la loi française, soit Français sauf faculté de répudiation, soit aptes à acquérir la qualité de Français par déclaration ou de plein droit.

Article 2.

Ne seront pas inscrits sur les listes du recrutement militaire français, avant l'âge de vingt-deux ans accomplis, à moins qu'ils ne le demandent :

1^o Les individus nés en Belgique d'un Français, qui peuvent acquérir par option la nationalité belge ;

2^o A moins qu'ils n'aient renoncé à la nationalité belge, les Français devenus Belges de plein droit en raison de l'acquisition de la nationalité belge par l'un de leurs parents, dans le cas où la loi belge reconnaît l'effet collectif du changement de nationalité d'un ascendant à l'égard d'un enfant mineur ;

3^o Les individus qui, possédant au regard de la loi belge la qualité de belges sont, au regard de la loi française, français sauf faculté de répudiation, à moins qu'il n'ait été renoncé, par avance, à cette faculté.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 16 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2809. — CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE FOR THE SETTLEMENT OF DISPUTES IN CONNECTION WITH RECRUITING FOR MILITARY SERVICE. SIGNED AT PARIS, SEPTEMBER 12, 1928.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 10, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC having recognised the need for fresh regulations for the settlement of disputes in connection with recruiting for military service, the Undersigned, being duly authorised for the purpose, have agreed to the following provisions :

Article 1.

Persons born in France of a Belgian father and possessing Belgian nationality in the eyes of Belgian law but who are, in the eyes of French law, either French with a right of repudiation or capable of becoming French by declaration or by law, shall not be included in the lists of recruits for Belgian military service before they have completed twenty-two years of age, unless they so request.

Article 2.

The following persons shall not be included in the lists of recruits for French military service before they have completed twenty-two years of age, unless they so request :

(1) Persons born in Belgium of a French father, who are entitled to acquire Belgian nationality by option ;

(2) Unless they have renounced Belgian nationality French nationals who have legally become Belgians owing to the acquisition of Belgian nationality by one of their parents, whenever Belgian law recognises the collective effect, in respect of a minor of a change of nationality by an ascendant.

(3) Persons who, being Belgians in the eyes of Belgian law, are, in the eyes of French law, French with a right of repudiation, unless they have previously renounced this right.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, September 16, 1929.

Article 3.

Dans les cas visés aux articles premier et 2 les individus qui, en raison d'une option expresse ou tacite, auront satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée dans l'un ou l'autre pays, seront dégagés de tout service militaire dans l'autre pays.

Article 4.

Ne seront pas appelés au service militaire en Belgique les jeunes gens devenus français en raison de l'acquisition de la nationalité française par l'un ou l'autre de leurs parents dans les conditions où la loi française reconnaît l'effet collectif du changement de nationalité de l'ascendant à l'égard d'un enfant mineur.

Article 5.

Ne seront pas appelés au service militaire en Belgique, sauf s'ils ont eu, de l'âge de seize ans à vingt et un ans, leur résidence habituelle hors de France ou des territoires relevant de l'autorité française, et, dans ce cas, s'ils n'ont pas satisfait à la loi sur le recrutement en France, les jeunes gens nés en France, dont l'un des ascendants est français et l'autre belge, ou, nés en France d'un ascendant belge qui lui-même y est né, qui sont français sans faculté de répudiation au regard de la loi française.

L'inscription sur les tableaux de recrutement français des jeunes gens susceptibles, en vertu de l'alinéa précédent, d'être incorporés en Belgique, sera différée, à moins qu'ils ne la demandent, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de vingt-deux ans révolus.

Ils seront dégagés de tout service militaire en France s'ils ont satisfait à cet âge à la loi sur le recrutement en Belgique.

Article 6.

Les citoyens des pays contractants résidant dans les colonies, pays de protectorats et pays sous mandats de chacun des deux pays seront, pour l'application de la présente convention, réputés résidant sur le territoire métropolitain.

Article 7.

Les deux gouvernements se communiqueront réciproquement et dans le plus bref délai possible, les actes reçus par leurs autorités respectives dans les cas visés par la présente convention.

Ils se signaleront, en outre, les individus qui se seront soustraits au service militaire dans l'un des deux pays, en excipant de la qualité de nationaux de l'autre.

Article 8.

Les individus qui, avant la mise en vigueur de la présente convention, auront satisfait aux obligations du service militaire actif dans l'un des deux pays, n'y seront plus astreints dans l'autre.

Article 9.

Les enfants d'agents diplomatiques ou de consuls de carrière conservant la nationalité de leurs parents, à moins qu'ils ne réclament, dans les conditions légales, le bénéfice des lois du pays où ils sont nés.

Article 3.

In the cases mentioned in Articles 1 and 2, persons who, by express or tacit option, have complied with the law on recruiting for military service in one of the two countries, shall be exempted from all military service in the other country.

Article 4.

Young men who have become French owing to the acquisition of French nationality by either of their parents in circumstances in which French law recognises the collective effects in respect of a minor of a change of nationality by an ascendant, shall not be called up for military service in Belgium.

Article 5.

Young men born in France one of whose ascendants is French and the other Belgian, or born in France of a Belgian ascendant also born in France, shall not if they are French without a right of repudiation under French Law, be called up for military service in Belgium unless they have, from the age of sixteen to twenty-one years, been habitually resident outside France or the territories under French authority and have not complied with the French Law on recruiting.

The inclusion in the French census lists of young men liable, under the previous paragraph, to be incorporated in Belgium, shall be postponed, unless the persons concerned desire otherwise, until they have completed twenty-two years of age.

Such persons shall be exempted from all military service in France if at that age they have complied with the Belgian Law on recruiting.

Article 6.

Citizens of the contracting countries who reside in the colonies, protectorates or mandated territories of either of the two countries shall, for the purposes of the present Convention, be deemed to be resident in the home territory.

Article 7.

The two Governments shall exchange as soon as possible the official documents received by their respective authorities in the cases referred to in the present Convention.

They shall also report to each other any cases of persons who have evaded military service in one of the two countries on the plea that they are nationals of the other country.

Article 8.

Persons who before the putting into force of the present Convention have fulfilled their active military service obligations in one of the two countries shall not be required to serve in the other.

Article 9.

Children of diplomatic agents or career consuls shall retain the nationality of their parents unless they claim, within the limits prescribed by law, the benefit of the laws of the country in which they are born.

Article 10.

La présente convention est conclue pour cinq ans, à partir de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année, à compter du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

Les effets de la convention seront suspendus de plein droit en cas de mobilisation en France ou en Belgique et pendant toute la durée de la mobilisation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait en double exemplaire, à Paris, le douze septembre mil neuf cent vingt-huit.

*Le Chargé d'Affaires de Belgique
ad intérim à Paris :*

(Signé) A. Obert DE THIEUSIES.

*Le ministre des Affaires étrangères
de la République française :*

(Signé) A. BRIAND.

Certifié conforme par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

Pour le Secrétaire général :

Le Directeur général,

A. de Ridder.

Article 10.

The present Convention shall be concluded for five years as from the date of the exchange of ratifications. If neither High Contracting Party has within twelve months before the expiry of this period notified the other of its intention to denounce the Convention, the Convention shall remain in force for one year commencing on the date on which one of the Parties has denounced it.

The effects of the Convention shall become automatically inoperative in the case of mobilisation in France or in Belgium and during the whole period of mobilisation. .

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate in Paris, September the twelfth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) A. Obert DE THIEUSIES,
Belgian Chargé d'Affaires
ad interim in Paris.

(Signed) A. BRIAND,
Minister for Foreign Affairs
of the French Republic.

BELGIQUE ET CHINE

Accord pour la rétrocession de la concession belge de Tientsin, signé à Tientsin, le 31 août 1929, avec échange de notes de la même date, et arrangement y annexé conclu entre le Gouvernement belge et la Société Immobilière de Tientsin, signé à Bruxelles, le 1^{er} février 1930.

BELGIUM AND CHINA

Agreement regarding the Reddition of the Belgian Concession in Tientsin, signed at Tientsin, August 31, 1929, with Exchange of Notes of the same date and Arrangement annexed thereto concluded between the Belgian Government and the "Société Immobilière de Tientsin", signed at Brussels, February 1, 1930.

N^o 2810. — ACCORD¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA CHINE POUR LA
RÉTROCESSION DE LA CONCESSION BELGE DE TIENTSIN.
SIGNÉ A TIENTSIN, LE 31 AOUT 1929.

Textes officiels français, anglais et chinois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 septembre 1931.

LE GOUVERNEMENT BELGE, étant désireux, en vue de resserrer davantage les liens d'amitié existant entre la Belgique et la Chine, de rétrocéder de sa propre initiative et sans compensation au Gouvernement National de la République de Chine la Concession belge de Tientsin, qui lui avait été accordée par la Convention sino-belge du 6 février 1902 (28^e jour du 12^e mois de la 27^e année du règne de Kouang-Hsu), les deux gouvernements ont nommé, à cet effet, leurs Plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le baron Jules GUILLAUME, conseiller de Légation, chevalier de l'Ordre de Léopold.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Le D^r Ping LING, conseiller de la Commission des traités du Ministère des Affaires étrangères

M. KWANG-TING CHAO, chef de Section au Ministère de l'Intérieur ;

Le D^r TZONG FAH HWANG, ministre plénipotentiaire, avocat ;

M. H. H. TCHENG, commissaire du premier district spécial de Tientsin ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Le Gouvernement belge remettra, le jour de la mise en vigueur du présent accord, au Gouvernement national de la République de Chine l'administration de la Concession belge de Tientsin, qui lui avait été donnée par la Convention sino-belge du 6 février 1902 (28^e jour du 12^e mois de la 27^e année du règne de Kouang Hsu). Ladite convention et le contrat y relatif cesseront de porter leurs effets.

Article II.

Le Conseil municipal provisoire belge de ladite concession cessera d'exister le jour de la mise en vigueur du présent accord.

Tous les documents, registres et toutes autres pièces appartenant à l'Administration belge seront remis immédiatement au Gouvernement national de la République de Chine. Cette remise constituera pleine décharge au Conseil municipal provisoire pour les actes de son administration.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Nankin, le 18 février 1931.

NO. 2810. — AGREEMENT¹ BETWEEN BELGIUM AND CHINA REGARDING THE REDDITION OF THE BELGIAN CONCESSION IN TIENTSIN. SIGNED AT TIENTSIN, AUGUST 31, 1929.

*French, English and Chinese official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place September 10, 1931.*

THE BELGIAN GOVERNMENT being desirous, with a view to strengthening the bonds of friendship existing between Belgium and China, to restore on its own initiative and without compensation to the National Government of the Republic of China the Belgian Concession in Tientsin which was granted to it by the Sino-Belgian Convention of February 6th, 1902 (28th day of the 12th month of the 27th year of Kuang Hsu), the two Governments have for this purpose appointed their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Dr. Ping LING, Adviser of the Treaty Commission of the Ministry of Foreign Affairs ;
Mr. KWANG-TING CHAO, Section Chief of the Land Department of the Ministry of the Interior ;
Dr. TZONG FAH HWANG, Minister Plenipotentiary, Attorney at Law ;
Mr. H. H. TCHENG, Commissioner of the First Special Area in Tientsin ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Baron Jules GUILLAUME, Counsellor of Legation, Chevalier de l'Ordre de Léopold ;

Who having communicated to each other their respective full powers found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The Belgian Government will restore to the National Government of the Republic of China, on the day of the coming into force of the present Agreement, the administration of the Belgian Concession in Tientsin which was granted to it by the Sino-Belgian Convention of February 6th, 1902 (28th day of the 12th month of the 27th year of Kuang Hsu). The said Convention and the contract relating thereto shall cease to be operative.

Article II.

The Provisional Belgian Municipal Council of the said Concession shall cease to exist on the day of the coming into force of the present Agreement.

All the documents, registers, and all other papers belonging to the Belgian Administration shall be immediately handed over to the National Government of the Republic of China, whereupon the Provisional Municipal Council will be entirely relieved of all responsibility for its administration.

¹ The exchange of ratifications took place at Nanking, February 18, 1931.

Article III.

A partir du jour de la mise en vigueur du présent accord, l'ancienne Concession belge de Tientsin sera entièrement soumise aux lois et règlements chinois et protégée par ceux-ci. Elle sera également assujettie à tous les impôts et taxes chinois en vigueur.

Article IV.

Toutes les propriétés publiques de la Concession belge telles que les quais, embarcadères, routes, chemins de fer avec les terrains qu'elles occupent, y compris le bloc Q, lot b, conformément au plan ci-annexé, ainsi que les machines, outillages, mobilier, équipements de police, suivant l'inventaire ci-annexé, appartenant à la Municipalité belge, de même que l'argent déposé en banque au nom de la Municipalité, seront remis, le jour de la mise en vigueur du présent accord, au Gouvernement national de la République de Chine.

Article V.

La dénomination et les statuts de la Société anonyme de la Concession belge de Tientsin seront modifiés en tenant compte du nouvel état de fait et les stipulations de l'article 6 du présent accord lui, seront également applicables.

Article VI.

Les titres et certificats de propriété privée donnés par le consulat de Belgique pour les terrains situés dans la Concession belge devront, dans un délai d'un mois à partir de la mise en vigueur du présent accord, être remis à l'Autorité chinoise compétente, qui délivrera, en échange, des certificats de bail à perpétuité. Un droit d'enregistrement d'un dollar par *mow* sera perçu. L'Autorité chinoise compétente remettra les nouveaux certificats dans un délai qui ne dépassera pas un mois.

Article VII.

Le présent accord sera ratifié le plus tôt possible et entrera en vigueur au jour où les deux gouvernements se notifieront que les ratifications ont été effectuées.

Article VIII.

Le présent accord a été rédigé en français, en chinois et en anglais. Dans le cas de divergence d'interprétation, le texte anglais doit prévaloir.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord en duplicata et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tientsin, le trente et unième jour du mois d'août, mil neuf cent vingt-neuf, correspondant au trente et unième jour du huitième mois de la dix-huitième année de la République chinoise.

(L. S.) (Signé) J. GUILLAUME,
Plénipotentiaire pour la Belgique.

(L. S.) (Signé) P. LING.

(L. S.) (Signé) K. T. CHAO.

(L. S.) (Signé) TZONG FAH HWANG.

(L. S.) (Signé) TCHENG.

Plénipotentiaires pour la Chine.

Article III.

Beginning from the day of the coming into force of the present Agreement, the former Belgian Concession in Tientsin shall be entirely administered under Chinese laws and regulations and protected by the same. It shall likewise be subject to all Chinese imposts and taxes in force.

Article IV.

All public properties of the Belgian Concession, such as wharfs, piers, roads, railways, together with the land occupied by them, including block *Q*, lot *b*, in accordance with the map hereto annexed, and also machines, implements, furniture, police equipment, as per inventory list hereto attached, belonging to the Belgian Municipality, as well as the bank deposits of the Belgian Municipality, shall be handed over to the National Government of the Republic of China on the day of the coming into force of the present Agreement.

Article V.

The name and the status of the Société Anonyme de la Concession belge de Tientsin shall be modified in accordance with the new state of things and the provisions of Article 6 of the present Agreement shall equally be applicable thereto.

Article VI.

Within one month after the coming into force of the present Agreement, the title deeds and certificates of private property issued by the Belgian Consulate for land situated in the Belgian Concession shall be handed over to the Chinese authority concerned who shall issue in exchange certificates for perpetual lease. A registration fee of one dollar per mow shall be charged. The Chinese authority concerned will issue the new certificates within a period of a month.

Article VII.

The present Agreement shall be ratified as soon as possible and shall come into force on the day on which the two Governments shall have notified each other that the ratification has been effected.

Article VIII.

The present Agreement has been written in three languages, Chinese, French and English, and in case of divergence of interpretation the English text shall be authoritative.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement in duplicate and have affixed their seals thereto.

Done at Tientsin in this thirty first day of the eight month of the eighteenth year of the Republic of China, corresponding to the thirty first day of August, nineteen hundred and twenty nine.

(Sealed & signed) P. LING.

(Sealed & signed) K. T. CHAO.

(Sealed & signed) TZONG FAH HWANG.

(Sealed & signed) TCHENG HONG SIN.

Plenipotentiaries for China.

(Sealed & signed) J. GUILLAUME,

Plenipotentiary for Belgium.

ÉCHANGE DE NOTES

ANNEXE I.

TIENTSIN, le 31 août 1929.

MONSIEUR LE PLÉNIPOTENTIAIRE,

Nous référant à l'article III de l'Accord que nous avons conclu à la date de ce jour, nous avons l'honneur de vous confirmer qu'en ce qui concerne la taxe foncière sur la propriété bâtie ou non bâtie perçue dans l'ancienne Concession belge, le taux actuel de cette taxe y sera maintenu jusqu'au jour où le Gouvernement national de la République de Chine aura promulgué la nouvelle loi générale de taxation foncière.

Nous saisissons, Monsieur le Plénipotentiaire, cette occasion de vous renouveler les assurances de notre très haute considération.

(Signé) P. LING.

(Signé) K. T. CHAO.

(Signé) TZONG FAH HWANG.

(Signé) TCHENG.

A M. le baron J. Guillaume,
délégué plénipotentiaire pour la Belgique
pour la rétrocession de la Concession belge
de Tientsin,
etc.

TIENTSIN, le 31 août 1929.

MESSIEURS LES PLÉNIPOTENTIAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour conçue dans les termes suivants :

« Nous référant à l'article III de l'Accord que nous avons conclu à la date de ce jour, nous avons l'honneur de vous confirmer qu'en ce qui concerne la taxe foncière sur la propriété bâtie ou non bâtie perçue dans l'ancienne Concession belge, le taux actuel de cette taxe y sera maintenu jusqu'au jour où le Gouvernement National de la République de Chine aura promulgué la nouvelle loi générale de taxation foncière. »

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord du Gouvernement du Roi à ce sujet.

Je saisis cette occasion, Messieurs les Plénipotentiaires, de vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

(Signé) J. GUILLAUME.

A MM. les Plénipotentiaires de la République de Chine
pour la rétrocession de la Concession belge
de Tientsin.

ANNEXE II.

DÉCLARATION

Les installations pour distribution d'énergie électrique, c'est-à-dire les lignes à haute et basse tension sur poteaux, cabines de transformation avec appareillage, raccordements privés et compteurs, qui se trouvent dans l'ancienne Concession belge de Tientsin et qui ont été exécutées avec l'appro-

EXCHANGES OF NOTES

ANNEX I.

TIENTSIN, 31st August 1929.

MONSIEUR LE PLÉNIPOTENTIAIRE,

Referring to Article III of the Agreement concluded to-day, we have the honour to inform you that with regard to the land tax on properties with or without buildings thereon to be levied in the former Belgian Concession, the present rate shall be maintained until the promulgation by the National Government of the Republic of China of the new general law governing land taxation

We avail ourselves of this opportunity to renew to you, Monsieur le Plénipotentiaire, the assurance of our highest consideration,

(Signed) P. LING.*(Signed)* K. T. CHAO.*(Signed)* TZONG FAH HWANG.*(Signed)* TCHENG HONG SIN.

Baron J. Guillaume,
Delegate Plenipotentiary for Belgium
for the reddition of the Belgian,
Concession in Tientsin,
etc.

TIENTSIN, 31st. August 1929.

MESSIEURS LES PLÉNIPOTENTIAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of today's date which reads as follows :

" Referring to Article III of the Agreement concluded today, we have the honour to inform you that with regard to the land tax on properties with or without buildings thereon to be levied in the former Belgian Concession, the present rate shall be maintained until the promulgation by the National Government of the Republic of China of the new general law governing land taxation. "

I have the honour to express to you the agreement of His Majesty's Government on this subject.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Messieurs les Plénipotentiaires, the assurance of my highest consideration.

(Signed) J. GUILLAUME.

To
The Delegate Plenipotentiaries for China
for the reddition of the Belgian
Concession in Tientsin.

ANNEX II.

DECLARATION.

The installations for distribution of electric power in the former Belgian Concession of Tientsin, i. e. the lines of high and low tension on posts, transformation cabins with fittings, private connections and electro meters, which have been constructed with the approval of the Provisional Municipal

bation du Conseil municipal provisoire de la Concession belge par la Compagnie de Tramways et l'Eclairage de Tientsin sont la propriété exclusive de cette Compagnie.

La Compagnie de Tramways et d'Eclairage de Tientsin aura le droit de continuer à exploiter le réseau électrique sur le territoire de l'ancienne Concession belge, étant entendu que pour toute extension du réseau elle devra obtenir l'autorisation préalable des autorités locales compétentes.

(Signé) J. GUILLAUME.

(Signé) P. LING.

(Signé) K. T. CHAO.

(Signé) TZONG FAH HWANG.

(Signé) TCHENG.

ANNEXE III.

DÉCLARATION

Il est entendu que si la Gilde de Fukien et de Canton peut prouver d'une façon reconnue satisfaisante qu'il a été prélevé sur des terrains lui appartenant une portion pour la construction de la route n° 1, il lui sera alloué, à titre gratuit, une parcelle de terrain de superficie égale située dans le bloc S et contiguë à la propriété de ladite Gilde.

Si, au contraire, cette preuve ne peut être faite, la prétention de la dite Gilde sera définitivement considérée comme non valable.

(Signé) J. GUILLAUME.

(Signé) P. LING.

(Signé) K. T. CHAO.

(Signé) TZONG FAH HWANG.

(Signé) TCHENG.

ANNEXE IV.

DÉCLARATION

Il est entendu que les dettes de la Municipalité de l'ancienne Concession belge de Tientsin s'élevant à la somme : Tientsin taëls 93,826,48 (quatre-vingt-treize mille huit cent vingt-six taëls de Tientsin et quarante-huit cents), seront remboursées au Gouvernement belge par le Gouvernement chinois dans un délai de six mois à compter du jour de la mise en vigueur de l'accord signé à la date de ce jour et relatif à la rétrocession de ladite concession.

(Signé) J. GUILLAUME.

(Signé) P. LING.

(Signé) K. T. CHAO.

(Signé) TZONG FAH HWANG.

(Signé) TCHENG.

Council of the Belgian Concession by the Compagnie de Tramways et d'Eclairage de Tientsin are the exclusive property of the said Compagny.

The Compagnie de Tramways et d'Eclairage de Tientsin shall have the right to continue to supply the electric current on the territory of the former Belgian Concession, it being understood that any extension of the network will require a previous authorisation of the competent local authorities.

(Signed) P. LING.
(Signed) K. T. CHAO.
(Signed) TZONG FAH HWANG.
(Signed) TCHENG HONG SIN.
(Signed) J. GUILLAUME.

ANNEX III.

DECLARATON.

It is understood that if the Fukien and Canton Guin' can prove in a way considered as satisfactory that a portion of its land has been taken for the construction of road n° 1, a parcel of land of equal dimensions and contiguous to the property of the said Guild will be gratuitously allotted to it from bloc S.

If, on the contrary, this cannot be proved, the claim of the said Guild shall be definitely considered as not valid.

(Signed) P. LING.
(Signed) K. T. CHAO.
(Signed) TZONG FAH HWANG.
(Signed) TCHENG HONG SIN.
(Signed) J. GUILLAUME.

ANNEX IV.

DECLARATION.

It is understood that the debts of the Municipality of the former Belgian Concession amounting in total to Tientsin Taëls 93,826.48 (ninety three thousand eight hundred and twenty six Tientsin Taëls and forty eight cents) shall be reimbursed by the Chinese Government to the Belgian Government within six months from the day of the coming into force of the Agreement signed this day relative to the retrocession of the said Concession.

(Signed) P. LING.
(Signed) K. T. CHAO.
(Signed) TZONG FAH HWANG.
(Signed) TCHENG HONG SIN.
(Signed) J. GUILLAUME.

附件四

聲明書

前比國租界工部局所負債務津平銀九萬三千八百二十六兩
四錢八分中國政府於本日所簽訂關於交還上述租界協定發
生效力之日起六個月內償還比國政府特此聲明

凌 冰

趙光庭

黃宗法

陳鴻鑫

紀佑穆

附件三

聲明書

今議定如閩廣義園能滿意證明曾在其地產上取地一段以爲建築一號路之用則可在S字地段內於該義園地產之左近給與一面積相等之地段並不收價然如此項證據不能成立則該義園之要求即認爲不合特此聲明

凌 冰

趙光庭

黃宗法

陳鴻鑫

紀佑穆

附件二

聲明書

天津舊比國租界內輸送電力之建設即大小電力之木桿電綫改電機及器具以及私家接引綫及電表係由天津電車電燈公司得比國租界臨時工部局之同意而設置者係屬該公司獨有之產業又天津電車電燈公司在舊比國租界內得繼續供給電流但擴充電綫之時應先得地方主管官廳之核准特此聲明

凌 冰

趙光庭

黃宗法

陳鴻鑫

紀佑穆

大比利時王國全權代表

爲

照復事接准本日

來照內開關於本日簽訂之協定第三條所載特爲聲明舊比國租界內之有建築及無建築之地畝地稅應將現徵數目維持至中華民國國民政府頒佈普通地稅新法律之日爲止等因業經閱悉本國政府對此完全同意相應照復即希

查照須至照會者

右

照

會

大中華民國國民政府全權代表

黃 凌 趙 陳

紀佑穆

西歷一九二九年八月三十一日

附件一

換文

大中華民國國民政府代表

爲

照會事關於本日簽訂之協定第三條所載特爲聲明舊比國租界內之有建築及無建築之地畝地稅應將現徵數目維持至中華民國國民政府頒布普通地稅新法律之日爲止相應照會貴代表查照爲荷須至照會者

右 照 會

大比利時王國全權代表紀

凌 冰

趙 光 庭

黃 宗 法

陳 鴻 鑫

中華民國十八年八月三十一日

民國國民政府此項移交完全解除臨時工部局對於行政上之責任

第三條 自本協定發生效力之日起天津舊比國租界完全受中國法律章程之支配保護並照繳一切中國現行稅捐

第四條 所有比國租界公產如河岸碼頭道路鐵道連同所佔地面包括Q字b段地面如附圖所載以及比國工部局所有之機器

工具傢具警裝等件如附單所列連同用工部局名義存放銀行之現款均於本協定發生效力之日交與中華民國國民政府

第五條 專辦天津比國租界公司之名義及章程應按照現狀更改之本協定第六條之規定對於該公司亦適用之

第六條 比國領事館所發比租界內私人地產之契據及憑單應於本協定發生效力之日起一個月內呈繳中國主管官廳換領永租憑單按畝繳納註冊費銀一元中國主管官廳在一個月內發給新憑單

第七條 本協定應於最短期內批准之自兩國政府互相通知業經批准之日起即發生效力

第八條 本協定以中法英三文各繕兩份遇有解釋不同時以英文為準茲特由兩方全權代表簽字蓋章以昭信守

中華民國十八年八月三十一日

西歷一九二九年八月三十一日

訂於天津

凌 冰 印

趙 光 庭 印

黃 宗 法 印

陳 鴻 鑫 印

紀 佑 穆 印

中比間關於比國交還天津比國租界協定

比利時王國政府今爲增進中比間固有之睦誼起見願自動將由一九零二年二月六日（光緒二十七年十二月二十八日）中比專約所取得之天津比國租界無抵償交還中華民國國民政府因此

大中華民國國民政府主席特派

外交部條約委員會顧問凌冰

內政部土地司科長趙光庭

全權公使律師黃宗法

天津特別第一區主任陳鴻鑫

大比利時國王特派

駐華公使館參議男爵紀佑穆

兩方全權代表業經互相校閱全權證書均屬妥善議定各條於左

第一條 比國政府於本協定發生效力之日將由一九零二年二月六日（光緒二十七年十二月二十八日）中比專約所取得之天津比國租界之行政移交中華民國國民政府該項專約及有關係之合同即失其效力

第二條 該租界之比國臨時工部局於本協定發生效力之日即行撤消所有比國行政之案卷簿冊及其他一切文件立即移交中華

收回天津比租界案目錄

中比間關於比國文還天津比國租界協定

中比間關於比國交還天津比國租界協定(英文)

附件一 換文 (附英文)

附件二 聲明書 (附英文)

附件三 聲明書 (附英文)

附件四 聲明書 (附英文)

附表

附圖

協定批准書

比國批准書(法文)

互換批准證書(英文)

『附註』

N° 2810.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

歐美第七號（民國二十年）

收回天津比租界案中華民國十八年八月三十一日簽訂
協定二十年一月十五日實行交收

中華民國國民政府外交部編印

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ARRANGEMENT

Entre :

LE GOUVERNEMENT BELGE, représenté par M. HYMANS, ministre des Affaires étrangères, et sous réserve de l'approbation de la Législature, et

La « SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE TIENTSIN », précédemment dénommée « Société anonyme de la Concession belge de Tientsin », représentée par M. le Chevalier Emmanuel DE WOUTERS D'OPLINTER, président de son Conseil d'administration, agissant en vertu des pouvoirs lui conférés par acte ci-annexé,

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

La Société anonyme de la Concession belge de Tientsin (actuellement Société immobilière de Tientsin) déclare avoir reçu communication de l'accord conclu entre la Belgique et la Chine le 31 août 1929 pour la rétrocession de la Concession belge de Tientsin, et elle reconnaît que, dès l'entrée en vigueur de cet accord, l'arrangement relatif à ladite Concession intervenu le 11 décembre 1912 entre elle-même et le Gouvernement belge cessera de porter ses effets.

Article 2.

Le Gouvernement belge prend acte des modifications qui, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Accord sino-belge du 31 août 1929, ont été apportées à la dénomination et aux statuts de la Société anonyme de la Concession belge de Tientsin, actuellement « Société Immobilière de Tientsin », modifications qui ont été approuvées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue le 31 décembre 1929.

Article 3.

La « Société Immobilière de Tientsin » s'engage, conformément aux stipulations de l'ar-

ARRANGEMENT.

Between :

THE BELGIAN GOVERNMENT, represented by M. HYMANS, Minister for Foreign Affairs, and subject to the approval of the Legislature, and

THE " SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE TIENTSIN ", previously known as the " Société anonyme de la Concession belge de Tientsin ", represented by M. Emmanuel DE WOUTERS D'OPLINTER, Chairman of its Board of Directors, acting in virtue of the powers conferred upon him by the act annexed hereto,

The following agreement has been concluded :

Article 1.

The " Société anonyme de la Concession belge de Tientsin " (now " Société Immobilière de Tientsin ") declares that it has been made acquainted with the agreement concluded between Belgium and China on August 31, 1929, for the retrocession of the Belgian Concession in Tientsin, and recognises that as soon as this agreement comes into force the arrangement in connection with the said Concession concluded on December 11, 1912, between itself and the Belgian Government shall cease to have effect.

Article 2.

The Belgian Government notes the modifications which, in accordance with the provisions of Article 5 of the Sino-Belgian Agreement of August 31, 1929, have been made in the name and status of the " Société anonyme de la Concession belge de Tientsin " (now " Société Immobilière de Tientsin "), these modifications having been approved by the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on December 31, 1929.

Article 3.

The " Société Immobilière de Tientsin " undertakes, in accordance with the provisions of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ticle 6 de l'Accord sino-belge du 31 août 1929, à remettre à l'autorité chinoise compétente, dans un délai d'un mois à partir de la mise en vigueur dudit accord, les titres et certificats de propriété privée remis, par le Consulat de Belgique, pour les terrains situés dans la concession belge.

Elle recevra de l'Autorité chinoise compétente, en échange de ces documents et dans un délai qui ne dépassera pas un mois, des certificats de bail à perpétuité. La Société précitée paiera de ce chef un droit d'enregistrement d'un dollar par *mow* de terrain.

Article 4.

La « Société Immobilière de Tientsin » reconnaît que les terrains situés dans l'ancienne Concession belge de Tientsin et auxquels il est fait allusion à l'article 3 ci-dessus, seront, à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord sino-belge précité, entièrement soumis aux lois et règlements chinois et protégés par ceux-ci. Elle reconnaît également que ces terrains seront assujettis à tous les impôts et taxes chinois en vigueur.

Article 5.

La « Société Immobilière de Tientsin » déclare avoir pris également connaissance des dispositions figurant dans les annexes à l'Accord sino-belge du 31 août 1929 et stipulant notamment :

1^o Qu'en ce qui concerne la taxe foncière sur la propriété bâtie ou non bâtie perçue dans l'ancienne Concession belge, le taux actuel de cette taxe y sera maintenu jusqu'au jour où le Gouvernement National de la République de Chine aura promulgué la nouvelle loi générale concernant la taxation foncière ;

2^o Que si la Gilde de Fukien et de Canton peut prouver d'une façon reconnue satisfaisante qu'il a été prélevé sur des terrains lui appartenant, une portion pour la construction de la route n^o 1, il lui sera alloué, à titre gratuit, une parcelle de terrain de superficie égale située dans le bloc S et contiguë à la propriété de ladite Gilde ; mais que si, au contraire, cette preuve ne peut être faite, la prétention de ladite Gilde sera définitivement considérée comme non valable ;

Article 6 of the Sino-Belgian Agreement of August 31, 1929, to hand over to the competent Chinese authority within a period of one month as from the entry into force of the said Agreement, the title deeds and certificates of private property issued by the Belgian Consulate for land situated in the Belgian Concession.

It shall receive from the competent Chinese authority in exchange for these documents and within a period not exceeding one month, certificates for perpetual lease. The above-mentioned Company shall pay in this respect a registration fee of \$1 per *mow* of land.

Article 4.

The " Société Immobilière de Tientsin " recognises that the land situated in the former Belgian Concession at Tientsin and referred to in Article 3 above shall, as from the entry into force of the above-mentioned Sino-Belgian Agreement, be entirely administered under Chinese laws and regulations and protected by the same. It also recognises that this land shall be subject to all Chinese imposts and taxes in force.

Article 5.

The " Société Immobilière de Tientsin " also declares that it has made itself acquainted with the provisions in the annexes to the Sino-Belgian Agreement of August 31, 1929, and stipulating in particular :

(1) That with regard to the land tax on properties with or without buildings thereon levied in the former Belgian Concession, the present rate shall be maintained until the promulgation by the National Government of the Republic of China of the new general law governing land taxation ;

(2) That if the Fukien and Canton Guild can prove in a way considered as satisfactory that a portion of its land has been taken for the construction of Road No. 1, a parcel of land of equal dimensions and contiguous to the property of the said Guild will gratuitously be allotted to it from block S ; but if, on the contrary, this cannot be proved the claim of the said Guild shall be definitely considered as not valid ;

3° Que les dettes de la Municipalité de l'ancienne Concession belge de Tientsin, s'élevant à la somme de Tientsin taëls 93,826.48 (quatre-vingt-treize mille huit cent vingt-six taëls de Tientsin et quarante-huit cents) seront remboursées au Gouvernement belge par le Gouvernement chinois, dans un délai de six mois à compter du jour de la mise en vigueur de l'Accord sino-belge signé le 31 août 1929.

Cette somme représentant le montant des avances faites à la Municipalité par la « Société anonyme de la Concession belge de Tientsin », actuellement « Société Immobilière de Tientsin », le Gouvernement belge s'engage à la transférer à ladite Société, dès que le Gouvernement chinois la lui aura remboursée.

Fait en double à Bruxelles, le 1^{er} février 1930.

(Signé) HYMANS.

(Signé) Chevalier DE WOUTERS.

(3) That the debts of the Municipality of the former Belgian Concession amounting in total to Tientsin taëls 93,826.48 (ninety-three thousand eight hundred and twenty-six Tientsin taëls and forty-eight cents) shall be reimbursed by the Chinese Government to the Belgian Government within six months from the day of the entry into force of the Sino-Belgian Agreement signed on August 31, 1929.

This sum representing the amount of the advances made to the Municipality by the " Société anonyme de la Concession belge de Tientsin " (now " Société Immobilière de Tientsin ") the Belgian Government undertakes to transfer it to the said Company as soon as the Chinese Government has reimbursed it to the Belgian Government.

Done in duplicate at Brussels on February 1, 1930.

(Signed) HYMANS.

(Signed) Chevalier DE WOUTERS.

N° 2811.

CHINE ET GRÈCE

Traité d'amitié, signé à Paris, le
30 septembre 1929, avec échange
de notes de la même date, et
procès-verbal, signé à Paris, le
14 juin 1930.

CHINA AND GREECE

Treaty of Friendship, signed at
Paris, September 30, 1929, with
Exchange of Notes of the same
date and Procès-Verbal, signed
at Paris, June 14, 1930.

批准書

大中華民國國民政府前派中國特命駐法全權公使高魯爲簽訂中希通好條約全權代表所有該全權代表於

中華民國十八年九月三十日與

大希臘民國特派全權代表在巴黎簽訂之中希通好條約特予批准爲此署名蓋璽以昭信守

國民政府主席蔣中正

中華民國十九年二月一日給於南京

外交部長王正廷

【附註】希臘國批准書原文係希臘文茲從略

中國高代表復希臘普代表照會

大中華民國簽訂中希通好條約全權代表高魯

爲

照復事准

貴代表本日照開本國政府希望於最短期間內得與

貴國政府以互惠及平等爲原則簽訂中希通商條約等因本

代表以國民政府名義聲明對於上開一節深表贊同相應照

復

貴代表查照可也須至照會者

右 照 會

大希臘民國簽訂中希通好條約全權代表普利狄斯

中華民國十八年九月三十日

高 魯 (簽名)

希臘普代表致中國高代表照會（譯文）

大希臘民國簽訂中希通好條約全權代表普利狄斯

公

照會事本國政府希望於最短期間內得與

貴國政府以互惠及平等為原則簽訂中希通商條約相應照請

貴代表查照為荷須至照會者

右 照 會

大中華民國簽訂中希通好條約全權代表高魯

西歷一九二九年九月三十日

普利狄斯（簽名）

第三條

兩國人民應服從所在國法律章程得買賣遊歷經商及正當營業惟在他國人民所能遊歷經商營業之處爲限人民及其財產應在所在國法院管轄之下應服從所在國之法律所納稅則稅賦不得超過於所在國之本國人民所納之額

第四條

兩締約國承認凡關於關稅稅則事件完全由所在國之內部法令規定但兩國人民所應繳納進出口之原料及製造品之稅不得超過所在國本國人民所納之稅額

第五條

凡未列入本約所規定者兩締約國承認以平等及互相尊重主權之原則爲本約之基礎

第六條

本約繕寫兩分用中文希文法文合訂解釋如有不同之處當以法文爲準

第七條

本約自履行之日起以三年爲期限限滿之前六個月如兩締約國中未經聲明廢止者本約繼續有效有效期間在聲明作廢六個月後爲止

第八條

本約各照本國法律手續批准批准文件應從速交換自交換之日起本約發生效力

中華民國十八年九月三十日訂於巴黎
西歷一九二九年九月三十日

高 魯

(簽印)

普利狄斯

(簽印)

中希通好條約

中希通好條約

中華民國願敦兩國睦誼訂立通好條約藉以發展兩國經濟商業之關係彼此認明履行平等及互相尊敬主權之主義爲兩國國民

和好之獨一方策因是各派全權代表

中華民國國民政府主席特派駐法蘭西國特命全權公使高魯爲全權代表

希臘民國大總統特派駐法蘭西國特命全權公使普利狄斯爲全權代表各將所奉全權文據互相校閱議定條款如左

第一條 中華民國與希臘民國兩國人民永敦和好歷久不渝

第二條 兩締約國彼此得派外交代表享受國際公法所允許他國外交代表得享受之待遇及特權兩締約國並得遣派總領事正領事副領事代理領事駐紮於彼此允許他國同等官吏所駐紮之重要城邑得享受相當之待遇

總領事正領事副領事及代理領事須於未到任之前得有所駐國政府發給執行職務證書所駐國政府得表示正當原因收回執行職務證書

兩締約國應保留不以商人派充總領事正領事副領事代理領事等官但名譽領事不在此限

中希通好條約目錄

中希通好條約

中希通好條約（法文）

希臘普代表致中國高代表照會（附法文）

中國高代表復希臘普代表照會（附譯文）

批准書「附註」

互換批准證書（法文）

N^o 2811.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels chinois, français et grec communiqués par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 septembre 1931.

1

中 希 通 好 條 約

歐美第二號（民國十九年）

中華民國國民政府外交部編印

中華民國十八年九月卅日
十九年六月十四日
互換批准於巴黎

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 14 juin 1930.

N^o 2811. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ET LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE. SIGNÉ A PARIS, LE 30 SEPTEMBRE 1929.

Chinese, French and Greek official texts communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 10, 1931.

LA RÉPUBLIQUE CHINOISE et LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, animées du désir de resserrer les liens d'amitié par un traité qui facilitera le développement des rapports économiques et commerciaux des deux pays, et reconnaissant que l'application des principes de l'égalité et du respect de la souveraineté territoriale est le seul moyen de maintenir la bonne entente entre les peuples, ont nommé, à cette effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

Son Excellence Monsieur KAO LOU, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Chine à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur M. POLITIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grèce à Paris ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura, entre la Chine et la Grèce, et entre leurs ressortissants, paix perpétuelle et amitié inaltérable.

Article II.

Il est convenu que les deux Hautes Parties contractantes auront le droit de désigner et d'envoyer mutuellement des agents diplomatiques dûment accrédités qui jouiront réciproquement dans le pays de leur résidence, des privilèges et immunités qui peuvent être accordés aux agents pareils des autres nations, d'après le droit des gens. Les deux Hautes Parties contractantes auront le droit de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui résideront dans les villes principales des deux pays où la résidence de ces agents étrangers est permise et seront traités avec la considération et les égards qui leur sont dus.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront tenus, avant d'entrer en fonctions, d'obtenir l'exequatur d'usage délivré par le gouvernement du pays où ils résideront. Ledit gouvernement pourra retirer l'exequatur en en indiquant un motif convenable.

Les deux Hautes Parties contractantes s'abstiendront de désigner des commerçants comme consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, excepté à titre de consuls honoraires.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, June 14, 1930.

Article III.

Les ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes résidant sur le territoire de l'autre, auront la faculté, conformément aux lois et règlements du pays, d'acheter, de vendre, de voyager et enfin d'exercer le commerce ou de s'engager dans toute autre entreprise légalement reconnue dans toutes les localités où des ressortissants de toute autre nation peuvent le faire.

Ils sont placés, tant leurs personnes que leurs biens, sous la juridiction des tribunaux locaux ; ils doivent se conformer aux lois du pays où ils résident ; ils ne paieront aucun impôt, taxe ou contribution supérieurs à ceux des nationaux du pays.

Article IV.

Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent que toutes les questions relatives aux matières douanières seront réglées uniquement par la législation intérieure de chacune d'elles. Toutefois, aucun droit de douane supérieur à ceux acquittés par les nationaux du pays ne sera prélevé sur les produits bruts ou manufacturés d'origine d'une des deux Hautes Parties contractantes, qu'importent ou exportent leurs ressortissants.

Article V.

En ce qui concerne les questions qui ne sont pas prévues dans le présent traité, les deux Hautes Parties contractantes conviennent d'appliquer les principes de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté territoriale qui forment les bases du présent traité.

Article VI.

Le présent traité est fait en deux exemplaires, rédigés en langues chinoise, grecque et française. En cas de divergence d'interprétations, le texte français fera foi.

Article VII.

Le présent traité restera exécutoire pour une durée de trois ans à partir du jour de son entrée en vigueur. Si aucune des deux Parties ne le dénonce six mois avant l'expiration de ce délai, il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé et ne cessera ses effets qu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où la dénonciation aura été notifiée.

Article VIII.

Le présent traité sera ratifié par les deux Hautes Parties contractantes conformément à leurs législations respectives.

Les ratifications seront échangées le plus tôt possible et le traité entrera en vigueur dès le jour de cet échange.

Fait à Paris, le trente septembre l'an mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) L. KAO.

(L. S.) M. POLITIS.

DÉLÉGUÉ HELLÉNIQUE AU DÉLÉGUÉ CHINOIS.

PARIS, le 30 septembre 1929.

MONSIEUR LE DÉLÉGUÉ,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement hellénique espère pouvoir conclure avec le Gouvernement national de la République chinoise dans un plus bref délai, un traité commercial sur la base des principes de l'égalité et de réciprocité.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) M. POLITIS.

A Son Excellence

Monsieur le Délégué plénipotentiaire
pour conclure et signer le Traité d'amitié entre
la République chinoise et la République hellénique.

DÉLÉGUÉ CHINOIS AU DÉLÉGUÉ HELLÉNIQUE.

PARIS, le 30 septembre 1929.

MONSIEUR LE DÉLÉGUÉ,

J'ai l'honneur d'accuser réception d'une note que vous m'avez adressée en date de ce jour et dont la teneur est comme suit :

« Monsieur le Délégué, — J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement hellénique espère pouvoir conclure avec le Gouvernement national de la République chinoise, dans un plus bref délai un Traité commercial sur la base des principes de l'égalité et de la réciprocité.

» Veuillez agréer, etc.. »

Je m'empresse de porter à votre connaissance au nom du Gouvernement national de la République chinoise, que je suis pleinement d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le délégué, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) L. KAO.

A Son Excellence

Monsieur le Délégué plénipotentiaire
pour conclure et signer le Traité d'amitié entre la
République hellénique et la République chinoise.

PROCÈS-VERBAL

DE L'ÉCHANGE DES INSTRUMENTS DE RATIFICATION DU TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ET LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE.

Les soussignés, Son Excellence M. KAO LOU, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de LA RÉPUBLIQUE CHINOISE en France, délégué plénipotentiaire du Gouvernement chinois ;

M. Spiro MARCHETTI, chargé d'affaires par intérim de LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE en France, délégué plénipotentiaire du Gouvernement hellénique ;

Se sont réunis aujourd'hui à la Légation de la République chinoise à Paris pour procéder à l'échange des actes de ratification du Traité d'amitié entre la République chinoise et la République hellénique signé à Paris le trente septembre mil neuf cent vingt neuf.

En procédant à l'examen des actes de ratification dudit traité les délégués ont constaté et reconnu que sur le texte français de l'Instrument de ratification du Gouvernement hellénique : 1^o A l'article II, paragraphe 2, entre les mots « consuls généraux » et « vice-consuls », le mot « consuls » a été omis et doit y être intercalé, plus loin, entre les mots « vice-consuls » et « agents consulaires » la conjonction « ou » doit être remplacée par la conjonction « et » ; la première phrase de ce deuxième paragraphe doit donc se lire ainsi : « Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront tenus, avant d'entrer, en fonctions, d'obtenir l'exequatur d'usage délivré par le Gouvernement du pays où ils résideront... etc. ». 2^o A l'article IV, première phrase le mot « uniquement » a été omis et doit y figurer, la phrase doit donc se lire ainsi : « les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent que toutes les questions relatives aux matières douanières seront réglées uniquement par la législation intérieure de chacune d'elles, etc... ». En dehors de ces constatations, ces instruments ayant été trouvés exacts et concordants, l'échange en a été opéré.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent procès-verbal qu'ils ont revêtu de leur signature.

Fait à Paris, le quatorze juin l'an mil neuf cent trente.

En double exemplaire.

Νο 2811. — ΣΥΝΘΗΚΗ ΦΙΛΙΑΣ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΚΙΝΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ.

Ἡ Δημοκρατία τῆς Κίνας καὶ ἡ Ἑλληνικὴ Δημοκρατία, διαπνεόμεναι ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας νὰ συσφίξωσι τοὺς μεταξὺ αὐτῶν ὑφισταμένους δεσμούς φιλίας, διὰ Συνθήκης, ἣτις θὰ διευκολύνῃ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν μεταξὺ τῶν δύο λαῶν οἰκονομικῶν καὶ ἐμπορικῶν σχέσεων, ἀναγνωρίζουσαι δὲ ὅτι μόνον μέσον πρὸς διατήρησιν τῆς μεταξὺ τῶν λαῶν φιλικῆς συνεννοήσεως ἀποτελεῖ ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἀρχῶν τῆς ἰσότητος καὶ τοῦ σεβασμοῦ τῆς ἐδαφικῆς κυριαρχίας, ὥρισαν ἐπὶ τούτῳ ὡς Πληρεξουσίους αὐτῶν:

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Κύριον Κόο Λοῦ, Ἐκτακτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργόν τῆς Κίνας ἐν Παρισίοις,

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Κύριον Ν. Πολίτην, Ἐκτακτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργόν τῆς Ἑλλάδος ἐν Παρισίοις, οἵτινες ἀφοῦ ἀντήλλαξαν τὰ πληρεξούσια αὐτῶν συνωμολόγησαν τὰ ἀκόλουθα:

Ἀρθρον I.

Μεταξὺ Κίνας καὶ Ἑλλάδος, ὡς καὶ μεταξὺ τῶν ὑπηκόων αὐτῶν, θὰ ὑφίσταται διαρκὲς εἰρήνη καὶ ἀναλλοίωτος φιλία.

Ἀρθρον II.

Συνομολογεῖται ὅτι τὰ δύο Ὑψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη, θὰ δικαιῶνται νὰ διορίζωσι καὶ ν' ἀποστέλωσιν ἀμοιβαίως διπλωματικούς ὑπαλλήλους, δεόντως διαπεπιστευμένους, οἵτινες θ' ἀπολαύωσι κατ' ἀμοιβαίότητά εἰς τὸν τόπον τῆς διαμονῆς των, τῶν ἀτελειῶν καὶ προνομίων, ἅτινα, συμφώνως πρὸς τὸ Διεθνὲς Δίκαιον, εἶναι δι' αὐτὸν νὰ παραχωρηθῶσιν εἰς ὁμοίους ὑπαλλήλους ἄλλων κρατῶν. Τὰ δύο Ὑψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ διορίζωσι Γενικούς Προξένους, Προξένους, Ὑποπροξένους ἢ Προξενικούς Πράκτορας, οἵτινες θὰ ἐδρεύωσιν εἰς τὰς κυριωτέρας πόλεις ἑκατέρας τῶν χωρῶν, εἰς ἃς εἶναι ἐπιτετραμμένη ἡ παραμονὴ τῶν ἀνωτέρω ξένων ἀντιπροσώπων, θ' ἀπολαύωσι δὲ οὕτω τῆς ὀφειλομένης αὐτοῖς ἐκτιμήσεως καὶ σεβασμοῦ.

Πρὸ τῆς ἀναληψέως τῶν ἑαυτῶν καθηκόντων, οἱ Γενικοὶ Πρόξενοι, Πρόξενοι, Ὑποπρόξενοι καὶ Προξενικοὶ Πράκτορες δεόν νὰ ἐφοδιασθῶσι διὰ τῶν ὀχετικῶν ἐκτελεστηρίων ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας ἐνθα θὰ ἐδρεύωσιν. Ἡ Κυβέρνησις αὕτη δύναιται ν' ἀποσύρῃ τὰ ἐν λόγῳ ἐκτελεστήρια, ἐπιχαλουμένη εὐλογον αἰτίαν.

Τὰ δύο Ὑψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐξαιρέσει διὰ τοὺς Ἀμίσθους Προξένους, θ' ἀποφεύγωσι νὰ ὑποδεικνύωσιν ἐμπόρους διὰ τὴν θέσιν τοῦ Γενικοῦ Προξένου, Προξένου, Ὑποπροξένου ἢ Προξενικοῦ Πράκτορος.

Ἀρθρον III.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, οἱ διαμένοντες εἰς τὴν χώραν τοῦ ἑτέρου, θὰ ἔχωσι τὴν εὐχέρειαν, συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους καὶ τοὺς Κανονισμούς τῆς χώρας ταύτης, νὰ ἀγοράζωσι, νὰ πωλῶσι, νὰ περιοδεύωσι καὶ τέλος νὰ μετέρχωνται ἐμπορίαν ἢ ν' ἀναλαμβάνωσι πᾶσαν ἄλλην ἐπιχειρήσιν νομίμως ἀνεγνωρισμένην ἀπανταχοῦ τῆς χώρας ἐνθα ὑπήκοοι οἰοῦντοτε ἄλλου Κράτους ἀπολαύουσι τοιοῦτου δικαιώματος.

Τόσον αὐτοί, ὅσον καὶ αἱ περιουσίαι αὐτῶν, ὑπάγονται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῶν τοπικῶν δικαστηρίων: δέον νὰ ὑποτάσσωνται εἰς τοὺς Νόμους τῆς χώρας ἐν ᾗ διαμένουσι, δὲν δύναται νὰ ἐπιβληθῇ εἰς αὐτοὺς ἡ καταβολὴ οὐδενὸς φόρου, δασμοῦ ἢ συνεισφορᾶς ὑφ' οἵανδήποτε μορφήν, ἀνωτέρων ἐκείνων οὓς καταβάλλουσιν οἱ ὑπήκοοι τοῦ Κράτους.

Ἄρθρον IV.

Τὰ δύο Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀναγνωρίζουσιν ὅτι ἅπαντα τὰ ζητήματα τελωνιακῆς φύσεως, κανονίζονται συμφώνως πρὸς τὴν ἐσωτερικὴν Νομοθεσίαν ἑκατέρου αὐτῶν. Ἐν τούτοις, οὐδεὶς τελωνιακῆς φύσεως δασμός, ἀνώτερος τοῦ καταβαλλομένου ὑπὸ τῶν ὑπηκόων τοῦ Κράτους, δύναται νὰ ἐπιβληθῇ ἐπὶ τῶν ἀκατεργάστων ἢ κατεργασμένων προϊόντων, προελεύσεως ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ ἅτινα εἰσάγονται ἢ ἐξάγονται ὑπὸ τῶν ὑπηκόων αὐτῶν.

Ἀρθρον V.

Τὰ δύο Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνομολογοῦσιν ὅτι αἱ ἀρχαὶ τῆς ἰσότητος καὶ τοῦ ἀμοιβαίου σεβασμοῦ τῆς ἐδαφικῆς κυριαρχίας, αἵτινες ἄλλως τε ἀποτελοῦσι καὶ τὰς βάσεις τῆς παρούσης Συνθήκης, θὰ ἐφαρμόζωνται ἐπὶ πάντων τῶν ζητημάτων τῶν μὴ προβλεπομένων ὑπ' αὐτῆς.

Ἄρθρον VI.

Ἡ παρούσα Συνθήκη ἐγένετο εἰς δύο ἀντίτυπα, συντεταγμένα κινεζιστί, ἑλληνιστί καὶ γαλλιστί. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας περὶ τὴν ἐρμηνείαν αὐτῆς, θὰ ἰσχύῃ τὸ γαλλικὸν κείμενον.

Ἄρθρον VII.

Ἡ παρούσα Συνθήκη ἔσται ἐκτελεστή ἐπὶ τριετίαν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἀρξῇται ἡ ἰσχὺς αὐτῆς. Ἐάν οὐδέτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καταγγείλῃ αὐτὴν ἐξ μηνὸς πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἀνωτέρω προθεσμίας, θὰ ἐξοχολουθήσῃ αὕτη ἰσχυοῦσα μέχρι τῆς καταγγελίας αὐτῆς καὶ δὲν θὰ παύσῃ ὑφισταμένη εἰμὴ μετὰ τὴν λήξιν προθεσμίας ἐξ μηνῶν, ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνακινώσεως τῆς καταγγελίας.

Ἀρθρον VIII.

Ἐκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ ἐπικυρώσῃ τὴν παρούσαν Συνθήκην, συμφώνως πρὸς τὴν Νομοθεσίαν αὐτοῦ.

Ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐπικυρώσεων θὰ γίνῃ τὸ ταχύτερον, ἢ δ' ἰσχὺς τῆς Συνθήκης ἀρξῇται ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν θὰ λάβῃ χώραν ἡ ἀνωτερικὴ ἀνταλλαγὴ.

Ἐν Παρισίοις, τῇ 30ῃ Σεπτεμβρίου 1929.

Λ. ΚΑΟ.

Ν. ΠΟΛΙΤΗΣ.

Ἐν Παρίσις, τῇ 30ῃ Σεπτεμβρίου 1929.

Κύριε Πληρεξούσιε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἐλπίζει ὅτι θέλει δυνηθῇ νὰ συνομολογήσῃ μετὰ τῆς Ἑθνικῆς Κυβερνήσεως τῆς Κινεζικῆς Δημοκρατίας ἐντὸς τῆς βραχυτέρας προθεσμίας Ἑμπορικὴν Σύμβασιν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἀρχῶν τῆς ἰσότητος καὶ τῆς ἀμοιβαιότητος.

Δέξασθε, Κύριε Πληρεξούσιε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

N. Πολίτης.

Πρὸς τὴν Α. Ε. τὸν Πληρεξούσιον τῆς Κίνας
διὰ τὴν σύναψιν καὶ ὑπογραφὴν τῆς
μεταξὺ τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας καὶ
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας Συνθήκης Φιλίας.

Ἐν Παρίσις, τῇ 30ῃ Σεπτεμβρίου 1929.

Κύριε Πληρεξούσιε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ ἀναγγείλω ὑμῖν τὴν λήψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς ὑμῶν, ἧς τὸ περιεχόμενον ἔχει ὡς κατωτέρω :

« Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἐλπίζει ὅτι θέλει δυνηθῇ νὰ συνομολογήσῃ μετὰ τῆς Ἑθνικῆς Κυβερνήσεως τῆς Κινεζικῆς Δημοκρατίας ἐντὸς τῆς βραχυτέρας προθεσμίας Ἑμπορικὴν Σύμβασιν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἀρχῶν τῆς ἰσότητος καὶ τῆς ἀμοιβαιότητος. »

Σπεύδω νὰ φέρω εἰς γνῶσιν ὑμῶν, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως τῆς Κινεζικῆς Δημοκρατίας, ὅτι τυγχάνω ἀπολύτως σύμφωνος ἐπὶ τοῦτου.

Δέξασθε, Κύριε Πληρεξούσιε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

A. Καο.

Πρὸς τὴν Α. Ε. τὸν Πληρεξούσιον τῆς Ἑλλάδος
διὰ τὴν σύναψιν καὶ ὑπογραφὴν
μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας Συνθήκης Φιλίας.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2811. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN THE CHINESE REPUBLIC AND THE HELLENIC REPUBLIC. SIGNED AT PARIS, SEPTEMBER 30, 1929.

THE CHINESE REPUBLIC and THE HELLENIC REPUBLIC, being desirous of strengthening the bonds of friendship between them by the conclusion of a Treaty to facilitate the development of the economic and commercial relations of the two countries, and being aware that the application of the principles of equality and respect for territorial sovereignty is the sole means of fostering international understanding, have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE GOVERNMENT OF THE CHINESE REPUBLIC :

His Excellency M. KAO LOU, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of China in Paris ;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency Monsieur M. POLITIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece in Paris ;

Who, after having exchanged their full powers, have agreed upon the following provisions :

Article I.

There shall be, between China and Greece and between their respective nationals, perpetual peace and immutable friendship.

Article II.

It is understood that each of the High Contracting Parties shall have the right to designate and send to the country of the other High Contracting Party duly accredited diplomatic agents who shall enjoy, in their country of residence and subject to reciprocity, such privileges and immunities as may be granted, in accordance with international law, to similar agents of other nations. Each of the two High Contracting Parties shall have the right to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents to reside in the principal cities of the other Party where the residence of such foreign agents is authorised and shall be treated with all due consideration and regard.

Before entering upon their duties, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents shall be required to obtain the customary *exequatur* issued by the Government of the country in which they are to reside. The said Government shall be entitled to withdraw the *exequatur* on notification by it of a good and sufficient reason.

The two High Contracting Parties shall not appoint persons engaged in trade as Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents, except in the capacity of Honorary Consuls.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

The nationals of either of the High Contracting Parties residing in the territory of the other shall be entitled, subject to the laws and regulations of the country, to buy and sell goods, travel and engage in trade or any other enterprise authorised by law in all places where the nationals of any other country are permitted to do so.

All such persons and their property shall be subject to the jurisdiction of the local courts ; they shall be required to comply with the laws of their country of residence ; they shall not be liable for any tax, charge or levy higher than those paid by the nationals of the country.

Article IV.

The two High Contracting Parties agree that all questions relative to Customs matters shall be governed solely by the internal legislation in force in their respective countries. Nevertheless, no Customs duties higher than those paid by the nationals of the country shall be levied on the raw materials or manufactured articles produced in the territory of either of the High Contracting Parties and imported or exported by their nationals.

Article V.

As regards questions not dealt with in the present Treaty, the two High Contracting Parties agree to apply the principles of equality and mutual respect for territorial sovereignty on which the Treaty is based.

Article VI.

The present Treaty has been drawn up in duplicate in the Chinese, Greek and French languages. In the event of differences of interpretation, the French text shall be authoritative.

Article VII.

The present Treaty shall remain operative during a period of three years from the date of its coming into force. Should neither Party denounce it six months before the expiration of this period, it shall remain in force until it is denounced and shall not cease to be operative until the expiration of a period of six months from the date on which denunciation is notified.

Article VIII.

The present Treaty shall be ratified by the two High Contracting Parties in conformity with the laws in force in their respective countries.

Ratifications shall be exchanged as soon as possible and the Treaty shall come into force on the date on which such exchange takes place.

Done at Paris, this thirtieth day of September, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) L. KAO.

(L. S.) M. POLITIS.

THE HELLENIC DELEGATE TO THE CHINESE DELEGATE.

PARIS, *September 30, 1929.*

SIR,

I have the honour to inform you that the Hellenic Government hopes shortly to be able to conclude with the National Government of the Chinese Republic a commercial treaty based upon the principles of equality and reciprocity.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) M. POLITIS.

To

His Excellency,
The Plenipotentiary Delegate
empowered to conclude and sign
the Treaty of Friendship between
the Chinese Republic and the Hellenic Republic.

THE CHINESE DELEGATE TO THE HELLENIC DELEGATE.

PARIS, *September 30, 1929.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date couched in the following terms :

“ I have the honour to inform you that the Hellenic Government hopes shortly to be able to conclude with the National Government of the Chinese Republic a commercial treaty based upon the principles of equality and reciprocity. ”

I hasten to inform you in the name of the National Government of the Chinese Republic that I am in entire agreement with you on this subject.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) L. KAO.

To

His Excellency,
The Plenipotentiary Delegate
empowered to conclude and sign
the Treaty of Friendship between
the Hellenic Republic and the Chinese Republic.

PROCES-VERBAL

OF THE EXCHANGE OF THE INSTRUMENTS OF RATIFICATION OF THE TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN
THE CHINESE REPUBLIC AND THE HELLENIC REPUBLIC.

The undersigned :

His Excellency M. KAO LOU, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the CHINESE REPUBLIC in France, Plenipotentiary Delegate of the Chinese Government ;

M. Spiro MARCHETTI, Chargé d'Affaires *ad interim* of the HELLENIC REPUBLIC in France, Plenipotentiary Delegate of the Hellenic Government ;

Met this day at the Legation of the Chinese Republic in Paris for the purpose of exchanging the Instruments of Ratification of the Treaty of Friendship between the Chinese Republic and the Hellenic Republic, signed in Paris, on the thirtieth day of September, one thousand nine hundred and twenty-nine.

On examining the Instruments of Ratification relative to the Treaty aforementioned, the delegates observed and acknowledged that in the French text of the Hellenic Government's Instrument of Ratification : (1) In Article II, paragraph 2, between the words " consuls généraux " and " vice-consuls " the word " consuls " has been omitted and should be inserted ; further on, between the words " vice-consuls " and " agents consulaires ", the conjunction " et " should be substituted for the conjunction " ou " ; the first sentence of the second paragraph should therefore read as follows : *Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront tenus, avant d'entrer en fonctions, d'obtenir l'exequatur d'usage délivré par le Gouvernement du pays où ils résideront... etc.* ; (2) In the first sentence of Article IV the word *uniquement* has been omitted and should be inserted, the sentence then reading as follows : *les deux Hautes Parties Contractantes reconnaissent que toutes les questions relatives aux matières douanières seront réglées uniquement par la législation intérieure de chacune d'elles, etc.....* Apart from these discrepancies, the Instruments were found to be correct and of like tenor, and were therefore duly exchanged.

In faith whereof the Undersigned have drawn up the present Procès-Verbal and have affixed their signatures thereto.

Done at Paris this fourteenth day of June, One Thousand Nine Hundred and Thirty.

In duplicate.

N° 2812.

POLOGNE ET ROUMANIE

Convention sur la liberté du transit
ferroviaire de Pologne en Pologne
à travers le territoire roumain
entre Zaleszczyki et Jasienów
Polny. Signée à Bucarest, le 30
octobre 1929.

POLAND AND ROUMANIA

Convention on Freedom of Transit
by Rail from one part of Polish
Territory to another through
Roumanian Territory, between
Zaleszczyki and Jasienów Polny.
Signed at Bucharest, October 30,
1929.

N^o 2812. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT FERROVIAIRE DE POLOGNE EN POLOGNE A TRAVERS LE TERRITOIRE ROUMAIN, ENTRE ZALESZCZYKI ET JASIEŃÓW POLNY. SIGNÉE A BUCAREST, LE 30 OCTOBRE 1929.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 septembre 1931.*

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE ROYAUME DE ROUMANIE, animés du désir de régler les questions relatives au transit à travers le territoire roumain, sur la voie ferrée entre Zaleszczyki et Jasienów Polny, ont décidé de conclure une convention.

Les plénipotentiaires nommés à cet effet à savoir :

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. François MOSKWA, vice-directeur du Département au Ministère des Communications ;
et

AU NOM DU ROYAUME DE ROUMANIE :

M. César MEREUȚĂ, sous-directeur général des Chemins de fer roumains,

après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

1. La Roumanie accorde à la Pologne la liberté de transit conformément aux dispositions de la présente convention, aux personnes, bagages, colis messageries, marchandises, y compris le bétail, postes et au matériel roulant ferroviaire en transit de Pologne en Pologne, à travers le territoire roumain, sur le secteur ferroviaire entre la frontière de l'Etat près de la station de Zaleszczyki et la frontière de l'Etat près de la station de Jasienów Polny.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 15 juillet 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2812. — CONVENTION ² BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE KINGDOM OF ROUMANIA ON FREEDOM OF TRANSIT BY RAIL FROM ONE PART OF POLISH TERRITORY TO ANOTHER THROUGH ROUMANIAN TERRITORY BETWEEN ZALESZCZYKI AND JASIEŃÓW POLNY. SIGNED AT BUCHAREST, OCTOBER 30, 1929.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 10, 1931.

THE POLISH REPUBLIC and THE KINGDOM OF ROUMANIA, being desirous of settling questions connected with traffic in transit through Roumanian territory over the railway between Zaleszczyki and Jasieńów Polny, have decided to conclude a convention.

The Plenipotentiaries appointed for that purpose, namely :

IN THE NAME OF THE POLISH REPUBLIC :

M. François MOSKWA, Vice-Director of Department at the Ministry of Communications,
and

IN THE NAME OF THE KINGDOM OF ROUMANIA :

M. César MEREUȚĂ, Assistant Director-General of the Roumanian Railways,

After having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

· CHAPTER I.

GENERAL CLAUSES.

Article 1.

1. Roumania shall grant Poland freedom of transit in accordance with the provisions of the present Convention in respect of passengers, baggage, parcels traffic, goods, including livestock, mails and railway rolling stock in transit from one part of Poland to another through Roumanian territory over the section of railway situated between the national frontier near the station of Zaleszczyki and the national frontier near the station of Jasieńów Polny.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 15, 1931.

2. Seront applicables au trafic envisagé, les dispositions de l'Accord¹ sur le trafic par chemins de fer, entre la République de Pologne et le Royaume de Roumanie en vigueur en temps donné, pourvu qu'elles puissent être appliquées par analogie et qu'elles ne soient pas contraires à la présente convention.

Article 2.

Les bagages et les marchandises transportés en transit seront exonérés de tous droits de douane ou autres droits semblables.

Article 3.

Sous réserve des dispositions spéciales de la présente convention, il ne sera tenu compte dans le transit ni de la nationalité des voyageurs, ni de l'origine des marchandises, ni de la nationalité de l'expéditeur, ni de celle du destinataire.

Article 4.

1. Le trafic en transit sera effectué sous forme de trafic privilégié.

2. Le transport, aussi bien individuel que collectif, des voyageurs civils ou militaires ainsi que des marchandises et des biens militaires en transit privilégié, sera effectué par trains privilégiés, y affectés spécialement.

3. Il est interdit de descendre des trains affectés au transit privilégié ou de monter dans ces trains sur le territoire roumain ; il est également interdit aux personnes bénéficiant de ces trains de livrer ou de recevoir des objets quelconques.

4. Est considéré comme train privilégié un train tout entier ou bien une partie privilégiée du train.

Article 5.

Le trafic en transit sur le territoire roumain sera soumis aux lois roumaines relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité publique, ainsi qu'aux lois et aux prescriptions sanitaires roumaines. Cependant, l'application de ces lois ne pourra jamais supprimer, contrairement aux dispositions de la présente convention, le trafic en transit. Une interruption ou un retard dans le trafic en transit ne pourra se faire que dans le cas de nécessité et d'urgence extrême.

Article 6.

1. Les personnes, jouissant du transit privilégié, ainsi que leurs bagages, pourront librement passer en transit, à l'exception des cas où ces personnes auraient commis un délit, un crime ou une contravention pendant leur séjour en Roumanie, qui serait dirigé contre la propriété ou qui constituerait une infraction aux prescriptions de l'ordre ou de la sécurité publique, ainsi qu'aux prescriptions sanitaires et douanières.

2. Le Gouvernement roumain fera le nécessaire pour assurer aux personnes empruntant les trains privilégiés toute aide et protection pour que leurs droits personnels et matériels ne soient soumis à aucune restriction illégitime.

Article 7.

1. Les interdictions d'importation, d'exportation et de transport des marchandises, publiées en Roumanie, ne seront pas applicables au trafic de transit, prévu par la présente convention.

¹ Volume CXXI, page 167, de ce recueil.

2. The provisions of the Agreement¹ on traffic by rail between the Polish Republic and the Kingdom of Roumania in force for the time being shall apply to the traffic in question in so far as the said provisions are applicable by analogy and are not contrary to the present Convention.

Article 2.

Baggage and goods carried in transit shall be exempt from all Customs duties or other similar charges.

Article 3.

Unless otherwise specially provided in the present Convention, no account shall be taken in the case of transit either of the nationality of the passengers or of the origin of the goods or of the nationality of the consignor or consignee.

Article 4.

1. Transit traffic shall be carried as "privileged transit traffic".
2. Transport both individual and collective of civil or military passengers and all goods and military effects in privileged transit shall be carried out by privileged trains specially allotted for the purpose.
3. No one shall be allowed to leave or enter the trains allotted for privileged transit in Roumanian territory. Persons allowed to use such trains shall also be forbidden to hand over or receive any articles while in the above-mentioned territory.
4. Either the whole train or the privileged part of the train can be regarded as a privileged train.

Article 5.

Transit traffic through Roumanian territory shall be subject to the Roumanian laws concerning the maintenance of public order and security and to the Roumanian laws and regulations concerning health. Nevertheless, the application of such laws shall never involve the prevention of transit traffic contrary to the provisions of the present Convention. Transit traffic may only be interrupted or delayed in cases of extreme necessity and urgency.

Article 6.

1. Persons entitled to privileged transit and their baggage shall be allowed to pass through freely in transit, unless during their stay in Roumania such persons have committed a crime, a misdemeanor or an offence directed against property or constituting a breach of the regulations concerning public order and security or the Customs and health regulations.
2. The Roumanian Government shall take the necessary steps to afford passengers using privileged trains every assistance and protection in order that their personal and material rights may not be subject to any unlawful restriction.

Article 7.

1. Prohibitions concerning import, export and transport of goods published in Roumania shall not apply to transit traffic within the meaning of the present Convention.

¹ Volume CXXI, page 167, of this Series.

2. Il ne sera exigé, par la Roumanie, aucun certificat d'exportation, d'importation ou de transit des marchandises.

3. Les bagages et les marchandises, transportés conformément aux dispositions de la présente convention, ne peuvent pas faire l'objet d'une saisie administrative ou judiciaire.

Article 8.

En cas de guerre, les dispositions de la présente convention ne seront pas invalidées *ipso facto*.

CHAPITRE II.

CHEMINS DE FER.

Article 9.

1. La Pologne prend l'engagement de transporter, à l'aide des moyens de locomotion des chemins de fer polonais, tous les chargements passant en transit, en vertu de la présente convention.

2. Si les trains en transit ne sont pas employés sur la base d'un accord entre les Administrations des chemins de fer intéressées pour le trafic entre la Pologne et la Roumanie, les transports seront effectués sans arrêt sur le territoire roumain, sauf les cas où des raisons techniques ou douanières exigeront un arrêt (voir article 24).

Article 10.

Les chemins de fer roumains sont tenus à maintenir la ligne ferroviaire, destinée au trafic privilégié, en état de conservation normale.

Article 11.

Les horaires des trains, affectés au transit, seront fixés par les Administrations des chemins de fer des deux Parties contractantes.

Article 12.

Chaque fois qu'on aura besoin d'effectuer des transports exceptionnels en transit, comme : trains de voyageurs doublés, trains de saison et, en général, trains supplémentaires de tout genre, non prévus dans les horaires, les autorités ferroviaires polonaises et roumaines s'entendront dans chaque cas particulier, sur les mesures à prendre pour effectuer ces transports.

Article 13.

Les wagons-restaurants et les wagons-lits pourront circuler en service dans les trains affectés au transit privilégié.

2. No export, import or transit certificate for goods shall be demanded by Roumania.
3. Baggage and goods transported in accordance with provisions of the present Convention cannot be seized by the administrative or judicial authorities.

Article 8.

In case of war the provisions of the present Convention shall not become *ipso facto* null and void.

CHAPTER II.

RAILWAYS.

Article 9.

1. Poland undertakes to transport all consignments passing in transit within the meaning of the present Convention by the use of the means of haulage of the Polish railways.
2. Should the transit trains not be used under an agreement between the railway administrations concerned in traffic between Poland and Roumania, the traffic shall pass over Roumanian territory without stopping save in cases in which a halt is necessary for technical reasons or for reasons connected with the Customs (see Article 24.).

Article 10.

The Roumanian railways shall be responsible for the normal maintenance of the railway lines intended for the use of privileged traffic.

Article 11.

The time-tables of trains allotted for transit traffic shall be decided upon by the railway administrations of the two Contracting Parties.

Article 12.

Whenever it is necessary to introduce special transit traffic, *e.g.* duplicated passenger trains, special trains at certain seasons, and in general extra trains of all kinds not provided for in the time-tables, the Polish and Roumanian railway authorities shall agree together in each individual case as to the measures to be taken to arrange for such traffic.

Article 13.

Dining cars and sleeping cars may be run on the trains allotted for privileged transit.

Article 14.

Les Administrations ferroviaires des deux Parties établiront le mode de procéder en cas de détérioration des wagons devenus défectueux sur la ligne de transit (échauffement, etc.) et aussi en ce qui concerne le secours, en cas de détérioration de la locomotive.

Article 15.

L'Administration ferroviaire polonaise est tenue à prêter à l'Administration ferroviaire roumaine, sur demande, l'aide nécessaire en cas d'accident, d'interruption du mouvement, d'avarie de la voie, etc., sur la ligne de transit, contre remboursement des frais effectifs.

Article 16.

1. La responsabilité pour les dommages et les accidents de chemin de fer sera réglée par les lois, ordonnances et règlements en vigueur, par rapport aux chemins de fer, dans l'endroit où l'accident aura eu lieu. Font exception les avaries ainsi que le manque total ou partiel des marchandises et des bagages, régis par les dispositions du droit de transport polonais ou international, applicable au trafic respectif (voir article 18).

2. Chacune des Parties contractantes assumera la responsabilité pour ses fonctionnaires et pour les autres personnes qu'elle emploiera dans le trafic de transit.

3. En outre, seront applicables, de façon appropriée, les dispositions respectives en vigueur de l'Accord sur le trafic par chemin de fer entre la République de Pologne et le Royaume de Roumanie. En ce qui concerne les avaries du matériel roulant, occasionnées par les chemins de fer roumains ou leur personnel, seront applicables les dispositions respectives des conventions internationales sur l'utilisation réciproque des voitures, des fourgons et des wagons (R. I. C. et R. I. V.).

Article 17.

1. L'administration ferroviaire roumaine mettra à la disposition des chemins de fer polonais et à leur usage exclusif, des fils spéciaux affectés au service télégraphique et téléphonique des chemins de fer, contre remboursement des frais d'entretien de ces fils. Les télégrammes et les conversations téléphoniques de service seront exonérés de toute taxe.

2. L'usage des fils, dont il est question, sera en outre réservé aux offices des postes, des douanes et de la police, ainsi qu'aux offices militaires pour leurs communications dans les questions connexes à l'exécution du trafic de transit.

Article 18.

Les voyageurs, les bagages, les colis messageries ainsi que les marchandises expédiées à grande ou à petite vitesse seront acheminés directement, sur la base des dispositions de transport, polonaises ou internationales, et des tarifs ferroviaires obligatoires dans la trafic respectif.

CHAPITRE III

POSTES.

Article 19.

1. La Pologne aura le droit de transporter dans les trains privilégiés de transit, les envois postaux de tout genre dans des wagons polonais spéciaux, ou dans les compartiments spéciaux des wagons de voyageurs, accompagnés de son propre personnel postal, sans frais de transit, quels qu'ils soient.

Article 14.

The railway administrations of the two Parties shall fix the method of procedure in the case of deterioration of wagons which have become unfit for use on the line used for transit (owing to hot boxes, etc.) and also with regard to assistance in the case of engine trouble.

Article 15.

The Polish railway administration shall be obliged on application to give the Roumanian railway administration the necessary assistance in the case of accidents, interruption of traffic, damage to permanent way, etc., on the line used for transit, subject to repayment of actual outlay.

Article 16.

1. Responsibility for damage and railway accidents shall be determined by the laws, ordinances and regulations in force relating to railways in the place at which the accident occurred. An exception to this rule shall be made in the case of damage to and total or partial loss of goods and baggage, which shall fall under the provisions of the Polish or international law on transport applicable to the traffic in question (see Article 18).

2. Each of the Contracting Parties shall assume responsibility for the officials and other persons whom it employs in transit traffic.

3. Furthermore, the relevant clauses in force contained in the Agreement on Railway Traffic between the Republic of Poland and the Kingdom of Roumania shall apply as may be suitable. In the case of damage to rolling stock occasioned by the Roumanian railways or by their personnel, the relevant provisions of the International Conventions on the reciprocal use of passenger stock, brake vans and wagons shall apply (R.I.C. and R.I.V.).

Article 17.

1. The Roumanian railway administration shall place at the disposal of the Polish railways for their exclusive use special wires for the railway telegraph and telephone service, subject to repayment of expense of maintenance of such wires. No charges shall be made in respect of service telegrams and telephone conversations.

2. The use of the wires in question shall further be reserved for post offices, Customs, police and military offices when they have messages to send relating to questions connected with transit traffic.

Article 18.

Passengers' baggage, parcels traffic and goods sent by fast train ("*grande vitesse*") or by ordinary goods train ("*petite vitesse*") shall be forwarded direct on the basis of the Polish or international regulations governing transport and of the railway tariffs which are compulsory for the traffic in question.

CHAPTER III.

POSTS.

Article 19.

1. Poland shall have the right to carry postal consignments of all kinds on privileged transit trains, in special Polish wagons or in special compartments of passenger carriages, accompanied by her own postal personnel without transit charges of any kind.

2. Le transport de la poste peut aussi être effectué par l'intermédiaire du personnel des chemins de fer polonais, dans les wagons de chemins de fer.

3. Le transport dans les ambulances, d'envois en transit de tout genre provenant de l'étranger, et destinés à l'étranger fera l'objet d'un accord préalable entre les Administrations postales polonaises et roumaines.

Article 20.

1. Les boîtes aux lettres des wagons-postes polonais devront rester fermées sur le territoire roumain. Les fonctionnaires polonais des postes n'auront pas le droit de se mettre en communication avec le public sur le territoire roumain. Il leur est interdit de quitter sans motifs impérieux de service le wagon durant leur séjour sur le territoire roumain, de recevoir et de livrer des objets quelconques.

2. L'échange des envois postaux entre les Administrations des Parties contractantes pourra s'effectuer sur la base d'un accord spécial des Administrations postales des deux Parties.

Article 21.

Les redevances à payer pour le transport à travers le territoire roumain, des wagons-postes polonais en transit, seront réglées entre les Administrations ferroviaires, polonaises et roumaines (chapitre VI à l'article 18).

Article 22.

1. La responsabilité des envois postaux, transportés dans des wagons polonais et convoyés par les agents de poste polonais, incombe à l'Administration des postes polonaises, à l'exception des cas, lorsque la faute peut être imputée à l'Administration ferroviaire roumaine. Dans ce dernier cas, l'Administration ferroviaire roumaine sera responsable vis-à-vis de l'Administration postale polonaise, des wagons et des envois postaux ; notamment, en ce qui concerne les wagons-postes comme des wagons de chemins de fer et en ce qui concerne les envois postaux, elle endosse la même responsabilité qui incombe à l'Administration postale polonaise vis-à-vis des expéditeurs de ces envois.

2. L'Administration des chemins de fer roumaines ne sera pas tenue de payer une indemnité en cas de perte ou de spoliation des sacs de lettres transportés par l'intermédiaire des agents polonais.

3. En cas de transbordement d'envois postaux polonais, à la suite du décrochage d'un wagon-poste polonais sur le territoire roumain, la responsabilité pour les envois postaux polonais incombera à celle des administrations ferroviaires ou postales polonaise ou roumaine, qui les aura pris sous sa surveillance.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DOUANIÈRES.

Article 23.

Le trafic en transit sera régi par les dispositions douanières générales roumaines, pour autant que la présente convention ne statue pas autrement.

2. Postal consignments may also be carried by the Polish railway personnel in railway wagons.

3. A previous agreement shall be arrived at between the Polish and Roumanian postal administrations with regard to the carriage in travelling post offices of consignments in transit of all kinds coming from foreign countries or consigned to foreign countries.

Article 20.

1. The letter boxes on Polish wagons must remain closed while they are on Roumanian territory. Polish postal officials shall not have the right to communicate with the public on Roumanian territory and shall be forbidden, unless there is some urgent reason connected with the service, to leave the wagons during their stay on Roumanian territory or to receive or hand over articles of any kind.

2. Postal consignments sent from the administration of one Contracting Party to that of the other shall be exchanged on the basis of a special agreement between the postal administrations of the two Parties.

Article 21.

The charges to be levied in respect of the transport through Roumanian territory of Polish postal wagons in transit shall be settled between the Polish and Roumanian administrations (Chapter VI, ad Article 18).

Article 22.

1. The Polish postal administration shall be responsible for postal consignments carried in Polish wagons and conveyed by Polish postal employees, save in cases in which the blame falls on the Roumanian railway administration. In this latter case the Roumanian railway administration shall be responsible to the Polish postal administration for the postal wagons to the same extent as for railway wagons, and so far as concerns the postal consignments it takes over the responsibility towards the senders of the said consignments, which falls on the Polish administration.

2. The Roumanian railway administration shall not be obliged to pay compensation in the case of loss or robbery of letter bags carried by Polish railway officials.

3. In the case of transhipment of Polish postal consignments, as the result of a Polish postal wagon being uncoupled on Roumanian territory, the responsibility for the Polish postal consignments shall fall on the railway or postal administration whether Polish or Roumanian which took over the supervision of the same.

CHAPTER IV.

CUSTOMS PROVISIONS.

Article 23.

Traffic in transit shall be subject to the general Roumanian Customs regulations whenever not otherwise provided for in the present Convention.

Article 24.

1. Les personnes, les bagages, les colis messageries et les marchandises transportés en transit, seront libres de toutes formalités douanières.

2. Les trains de voyageurs seront convoyés par des agents douaniers et de la police roumaine, entre les stations de Schit et de Ștefănești, où ils monteront dans ces trains et où ils les quitteront. Les frais de convoiement ne seront pas comptés.

3. Les trains de marchandises s'arrêteront aux stations de Schit et de Ștefănești le temps nécessaire, afin que la revision des plombs et la transmission d'une liste de train puissent être effectuées. Cette liste, rédigée en deux exemplaires, comprendra les numéros des wagons et la dénomination générale de leur contenu.

4. Les scellés douaniers posés par la Pologne, seront reconnus par les autorités roumaines. Aucune autre prescription ne sera applicable en cette matière.

Article 25.

Si en cas d'accident les voyageurs étaient obligés de descendre du train, ils resteront sous la surveillance des autorités douanières roumaines.

Article 26.

1. Les scellés douaniers apposés sur les wagons ne peuvent être brisés sur le territoire roumain que dans des cas de nécessité absolue pour les chemins de fer. A la place des scellés brisés, de nouveaux scellés devront être apposés par les autorités douanières roumaines.

2. Le déchargement et le chargement des marchandises sur le territoire roumain ne sauraient avoir lieu. Le transbordement ne peut avoir lieu que dans le cas d'avarie des wagons et il sera effectué sous la surveillance d'organes douaniers roumains.

3. Un procès-verbal devra être dressé pour l'office douanier polonais par les fonctionnaires polonais, de concert avec les fonctionnaires douaniers roumains, concernant le chargement de la composition du train pour cause de détérioration des wagons, le bris et l'apposition de scellés douaniers, les motifs de cette mesure ainsi que le transbordement des chargements.

Article 27.

Les Administrations douanières et ferroviaires des deux Parties contractantes se seconderont réciproquement dans toutes les questions ayant trait au transit. La correspondance qui en résultera sera échangée directement par les administrations intéressées.

CHAPITRE V

PASSEPORTS.

Article 28.

Les voyageurs des trains affectés au trafic privilégié seront exemptés de toutes formalités de passeports.

Article 24.

1. Persons, baggage, parcels traffic and goods carried in transit shall be exempt from all Customs formalities.

2. Passenger trains shall be convoyed by Customs officials and by the Roumanian police between the stations of Schit and Ștefănești, at which stations the said officials and police shall enter and leave the trains. No charge shall be made for such convoy duty.

3. Goods trains shall stop at the stations of Schit and Ștefănești long enough for it to be possible to inspect the seals and hand over a train list. The said train list shall be made out in duplicate and shall state the numbers of the wagons and give a general description of what they contain.

4. The Customs seals affixed by Poland shall be accepted by the Roumanian authorities. No other rule shall be applicable in this connection.

Article 25.

If passengers be obliged to leave the train as the result of an accident they shall remain under the supervision of the Roumanian Customs authorities.

Article 26.

1. Customs seals affixed to wagons may not be broken on Roumanian territory save when it is absolutely necessary for the railway to do so. New seals shall be affixed by the Roumanian Customs authorities in place of the seals which have been broken.

2. Goods may not be loaded or unloaded on Roumanian territory. Transhipment is only allowed in the case of breakdown of wagons and shall be carried out under the supervision of the Roumanian Customs authorities.

3. In the case of a change in the composition of the train as the result of wagons being not in running order, and of the breaking or affixing of Customs seals, and transhipment of loads, a report to the Polish Customs office shall be drawn up by the Polish officials in agreement with the Roumanian Customs officials. This report shall give the reasons for the measures which have been taken.

Article 27.

The Customs and railway authorities of the two Contracting Parties shall assist each other in all questions connected with transit. Correspondence resulting therefrom shall be exchanged direct between the Administrations concerned.

CHAPTER V.

PASSPORTS.

Article 28.

Passengers in trains allotted to privileged transit shall be exempt from all passport formalities.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS EXÉCUTOIRES.

A l'article 9 et 10.

1. En cas de besoin, les chemins de fer roumains organiseront un service de nuit pour faire passer en transit les trains privilégiés, conformément à la demande des chemins de fer polonais.
2. Les trains en transit sur le territoire roumain seront desservis par le personnel polonais.
3. Les chemins de fer roumains n'auront pas à payer la taxe afférente aux wagons passant en transit.
4. Les fonctionnaires polonais, traversant le territoire roumain en service devront être porteurs des documents d'identité exigibles dans le trafic ferroviaire entre la Pologne et la Roumanie.
5. Les convoyeurs non officiels des transports de marchandises (bétail, véhicules, etc.) doivent être munis des pièces d'identité délivrées par les autorités polonaises, analogues à celles qui sont prévues dans l'article 18 de l'Accord sur le trafic ferroviaire entre la Pologne et la Roumanie, du 30 octobre 1929.
6. Aux personnes de service, dans les trains de transit, seront applicables les dispositions de l'Article 4 sur la conduite à observer par les voyageurs jouissant des trains privilégiés pendant le passage à travers le territoire roumain, à l'exception des interdictions relatives à la montée et à la descente, pour autant que les obligations de service l'exigent.

A l'article 16.

En ce qui concerne le personnel des chemins de fer et des postes, en fonction dans un train de transit qui a subi un accident, les obligations des chemins de fer roumains seront analogues à celles qui sont prévues dans les articles 14, 15 et 20 de l'Accord sur le trafic par chemin de fer entre la République de Pologne et le Royaume de Roumanie du 30 octobre 1929. Quant au personnel des wagons-lits et wagons-restaurants seront valables, sur le territoire respectif, les accords conclus entre les administrations ferroviaires respectives et la Compagnie internationale des Wagons-Lits.

A l'article 17.

1. La Roumanie mettra à la disposition de la Pologne les fils télégraphiques ainsi qu'un circuit téléphonique double à convenir entre les administrations ferroviaires ; ces fils et circuits seront reliés aux fils du réseau polonais.
2. En outre, le long de la ligne de transit, un espace libre, suffisant pour l'installation aux frais des chemins de fer polonais d'un fil télégraphique et d'une ligne téléphonique à double fil sur les poteaux télégraphiques existants, sera mis à la disposition de la Pologne gratuitement.
3. En cas de besoin, les Administrations intéressées, changeront d'un commun accord les fils de communications susmentionnés.
4. Les Administrations ferroviaires intéressées s'entendront sur l'installation des postes, destinés au contrôle du fonctionnement régulier des télégraphes et des téléphones et sur le montant des frais d'entretien des fils susmentionnés. Cette somme comprendra les frais d'entretien, de reconstruction et de renouvellement des lignes en question, ainsi que les intérêts du capital engagé dans ces lignes. Le montant des frais d'entretien précités pourra être changé d'un commun accord, sur la demande d'une des Administrations des Parties contractantes.
5. Dans le cas de dérangement d'un circuit télégraphique ou téléphonique les Administrations ferroviaires intéressées seront obligées de les rétablir le plus tôt possible.

CHAPTER VI.

EXECUTORY CLAUSES.

Ad Articles 9 and 10.

1. If necessary, the Roumanian railways shall organise a night service in order to run privileged trains in transit, if requested to do so by the Polish railways.
2. Trains in transit through Roumanian territory shall be handled by Polish personnel.
3. The Roumanian railways shall not be called on to pay the tax imposed on wagons passing in transit.
4. Polish officials passing through Roumanian territory on duty must be provided with the identity documents required in railway traffic between Poland and Roumania.
5. Non-official convoyers of goods (live stock, vehicles, etc.) must be provided with identity documents issued by the Polish authorities similar to those provided for in Article 18 of the agreement on railway traffic between Poland and Roumania dated October 30, 1929.
6. The provisions of Article 4 concerning the behaviour of passengers allowed to travel by privileged trains during their passage through Roumanian territory shall apply to persons on duty in such trains, save for the fact that they shall not be forbidden to enter or leave the trains, should they be required to do so for reason connected with their official duties.

Ad Article 16.

In the case of railway or postal personnel on duty in a transit train meeting with an accident, the obligations of the Roumanian railways shall be similar to those provided for in Articles 14, 15 and 20 of the agreement concerning railway traffic between the Polish Republic and the Kingdom of Roumania dated October 30, 1929. In the case of the personnel of sleeping cars and dining cars, the agreements between the respective railway Administrations and the International Sleeping Car Company shall be valid on the territory of each of the said Administrations.

Ad Article 17.

1. Roumania shall place at the disposal of Poland telegraph wires and a double telephone circuit to be agreed upon between the railway Administrations; the wires and circuits in question shall be linked up with the wires of the Polish system.
2. Furthermore, along the line to be used for transit traffic, a free space sufficiently large to allow of the laying, at the expense of the Polish railways, of a telegraph wire and of a double telephone line on the existing telegraph poles shall be placed free of charge at Poland's disposal.
3. If necessary, the Administrations concerned shall, by mutual agreement, change the above-mentioned wires.
4. The railway Administrations concerned shall agree together with regard to the establishment of posts for the control of the regular working of telegraphs and telephones and with regard to the sum necessary for the maintenance of the above-mentioned lines. The sum in question shall include the expenses of maintenance, reconstruction and renewal of the lines in question and the interest on the capital invested in the said lines. The amount agreed on for such maintenance may be changed by mutual agreement at the request of one of the Administrations of the Contracting Parties.
5. Should a telegraphic or telephonic circuit be out of order, the railway Administrations concerned shall be obliged to put it in order as soon as possible.

A l'article 18.

1. Le transport des voyageurs, des bagages, des colis messageries, des marchandises et des postes à travers le territoire roumain, sera effectué sans qu'il soit perçu une taxe quelconque par les chemins de fer roumains. A titre de conservation de la ligne ferroviaire roumaine et d'utilisation des voies et d'autres installations ferroviaires roumaines, ainsi que pour les autres prestations (péage), les chemins de fer polonais paieront aux chemins de fer roumains une rémunération spéciale calculée par essieux-kilomètres des wagons transportés, locomotives non comprises. Le montant de cette redevance sera fixé d'un commun accord par les Administrations ferroviaires centrales des deux Parties contractantes et, au fur et à mesure de la nécessité, sera examiné par elles maximum une fois par an.

2. Les réclamations basées sur les droits de transport, qui concernent des billets, des bagages et des colis messageries ainsi que des marchandises, ne doivent pas être adressées à l'Administration des chemins de fer roumains (voir l'article 16).

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES.

Article 29.

Les dispositions exécutoires de la présente convention sont prévues au chapitre VI et en constituent la partie intégrante. Ces dispositions pourront être modifiées d'un commun accord par les Administrations ferroviaires, polonaise et roumaine, avec le concours des autorités intéressées respectives.

Article 30.

Les ententes des Administrations ferroviaires, dont la nécessité découle du texte de l'article 14 ainsi que des dispositions exécutoires aux articles 17, 18 et 21, seront comprises, en exécution de la présente convention, dans un seul accord conclu par les Administrations des chemins de fer des deux Parties.

Article 31.

Les litiges, relatifs à la présente convention seront déférés en cas échéant au Tribunal arbitral, prévu à l'article 41 de l'Accord sur le trafic par chemin de fer entre la Pologne et la Roumanie du 30 octobre 1929.

Article 31.

1. La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible ; les instruments de ratification seront échangés à Varsovie.

2. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification et conservera sa validité aussi longtemps qu'elle ne sera pas dénoncée sur un préavis de six mois.

3. Fait en deux exemplaires, en français, un exemplaire pour chacune des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, le trente octobre mil neuf cent vingt-neuf.

(—) C. MEREUTĂ.

(—) F. MOSKWA.

Ad Article 18.

1. Transport of passengers, baggage, parcels traffic, goods and postal consignments through Roumanian territory shall be effected without any charge whatsoever being made by the Roumanian railways. In respect of maintenance of the Roumanian railways and use of track and other Roumanian railway equipment and for other charges (tolls), the Polish railways shall pay the Roumanian railways a special remuneration calculated by axle-kilometres of wagons hauled, not including locomotives. The amount of this charge shall be fixed by mutual agreement between the central railway Administrations of the two Contracting Parties and as and when necessary shall be reconsidered by them not more than once a year.

2. Claims arising out of transport rights concerning tickets, baggage and parcels traffic, and also goods, must not be addressed to the Roumanian railway Administration (see Article 16).

CHAPTER VII.

FINAL PROVISIONS.

Article 29.

The executory provisions of the present Convention are laid down in Chapter VI and constitute an integral part of the said Convention. These provisions may be altered by general agreement between the Polish and Roumanian railway Administrations with the assent of the respective authorities concerned.

Article 30.

Arrangements between the railway Administrations which may be necessary under the text of Article 14 of the executory clauses and Articles 17, 18 and 21 shall be embodied in a single agreement concluded by the railway Administrations of the two Parties with a view to the carrying out of the present Convention.

Article 31.

Disputes in connection with the present Convention shall be referred, if necessary, to the Arbitral Tribunal provided in Article 41 of the agreement on railway traffic between Poland and Roumania dated 30 October 1929.

Article 32.

1. The present Convention shall be ratified as soon as possible ; the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw.

2. The present Convention shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification and shall remain valid so long as it has not been denounced, six months' notice being given.

3. Done in duplicate in French, one copy for each of the two Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Convention and affixed their seals thereto.

Done at Bucharest, October the thirtieth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(—) C. MEREUTĂ.

(—) F. MOSKWA.

N° 2813.

GRÈCE ET POLOGNE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'assistance judiciaire gratuite et à la caution « judicatum solvi ». Varsovie, le 10 avril 1930.

GREECE AND POLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Free Legal Assistance and Security for Costs "Cautio judicatum solvi". Warsaw, April 10, 1930.

N° 2813. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS GREC ET POLONAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE ET A LA CAUTION *JUDICATUM SOLVI*. VARSOVIE, LE 10 AVRIL 1930.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 septembre 1931.*

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

VARSOVIE, le 10 avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la réserve formulée au dernier passage du second alinéa de l'article premier de la Convention commerciale signée à la date de ce jour et relative à l'assistance judiciaire gratuite et à la caution *judicatum solvi*, j'ai l'honneur de déclarer au nom du Gouvernement polonais ce qui suit :

1^o Les ressortissants grecs, ainsi que les sociétés civiles et commerciales grecques, en s'adressant aux tribunaux polonais en qualité de demandeurs ou d'intervenants dans les affaires contentieuses civiles seront, sur la base de réciprocité, exemptés de l'obligation de déposer la caution *judicatum solvi*, au sens de ce terme et dans les limites prévues par l'article 17 de la Convention de La Haye², en date du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile.

2^o Les ressortissants grecs seront admis, sur la base de réciprocité, par les tribunaux polonais, dans les affaires civiles, au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite comme les nationaux eux-mêmes, et à cet égard les tribunaux polonais se conformeront aux dispositions de la partie IV de la convention précitée relative à la procédure civile.

3^o Les ressortissants grecs ainsi que les sociétés civiles et commerciales grecques, ne seront pas soumis en Pologne sur la base de réciprocité, aux taxes judiciaires autres ou plus élevées que celles à acquitter par les ressortissants polonais.

La présente déclaration demeurera en vigueur jusqu'à sa révocation.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 15 juillet 1931.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2813. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE GREEK AND POLISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING FREE LEGAL ASSISTANCE AND SECURITY FOR COSTS (*CAUTIO JUDICATUM SOLVI*). WARSAW, APRIL 10, 1930.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 10, 1931.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE POLISH REPUBLIC.

WARSAW, April 10, 1930.

SIR,

With reference to the reservation contained in the last sentence of the second paragraph of Article 1 of the Commercial Convention signed this day concerning free legal aid and the *cautio judicatum solvi*, I have the honour to make the following declaration in the name of the Polish Government :

(1) Greek nationals and Greek civil and commercial companies will, in cases in which they apply to the Polish courts either as plaintiffs or as interveners in civil suits, be relieved, subject to reciprocity, of the obligation to provide the *cautio judicatum solvi*, in the sense and within the limits given to this term by Article 17 of the Hague Convention³, dated July 17, 1905, concerning civil procedure.

(2) Greek nationals will receive from the Polish courts, in civil cases, and subject to reciprocity, the same facilities in the matter of free legal aid as are available to Polish nationals, and in this matter the Polish courts will conform to the provisions of Part IV of the aforesaid Convention regarding civil procedure.

(3) Greek nationals and Greek civil and commercial companies will not be liable in Poland, subject to reciprocity, to any judicial fees other or higher than those payable by Polish nationals.

The present declaration will remain in force until it is revoked.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place of Warsaw, July 15, 1931.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Le Gouvernement polonais prendra sans tarder les mesures à l'effet d'exécuter les dispositions ci-dessus et informera le Gouvernement hellénique de ces mesures.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) A. ZALESKI.

Son Excellence,

Monsieur Georges Lagoudakis,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Grèce,
à Varsovie.

II.

LÉGATION DE GRÈCE
A VARSOVIE.

VARSOVIE, le 10 avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Tout en accusant réception à Votre Excellence de la note en date du 10 avril 1930 relative à l'assistance judiciaire gratuite et à la caution *judicatum solvi*, et vu la disposition de la dernière phrase du second alinéa de l'article premier de la Convention commerciale entre la Grèce et la Pologne signée à la date de ce jour, j'ai l'honneur de déclarer au nom du Gouvernement hellénique ce qui suit :

1^o Les ressortissants polonais, ainsi que les sociétés civiles et commerciales polonaises, en s'adressant aux tribunaux grecs en qualité de demandeurs ou d'intervenants dans les affaires contentieuses civiles seront, sur la base de réciprocité, exemptés de l'obligation de déposer la caution *judicatum solvi*, au sens de ce terme et dans les limites prévues par l'article 17 de la Convention de La Haye, en date du 17 juillet 1905 relative à la procédure civile.

2^o Les ressortissants polonais seront admis, sur la base de réciprocité, par les tribunaux grecs, dans les affaires civiles, au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite comme les nationaux eux-mêmes et à cet égard les tribunaux grecs se conformeront aux dispositions de la partie IV de la convention précitée relative à la procédure civile.

3^o Les ressortissants polonais, ainsi que les sociétés civiles et commerciales polonaises, ne seront pas soumis en Grèce sur la base de réciprocité, aux taxes judiciaires autres ou plus élevées que celles à acquitter par les ressortissants grecs.

La présente déclaration demeurera en vigueur jusqu'à sa révocation.

Le Gouvernement hellénique prendra sans tarder les mesures à l'effet d'exécuter les dispositions ci-dessus et informera le Gouvernement polonais de ces mesures.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

Son Excellence

Monsieur Auguste Zaleski,
Ministre des Affaires étrangères,
à Varsovie.

The Polish Government will without delay take the necessary measures to put the above, provisions into effect and will notify such measures to the Hellenic Government.

I am, etc.

(—) A. ZALESKI.

His Excellency
M. Georges Lagoudakis,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Greece
at Warsaw.

II.

GREEK LEGATION
AT WARSAW.

WARSAW, April 10, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of April 10, 1930, concerning free legal aid and the *cautio judicatum solvi*, and in view, of the provision contained in the last sentence of the second paragraph of Article 1 of the Commercial Convention between Greece and Poland, signed this day, to make the following declaration in the name of the Hellenic Government.

(1) Polish nationals and Polish civil and commercial companies, will, in cases in which they apply to the Greek courts either as plaintiffs or as interveners in civil suits, be relieved, subject to reciprocity, of the obligation to provide the *cautio judicatum solvi*, in the sense and within the limits given to this term by Article 17 of the Hague Convention, dated July 17, 1905, concerning civil procedure.

(2) Polish nationals will receive from the Greek courts, in civil cases, and subject to reciprocity, the same facilities in the matter of free legal aid as are available to Greek nationals, and in this matter the Greek courts will conform to the provisions of Part IV of the aforesaid Convention regarding civil procedure.

(3) Polish nationals and Polish civil and commercial companies, will not be liable in Greece, subject to reciprocity, to any judicial fees other or higher than those payable by Greek nationals.

The present declaration will remain in force until it is revoked.

The Hellenic Government will without delay take the necessary measures to put the above provisions into effect and will notify such measures to the Polish Government.

I am, etc.

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

His Excellency
M. Auguste Zaleski,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

N° 2814.

AUTRICHE ET HONGRIE

Traité d'amitié, de conciliation et
d'arbitrage. Signé à Vienne, le
26 janvier 1931.

AUSTRIA AND HUNGARY

Treaty of Friendship, Conciliation
and Arbitration. Signed at Vienna,
January 26, 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2814. — FREUNDSCHAFTS-¹, VERGLEICHS- UND SCHIEDSGERICHTSVERTRAG ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICH UNGARN. GEZEICHNET IN WIEN, AM 26. JANUAR, 1931.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le chancelier fédéral de la République d'Autriche et le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 11 septembre 1931.

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH und SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverweser DES KÖNIGREICHES UNGARN, geleitet von dem aufrichtigen Bestreben, die zwischen den Völkern der beiden Staaten glücklich bestehende wahre Freundschaft noch weiter zu vertiefen, haben beschlossen, den am 10. April 1923 in Budapest unterzeichneten Schiedsgerichtsvertrag² mit Berücksichtigung der seither auf dem Gebiete der internationalen Schiedsgerichtsbarkeit gemachten Erfahrungen zu ergänzen.

Zu diesem Zwecke haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Den Vizekanzler und Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten Dr. Johann SCHOBER, und

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverweser DES KÖNIGREICHES UNGARN :

Den königlich ungarischen Ministerpräsidenten Grafen István BETHLEN ;

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende Bestimmungen vereinbart haben :

ERSTER ABSCHNITT.

DAS VERGLEICHsverFAHREN.

Artikel 1.

Um die im ersten Absatz des Artikels 1 des Schiedsgerichtsvertrages vom 10. April 1923 erwähnte Einigung zu erzielen, verpflichten sich die Hohen Vertragschliessenden Teile, die zwischen ihnen entstandenen Streitfragen, die nicht in angemessener Frist auf diplomatischem Wege geschlichtet werden können, einem Vergleichsverfahren gemäss den Bestimmungen der nachstehenden Artikel zu unterwerfen.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 12 août 1931.
Entrée en vigueur le 27 août 1931.

² Vol. XVIII, page 93, de ce recueil.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

Nº 2814. — BARÁTSÁGI¹, BÉKÉLTETŐ ELJÁRÁSI ÉS VÁLASZTOTT BÍRÓSÁGI SZERZŐDÉS A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT. ALÁIRATOTT WIENBEN, 1931. ÉVI JANUÁR HÓ 26.

German and Hungarian official texts communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic and the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 11, 1931.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA és AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE, attól az őszinte törekvéstől vezettetve, hogy a két állam népei között szerencsésen fennálló igaz barátságot még jobban kimélyítsék, elhatározták², hogy a Budapesten 1923. évi április hó 10-én aláírt választott bírósági szerződést a nemzetközi választott bíraskodás terén azóta szerzett tapasztalatok tekintetbe vételével kiegészítik.

E célból meghatalmazottaikká kijelölték, még pedig :

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA :

Gróf BEIHLÉN István, magyar királyi miniszterelnököt, és

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE :

Dr. Johann SCHÖBER, szövetségi alkancellárt és szövetségi külügyminisztert ;

akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kölcsönös közlése után a következő rendelkezésekben állapodtak meg :

ELSŐ CIM.

BÉKÉLTETŐ ELJÁRÁS.

I. cikk.

Az 1923. évi április hó 10-én kelt választott bírósági szerződés 1. cikkének első bekezdésében említett megegyezés létesítése végett, a magas Szerződő Felek kötelezik magukat, hogy mindazokat a közöttük felmerült vitás kérdéseket, amelyeket megfelelő időn belül diplomáciai úton megoldani nem lehetett, a következő cikkek rendelkezéseihez képest békéltető eljárás alá bocsátják.

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, August 12, 1931.
Came into force August 27, 1931.

² Vol. XVIII, page 93, of this Series.

Artikel 2.

1. Das Vergleichsverfahren wird einer aus drei Mitgliedern bestehenden Vergleichskommission anvertraut werden, die in jedem einzelnen Falle in folgender Weise zu ernennen sein werden :

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden je einen Kommissär ihrer Staatsangehörigkeit ernennen und im gemeinsamen Einvernehmen den Präsidenten der Kommission aus den Staatsangehörigen dritter Mächte wählen.

2. Wenn innerhalb einer Frist von drei Monaten, gerechnet von dem Tage, an dem einer der Hohen Vertragschliessenden Teile dem anderen seine Absicht, das Vergleichsverfahren in Anspruch zu nehmen, bekanntgegeben hat, die Ernennung des Kommissärs des anderen Vertragsteiles oder die im gemeinsamen Einvernehmen der Hohen Vertragschliessenden Teile durchzuführende Bestellung des Präsidenten der Kommission nicht erfolgt ist, wird der Präsident der Schweizerischen Eidgenossenschaft gebeten werden, die erforderlichen Bestellungen vorzunehmen.

Artikel 3.

1. Die Vergleichskommission tritt auf einen Antrag in Tätigkeit, der von den beiden Hohen Vertragschliessenden Teilen im gemeinsamen Einvernehmen oder, mangels eines solchen Einvernehmens, von dem einen oder dem anderen Vertragsteil an den Präsidenten zu richten ist. Der Antrag hat eine kurze Darstellung des Streitfalles und das Ersuchen an die Kommission zu enthalten, alle geeigneten Massnahmen zur Herbeiführung eines Vergleiches zu treffen.

2. Geht der Antrag nur von einem der Vertragsteile aus, so ist er von diesem der Gegenpartei unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 4.

1. Der Vergleichskommission obliegt es, die streitigen Fragen zu klären, zu diesem Zwecke alle geeigneten Auskünfte auf dem Wege einer Untersuchung oder sonstwie zu sammeln und sich zu bemühen, einen Vergleich zwischen den Streitteilen herbeizuführen. Sie kann nach Prüfung des Falles den Streitteilen die Bedingungen der ihr angemessen scheinenden Regelung mitteilen und ihnen eine Frist zur Erklärung setzen.

2. Nach Beendigung ihrer Arbeiten stellt die Kommission ein Protokoll auf, das je nach der Lage des Falles feststellt, entweder, dass sich die Streitteile verständigt haben und, gegebenenfalls unter welchen Bedingungen die Verständigung erfolgt ist, oder aber, dass die Streitteile zur Annahme eines Vergleiches nicht gebracht werden konnten.

3. Die Arbeiten der Kommission müssen, wenn die Parteien nichts anderes vereinbaren, innerhalb von sechs Monaten nach dem Tage beendet sein, an dem die Kommission mit dem Streitfalle befasst wurde.

Artikel 5.

Vorbehaltlich einer besonderen anderweitigen Vereinbarung regelt die Vergleichskommission selbst ihr Verfahren, das in jedem Falle kontradiktorisch sein muss. Bei Untersuchungen hält sich die Kommission, wenn sie nicht einstimmig anderweitig beschliesst, an die Bestimmungen des III. Titels (Internationale Untersuchungskommissionen) des Haager Übereinkommens¹ vom 18. Oktober 1907 zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle.

Artikel 6.

Die Vergleichskommission tritt mangels anderweitiger Vereinbarungen der Hohen Vertragschliessenden Teile an dem von ihrem Präsidenten bestimmten Orte zusammen.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

2. cikk.

1. A békéltető eljárás egy háromtagu békéltető bizottságra bízatik, amelynek tagjai minden egyes esetben a következőképen fognak kineveztetni, még pedig :

A magas Szerződő Felek mindegyike egy-egy saját állampolgárságu biztost nevez ki és közös megegyezéssel megválasztják a bizottság elnökét, harmadik Hatalmak állampolgárai közül.

2. Ha attól a naptól számított három hónapon belül, amelyen a magas Szerződő Felek egyike a másikkal közölte, hogy békéltető eljárást szándékozik igénybevenni, a másik Fél részéről a biztos kinevezése vagy a bizottság elnökének a magas Szerződő Felek közös megegyezése alapján való megválaszlása nem történik meg, a Svájci Szövetségtanács elnöke fog felkérteni a szükséges kijelölések eszközésére.

3. cikk.

1. A békéltető bizottság a Felek közös megegyezése esetében mindkét Szerződő Fél, közös megegyezés hiányában pedig egyik vagy másik Fél részéről az elnökhöz intézendő indítvány alapján kezdi meg tevékenységét. Az indítványnak tartalmaznia kell a vitás kérdés rövid ismertetését és a bizottsághoz intézett azt a kérelmet, hogiy a bizottság tegyen meg minden intézkedést, amely egyezséghez vezethet.

2. Ha a keresetet csak az egyik Fél adta be, azt haladék nélkül a másik Féllel közölnie kell.

4. cikk.

1. A bizottság feladata felderíteni a vitás kérdéseket, e célból vizsgálat után vagy más módon minden megfelelő tájékoztató adatot beszerezni és a vitában álló Felek megegyeztetésére törekedni. A bizottság az ügy megvizsgálása után a vitában álló Felek elé terjesztheti a szerinte megfelelőnek látszó megoldás feltételeit és nekik a nyilatkozattételre határidőt szabhat.

2. Munkálatainak befejezése után a bizottság jegyzőkönyvet készít, amely az eset körülményeihez képest megállapítja, vagy azt, hogy a vitában álló Felek megegyeztek és adott esetben, hogy a megegyezés mily feltételek mellett jött létre, vagy pedig azt állapítja meg, hogy a vitában, álló Felek egyezség elfogadására nem voltak birhatók.

3. A bizottságnak, hacsak a Felek másban nem állapodtak meg, munkálatait a vitás ügynek eléje terjesztésétől számított hat hónapon belül be kell fejeznie.

5. cikk.

Más különös megállapodás lehetőségének fenntartásával, a békéltető bizottság maga határozza meg eljárását, amelynek minden esetben kontradiktóriusnak kell lennie. Vizsgálati ügyekben a bizottság, hacsak egyhangulag másként nem határoz, a nemzetközi viszályok békés elintézése iránt Hágában¹ 1907. október 18-án kötött egyezmény III. címének (nemzetközi vizsgálóbizottságok) rendelkezéseihez alkalmazkodik.

6. cikk.

A magas Szerződő Felek más megállapodásának hiányában, a békéltető bizottság az elnöke által meghatározott helyen ül össze.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Artikel 7.

Die Arbeiten der Vergleichskommission sind nur öffentlich auf Grund eines Beschlusses, den die Kommission mit Zustimmung der Hohen Vertragschliessenden Teile fasst.

Artikel 8.

1. Die Streitteile werden bei der Vergleichskommission durch Agenten vertreten, die als Mittelspersonen zwischen ihnen und der Kommission zu dienen haben. Sie können sich ausserdem der Hilfe von Beiräten und Sachverständigen, die sie zu diesem Zwecke ernennen, bedienen und die Einvernahme aller Personen verlangen, deren Zeugnis ihnen nützlich erscheint.

2. Die Kommission ist ihrerseits befugt, von den Agenten, Beiräten und Sachverständigen der beiden Streitteile, sowie von allen Personen, die sie mit Zustimmung ihrer Regierung vorzuladen für zweckmässig erachtet, mündliche Erläuterungen zu verlangen.

Artikel 9.

Soweit der vorliegende Vertrag nichts anderes bestimmt, werden die Entscheidungen der Vergleichskommission mit Stimmenmehrheit getroffen.

Artikel 10.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Arbeiten der Vergleichskommission zu fördern und ihr insbesondere in möglichst weitem Masse alle zweckdienlichen Urkunden und Auskünfte zu liefern, sowie die ihnen zu Gebote stehenden Mittel anzuwenden, um ihr auf dem Gebiete der Vertragsteile und gemäss deren Gesetzgebung die Vorladung und Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen sowie die Vornahme des Augenscheines zu ermöglichen.

ZWEITER ABSCHNITT.

DAS SCHIEDSGERICHTSVERFAHREN.

Artikel 11.

1. Sollte die Streitfrage im Wege des Vergleichsverfahrens nicht gelöst werden können, so haben die Bestimmungen des Artikels 1, Absätze 2, 3, 4 und 5, des Schiedsgerichtsvertrages vom 10. April 1923 in Anwendung zu kommen.

2. Hiebei ist, falls die Parteien einander ein Recht streitig machen, gemäss den Bestimmungen der nachfolgenden Artikel vorzugehen.

Artikel 12.

1. Die Hohen Vertragschliessenden Teile treffen in jedem einzelnen Falle eine besondere Schiedsvereinbarung, die den Gegenstand des Streites, die Zusammensetzung und die besonderen Befugnisse des Schiedsgerichtes sowie alle anderen zwischen ihnen vereinbarten Bedingungen genau bezeichnet.

2. Die Schiedsvereinbarung wird durch Austausch von Noten zwischen den Regierungen der Hohen Vertragschliessenden Teile getroffen.

7. cikk.

A békéltető bizottság munkálatai csak akkor nyilvánosak, ha a magas Szerződő Felek hozzájárulásával a bizottság ily értelmű határozatot hoz.

8. cikk.

1. A vitában álló Feleket a békéltető bizottság előtt megbízottak képviselik, akiknek az lesz a feladatuk, hogy a Felek és a bizottság között közvetítőkként szerepeljenek. A Felek egyébként általuk e célra kinevezett tanácsadók és szakértők közreműködését is igénybevehetik és kérhetik minden oly személy kihallgatását, akinek tanuvallomását hasznosnak vélik.

2. A bizottság a maga részéről jogosítva lesz a vitában álló két Fél megbízottaitól, tanácsadóitól és szakértőitől, valamint minden olyan személytől, akinek megidézését a kormányuk hozzájárulásával célszerűnek véli, szóbeli felvilágosításokat kérni.

9. cikk.

Amennyiben a jelen szerződés másként nem rendelkezik, a békéltető bizottság határozatait zsótöbbséggel hozza.

10. cikk.

A magas Szerződő Felek kötelezik magukat, hogy a békéltető bizottság munkáját előmozdítják s különösen a lehető legnagyobb mértékben minden célravezető okiratot és tájékoztatást a bizottságnak kiszolgáltatnak és hogy a rendelkezésükre álló eszközöket felhasználják arra, hogy a Szerződő Felek területén és belső jogszabályaik szerint tanuk és szakértők megidézése és kihallgatása, valamint a helyszíni szemlék foganatosítása lehetővé tétessék.

MÁSODIK CIM.

VÁLASZTOTT BÍRÓSÁGI ELJÁRÁS.

11. cikk.

1. Amennyiben a vitás kérdést békéltető eljárás útján megoldani nem lehet, úgy az 1923. évi április hó 10-én kelt választott bírósági szerződés 1. cikkének 2., 3., 4. és 5. bekezdéseiben foglalt rendelkezések nyernek alkalmazást.

2. Emellett, ha a Felek közötti vita jogi természetű, a következő cikkek rendelkezései szerint kell eljárni.

12. cikk.

1. A magas Szerződő Felek minden egyes felmerülő esetben külön választott bírósági megállapodást kötnek, amely pontosan megjelöli a vita tárgyát, a választott bíróság összeállítását és különös jogkörét, valamint a köztük megállapított összes egyéb feltételeket.

2. A választott bírósági megállapodás a Szerződő Felek kormányai közötti jegyzékváltás útján jön létre.

Artikel 13.

Mangels anderweitiger Vereinbarung sind für das Schiedsverfahren die Artikel 51 bis 85 des Haager Übereinkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 massgebend.

Artikel 14.

Die Bestimmung des Artikels 12 des vorliegenden Vertrages beeinträchtigen nicht das Recht der beiden Streitteile, einen Streitfall rechtlicher Natur einvernehmlich mittels einer Schiedsvereinbarung dem Ständigen Internationalen Gerichtshof unter den Bedingungen und nach dem Verfahren zu unterbreiten, die in dem Statut¹ dieses Gerichtshofes vorgesehen sind.

Artikel 15.

Kommt die im Artikel 12, beziehungsweise im Artikel 14 vorgesehene Schiedsvereinbarung nicht innerhalb von sechs Monaten nach Bekanntgabe eines Begehrens nach schiedsgerichtlicher Austragung zustande, so kann jeder der Streitteile den Streitfall mittels einfacher Klage vor den Ständigen Internationalen Gerichtshof bringen.

Artikel 16.

Die von dem Gericht gefällte Entscheidung ist von den Streitteilen in gutem Glauben durchzuführen.

DRITTER ABSCHNITT.

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

Artikel 17.

1. Handelt es sich um eine Streitigkeit, deren Gegenstand nach der inneren Gesetzgebung eines der Hohen Vertragschliessenden Teile zur Zuständigkeit seiner Gerichte gehört, so kann dieser Vertragsteil Widerspruch dagegen erheben, dass die Streitigkeit dem Vergleichs- und Schiedsgerichtsverfahren unterworfen wird, bevor innerhalb angemessener Frist eine endgültige Entscheidung des zuständigen Gerichtes ergangen ist.

2. Der Vertragsteil, der in diesem Falle die durch diesen Vertrag vorgesehenen Verfahren in Anspruch nehmen will, muss diese Absicht innerhalb Jahresfrist nach der oberwähnten Entscheidung dem anderen Vertragsteil mitteilen.

Artikel 18.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, sich während des Verfahrens vor der Vergleichskommission oder vor dem Schiedsgericht jeder Massnahme zu enthalten, die eine nachteilige Rückwirkung auf die von der Vergleichskommission vorgeschlagene Regelung oder die Ausführung der Schiedsgerichtsentscheidung haben könnte und überhaupt jegliche Handlung zu vermeiden, die geeignet wäre, die Streitigkeit zu verschärfen oder auszudehnen.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

13. cikk.

Más megállapodás hiányában a választott bírósági eljárásra a nemzetközi viszályok békés elintézése iránt Hágában 1907. évi október hó 18-án, kötött egyezmény 51.—85. cikkei irányadók.

14. cikk.

A jelen szerződés 12. cikkének rendelkezései nem érintik a vitában álló Feleknek azt a jogát, hogy valamely jogi természetű vitás kérdést választott bírósági megállapodás útján közös megegyezéssel az Állandó Nemzetközi Bíróság¹ elé vigyék a most említett bíróság szabályzatában megállapított feltételek és eljárási módozatok mellett.

15. cikk.

Ha a 12. illetőleg 14. cikkben említett választott bírósági megállapodás a választott bírósági elintézésre vonatkozó óhaj közlését követő hat hónapon belül nem jön létre, a vitás kérdést a vitában álló Felek mindegyike egyszerű keresettel az Állandó Nemzetközi Bíróság elé viheti.

16. cikk.

A bíróság által hozott határozatot a vitában álló Feleknek jóhiszeműen végre kell hajtaniok.

HARMADIK CIM.

ÁLTALÁNOS RENDELKEZÉSEK.

17. cikk.

1. Ha olyan vitás kérdésről van szó, amely a magas Szerződő Felek egyikének belső jogszabályai szerint az illető Fél bíróságainak illetékessége alá tartozik, ez a Szerződő Fél ellentmondhat annak, hogy a vitás kérdés békéltető vagy választott bírósági eljárás alá bocsáttatik, mielőtt az illetékes bíróság megfelelő időn belül végleges határozatot hozott.

2. Az a Szerződő Fél, amely ily esetben a jelen szerződésben meghatározott eljárást igénybe óhajtja venni, e szándékát a fentebb említett határozat meghozatala után egy éven belül köteles a másik Szerződő Féllel közölni.

18. cikk.

A magas Szerződő Felek kötelezik magukat, hogy a békéltető bizottság vagy a választott bíróság előtti eljárás alatt tartózkodni fognak minden oly rendszabálytól, amely a békéltető bizottság által javaslatba hozott megoldás vagy a választott bírósági határozat végrehajtása tekintetében hátrányos hatással lehetne s hogy általában minden oly cselekedetet kerülni fognak, amely alkalmas volna a vitás kérdést kiélesíteni vagy kiterjeszteni.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

Artikel 19.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kommt für seine eigenen Kosten und einen gleichen Anteil der Kosten des Vergleichs- und Schiedsgerichtsverfahrens auf.

Artikel 20.

Streitigkeiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrages, sowie des Schiedsgerichtsvertrages vom 10. April 1923, unterliegen dem im vorliegenden Verträge vorgesehenen Schiedsgerichtsverfahren.

Artikel 21.

Der vorliegende Vertrag soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden wird sobald wie möglich in Budapest erfolgen. Der Vertrag tritt am 15. Tage nach dem Austausch der Ratifikationen in Kraft.

Artikel 22.

Sollte einer der Hohen Vertragschliessenden Teile den vorliegenden Vertrag kündigen, so wird die Kündigung erst ein Jahr nach ihrer schriftlichen Mitteilung an den anderen vertragschliessenden Teil wirksam werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den vorliegenden Vertrag unterfertigt und ihre Siegel beigesetzt.

Geschehen zu Wien, am 26. Jänner 1931 in deutschem und ungarischem Urtext in doppelter Ausfertigung.

(L. S.) SCHÖBER *m. p.*

(L. S.) BETHLEN *m. p.*

19. cikk.

Mindegyik magas Szerződő Fél magára vállalja saját költségeit, valamint a békéltető és választott bírósági eljárás költségeinek egyenlő részét.

20. cikk.

A jelen szerződés, valamint az 1923. évi április hó 10-én kelt választott bírósági szerződés értelmezésére vagy alkalmazására vonatkozó vitás kérdések a jelen szerződésben említett választott bírósági eljárás alá tartoznak.

21. cikk.

A jelen szerződés meg fog erősíteni, a megerősítő okiratok kicserélése a lehető legrövidebb időn belül Budapesten fog megtörténni. A szerződés a megerősítő okiratok kicserélését követő 15-ik napon lép életbe.

22. cikk.

Amennyiben valamely magas Szerződő Fél a jelen szerződést felmondaná, a felmondásnak csak a másik Szerződő Félhez intézendő írásbeli közlésétől számított egy év múlva lesz hatálya.

Ennek hiteléül a Szerződő Felek meghatalmazottai a jelen szerződést aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kelt Wienben, 1931 évi január hó 26. napján, magyar és német eredeti szövegben, két példányban.

(L. S.) SCHÖBER, m. p.

(L. S.) BETHLEN, m. p.

¹ TRADUCTION.

N^o 2814. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE
ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE
HONGRIE. SIGNÉ A VIENNE, LE 26 JANVIER 1931.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SON ALTESSE LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir sincère de resserrer encore les liens de réelle amitié qui existent heureusement entre les deux pays, ont décidé de compléter l'Accord d'arbitrage signé à Budapest le 10 avril 1923, eu égard aux expériences faites depuis lors en matière d'arbitrage international et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le Dr Johann SCHÖBER, vice-chancelier et Ministre fédéral des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Le Comte István BETHLEN, président du Conseil des Ministres hongrois ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

SECTION I

PROCÉDURE DE CONCILIATION.

Article premier.

Afin d'aboutir à l'accord mentionné au premier alinéa de l'article premier de l'Accord d'arbitrage du 10 avril 1923, les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation, conformément aux dispositions des articles suivants, les différends qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Article 2.

1. La procédure de conciliation sera confiée à une commission de conciliation composée de trois membres qui seront désignés, dans chaque cas particulier, comme il suit :

Les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, le président de la commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

2. Si, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura fait connaître à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2814. — TREATY OF FRIENDSHIP, CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 26, 1931.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA and HIS HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, animated by the earnest desire to strengthen the bond of genuine friendship which happily unites the two countries, have resolved to supplement the Agreement of Arbitration, signed at Budapest on April 10, 1923, in the light of the experience gained since then in the sphere of international arbitration, have, for this purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Johann SCHÖBER, Vice-Chancellor and Federal Minister for Foreign Affairs ;

HIS HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count István BETHLEN, Prime Minister of Hungary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

CONCILIATION PROCEDURE.

Article 1.

In order to attain the friendly settlement mentioned in Article 1, paragraph 1, of the Agreement of Arbitration of April 10, 1923, the High Contracting Parties undertake to submit all disputes which may arise between them and which cannot be settled within a reasonable time through the diplomatic channel, to a procedure of conciliation in accordance with the provisions of the following Articles.

Article 2.

1. The conciliation procedure shall be entrusted to a Conciliation Committee composed of three Members, who shall be appointed in each individual case in the following manner :

The High Contracting Parties shall each nominate a Commissioner, chosen from among their respective nationals, and shall appoint, by common agreement, the President of the Commission from among the nationals of third States.

2. If within a period of three months from the day on which one of the High Contracting Parties has signified to the other its intention to have recourse to the conciliation procedure, the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

du commissaire de la Partie adverse ou la désignation du président de la commission d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes n'est pas intervenue, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 3.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

2. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 4.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 5.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conforme aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 6.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 7.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 8.

1. Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission. Elles pourront, en outre,

nomination of the Commissioner of the other Contracting Party or the appointment by common agreement of the President of the Commission, have not taken place, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make the necessary appointments.

Article 3.

1. The Conciliation Commission shall be informed by means of an application addressed to the President by the two High Contracting Parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the Parties. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all the necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

2. If the application emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be given without delay by that Party to the other Party.

Article 4.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. After investigation of the matter, it may communicate to the Parties the terms of the settlement which it considers appropriate, and fix a period within which the Parties are to make their decision.

2. On the conclusion of its work, the Commission shall draw up a Report which shall state, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, in that event, the terms on which agreement has been reached, or that it has not been possible to bring the Parties to an agreement.

3. Unless the Parties agree otherwise, the work of the Commission must be completed within six months from the date on which it was notified of the dispute.

Article 5.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 6.

The Commission shall meet, in the absence of an agreement between the Parties to the contrary, at the place selected by its President.

Article 7.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the High Contracting Parties.

Article 8.

1. The Parties shall be represented before the Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted

se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

2. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 9.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder, sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

SECTION II

PROCÉDURE D'ARBITRAGE.

Article 11.

1. Si le différend ne peut être réglé par la procédure de conciliation, les dispositions de l'article premier, alinéas 2, 3, 4 et 5, de l'Accord d'arbitrage du 10 avril 1923 seront applicables.

2. Si les Parties se contestent réciproquement un droit, il sera, en outre, procédé conformément aux dispositions des articles suivants :

Article 12.

1. Les Hautes Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes les autres conditions arrêtées entre elles.

2. Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes.

Article 13.

Sauf convention contraire, la procédure d'arbitrage sera régie par les articles 51 à 85 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 14.

Les dispositions prévues par l'article 12 du présent traité ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre, si les deux Parties y consentent, un différend d'ordre juridique par voie de compromis.

by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

2. The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think fit to summon with the consent of their Government.

Article 9.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Commission shall be taken by a majority vote.

Article 10.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Commission and, in particular, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territories and in accordance with their laws to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit localities in order to carry out enquiries on the spot.

SECTION II.

ARBITRATION PROCEDURE.

Article 11.

1. Should it not be possible to settle the dispute by means of the conciliation procedure, the provisions of Article 1, paragraphs 2, 3, 4 and 5 of the Agreement of Arbitration of April 10, 1923, shall be applied.

2. In such case, if a point of law is in dispute, the Parties shall proceed in accordance with the provisions of the following Articles :

Article 12.

1. In each individual case, the High Contracting Parties shall conclude a special arbitral agreement, which shall clearly indicate the subject of the dispute, the composition and special powers of the arbitral tribunal, and any other conditions mutually agreed upon by them.

2. The arbitral agreement shall be concluded by exchange of notes between the Governments of the High Contracting Parties.

Article 13.

In the absence of an agreement to the contrary, the arbitral procedure shall conform to Articles 51 to 85 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 14.

The provisions of Article 12 of the present Treaty shall not debar the two Parties from submitting, by common consent and by means of a special arbitration agreement, any dispute of a legal

à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut.

Article 15.

Si le compromis prévu à l'article 12 ou à l'article 14 n'est pas établi, dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, chacune des Parties pourra porter, par voie de simple requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 16.

La sentence rendue par le tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

SECTION III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 17.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence de ses tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce que le différend soit soumis à la procédure de conciliation et d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu dans un délai raisonnable par le tribunal compétent.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra faire appel aux procédures prévues par le présent traité devra notifier cette intention à l'autre Partie dans le délai d'une année à compter du jugement.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'abstenir, pendant la procédure ouverte devant la Commission de conciliation ou devant le tribunal d'arbitrage, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable soit à l'arrangement proposé par la Commission de conciliation, soit à l'exécution de la sentence arbitrale et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

Chacune des Hautes Parties contractantes supportera les frais exposés par elle, ainsi que la moitié des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 20.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent traité ainsi que de l'Accord d'arbitrage du 10 avril 1923 seront soumis à la procédure d'arbitrage prévue au présent traité.

nature to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute.

Article 15.

If the special agreement provided for in Articles 12 or 14 has not been drawn up within six months after notification of a request for a judicial decision, either of the Parties shall have the right to bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

Article 16.

The arbitral award shall be carried out in good faith by the parties.

SECTION III.

GENERAL PROVISIONS.

Article 17.

1. In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts, the Party in question may object to the submission of the dispute to the procedures of conciliation and arbitration until a final judgment has been pronounced within a reasonable time by the competent judicial authority.

2. A Party desirous of having recourse in such case to the procedure provided for in this Treaty must notify the other Party of its intention within a period of one year after the above-mentioned judgment.

Article 18.

The High Contracting Parties respectively undertake to refrain, during the course of procedure before the Conciliation Commission or the arbitral tribunal, from all measures likely to affect prejudicially the settlement proposed by the conciliation commission or the execution of the arbitral award, and in general, to refrain from any act whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 19.

Each of the High Contracting Parties shall pay its own expenses and an equal share of the expenses of the Commission.

Article 20.

Disputes with regard to the interpretation or application of this Treaty, as well as of the Agreement of Arbitration of April 10, 1923, shall be submitted to the arbitral procedure provided for in the present Treaty.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Budapest aussitôt que possible. Le traité entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Article 22.

En cas de dénonciation du présent traité par l'une des Hautes Parties contractantes, cette dénonciation n'aura effet qu'un an après sa notification écrite à l'autre Partie contractante.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double à Vienne, le 26 janvier 1931, en langues allemande et hongroise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

(L. S.) BETHLEN, *m. p.*

Article 21.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible. The Treaty shall enter into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications.

Article 22.

Should one of the High Contracting Parties denounce the present Treaty, the denunciation shall not become effective until one year after it has been communicated in writing to the other Contracting Party.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of both Parties have signed this Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna, January 26, 1931, in duplicate German and Hungarian texts, both texts being equally authentic.

(L. S.) SCHOBER, *m. p.*

(L. S.) BETHLEN, *m. p.*

N° 2815.

FRANCE ET TURQUIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 29 août 1929.

FRANCE AND TURKEY

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, August 29, 1929.

N^o 2815. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA FRANCE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE
29 AOÛT 1929.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 septembre 1931.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, désireux de favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays et de resserrer ainsi les liens d'amitié qui les unissent, ont décidé de conclure une convention de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence M. Louis-Charles Pineton DE CHAMBRUN, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française à Angora, commandeur de la Légion d'Honneur ;

M. Jean LOUYRIAC, adjoint au directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce et de l'Industrie, chevalier de la Légion d'Honneur.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence ZEKAI bey, ancien ministre, ambassadeur de Turquie et député de Diyaribekir ;

Son Excellence Mustapha SEREF bey, député de Burdur ;

Son Excellence Menemenli NUMAN RIFAT bey, ministre plénipotentiaire et sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du territoire douanier de la Turquie seront admis, à leur importation en France, au bénéfice des droits du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire des taux les plus réduits que la France accorde ou pourrait accorder à toute Puissance tierce en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales, tant en ce qui concerne les droits à l'importation que toutes surtaxes, coefficients ou majorations dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 24 août 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2815. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN FRANCE AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, AUGUST 29, 1929.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place September 12, 1931.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of promoting commercial exchanges between the two countries and of thus strengthening the ties of friendship uniting them, have decided to conclude a Convention of Commerce and Navigation and have appointed for this purpose as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Louis-Charles Pineton DE CHAMBRUN, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic at Angora, Commander of the Legion of Honour ;

Monsieur Jean LOUYRIAC, Assistant of the Director of Commercial Agreements at the Ministry of Commerce and Industry, Chevalier of the Legion of Honour.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency ZEKAI Bey, Former Minister, Ambassador of Turkey and Deputy of Diyaribekir ;

His Excellency Mustapha SEREF Bey, Deputy of Burdur ;

His Excellency Menemenli NUMAN RIFAT Bey, Minister Plenipotentiary and Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Natural or manufactured products originating in and coming from the Customs territory of Turkey shall, on importation into France, be accorded the rates of the minimum tariff and most-favoured-nation treatment, that is to say, the lowest rates that France grants or may hereafter grant to any third Power in virtue of tariff measures or commercial conventions, both as regards import duties and as regards any surtaxes, coefficients or increases to which these duties are or may be subject.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, August 24, 1931.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du territoire douanier français seront admis, à leur importation en Turquie, au bénéfice du tarif le plus favorable que celle-ci accorde ou pourrait accorder à toute Puissance tierce en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales, tant en ce qui concerne les droits à l'importation que toutes surtaxes, coefficients ou majorations dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

Article 3.

Sans préjudice des dispositions des articles 1 et 2, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du territoire douanier de la Turquie, importés en France et énumérés à la liste (A) ci-annexée, et les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du territoire douanier français, importés en Turquie et énumérés à la liste (B) ci-annexée, seront admis au bénéfice des droits ou des pourcentages de réduction stipulés auxdites listes.

Au cas où le tarif appliqué à l'un des articles de la liste (B) sur lesquels portent les pourcentages de réduction serait majoré, la tarification résultant, à la date de la signature de la présente convention, des avantages qui y sont prévus, serait maintenue sans changement pour ledit article jusqu'à l'expiration d'un délai de neuf mois à partir de la mise en vigueur de la majoration susmentionnée.

Cette disposition ne porte pas atteinte à la faculté de dénonciation stipulée à l'article 28.

Article 4.

Les produits ou marchandises exportés du territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes à destination du territoire douanier de l'autre bénéficieront, en ce qui concerne les droits et taxes à l'exportation, du régime le plus favorable que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait éventuellement accorder à toute Puissance tierce.

Article 5.

Pour les produits repris aux listes annexes, chacune des Hautes Parties contractantes maintiendra ou accordera aux importations du territoire douanier de l'autre le bénéfice du traitement le plus favorable dans le cas où des modifications seraient apportées aux nomenclatures douanières ou aux méthodes de tarification introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres Puissances.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent en toutes matières de prohibitions ou restrictions d'importation et d'exportation ou autres limitations de la liberté du commerce, le traitement de la nation la plus favorisée.

Il ne sera dérogé à ce traitement que :

- a) Pour des raisons de sûreté publique ou de défense du territoire ;
- b) Par mesure de police sanitaire, en vue de protéger la santé des hommes, des animaux et des plantes ;
- c) Pour le contrôle de l'importation des armes, munitions et matériels de guerre et de tous approvisionnements destinés à la guerre ;
- d) Pour l'exercice de monopoles d'Etat ;
- e) Pour réprimer les pratiques de concurrence déloyale ;
- f) Par application de conventions internationales.

Article 2.

Natural or manufactured products originating in and coming from French Customs territory shall, on importation into Turkey, be entitled to the most favourable tariff rates which the latter grants or may hereafter grant to any third Power in virtue of tariff measures or commercial conventions, both as regards import duties and as regards any surtaxes, coefficients or increases to which these duties are or may be subject.

Article 3.

Without prejudice to the provisions of Articles 1 and 2, natural or manufactured products originating in and coming from the Customs territory of Turkey imported into France and enumerated in the List (A) annexed hereto, and natural or manufactured products originating in and coming from French Customs territory imported into Turkey and enumerated in the List (B) annexed hereto, shall be entitled to the duties or percentages of reduction provided for in the said lists.

Should there be an increase in the tariff applied to any of the articles in List (B) to which the percentages of reduction relate, the tariff rate resulting at the date of signature of the present Convention from the advantages provided therein shall be kept unchanged in respect of the said article until the expiration of a period of nine months dating from the coming into force of the above-mentioned increase.

This stipulation shall not affect the possibility of denunciation provided for in Article 28.

Article 4.

Products or goods exported from the Customs territory of either High Contracting Party to the Customs territory of the other shall be granted, as regards export duties and taxes, the most favourable treatment that either High Contracting Party grants or may hereafter grant to any third Power.

Article 5.

In the case of the products enumerated in the annexed lists, each of the High Contracting Parties shall grant or continue to grant to imports from the Customs territory of the other the benefit of the most favourable treatment in the event of modifications being made in the Customs nomenclatures or in the methods of assessing duty introduced into the tariffs in virtue of administrative or legal measures or of conventions concluded with other Powers.

Article 6.

The High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in respect of all matters connected with import and export prohibitions and restrictions or other limitations of freedom of trade.

Exceptions shall only be made to this treatment :

- (a) For reasons of public security or for reasons connected with the defence of the territory ;
- (b) As a sanitary police measure for the purpose of protecting the health of men, animals and plants ;
- (c) For the purpose of controlling the importation of arms, ammunition and implements of war and all supplies intended for war ;
- (d) In respect of the exercise of State monopolies ;
- (e) For the purpose of preventing practices constituting unfair competition ;
- (f) In order to carry out international conventions.

Les dispositions ci-dessus n'infirmen en aucune manière les droits des Hautes Parties contractantes de prendre à l'importation toutes les mesures qui seraient nécessaires pour protéger les intérêts vitaux économiques du pays, à condition que ces mesures aient un caractère temporaire et qu'elles soient appliquées sans discrimination.

Si l'une des Hautes Parties contractantes établit le contrôle de l'importation au moyen de licences, elle appliquera, en ce qui concerne leur octroi aux produits de l'autre Partie, des dispositions aussi favorables que celles auxquelles seront soumis les produits naturels ou fabriqués de tout autre pays.

En vertu de ces dispositions, les conditions à remplir et les formalités à accomplir à l'effet d'obtenir lesdites licences seront immédiatement portées dans la forme la plus claire et la plus précise à la connaissance du public. L'examen des demandes sera effectué avec la plus grande célérité.

Il en sera de même pour la remise des licences dont le mode de délivrance sera aussi simple et aussi stable que possible et établi de manière à prévenir le trafic de ces titres. A cet effet les licences, lorsqu'elles seront accordées à des personnes, devront porter le nom du bénéficiaire et ne devront pas pouvoir être utilisées par une autre personne.

Toute levée de prohibition accordée à titre temporaire par l'une des Hautes Parties contractantes au profit des produits d'une Puissance tierce s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires originaires et en provenance de l'autre Partie.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes établirait des prohibitions ou restrictions, les contingents seront fixés et les dérogations éventuelles octroyées, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la détermination de l'origine des marchandises importées par chacune d'elles du territoire de l'autre.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale du pays exportateur ou que, conformément à la législation dudit pays, il doit être considéré comme tel, étant donné qu'il y a subi une transformation. Elle pourra également exiger que ledit certificat soit visé par ses autorités consulaires.

Les certificats d'origine seront délivrés, soit par les autorités douanières, soit par les chambres de commerce compétentes de chacune des Hautes Parties contractantes. Ils seront établis selon les formules adoptées par l'Administration des Douanes ou par les chambres de commerce officiellement reconnues du pays expéditeur ; ils seront rédigés, soit dans la langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination. Dans le premier cas, les deux pays se réservent la faculté d'en exiger la traduction.

Les certificats d'origine visés par l'autorité consulaire et portant la mention de la valeur de la marchandise, pourront tenir lieu de facture consulaire.

Seront dispensés du certificat d'origine, s'il ne s'agit pas de marchandises dont la valeur dépasse 50 Ltqs, ou l'équivalent de cette somme en monnaie française :

- 1° Les colis postaux ;
- 2° Les envois par la poste ;
- 3° Les colis de cinq kilogrammes et moins expédiés par la voie aérienne.

Il en sera de même, quelle qu'en soit la valeur, pour les échantillons des voyageurs de commerce. Cependant cette dernière disposition ne s'appliquera pas dans le cas de vente des échantillons.

The above provisions shall in no way affect the right of the High Contracting Parties at the time of importation to adopt any measures which may be necessary to protect the vital economic interests of the country, provided that such measures are of a temporary character and are applied without discrimination.

Should either High Contracting Party set up a system for controlling imports by means of permits, it shall apply, as regards the issue of permits for the products of the other Party, provisions as favourable as those to which the natural or manufactured products of any other country are subject.

In virtue of these provisions the conditions to be fulfilled and the formalities to be completed for obtaining such permits shall be immediately brought to the notice of the public in the clearest and most precise form. Applications shall be examined as speedily as possible.

The same shall apply to the issuing of permits, the method for which shall be as simple and as regular as possible and shall be such as to prevent traffic in these documents. For that purpose such permits, when granted to individuals, should bear the name of the holder and may not be used by any other person.

Any exemption from a prohibition granted temporarily by either High Contracting Party in respect of the products of a third Power shall immediately and unconditionally be extended to identical or similar products originating in and coming from the territory of the other Party.

Should either High Contracting Party establish prohibitions or restrictions, the quotas shall be fixed and the exceptions, if any, allowed in such a way as to interfere as little as possible with the commercial relations between the two countries.

Article 7.

The High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in respect of the determination of the origin of goods imported by either of them from the territory of the other.

Article 8.

Either High Contracting Party may, in order to establish the country of origin of imported products, require the production by the importer of a certificate of origin stating that the imported article was produced or manufactured within the exporting country or that, in accordance with the laws of the said country, it must be regarded as having been produced or manufactured in the exporting country in view of the labour expended on it therein. It may also require that the said certificate should bear the visa of its consular authorities.

Certificates of origin shall be issued either by the Customs authorities or by the competent Chambers of Commerce of each of the High Contracting Parties. They shall be drawn up in accordance with the forms adopted by the Customs Administration or the officially recognised Chambers of Commerce of the consigning country, either in the language of the country of origin or in the language of the country of destination. In the former case, the two countries reserve the right to require a translation.

Certificates of origin bearing the visa of the consular authorities and giving the value of the goods may be accepted in lieu of a consular invoice.

The following shall not require a certificate of origin should the value of the goods not exceed 50 Turkish pounds or the equivalent of that sum in French currency :

- (1) Postal parcels ;
- (2) Postal consignments ;
- (3) Parcels of five kilogrammes and under sent by air.

The same shall apply to commercial travellers' samples whatever be their value. This last provision shall not, however, apply in the case of the sale of the samples.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'accomplissement des formalités de douane relatives au transit, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement des marchandises et à toutes autres opérations que subissent les marchandises importées, exportées ou en transit, ainsi qu'en ce qui concerne les taxes y afférentes.

Article 10.

Sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, les produits naturels ou fabriqués de l'autre Partie ne seront pas frappés à l'occasion de leur production, de leur préparation, de leur manutention, de leur vente, de leur circulation, de leur consommation, etc., de taxes intérieures autres ou plus élevées que celles dont sont frappés les produits similaires nationaux.

A défaut d'articles similaires nationaux, lesdites taxes seront appliquées, sans discrimination d'aucune sorte, à tous les produits étrangers identiques ou similaires, quelles que soient leur origine et leur provenance.

Article 11.

Lorsque, par des dispositions législatives ou administratives, les autorités gouvernementales ou locales interviendront dans l'exercice du commerce libre, soit pour fixer les prix de vente, soit pour déterminer les conditions de mise en vente, de circulation ou de consommation des marchandises, et, de manière plus générale, lorsque lesdites autorités soumettront, sur le marché intérieur, à une limitation quelconque les droits du vendeur, du dépositaire, de l'acheteur ou du consommateur, il ne sera pas fait de différence entre les produits nationaux et ceux de l'autre Haute Partie contractante.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués, originaires du territoire de l'autre Partie contractante, contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment à réprimer et à prohiber par la saisie ou par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, l'entreposage, la vente et la mise en vente de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, sur les factures, lettres de voiture et papiers de commerce, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant, directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Il est entendu que l'engagement réciproque stipulé ci-dessus par les Hautes Parties contractantes ne peut avoir en aucun cas pour conséquence d'ouvrir le droit à un recours pour indemnité contre le gouvernement sur le territoire duquel le fait de concurrence déloyale aura été relevé.

Article 13.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes mesures nécessaires en vue de réprimer sur son territoire l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits vinicoles de l'autre Partie, pour autant que ces appellations soient dûment protégées dans le pays de production et lui aient été notifiées. La notification devra viser la délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations d'origine et la procédure relative à la délivrance du certificat d'origine.

Seront notamment réprimées par la saisie ou la prohibition ou par d'autres sanctions appropriées, conformément à la législation de chaque pays, l'importation et l'exportation, l'entreposage,

Article 9.

The High Contracting Parties shall guarantee each other most-favoured-nation treatment in respect of the carrying out of Customs formalities relating to the transit, warehousing, re-exportation and transshipment of goods, and all other operations to which goods imported, exported or in transit are subject, and also in respect of charges connected therewith.

Article 10.

Within the territory of each of the High Contracting Parties, the natural and manufactured products of the other Party shall not be liable in respect of their production, preparation, handling, sale, circulation, consumption, etc., to internal taxes other or higher than those imposed on similar products of the country.

Should no similar articles be produced in the country, the said taxes shall be applied, without discrimination of any kind, to all identical or similar foreign products irrespective of their origin and the place from which they come.

Article 11.

When the governmental or local authorities interfere with the free exercise of trade by means of legislative or administrative provisions, either for the purpose of fixing sale prices or in order to determine the conditions regarding the offering for sale, the circulation or the consumption of goods and, more generally, when the said authorities in any way limit the rights of the vendor, warehouser, purchaser or consumer in the home market, no distinction shall be made between products of the country and those of the other High Contracting Party.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties undertakes effectively to protect natural or manufactured products originating in the territory of the other Contracting Party from unfair competition in commercial transactions, and more particularly to prevent and prohibit by seizure or by any other appropriate penalties the importation, exportation, manufacture, distribution, warehousing, sale and offering for sale of any products bearing upon themselves or their immediate get-up or outer wrappings, or on invoices, waybills and commercial papers, any marks, names, devices or descriptions whatsoever which are calculated to convey directly or indirectly a false indication of the origin, type, nature or special characteristics of such products or goods.

It is understood that the reciprocal undertaking provided for above by the High Contracting Parties can in no circumstances result in giving a right to claim compensation from the Government in whose territory the case of unfair competition has been discovered.

Article 13.

Each of the High Contracting Parties undertakes to adopt all necessary measures to prevent in its territory an improper use of geographical appellations of origin in respect of the products of the wine industry of the other Party in so far as such appellations are duly protected in the country of production and have been notified to it. Such notification shall indicate precisely the territories to which the said appellations of origin apply and the procedure for the issue of the certificate of origin.

The importation, exportation, warehousing, manufacture, distribution, sale and offering for sale of the products mentioned above, when the casks, bottles, packings or cases containing

la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits visés ci-dessus dans le cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, des marques ou des noms comportant de fausses appellations d'origine sciemment employées.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du Ministère public ou d'une partie intéressée, conformément à la législation respective de chacune des Hautes Parties contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation géographique pour désigner des produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certaines rectifications telles que : (*genre*), (*façon*), (*type*), ou autres.

Aucune appellation géographique d'origine des produits vinicoles de l'une des Hautes Parties contractantes, si elle est dûment protégée dans le pays de production et si elle a été régulièrement notifiée à l'autre Partie, ne pourra être considérée comme ayant un caractère générique.

Seront reconnues de la même manière, les délimitations et les spécifications qui se rapportent à ces appellations.

Article 14.

Pour protéger sur leurs territoires respectifs les droits des auteurs d'œuvres littéraires et artistiques, les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer dans leurs relations réciproques, les dispositions de la Convention¹ internationale signée à Berne, le 9 septembre 1886, révisée à Berlin², le 13 novembre 1908, ainsi que du Protocole additionnel de Berne³, du 20 mars 1914.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes, également adhérentes à la Convention et au Statut⁴ sur la liberté du transit adoptés par la Conférence de Barcelone, le 20 avril 1921, ainsi qu'à la Convention et au Statut⁵ sur le régime des voies navigables d'intérêt international adoptés par ladite conférence le 20 avril 1921, en faciliteront l'application dans les relations entre les deux pays.

Article 16.

Pour les transports par voies ferrées, les Hautes Parties contractantes se feront réciproquement application du traitement de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne le transport des personnes que celui des marchandises, quelle que soit leur provenance ou leur destination.

Article 17.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XII, page 173.

² Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 64 ; vol. LXXXVIII, page 434 ; vol. LXXXIII, page 372 ; vol. C, page 150 ; vol. CVII, page 456, et vol. CXVII, page 43, de ce recueil.

³ Vol. I, page 243 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 69 ; vol. LXXXIII, page 372 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CVII, page 459 ; et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

⁴ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181, et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

⁵ Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 71, et vol. XCVI, page 182, de ce recueil.

them bead marks or names which represent false appellation of origin knowingly employed, shall in particular be repressed by seizure or prohibition or by other appropriate penalties in accordance with the law on of each country.

The seizure of the products complained of, or the other penalties, shall be enforced either at the instance of the Administration or on the application of the Public Prosecutor or an interested party, in accordance with the respective laws of each of the High Contracting Parties.

The prohibition to employ a geographical appellation to designate products of the wine industry other than those which are really entitled thereto shall continue to apply even when the real origin of the products is mentioned or when the false appellations are accompanied by certain rectifications such as (*nature*), (*character*), (*type*), etc.

No geographical appellation of origin in respect of products of the wine industry of either High Contracting Party, if duly protected in the country of production and regularly notified to the other Party, may be regarded as possessing a generic character.

Definitions and specifications relating to such appellations shall be recognised in the same manner.

Article 14.

The High Contracting Parties, with a view to protecting in their respective territories the rights of authors of literary and artistic works, undertake to apply in their relations with each other the provisions of the International Convention ¹ signed at Berne on September 9, 1886 and revised at Berlin ² on November 13, 1908, and the Berne Additional Protocol ³ of March 20, 1914.

Article 15.

The High Contracting Parties, both of which are parties to the Convention and Statute ⁴ on Freedom of Transit adopted by the Barcelona Conference on April 20, 1921, and are also parties to the Convention and Statute ⁵ on the Régime of Navigable Waterways of International Concern adopted by the said Conference on April 20, 1921, shall facilitate the application thereof in the relations between the two countries.

Article 16.

In the case of transport by rail, the High Contracting Parties shall reciprocally apply most-favoured-nation treatment as regards both the transport of persons and the transport of goods, whatever be the place from which the said persons or goods come or whatever be their destination.

Article 17.

Ships and boats flying the flag of either High Contracting Party and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, whatever may be their place of departure

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 77, page 22.

² Vol. I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 359 ; Vol. XXIV, page 139 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 64 ; Vol. LXXVIII, page 434 ; Vol. LXXXIII, page 372 ; Vol. C, page 150 ; Vol. CVII, page 456, and Vol. CXVII, page 43, of this Series.

³ Vol. I, page 243 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 359 ; Vol. XXIV, page 139 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 69 ; Vol. LXXXIII, page 372 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CVII, page 459 ; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

⁴ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181, and Vol. CIV, page 495, de ce recueil.

⁵ Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 307 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 157 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 71, and Vol. XCVI, page 182, of this Series.

soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis à aucun droit ou taxe sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque autorisé par le gouvernement, autres que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

Les cargaisons, quelles qu'en soient la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus forts et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national. Les passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

Article 18.

La détermination de la nationalité des navires de mer sera faite réciproquement par chacune des Hautes Parties contractantes d'après la loi du pavillon.

Article 19.

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes pourront se rendre dans un ou plusieurs ports de l'autre, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs cargaisons, marchandises et passagers en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs cargaisons, marchandises et passagers à destination de l'étranger.

Article 20.

Le bénéfice du traitement national concédé, à titre réciproque, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre ne s'étendra pas :

1° Au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur sur les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes ;

2° A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, non plus qu'aux avantages particuliers dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet ;

3° Aux avantages que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait accorder à ses ressortissants en vue de favoriser le développement de sa marine marchande à titre, soit de prime ou subventions pour la construction ou l'acquisition de navires de commerce, soit de primes ou encouragements quelconques à la marine marchande ;

4° Aux avantages accordés par l'Etat à ses propres navires exploités en régie ou en participation ;

5° Aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique ;

6° A l'exercice des services maritimes des ports, des rades et des plages, à l'exercice des services de sauvetage et d'assistance maritime, ainsi qu'à l'exercice du pilotage et du remorquage.

D'autre part, le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée, concédé à titre réciproque, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre, ne s'étendra pas aux avantages particuliers dont les produits en provenance ou à destination des protectorats français de l'Afrique du Nord sont ou pourraient être l'objet.

Article 21.

Dans les ports de la Turquie, les capitaines des navires de commerce français, et réciproquement dans les ports français, les capitaines de navires de commerce de la Turquie, dont les équipages ne seraient plus au complet par suite de maladie ou d'autres causes, pourront, en se conformant aux lois et règlements de police locaux, engager les marins nécessaires à la continuation du voyage.

or destination, shall be accorded within these waters and ports the same treatment in all respects as national vessels, and shall not be liable therein to any duty or tax of any nature whatsoever levied in the name and on behalf of the State, provinces, communes or any bodies whatsoever authorised by the Government, other than those which are or may hereafter be levied on national vessels.

Cargoes, whatever the place from which they come or their destination, shall not be subject to other or higher duties or charges or to other treatment than goods imported or exported under the national flag. Passengers and their baggage shall be treated in the same manner as if they were being conveyed under the national flag.

Article 18.

The nationality of seagoing vessels shall be determined reciprocally by each of the High Contracting Parties in accordance with the law of the flag.

Article 19.

Vessels of either High Contracting Party may proceed to a port or ports of the other Party for the purpose either of unloading therein all or part of their cargo, goods and passengers coming from foreign countries, or of taking on board all or part of their cargo, goods and passengers consigned to foreign countries.

Article 20.

The benefit of national treatment granted reciprocally by each High Contracting Party to the other shall not extend :

- (1) To the coasting trade, which shall continue to be governed by the laws which are or may hereafter be in force in the territories of each of the High Contracting Parties;
- (2) To fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties, or to the special advantages which products of national fisheries receive or may hereafter receive ;
- (3) To the advantages that each of the High Contracting Parties grants or may hereafter grant to its nationals for the purpose of promoting the development of its mercantile marine either by bounties or subsidies for the building or purchase of merchant vessels or by bounties or encouragements of any kind given to the mercantile marine ;
- (4) To the advantages granted by the State to its own vessels wholly or partly managed by the Government ;
- (5) To privileges granted to yacht clubs ;
- (6) To maritime services in ports and roadsteads and on beaches, and to the exercise of life-saving and maritime assistance and to pilotage and towing services.

Furthermore, the benefit of most-favoured-nation treatment granted subject to reciprocity by one of the High Contracting Parties to the other shall not extend to the special advantages which are or may hereafter be accorded to products coming from or consigned to the French protectorates in North Africa.

Article 21.

The masters of French merchant vessels in Turkish ports and, reciprocally, the masters of Turkish merchant vessels in French ports, whose crews are short of men as a result of sickness or for other reasons, may engage the seamen necessary to continue the voyage provided they comply with the local laws and police regulations.

Article 22.

Il sera loisible à tout navire de l'une des Hautes Parties contractantes qui y aura été contraint par le mauvais temps ou par un cas de force majeure, de se réfugier dans un port de l'autre Partie, de s'y réparer, de s'y procurer tous les approvisionnements nécessaires et de reprendre la mer, sans avoir à payer d'autres droits ou taxes que ceux qui, dans les mêmes circonstances, sont perçus sur les navires nationaux.

Au cas cependant, où le capitaine d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes, réfugié dans un port de l'autre Haute Partie contractante, dans les circonstances prévues au paragraphe précédent, se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison afin de couvrir ses frais, il serait tenu de se conformer aux règlements et tarifs locaux.

Article 23.

Si un navire battant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes vient à échouer ou à faire naufrage sur les côtes de l'autre pays, les autorités locales devront veiller à ce qu'il puisse recevoir secours et assistance et devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui pourront être sauvés. Elles informeront immédiatement l'autorité consulaire compétente la plus rapprochée. Les autorités consulaires respectives pourront prêter assistance à leurs nationaux.

L'intervention des autorités locales ne donnera lieu, à cet égard, à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Le navire ou ses débris, y compris les machines, agrès, appareils, meubles, accessoires de toute nature et documents sauvés du naufrage, seront remis au propriétaire ou à son représentant dûment autorisé, s'il en fait la demande dans les délais prévus par la loi locale. Il en sera de même des marchandises sauvées. En cas de vente, le produit en sera versé audit propriétaire, déduction faite des frais.

L'autorité consulaire de celle des Hautes Parties contractantes à laquelle ressortissent les propriétaires, pourra, à défaut de ceux-ci, requérir la remise des objets sauvés ou de leur produit en cas de vente.

Les marchandises et objets de toute nature qui auront été sauvés du naufrage, ne seront assujettis à aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure.

Article 24.

Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'Algérie.

Article 25.

Sous réserve des dispositions spéciales stipulées au protocole de signature, la présente convention sera applicable aux colonies françaises, aux pays de protectorat de la France, ainsi qu'au Cameroun et au Togo.

Article 26.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles précédents ne s'appliquera pas :

- a) Aux privilèges qui sont ou pourraient être accordés par l'une des Hautes Parties contractantes pour faciliter le trafic frontalier avec les pays limitrophes, dans une zone n'excédant pas 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière ;

Article 22.

Any vessel of one of the High Contracting Parties which has been obliged by stress of weather or by *force majeure* to put in to a port of the other Party may be repaired and take on all necessary supplies therein, and may put out to sea again without being required to pay any duties or taxes other than those which are levied on national vessels under the same circumstances.

Should, however, the master of a vessel belonging to one of the High Contracting Parties that has been compelled to put in to a port of the other High Contracting Party under the circumstances referred to in the preceding paragraph be obliged to sell part of the cargo in order to meet his expenses, he must comply with the local regulations and tariffs.

Article 23.

Should a vessel flying the flag of one of the High Contracting Parties run aground or be wrecked on the coasts of the other country, the local authorities shall ensure that the vessel receives relief and assistance, and shall take all necessary steps for the protection of persons and for the safeguarding of articles which may be salvaged. They shall immediately inform the nearest competent consular authority. The respective consular authorities shall be authorised to give assistance to their nationals.

In such cases the action of the local authorities shall not give rise to the levying of any charges whatsoever, save those made necessary by salvage operations and by the safeguarding of articles salvaged, and also such charges as would be levied in similar cases on vessels of the country.

The vessel or its wreckage, including engines, gear, tackle, furniture, accessories of all kinds and papers which have been salvaged, shall be handed over to the owner or his duly authorised representative should he submit an application within the period laid down by the local law. The same shall apply to goods salvaged. In the case of sale, the proceeds derived therefrom shall be paid to the owner, the expenses being deducted.

The consular authority of the High Contracting Party to which the owners belong may, in the absence of the owners, request the handing over of the articles salvaged or, if the latter have been sold, of the proceeds derived therefrom.

Goods and articles of all kinds which have been salvaged shall not be subject to any Customs duty unless they are placed on the market within the country.

Article 24.

The provisions of the present Convention shall apply to Algeria.

Article 25.

Subject to the special provisions laid down in the Protocol of Signature, the present Convention shall apply to the French colonies, to the countries under French protectorate, and to Cameroons and Togo.

Article 26.

The most-favoured-nation treatment provided for in the preceding Articles shall not apply :

(a) To privileges which are or may hereafter be granted by one of the High Contracting Parties for the purpose of facilitating frontier traffic with contiguous countries within an area not exceeding 15 kilometres on each side of the frontier ;

- b) Au régime douanier spécial institué par la France au profit du Bassin de la Sarre ;
- c) Au régime spécial que la France pourrait instituer en matière tarifaire pour les importations destinées à faciliter les règlements financiers résultant de l'état de guerre où elle s'est trouvée de 1914 à 1918 ;
- d) Aux avantages spéciaux que la Turquie a accordés ou pourrait accorder, en matière de tarif douanier, aux pays détachés de l'Empire ottoman en 1923 ;
- e) Aux avantages préférentiels que la France accorde ou accorderait sur son territoire douanier aux colonies, protectorats et pays placés sous l'autorité de la France ou que ses colonies ou protectorats accordent ou accorderaient à la France, aux autres colonies, protectorats et pays placés sous l'autorité de la France.

Article 27.

Sous réserve des dispositions qui pourraient découler d'une Convention d'arbitrage entre les deux pays, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux Hautes Parties contractantes sur l'interprétation de la présente convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis d'un commun accord par voie de compromis à un arbitrage.

Article 28.

La présente convention est conclue pour un an. Elle sera ratifiée et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications qui aura lieu à Paris.

Elle sera prorogée par voie de tacite reconduction si elle n'est pas dénoncée par l'une des Hautes Parties contractantes six mois au moins avant l'expiration de la période d'un an, et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après sa dénonciation par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Angora, le 29 août 1929.

Charles DE CHAMBRUN.
J. LOUYRIAC.
ZEKAI.
Mustapha SEREF.
Menemenli NUMAN.

Copie certifiée conforme :

*Pour le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*
Maurice Carré.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la convention en date de ce jour, les Hautes Parties contractantes ont décidé de préciser certaines de ses clauses ainsi que leurs conditions d'application suivant les dispositions ci-après :

Ad Article premier.

Les raisins de Smyrne (Izmir) importés de Turquie sur le territoire douanier de la France, suivront le régime applicable, à la date de la signature de la présente convention, aux raisins de Corinthe.

(b) To the special Customs régime established by France in favour of the Saar Territory ;

(c) To any special régime which France may establish in tariff matters in respect of imports intended to facilitate financial settlements resulting from the state of war in which she was placed from 1914 to 1918 ;

(d) To the special privileges which Turkey has granted or may hereafter grant in respect of Customs tariffs to the territories detached from the Ottoman Empire in 1923 ;

(e) To the preferential advantages which France grants or may hereafter grant in her Customs territory to the colonies, protectorates and countries placed under the authority of France or which her colonies or protectorates grant or may hereafter grant to France or to the other colonies, protectorates and countries placed under the authority of France.

Article 27.

Subject to such provisions as may result from an Arbitration Convention between the two countries, disputes which may arise between the two High Contracting Parties with regard to the interpretation of the present Convention and which it has not been possible to settle through the diplomatic channel shall be submitted to arbitration by common consent by means of a special agreement.

Article 28.

The present Convention is concluded for a period of one year. It shall be ratified and shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, which shall take place at Paris.

It shall be extended by tacit agreement if not denounced by either High Contracting Party at least six months before the expiry of the period of one year, and shall remain in force until the expiry of a period of six months after it has been denounced by one or other of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora, August 29, 1929.

Charles DE CHAMBRUN.

J. LOUYRIAC.

ZEKAI.

Mustapha SEREF.

Menemenli NUMAN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention of to-day's date, the High Contracting Parties have decided to indicate more precisely certain of its clauses and the conditions of application thereof, as follows :

Ad Article I.

Smyrna (Izmir) raisins imported from Turkey into the Customs territory of France shall be granted the treatment applicable to currants at the date of signature of the present Convention.

La réduction des droits du tarif minimum prévue pour ces *raisins* servant à la pâtisserie et à la confiserie est exclusivement réservée :

1° Aux envois effectués par colis postal ;

2° Aux envois répondant à la définition et satisfaisant aux conditions inscrites aux notes explicatives du tableau des droits (en caisses de 50 kg. au plus, ou en barils de 80 kg. au plus).

Il est entendu que les raisins secs originaires et en provenance de Turquie, autres que ceux bénéficiant de la réduction ci-dessus prévue, seront considérés comme « *propres à la consommation* » s'ils répondent aux définitions et conditions inscrites aux notes explicatives du tableau des droits.

Ad Article premier et 2.

En ce qui concerne les majorations dont les taxes douanières pourraient être l'objet, le Gouvernement turc déclare que la disposition de l'article 2 ne saurait, à son avis, porter atteinte à la faculté qui lui est reconnue par l'article 3 de la loi turque N° 1499 du 8 juin 1929.

De même le Gouvernement français déclare que la disposition de l'article 1 ne saurait non plus, à son avis, porter atteinte à la faculté qui lui est reconnue par l'article 3 de la loi française du 27 mars 1910.

Ad Article 3.

Conformément à l'article 15 de la loi douanière N° 1499 du 8 juin 1929, aucune majoration du Tarif turc ne peut être mise en vigueur moins de trois mois après la publication au *Journal Officiel*.

Il est bien entendu que, au cas où la Turquie procéderait à une majoration des taux de son tarif douanier, telle qu'elle a été prévue à l'article 3, les deux Hautes Parties contractantes sont d'ores et déjà d'accord pour entamer des négociations, pendant la durée de la convention, en vue de remédier à ces majorations et d'y chercher sur de nouvelles bases une solution de conciliation.

Ad Articles premier et 9.

En ce qui concerne l'application de la présente convention, il ne sera pas fait de distinction entre les différentes parties du territoire de la Turquie ; tous les produits turcs importés en France par la voie d'Istanbul seront en conséquence admis au même régime que s'ils provenaient directement de tout autre port turc.

Ad Article 6.

Les dispositions de l'article 6 concernant les prohibitions d'exportation ne s'appliqueront pas aux dérogations qui font l'objet de Conventions d'Etat bilatérales ou qui sont soumises à des conditions de remplacement ou de compensation.

Sous cette réserve, il est entendu que la stipulation de l'article 6 prévoyant une exception au traitement de la nation la plus favorisée par application des conventions internationales, ne pourra avoir pour effet d'établir une discrimination à l'égard de l'une des Hautes Parties contractantes, dans le cas où le régime adopté par celle-ci, en ce qui concerne les prohibitions visées par les conventions internationales, serait en fait aussi libéral que le traitement de faveur stipulé auxdites conventions.

Il est bien entendu que les dérogations aux prohibitions d'exportation visées à l'Ad article 6 se rapportent, en ce qui concerne la France, exclusivement à la prohibition expressément réservée par le Gouvernement français à la Conférence de Genève de 1927.

The reduction of the duties in the Minimum Tariff provided for in respect of the said raisins, when used for pastry and confectionery, is reserved exclusively :

(1) For consignments sent in postal parcels ;

(2) For consignments coming under the definition and complying with the conditions laid down in the explanatory notes of the table of duties (in cases of not more than 50 kilogrammes, or in barrels of not more than 80 kilogrammes).

It is understood that raisins originating in and coming from Turkey, other than those entitled to the reduction provided for above, shall be regarded as "*for the table*" if they comply with the definitions and conditions laid down in the explanatory notes attached to the table of duties.

Ad Articles 1 and 2.

As regards any increases that may be made in Customs duties, the Turkish Government declares that the provisions of Article 2 cannot, in its opinion, affect the right conferred upon it by Article 3 of the Turkish Law, No. 1499 of June 8, 1929.

The French Government likewise declares that the provisions of Article 1 cannot, in its opinion, affect the right conferred upon it by Article 3 of the French Law of March 27, 1910.

Ad Article 3.

In accordance with Article 15 of the Customs Law, No. 1499 of June 8, 1929, no increase in the Turkish tariff may be put into force till three months have passed from the date on which it has been published in the Official Journal.

It is understood that, should Turkey increase the rates of her Customs tariff, as provided for in Article 3, the two High Contracting Parties hereby agree to set negotiations on foot, during the term of the Convention, with a view to finding a remedy for such increases and seeking a solution by compromise on a new basis.

Ad Articles 1 and 9.

For the purpose of the application of the present Convention, no distinction shall be made between the various parts of Turkish territory ; all Turkish products imported into France through Constantinople shall therefore be entitled to the same treatment as if they came direct from any other Turkish port.

Ad Article 6.

The provisions of Article 6 concerning export prohibitions shall not apply to exceptions which are contained in bilateral conventions or which are subject to conditions relating to replacement or compensation.

Subject to this reservation, it is understood that the clause in Article 6 which provides for an exception to most-favoured-nation treatment as a result of the application of international conventions cannot lead to discrimination against either High Contracting Party should the régime adopted by that Party, in respect of the prohibitions dealt with in international conventions, be in practice as liberal as the privileged treatment provided for in the said conventions.

It is understood that the exceptions to the export prohibitions referred to in Ad Article 6 relate, so far as France is concerned, exclusively to the prohibition in respect of which an explicit reservation was made by the French Government at the Geneva Conference of 1927.

Ad Article 8.

Si l'une des Hautes Parties contractantes accordait ultérieurement à une tierce Puissance des exemptions ou des facilités quelconques en matière de certificats d'origine, le bénéfice de ces avantages serait immédiatement étendu aux importations de l'autre Partie, sous condition de réciprocité.

Ad Article 13.

Les dispositions de cet article visent expressément l'emploi des appellations géographiques d'origine sous forme de marques de fabrique ou de noms de produits vinicoles.

Les autres emplois pouvant prêter à confusion tombent sous la législation respective de chaque pays.

Il est toutefois entendu que la fraude sciemment commise doit être constatée par les tribunaux compétents du lieu où l'emploi abusif aura été fait.

Le Gouvernement français déclare qu'il ne réclamera pas, pendant un délai de dix mois à partir de la mise en vigueur de cette convention, l'application des dispositions de cet article. Au cours dudit délai et au plus tard avant la première reconduction de la présente convention, les deux Hautes Parties contractantes envisageront d'un commun accord, les conditions dans lesquelles l'application de cet article s'effectuera.

Ad Article 14.

Le Gouvernement français déclare qu'il ne réclamera pas, pendant un délai de deux ans, l'application des dispositions des conventions internationales visées par l'article 14 en ce qui concerne le droit de traduction en langue turque actuellement réservé par la Turquie.

Ad Article 17.

Il est entendu que si la Turquie mettait en application dans ses relations avec une Puissance tierce la Convention et le Statut ¹ de Genève du 9 décembre 1923 sur le régime international des Ports maritimes (y compris les annexes et protocole qui y sont joints), l'application de ces actes serait immédiatement étendue aux relations entre la France et la Turquie et se substituerait à celle des recommandations de la Conférence de Barcelone, maintenue en vigueur entre ces deux pays.

Ad Article 21.

Il est entendu que le contrat d'engagement, à condition d'être toujours librement consenti, pourra être conclu, selon la convenance des parties, d'après un modèle conforme aux lois de l'un ou de l'autre pays.

Ad Article 25.

1. Le traitement prévu aux articles premier et 2 s'appliquera aux produits originaires et en provenance des Colonies françaises, des Pays de protectorat de la France ainsi qu'aux territoires du Cameroun et du Togo, que ces produits aient été ou non transbordés dans un port de la Métropole.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416, vol. CVII, page 491 ; vol. CXVII, page 184 ; et vol. CXXII, page 349, de ce recueil.

Ad Article 8.

Should either High Contracting Party hereafter grant to a third Power any exemptions or facilities whatsoever in respect of certificates of origin, such advantages shall be immediately extended to the imports of the other Party, subject to reciprocity.

Ad Article 13.

The provisions of this Article expressly refer to the use of geographical appellations of origin in the form of trade marks or names of products of the wine industry.

Other uses which may lead to confusion shall be dealt with by the respective laws of the two countries.

It is, however, understood that deliberate fraud must be proved by the competent courts of the place in which the improper use has been made.

The French Government declares that for a period of ten months from the coming into force of the present Convention, it will not claim the application of the provisions of this Article. During that period and at latest before the first renewal of the present Convention, the two High Contracting Parties shall consider in common the conditions under which the said Article shall be applied.

Ad Article 14.

The French Government declares that for a period of two years, it will not claim the application of the provisions of the international conventions referred to under Article 14 so far as concerns the right of translation into Turkish, which is at present reserved by Turkey.

Ad Article 17.

It is understood that should Turkey put into force in her relations with a third Power the Convention and Statute¹ of Geneva of December 9, 1923, on the International Régime of Maritime Ports (including the Annexes and Protocol attached thereto), the application of these instruments would be immediately extended to the relations between France and Turkey and would take the place of the Recommendations of the Barcelona Conference, the application of which has been maintained in force between these two countries.

Ad Article 21.

It is understood that the contract of engagement, provided always that it is freely entered into, may be concluded, to meet the convenience of the Parties, according to a model which complies with the laws of one or the other country.

Ad Article 25.

1. The treatment provided for in Articles 1 and 2 shall apply to products originating in and coming from the French colonies, French protectorates and the territories of Cameroons and Togo, whether these products have or have not been transhipped in a port of the home country.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416, Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXVII, page 184 ; and Vol. CXXII, page 349, of this Series.

2. Les articles 6, 13, 17, 19 et 21 ne s'appliqueront pas dans les relations de commerce et de navigation entre la Turquie d'une part et les Colonies et Pays de protectorat de la France et les territoires du Cameroun et du Togo de l'autre.

Toutefois, le Gouvernement français déclare qu'il n'a pas l'intention de recourir dans ses colonies, Pays de protectorat ainsi qu'au Cameroun et au Togo à des mesures de prohibition ou de restriction de nature à instituer un traitement différentiel au détriment de la Turquie.

De même, le Gouvernement turc déclare qu'il n'a pas l'intention de recourir sur le territoire turc à des mesures de prohibition ou de restriction de nature à instituer un traitement différentiel au détriment des Colonies et Pays de protectorat de la France ainsi que du Cameroun et du Togo.

3. Pour l'application de l'article 9 le Gouvernement turc déclare qu'il ne se prévaudra pas des tarifs préférentiels ni des règlements accordés en matière de transit sur le territoire de l'Indo-Chine aux pays limitrophes de cette colonie.

4. Les dispositions des articles 14, 15 et *ad* 17 ne seront applicables dans les relations de commerce et de navigation entre la Turquie d'une part et les Colonies françaises, Pays de protectorat de la France, ainsi que le Cameroun et le Togo de l'autre, que dans la mesure où les Conventions internationales auxquelles ces articles se réfèrent, auront été mises en vigueur dans ces Colonies, Pays de protectorat, Cameroun et Togo.

5° Bien que la Convention¹ franco-turque du 1^{er} novembre 1927 et les articles 17 et 19 de la présente convention relatifs à la navigation dans les ports maritimes ne soient pas applicables aux Colonies et Pays de protectorat de la France ainsi qu'au Cameroun et au Togo, les Hautes Parties contractantes s'accorderont réciproquement, pour les matières qui y sont visées, le traitement de la nation la plus favorisée.

Charles de CHAMBRUN.

J. LOUYRIAC.

ZEKAI.

Mustapha SEREF.

Menemenli NUMAN.

Copie certifiée conforme.

*Pour le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*

Maurice Carré.

¹ Vol. XCII, page 249, de ce recueil.

2. Articles 6, 13, 17, 19 and 21 shall not apply to relations concerning commerce and navigation between Turkey, on the one hand and the French colonies, French protectorates and the territories of Cameroons and Togo, on the other hand.

Nevertheless, the French Government declares that it does not intend to resort in its colonies or protectorates, or in Cameroons or Togo, to measures of prohibition or restriction of such a nature as to establish differential treatment to the detriment of Turkey.

Similarly the Turkish Government declares that it does not intend to resort in Turkish territory to measures of prohibition or restriction of such a nature as to establish differential treatment to the detriment of the French colonies and protectorates, or Cameroons and Togo.

3. As regards the application of Article 9, the Turkish Government declares that it will not avail itself of the preferential tariffs or the regulations granted in respect of transit in the territory of Indo-China to countries contiguous to that colony.

4. The provisions of Articles 14, 15 and *ad* 17 shall apply to relations concerning commerce and navigation between Turkey, on the one hand and the French colonies and protectorates and Cameroons and Togo, on the other, only in so far as the international conventions to which these Articles refer have been put into force in the said colonies and protectorates and in Cameroon and Togo.

5. Although the Franco-Turkish Convention ¹ of November 1, 1927, and Articles 17 and 19 of the present Convention concerning navigation in maritime ports do not apply to the French colonies and protectorates, or to Cameroons and Togo, the High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in respect of the matters dealt with therein.

Charles DE CHAMBRUN.

J. LOUYRIAC.

ZEKAL.

Mustapha SEREF.

Menemenli NUMAN.

¹ Vol. XCII, page 249, of this Series.

LISTE A

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Tarif
20 bis	Boyaux :	
	Frais, bruts	10,—
	Secs ou salés	25,—
21	Peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites	exempts
22	Pelletteries brutes	exempts
ex 23	Laines en masse et en peaux autres	exempts
ex 25	Poils :	
	Bruts	exempts
	Peignés ou cardés de chèvre mohair	exempts
ex 27	Soie :	
	En cocons, étouffés frais	exempts
	En cocons secs	exempts
	En cocons masse	exempts
	En loquettes ou en nappes, à l'état pur, bourre	0,26
ex 33	Cire brute, y compris la crasse	12,—
ex 34	Oeufs de volaille, d'oiseaux et de gibier :	
	a) En coquilles, frais ou conservés par le froid ou par tout autre procédé licite	24,—
ex 70	Orges : grains	15,—
ex 80	Légumes secs :	
	Fèves et fêverolles en grains	7,—
	Haricots en grains nature	15,—
	Lentilles en grains	20,—
	Pois en grains	15,—
ex 84 a	Caroubes	3,—
ex 85	Fruits de table ou autres secs ou tapés :	
	Figues propres à la consommation	6,—
	Noisettes sans coques	20,—
	Noisettes en coques	12,—
	Pistaches	125,—
	Raisins secs « Sultanines » servant à la pâtisserie	40,—
ex 88	Graines et fruits oléagineux :	
	Coton décortiqué	exempts
	Autres, y compris sésame et graines de lin olives	exempts
ex 110 a	Huiles fixes pures, d'olives, destinées à la savonnerie	12,90
ex 112	Huile volatile ou essence :	
	De Rose	65,—
ex 114	Gomme adragante	exempts
123	Opium	exempts
ex 126	Racines :	
	De réglisse, brutes	exempts
ex 141	Coton :	
	Egrené en masse, écru	exempts
141 bis	Déchets de coton	exempts
156	Noix de galle, baies de nerprun (graines jaunes) et avelanèdes, entières, concassées ou moulues	exempts
157	Autres racines, herbes, feuilles, fleurs, baies, graines et fruits propres à la teinture et au tannage	1,70
165	Son de toutes sortes de grains	0,80
ex 179	Ecume de mer	exempts

LIST A.

No. in the French tariff	Designation of goods	Tariff
20 <i>bis</i>	Guts :	
	Fresh, unprepared	10.—
	Dried or salted	25.—
21	Hides, raw, green or dry, large or small	free
22	Peltries, raw	free
ex 23	Wool in the mass and on the skin, other	free
ex 25	Hair :	
	Raw	free
	Combed or carded Mohair goat's hair	free
ex 27	Silk :	
	In cocoons, fresh	free
	In cocoons, dried	free
	In cocoons, in the mass	free
	In scraps or sheets, in pure condition, floss	0.26
ex 33	Crude beeswax, including sediments of	12.—
ex 34	Eggs of poultry, birds or game :	
	(a) In the shell, fresh or preserved by cold or by any other process recognised by law	24.—
ex 70	Barley : grain	15.—
ex 80	Pulse :	
	Beans and horse beans in the grain	7.—
	Whole haricot beans in the natural state	15.—
	Whole lentils	20.—
	Whole peas	15.—
ex 84 <i>a</i>	Carob-beans	3.—
ex 85	Table or other fruit, dried or drained :	
	Figs for the table	6.—
	Hazel-nuts shelled	20.—
	Hazel-nuts in the shell	12.—
	Pistachio nuts	125.—
	Dried sultanias for pastry	40.—
ex 88	Oleaginous seeds and fruits :	
	Cotton, decorticated	free
	Other, including sesame and olive linseed	free
ex 110 <i>a</i>	Fixed oils, pure, of olives, intended for the manufacture of soap	12.90
ex 112	Volatile oils or essences :	
	Of rose	65.—
ex 114	Gum tragacanth	free
123	Opium	free
ex 126	Roots :	
	Liquorice, raw	free
ex 141	Cotton :	
	Ginned in the mass, unbleached	free
141 <i>bis</i>	Cotton waste	free
156	Gall nuts, buckthorn berries (yellow seeds) and valonia nuts, whole, broken or ground	free
157	Other roots, herbs, leaves, flowers, berries, seeds and fruits fit for dying or tanning	1.70
165	Bran from any kind of cereal	0.80
ex 179	Meerschaum	free

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Tarif
ex 221	Cuivre de ciment, cuivre coulé en masses brutes, grenailles, lingots, plaques, anodes	exempts
231	Manganèse (minerai)	exempts
ex 233	Minerai de chrome	exempts
ex 442	Tapis (ex a) à points noués ou enroulés : De 201 à 300 rangées	100,—
	De 301 à 400 rangées	125,—
	De 401 à 500 rangées	190,—
	De 501 rangées et au-dessus	250,—
ex 459 bis	Broderies : Ex 6, A	35,—
	Ex 6, C	40,—
	Ex 7, A	80,—
ex 493	Pelleteries préparées ou en morceaux cousus : Loups marins et loutres de mer ; phoques et bluebachs, petits-gris et sacs de petits-gris, hamsters et lapins blancs ; astrakans moirés et frisés, en peaux et en touloupes, lièvres blancs et sacs de lièvres, chèvres, en peaux et en nappes, moutons et moutons d'Asie, en peaux et en nappes, castors, nutries, blaireaux de Chine, lynx, opossums d'Amérique, renards, rats, skungs, visons	exempts
640 (4ter)	Fume-cigares et fume-cigarettes en ambre, etc	87,—
ex 0377	Valex (extrait de valonnée)	17,50

LISTE B.

Numéros du tarif turc	Désignation des marchandises	Tarification fixée par la loi du 8 juin 1929	Pourcentage de réduction accordé
33	Huiles de poisson : a) Utilisées dans la médecine (y compris le poids des récipients intérieurs)	(Voir art. 3.) 15,—	25 %
ex 60	b) Utilisées dans l'industrie	6,—	17 1/2 %
	Plumes de parure préparées, objets confectionnés avec ces plumes (combinées ou non avec d'autres matières : b) Autres plumes de parure (y compris les éventails et houppes à poudre de riz)	p.k. 75,—	17 1/2 %
ex 75	Peaux ouvrées : a) 2. De veau, vachette et tétaline	175,—	12 1/2 %
	b) 1. De mouton, d'agneau, de chèvre et de chevreau	255,—	12 1/2 %
	c) Peaux de mouton, d'agneau, de chèvre, de chevreau, de serpent, de crocodile, de phoque et toutes autres, vernies, glacées, sablées, imprimées en relief, imitant le velours (peau de Suède), maroquin, dorées, ornées de dessins, de poils ou de toutes autres matières (y compris les peaux coupées pour ganterie)	400,—	15 %
ex 78	Cuir, cuir artificiel : a) Cuir, cuir artificiel et leurs morceaux, de la dimension au moins d'un talon entier	80,—	12 1/2 %

No. in the French tariff	Designation of goods	Tariff
ex 221	Cement-copper, copper cast in rough lumps, granulated, in ingots, slabs, anodes	free
231	Manganese (ore)	free
ex 233	Chromium ore	free
ex 442	Carpets (ex (a)) made with knotted or twisted pile : From 201 to 300 rows From 301 to 400 rows From 401 to 500 rows 501 rows and over	100.— 125.— 190.— 250.—
ex 459 bis	Embroideries : Ex 6. A Ex 6. C. Ex 7. A	35.— 40.— 80.—
ex 493	Peltries, prepared or in sewn pieces : Sea lions and sea otters ; seals and bluebacks ; grey squirrel and pouches of grey squirrel ; hamsters and white rabbits ; astrakhan, clouded and curled, in skins and "touloupes" ; white hares and pouches of white hares ; goats, in skins and covers ; Asiatic sheep and mouflons, in skins and covers ; beaver ; nutria ; Chinese badger ; lynx ; American opossum, fox ; rat ; skunk ; American marten	free
640 (4ter) ex 0377	Cigar- and cigarette-holders in amber, etc. Valex (extract of valonia)	87.— 17.50

LIST B.

No. in the Turkish tariff	Designation of goods	Tariff rate fixed by the Law of June 8, 1929	Percentage of reduction granted
33	Fish oils : (a) Used in medicine (including weight of inner receptacles) (b) Used in industry	(See Article 3.) 15.— 6.—	25 % 17 ½ %
ex 60	Ornamental feathers, prepared, wares made up with such feathers (combined or not with other materials) : (b) Other ornamental feathers (including fans and powder puffs) par kg.	p,k, 75.—	17 ½ %
ex 75	Hides and skins, wrought : (a) 2. Calf, young cow and telatine (b) 1. Sheep, lamb, goat and kid (c) Skins of sheep, lamb, goat, kid, snake, crocodile, seal and all others, varnished, patent, shagreened (sablées), embossed, imitation velvet (Suède), moroccoed, gilt, ornamented with designs, with hair or with any other material (including skins cut out for glove-making)	175.— 255.— 400.—	12 ½ % 12 ½ % 15 %
ex 78	Leather, artificial leather : (a) Leather, artificial leather and pieces thereof not smaller than a heel	80.—	12 ½ %

Numéros du tarif turc	Désignation des marchandises	Tarification fixée par la loi du 8 juin 1929	Pourcentage de réduction accordé
ex 84	Souliers en peau teinte ou non à semelles en cuir ou en d'autres matières (y compris les tchariks confectionnés de peaux avec ou sans poils) :		
	c) 1. La paire pesant jusqu'à 400 grammes	1.600,—	20 %
	c) 2. La paire pesant de 401 jusqu'à 800 grammes . . .	1.360,—	20 %
	c) 3. La paire pesant 800 grammes et au-dessus	1.120,—	20 %
85	Souliers à semelles de cuir ou de toutes autres matières, sauf de caoutchouc, confectionnés, totalement ou partiellement, avec certaines autres matières :		
	a) 1. La paire pesant jusqu'à 400 grammes	1.500,—	20 %
	a) 2. La paire pesant 400 grammes et au-dessus	1.050,—	20 %
	b) 1. La paire pesant jusqu'à 400 grammes	480,—	20 %
	b) 2. La paire pesant 400 grammes et au-dessus	360,—	20 %
ex 87	Objets en peau et en cuir :		
	a) 1. Simples ou combinés avec des matières communes .	880,—	20 %
	a) 2. Combinés avec tissus de soie, ivoire, écaille ou métaux précieux	9.600,—	25 %
89	Courroies de transmission, tuyaux et autres objets en cuir ou peau utilisés dans les machines	60,—	17½ %
91	Autres articles de cuir ou de peau non dénommés ailleurs dans le tarif (combinés ou non avec d'autres matières) . .	600,—	17½ %
102	Fils de laine et de poils de toutes sortes (y compris ceux bobinés pour le tricotage ou le tissage) :		
	a) 1. Contenant jusqu'à 10.000 mètres au kg.	80,—	25 %
	a) 2. Contenant plus de 10.000 mètres au kg.	75,—	25 %
	b) 1. Contenant jusqu'à 10.000 mètres au kg.	92,50	25 %
	b) 2. Contenant plus de 10.000 mètres au kg.	80,—	25 %
	c) 1. Non teints	162,50	25 %
	c) 2. Teints	175,—	25 %
103	Toutes sortes de fils de laine et de poils conditionnés pour la vente au détail (petits écheveaux, pelotes, bobines, tubes, et autres formes (y compris le poids des bobines, papiers et tubes)	162,50	25 %
ex 106	Tissus de laine pure non dénommés ailleurs (y compris les étoffes tricotées) [combinées ou non avec d'autres matières] :		
	a) Pesant jusqu'à 200 grammes au mètre carré	360,—	30 %
	b) Pesant de 201 à 600 grammes au mètre carré	270,—	25 %
ex 107	Tissus de laine à chaîne entièrement en coton :		
	a) Pesant jusqu'à 200 grammes au mètre carré	212,50	25 %
	b) Pesant de 201 à 600 grammes au mètre carré	162,50	25 %
ex 125	Chapeaux et autres coiffures en tissus ou feutre de laine pure ou mélangée de matières textiles autres que la soie naturelle ou artificielle, combinés ou non avec d'autres matières (pour dames, hommes et enfants)	la pièce.	
	a) 2. Autres chapeaux	1,—	10 %
	b) 1. Garnis	6,30	20 %
	b) 2. Non garnis	1,—	10 %
ex 132	Fils et cordonnets (<i>ibrichim</i>) :		
	a) De soie, teints ou non teints (y compris ceux conditionnés pour la vente au détail)	1.050,—	20 %

No. in the Turkish tariff	Designation of goods	Tariff rate fixed by the Law of June 8, 1929	Percentage of reduction granted
ex 84	Shoes of dyed or undyed skin, soled with leather or with other materials (including tchariks made of skin with or without the hair on) :		
	(c) 1. Weighing per pair up to 400 grammes	1,600.—	20 %
	(c) 2. Weighing per pair 401 and up to 800 grammes .	1,360.—	20 %
	(c) 3. Weighing per pair 800 grammes or more	1,120.—	20 %
85	Shoes soled with leather or with any other materials (rubber excepted), wholly or partly made up with certain other materials :		
	(a) 1. Weighing per pair up to 400 grammes	1,500.—	20 %
	(a) 2. Weighing per pair 400 grammes or more	1,050.—	20 %
	(b) 1. Weighing per pair up to 400 grammes	480.—	20 %
	(b) 2. Weighing per pair 400 grammes or more	360.—	20 %
ex 87	Wares of skin or leather :		
	(a) 1. Plain or combined with common materials	880.—	20 %
	(a) 2. Combined with silk fabrics, ivory, tortoise shell or precious metals	9,600.—	25 %
89	Driving belts, hose and other articles of leather or skin, used in connexion with machinery	60.—	17½ %
91	Other articles of leather or skin not elsewhere mentioned in the Tariff (combined or not with other materials) .	600.—	17½ %
102	Yarn of wool and hair of all kinds (including knitting or weaving yarn on reels) containing per kg. :		
	(a) 1. Up to 10,000 metres	80.—	25 %
	(a) 2. More than 10,000 metres	75.—	25 %
	(b) 1. Up to 10,000 metres	92.50	25 %
	(b) 2. More than 10,000 metres	80.—	25 %
	(c) 1. Not dyed . . . } whatever be the length per kg. .	162.50	25 %
	(c) 2. Dyed	175.—	25 %
103	All kinds of wool or hair yarn put up for retail sale (skeins, balls, reels, tubes and other forms) [including weight of reels, paper and tubes]	162.50	25 %
ex 106	Other tissues of pure wool not elsewhere specified (including knitted stuffs) [combined or not with other materials], weighing per sq. metre :		
	(a) Up to 200 grammes	360.—	30 %
	(b) From 201 to 600 grammes	270.—	25 %
ex 107	Tissues of wool with the warp entirely of cotton, weighing per sq. metre :		
	(a) Up to 200 grammes	212.50	25 %
	(b) From 201 to 600 grammes	162.50	25 %
ex 125	Hats and other head gear of tissues or felt of wool pure or mixed with other textile materials, except natural or artificial silk, combined or not with other materials (for ladies, men and children) :		
	(a) 2. Other hats each	1.—	10 %
	(b) 1. Trimmed each	6.30	20 %
	(b) 2. Untrimmed each	1.—	10 %
ex 132	Yarn and twist (<i>ibrichim</i>) :		
	(a) Of silk, dyed or undyed (including that put up for retail sale)	1,050.—	20 %

Numéros du tarif ture	Désignation des marchandises	Tarification fixée par la loi du 8 juin 1929	Pourcentage de réduction accordé
ex 133	Gaze, tulle et étamine en soie naturelle ou artificielle ou mélangée d'autres matières textiles (y compris ceux combinés avec des fils métalliques ou autres matières) :		
	a) Gaze et tulle unis (y compris ceux avec pois ou dessins)	4.200,—	20 %
	b) Tulle pour rideaux (bobinot)	3.600,—	20 %
134	Autres tissus et rubans de soie naturelle ou artificielle (y compris ceux combinés avec des fils métalliques ou mélangés, brodés ou brochés) [les étoffes tricotées sont considérées comme tissus]	3.600,—	30 %
135	Tissus et rubans en soie naturelle ou artificielle mélangée d'autres matières textiles :		
	a) Contenant plus de 10 % jusqu'à 20 % de soie (20 % inclus)	600,—	20 %
	b) Contenant plus de 20 % jusqu'à 50 % de soie (50 % inclus)	1.000,—	20 %
	c) Contenant plus de 50 % jusqu'à 75 % de soie (75 % inclus)	1.600,—	20 %
136	Velours, peluches et tissus et rubans veloutés :		
	a) De soie naturelle ou artificielle	2.400,—	20 %
	b) De soie mélangée d'autres matières textiles (ceux contenant plus de 70 % de soie sont compris dans le paragraphe A)	880,—	20 %
137	Dentelles, garnitures et étoffes tissées à la manière de dentelles, en soie naturelle ou artificielle	4.200,—	20 %
139	Passementerie, tels que galons, lacets, bordures, cordons, boutons, glands, chenilles (combinés ou non, garnitures brodées ou non) :		
	a) De soie naturelle ou artificielle	2.100,—	20 %
	b) De soie naturelle ou artificielle mélangée d'autres matières textiles	1.200,—	20 %
143	Articles de bonneterie tricotés en soie naturelle ou artificielle :		
	a) De soie pure	6.000,—	20 %
	b) De soie mélangée	3.600,—	20 %
145	Mouchoirs, voilettes, châles, etc. :		
	a) De soie pure	4.800,—	20 %
	b) Mélangés ou combinés avec d'autres matières et textiles	3.300,—	20 %
	c) Brodés ou avec application	5.400,—	20 %
146	Cravates en étoffes tissées (toutes formes) :		
	a) En soie naturelle ou artificielle	4.200,—	20 %
	b) Mélangées d'autres textiles	3.000,—	20 %
147	Tissus cousus ou simplement découpés pour parapluies et ombrelles :		
	a) En soie naturelle ou artificielle	4.800,—	20 %
	b) Mélangés d'autres textiles	3.000,—	20 %
149	Sacs à main pour dames, portefeuilles, porte-monnaies, houppes à poudre :		
	a) En soie naturelle ou artificielle	3.000,—	20 %
	b) Mélangés d'autres textiles	1.800,—	20 %
157	Riz :		
	a) En paille	7,50	25 %
	b) Mondé	15,—	20 %
212	Chocolat, cacao préparé avec du sucre (sous toutes formes) [y compris le poids des récipients intérieurs] (mélangés ou non avec d'autres matières)	150,—	20 %

No. in the Turkish tariff	Designation of goods	Tariff rate fixed by the Law of June 8, 1929	Percentage of reduction granted
ex 133	Gauze, tulle and stamin of natural or artificial silk, alone or mixed with other materials (including that combined with metal threads or other materials):		
	(a) Gauze and tulle, plain (including that with points or patterns)	4,200.—	20 %
	(b) Curtain nets (bobbinet)	3,600.—	20 %
134	Other tissues and ribbons of natural or artificial silk, including those combined or mixed with metallic threads, embroidered or figured (knitted stuffs being regarded as tissues)	3,600.—	30 %
135	Tissues and ribbons of natural or artificial silk mixed with other textile materials:		
	(a) If containing over 10 % and up to 20 % inclusive of silk	600.—	20 %
	(b) If containing more than 20 % and up to 50 % inclusive of silk	1,000.—	20 %
	(c) If containing more than 50 % and up to 75 % inclusive of silk	1,600.—	20 %
136	Velvets, plushes and velvety tissues and ribbons:		
	(a) Of natural or artificial silk	2,400.—	20 %
	(b) Of silk mixed with other textile materials (those containing over 70 % of silk are included in paragraph A above)	880.—	20 %
137	Lace, trimmings and lacelike materials, of natural or artificial silk	4,200.—	20 %
139	Passementerie, such as: galloons, tapes, edgings, cords, buttons, tassels, chenilles (combined or not, trimmings embroidered or not):		
	(a) Of natural or artificial silk	2,100.—	20 %
	(b) Of natural or artificial silk mixed with other textile materials	1,200.—	20 %
143	Hosiery and knitted ware of natural or artificial silk:		
	(a) Of pure silk	6,000.—	20 %
	(b) Of mixed silk	3,600.—	20 %
145	Kerchiefs, face veils, shawls, etc.:		
	(a) Of pure silk	4,800.—	20 %
	(b) Mixed or combined with other materials and textiles	3,300.—	20 %
	(c) Embroidered or with applications	5,400.—	20 %
146	Neckties of woven stuffs (all forms):		
	(a) Of natural or artificial silk	4,200.—	20 %
	(b) Mixed with other textile materials	3,000.—	20 %
147	Tissues, sewn or merely cut out for umbrellas or parasols:		
	(a) Of natural or artificial silk	4,800.—	20 %
	(b) Mixed with other textile materials	3,000.—	20 %
149	Ladies' hand bags, pocket books, purses, powder puffs:		
	(a) Of natural or artificial silk	3,000.—	20 %
	(b) Mixed with other textile materials	1,800.—	20 %
157	Rice:		
	(a) With the husk	7.50	25 %
	(b) Husked	15.—	20 %
212	Chocolate, cocoa prepared with sugar (in any form) [including weight of inner receptacles] (mixed or not with other materials)	150.—	20 %

Numéros du tarif turc	Désignation des marchandises	Tarification fixée par la loi du 8 juin 1929	Pourcentage de réduction accordé
215	Vins :		
	a) En tonneau ou autres gros récipients	120,—	25 %
	b) En bouteille, dame-jeanne, cruche (y compris le poids des récipients)	150,—	25 %
216	Vins mousseux (y compris le poids des récipients intérieurs)	500,—	25 %
218	Raki, rhum, cognac, vermouth, whisky, vodka, gin, Amer Picon, Fernet-Branca et autres boissons similaires non sucrées (y compris ceux avec fruits) :		
	a) En tonneau	225,—	20 %
	b) Dans d'autres récipients (y compris le poids des récipients intérieurs)	240,—	20 %
219	Marasquin, curaçao, chartreuse, crème de cacao, de man- darine, de menthe et autres boissons sucrées (y compris le poids des récipients intérieurs)	450,—	20 %
222	Limonades gazeuses sucrées et autres boissons similaires (y compris le poids des récipients intérieurs)	30,—	20 %
ex 223	Graines :		
	d) De légumes, de fleurs et d'arbres de toutes sortes, ainsi que toutes autres graines de végétaux non dénommées ailleurs dans le tarif	10,—	20 %
225	Huile de sésame	36,—	20 %
ex 233	Huiles végétales utilisées pour l'industrie :		
	a) Huile de coco et d'arachide	25,—	20 %
236	Poivre (blanc et noir), piment :		
	a) Non moulus	48,—	20 %
	b) Moulus (y compris le poids des récipients intérieurs) . . .	90,—	20 %
ex 276	Matières végétales et leurs extraits utilisés dans la tannerie :		
	b) Noix de galle, sumac, redoul, fustel et autres	4,50	20 %
	c) Les extraits secs (quebraco, châtaigne, tilleul, mimosa et autres)	24,—	20 %
ex 281	Celluloid, galalithe et articles en ces matières :		
	c) Articles combinés ou non avec d'autres matières	360,—	20 %
325	Papier d'emballage goudronné ou asphalté ou ceux combinés avec des matières textiles	6,—	
335	Papier sensible (de toutes épaisseurs y compris le poids des récipients intérieurs) :		
	a) Papier sensible pour photographie (y compris les cartes sensibles)	62,50	25 %
	b) Papier sensible pour dessins géométriques et autres papiers transparents à calquer	30,—	25 %
369	Fils de coton :		
	Teint, estampé (à un ou plusieurs bouts) :		
	a) Jusqu'à N° 14 anglais (N° 14 inclus)	62,50	20 %
	b) Au-dessus du N° 14 jusqu'à 24 anglais (N° 24 inclus)	67,50	20 %
	c) Au-dessus du N° 24 anglais	60,—	20 %
	Mercerisé, blanchi ou non ou teint (à un ou plusieurs bouts) :		
370	a) Jusqu'à N° 14 anglais (N° 14 inclus)	52,50	20 %
	b) Au-dessus du N° 14 jusqu'à N° 24 anglais (N° 24 inclus)	65,—	20 %
	c) Au-dessus du N° 24 anglais	62,—	20 %
371	Fils conditionnés pour la vente au détail :		
	a) En bobines de bois	65,—	25 %
	b) Sous d'autres formes	125,—	25 %

No. in the Turkish tariff	Designation of goods	Tariff rate fixed by the Law of June 8, 1929	Percentage of reduction granted
215	Wines : (a) In casks or other large receptacles	120.—	25 %
	(b) In bottles, demijohns, jars (including weight of receptacles)	150.—	25 %
216	Sparkling wines (including weight of inner receptacles) . .	500.—	25 %
218	Raki, rum, cognac, vermouth, whisky, vodka, gin, amer Picon, Fernet-Branca and other like non-sugared beverages (including those with fruit) : (a) In casks	225.—	20 %
	(b) In other receptacles (including weight of inner receptacles)	240.—	20 %
219	Maraschino, curaçao, chartreuse, crème de cacao, crème de mandarine, crème de menthe and other sugared bever- ages (including weight of inner receptacles)	450.—	20 %
222	Aerated lemonade, sugared, and other like beverages (including weight of inner receptacles)	30.—	20 %
ex 223	Seeds : (d) Of vegetables, flowers and trees of any kind, also all other seeds of plants not elsewhere mentioned in the Tariff	10.—	20 %
225	Sesame oil	36.—	20 %
ex 233	Vegetable oils used in industry : (a) Coconut and earthnut oils	25.—	20 %
236	Pepper (white and black), all-spice : (a) Not ground	48.—	20 %
	(b) Ground (including weight of inner receptacles) . .	90.—	20 %
ex 276	Vegetable materials and extracts thereof used for tanning purposes : (b) Gallnuts, sumac, roedul, fustic and other	4.50	20 %
	(c) Dry extracts (quebracho, chestnut, linden, mimosa and other)	24.—	20 %
ex 281	Celluloid, galalith and the like, and articles of these materials : (c) Articles combined or not with other materials . .	360.—	20 %
325	Tarred or asphalted packing paper or paper combined with textile materials	6.—	20 %
335	Sensitized paper (of any thickness) [including weight of inner packing] : (a) Sensitized paper for photography (including sensitized cards)	62.50	25 %
	(b) Sensitized paper for geometrical drawings and other, transparent tracing paper	30.—	25 %
369	Cotton yarn : Dyed, printed (one or more strands) : (a) Up to No. 14 English (inclusive)	62.50	20 %
	(b) More than No. 14 up to No. 24 English (inclusive)	67.50	20 %
	(c) More than No. 24 English	60.—	20 %
370	Mercedised, whether bleached or not or dyed (one or more strands) : (a) Up to No. 14 English (inclusive)	52.50	20 %
	(b) More than No. 14 up to No. 24 English (inclusive)	65.—	20 %
	(c) More than No. 24 English	62.—	20 %
371	Yarns made up for retail sale : (a) On wooden reels	65.—	25 %
	(b) In other forms	125.—	25 %

Numéros du tarif turc	Désignation des marchandises	Tarification fixée par la loi du 8 juin 1929	Pourcentage de réduction accordé
378	Tissus de coton blanchis :		
	a) Molle, tanjip	137,50	20 %
	b) Cambric, Victoria, salachpour, mermechahi	95,—	20 %
	c) Batiste, madapolam, flanelle, piqué	50,—	20 %
	d) Toile à voile, toile à tente, toile à tenture	52,50	20 %
ex 380	Bobinot (tulle pour rideaux) canevass toutes sortes :		
	b) Blanchis ou teints	315,—	15 %
381	Tissus ou tricotés de coton, blanchis, teints, estampés, brodés, brochés, non dénommés ailleurs dans le tarif (y compris ceux mélangés ou combinés avec des fils métalliques) :		
	a) Pesant jusqu'à 50 grammes au mètre carré (50 grammes inclus)	180,—	20 %
	b) Pesant plus de 50 grammes jusqu'à 100 grammes au mètre carré (100 grammes inclus)	135,—	20 %
	c) Pesant plus de 100 grammes jusqu'à 150 grammes au mètre carré (150 grammes inclus)	80,—	20 %
	d) Pesant plus de 150 grammes au mètre carré	62,50	20 %
390	Mèches en coton :		
	a) Mèches de lampe, de briquet, de bougie (combinés ou non avec d'autres matières)	50,—	20 %
	b) Mèches à flamme blanche (manchons [y compris celles fabriquées avec d'autres matières, combinées ou non avec d'autres matières, confectionnées ou non confec- tionnées]	112,50	20 %
414	Ficelles, cordes, câbles :		
	a) Jusqu'à 5 mm. de diamètre	37,50	20 %
	b) De 5 mm. de diamètre et au-dessus	25,—	20 %
ex 421	Tissus de lin de toutes sortes (y compris les étoffes tricotées) [y compris avec des fils métalliques, paillettes et autres] :		
	a) 1. En lin pur	625,—	25 %
	a) 2. Mélangés avec d'autres matières textiles végétales	450,—	25 %
	b) 1. En lin pur	300,—	25 %
	b) 2. Mélangés avec d'autres matières textiles végétales	225,—	25 %
	c) 2. Mélangés avec d'autres matières textiles végétales	187,50	25 %
ex 445	Enveloppes, chambres à air et bandages pour bicyclettes, automobiles, voitures et autres moyens de transport (combinés ou non avec d'autres matières) :		
	a) 1. Pour automobiles, camions, autobus et autres véhicules similaires	75,—	25 %
	a) 2. Pour bicyclettes	100,—	25 %
446	Tissus élastiques, tissus trempés dans le caoutchouc, enduits de caoutchouc, sur une face ou à l'intérieur ou collés sur du caoutchouc :		
	a) De soie naturelle ou artificielle ou mélangée	1,050,—	20 %
	b) Tissus de laine pure ou mélangée de matières textiles autres que de la soie	240,—	20 %
	c) D'autres tissus	135,—	20 %
447	Chaussures de toutes sortes (combinées ou non avec des matières autres que le cuir) :		
	a) Entièrement en caoutchouc, l'empeigne en tissu entièrement ou partiellement imperméabilisés avec du caoutchouc	62,50	20 %
	b) A semelles à caoutchouc, l'empeigne étant d'un autre tissu	156,00	25 %

No. in the Turkish tariff	Designation of goods	Tariff rate fixed by the Law of June 8, 1929	Percentage of reduction granted
378	Cotton tissues, bleached :		
	(a) Mulls, tanjip	137.50	20 %
	(b) Cambrics, Victoria's salachpours, mermechahis	95.—	20 %
	(c) Batistes, madapolams, flannelettes, piqués	50.—	20 %
	(d) Sail-cloth, tent-cloth, hangings cloth	52.50	20 %
ex 380	Bobbinet (curtain net), canvas (all kinds) :		
	(b) Bleached or dyed	315.—	15 %
381	Woven or knitted tissues of cotton, bleached, dyed, printed, embroidered, figured (<i>brochées</i>) not elsewhere mentioned in the Tariff (including those mixed or combined with metallic threads), weighing per sq. metre :		
	(a) Up to 50 grammes inclusive	180.—	20 %
	(b) More than 50 up to 100 grammes inclusive	135.—	20 %
	(c) More than 100 up to 150 grammes inclusive	80.—	20 %
	(d) More than 150 grammes	62.50	20 %
390	Cotton wicks :		
	(a) Lamp, lighter and candle wicks (combined or not with other materials)	50.—	20 %
	(b) White flame wicks (mantles) [including those manufactured with other materials, combined or not with other materials, made up or not)	112.50	20 %
414	String, cordage and rope :		
	(a) Up to 5 mm. in diameter	37.50	20 %
	(b) 5 mm. or more in diameter	25.—	20 %
ex 421	Linen tissues of all kinds (including knitted stuffs) [even combined with metallic threads, spangles and the like] :		
	(a) 1. Of pure linen	625.—	25 %
	(a) 2. Of linen mixed with other vegetable textile materials	450.—	25 %
	(b) 1. Of pure linen	300.—	25 %
	(b) 2. Of linen mixed with other vegetable textile materials	225.—	25 %
	(c) 2. Of linen mixed with other vegetable textile materials	187.50	25 %
ex 445	Outer covers, inner tubes and tyres for bicycles, automobiles, carriages and other conveyances (combined or not with other materials) :		
	(a) 1. For automobiles, vans, motor-omnibuses, and other like vehicles	75.—	25 %
	(a) 2. For bicycles	100.—	25 %
446	Elastic tissues, tissues dipped in rubber, coated with rubber on one side or inside, or glued on rubber :		
	(a) Of natural or artificial silk or of mixed silk	1.050.—	20 %
	(b) Of woollen tissues, pure or mixed with textile materials other than silk	240.—	20 %
	(c) Of other tissues	135.—	20 %
447	Footwear of any kind (combined or not with materials other than leather) :		
	(a) Wholly of rubber, the vamp of tissue being wholly or partly waterproofed with rubber	62.50	20 %
	(b) With rubber soles, the vamp being of other tissues	156.00	25 %

Numéros du tarif turc	Désignation des marchandises	Tarification fixée par la loi du 8 juin 1929	Pourcentage de réduction accordé
ex 481	Objets en terre cuite, en argile cuite :		
	a) Tuiles	1,20	30 %
494	Bouteilles, flacons, bocaux, dames-jeannes et similaires (teints ou couleur naturelle) :		
	a) 1. Simples	3,—	20 %
	a) 2. Combinés avec d'autres matières (y compris ceux avec treillis de panier)	6,25	20 %
	b) 1. Combinés ou non avec des matières communes	57,50	20 %
	b) 2. Combinés avec des métaux précieux ou des matières fines (y compris les dorés)	240,—	20 %
ex 498	Glaces à miroir, glaces pour vitrine (y compris les concaves et les convexes) :		
	a) 1. Jusqu'à 2,50 mètres carrés de surface	7,50	20 %
	a) 2. De 2,50 mètres carrés et plus de surface	12,50	20 %
ex 500	Miroirs (encadrés) [avec ou sans biseau] :		
	a) Avec cadre en celluloid en métaux dorés ou argentés, en nickel et similaires	45,—	20 %
	b) Avec cadre en bois, en plâtre, en carton ou autres matières ou métaux communs	33,—	20 %
	c) Avec cadre combiné avec ivoire, écaille, mosaïques, marqueterie ou autres matières similaires	90,—	20 %
505	Lampes à incandescence (ampoules électriques)	87,50	10 %
522	Traverses pour voies ferrées	1,75	30 %
ex 532	Clous en fer :		
	a) 1. Jusqu'à 25 millimètres de longueur	5,—	20 %
	a) 2. Longs de 25 millimètres et au-dessus	3,50	20 %
	c) Clous de fer à cheval	6,25	20 %
	d) Rivets	6,75	20 %
ex 535	Poêles, foyers, braseros en fer :		
	a) Poêles à pétrole, à l'électricité, à gaz, poêles à pétrole à mèche ou à compression (combinés ou non avec d'autres matières)	12,50	10 %
	b) 1. Simples	5,50	10 %
	b) 2. Vernis ou combinés avec d'autres matières	8,—	10 %
ex 538	Outils à main de toutes sortes en fer (avec ou sans manche) :		
	a) Scies de toutes sortes, à dents ou sans dents (y compris les scies en long)	18,—	10 %
	b) Limes :		
	1. Jusqu'à 16 centimètres de longueur	16,—	10 %
	2. Longues de 16 centimètres et au-dessus	10,—	10 %
	c) Vrilles, règles, équerres à coulisse pour mesurer les circonférences, tarières, tournevis, tenailles, marteaux pesant jusqu'à 250 grammes, ciseaux à taille ou à gravure, perceuses à main et vilebrequins de toutes sortes	27,—	10 %
	f) Autres outils non dénommés :		
	1. Pesant chacun jusqu'à 150 grammes	30,—	10 %
	2. Pesant chacun 150 grammes et au-dessus	18,—	10 %
ex 569	Aluminium et ses alliages :		
	e) Objets en aluminium ou de ses alliages (combinés ou non avec d'autres matières) :		
	1. Ustensiles de cuisine et de table et autres objets similaires grossiers	75,—	20 %
573	Objets de plomb ou de ses alliages non dénommés ailleurs :		
	a) Ordinaires	24,—	20 %
	b) Galvanisés avec d'autres métaux communs ou teints	36,—	20 %
	c) Argentés	75,—	20 %

No. in the Turkish tariff	Designation of goods	Tariff rate fixed by the Law of June 8, 1929	Percentage of reduction granted
ex 481	Wares of terra cotta or baked clay :		
	(a) Roofing tiles	1.20	30 %
494	Bottles, flasks, jars, demijohns and the like (coloured or natural shade) :		
	(a) 1. Plain	3.—	20 %
	(a) 2. Combined with other materials (including those with wickerwork)	6.25	20 %
	(b) 1. Combined or not with common materials	57.50	20 %
	(b) 2. Combined with precious metals or with fine materials (including those gilt)	240.—	20 %
ex 498	Mirror glass, plate glass for shop windows (including concave and convex) :		
	(a) 1. Up to 2.50 square metres in area	7.50	20 %
	(a) 2. 2.50 square metres and more in area	12.50	20 %
ex 500	Mirrors (framed) [with or without bevel] :		
	(a) With frame of celluloid, of gilt or silvered metals, of nickel and the like	45.—	20 %
	(b) With frame of wood, of plaster, of cardboard or other materials, or base metals	33.—	20 %
	(c) With frame combined with ivory, tortoise-shell, mosaic, marquetry-work or other similar materials	90.—	20 %
505	Incandescent lamps (electric bulbs)	87.50	10 %
522	Railway sleepers	1.75	30 %
ex 532	Iron nails, having a length of :		
	(a) 1. Up to 25 millimètres	5.—	20 %
	(a) 2. 25 millimètres and over	3.50	20 %
	(c) Horseshoe nails } irrespective of length	6.25	20 %
	(d) Rivets	6.75	20 %
ex 535	Stoves, grates, braziers, of iron :		
	(a) Petroleum, electric and gas stoves, wick or compression petroleum stoves (combined or not with other materials)	12.50	10 %
	(b) 1. Plain	5.50	10 %
	(b) 2. Varnished or combined with other materials	8.—	10 %
ex 538	Hard tools of all kinds, of iron (with or without handle) :		
	(a) Saws of all kinds, toothed or not (including pit saws)	18.—	10 %
	(b) Files, having a length of :		
	1. Up to 16 centimetres	16.—	10 %
	2. 16 centimetres and more	10.—	10 %
	(e) Gimlets, rulers, squares, rules for measuring circumferences, augers, screw-drivers, pliers, hammers weighing up to 250 grammes, cutting or chasing chisels, hand drills and centre-bits of all kinds	27.—	10 %
	(f) Other tools, not specially mentioned, weighing each :		
	1. Up to 150 grammes	30.—	10 %
	2. 150 grammes and more	18.—	10 %
ex 569	Aluminium and aluminium alloys :		
	(e) Articles of aluminium or aluminium alloys (combined or not with other materials) :		
	1. Kitchen and table utensils and other like rough articles	75.—	20 %
573	Articles of lead or of lead alloys, not elsewhere mentioned :		
	(a) Plain	24.—	20 %
	(b) Coated with other base metals or coloured	36.—	20 %
	(c) Silvered	75.—	20 %

Numéros du tarif turc	Désignation des marchandises	Tarification fixée par la loi du 8 juin 1929	Pourcentage de réduction accordé
579	Objets en étain et de ses alliages :		
	a) Ordinaires	150,—	20 %
	b) Galvanisés avec d'autres métaux communs, vernis ou teints	180,—	20 %
	c) Dorés ou argentés	315,—	20 %
582	Autres objets en nickel ou de ses alliages (combinés ou non avec d'autres matières :		
	a) Simples	195,—	20 %
	b) Argentés	450,—	20 %
	c) Dorés	750,—	20 %
ex 667	Voitures automobiles :		
	a) Automobiles pour transport de personnes :		
	2. Pesant de 900 kg. jusqu'à 1.300 kg.	35,—	10 %
	3. Pesant de 1.300 kg. jusqu'à 1.750 kg.	45,—	10 %
	e) Parties de châssis d'automobiles de transport de per- sonnes non dénommées ailleurs	110,—	5 %
ex 669	Voitures automobiles de charge (camions, camionnettes) :		
	a) Complètes	30,—	5 %
ex 704	Couleurs minérales préparées pour l'industrie :		
	b) A huile (sans vernis) [y compris le poids des récipients intérieurs] :		
	1. En récipients pesant jusqu'à 1 kg.	22,50	20 %
	2. En récipients de 1 kg. jusqu'à 5 kg.	20,—	20 %
	c) A vernis :		
	1. En récipients pesant jusqu'à 1 kg.	25,—	20 %
	2. En récipients de 1 kg. jusqu'à 5 kg.	22,50	20 %
854	Eaux minérales et eaux gazeuses (naturelles ou artificielles [y compris le poids des récipients intérieurs])	16,—	25 %

No. in the Turkish tariff	Designation of goods	Tariff rate fixed by the Law of June 8th, 1929	Percentage of reduction granted
579	Articles of tin and of tin alloys :		
	(a) Plain	150.—	20 %
	(b) Coated with other base metals, varnished or painted	180.—	20 %
	(c) Gilt or silvered	315.—	20 %
582	Other articles of nickel or nickel alloys (combined or not with other materials) :		
	(a) Plain	195.—	20 %
	(b) Silvered (including those plated)	450.—	20 %
	(c) Gilt (including those plated)	750.—	20 %
ex 667	Automobile vehicles :		
	(a) Motor cars for carrying persons, weighing :		
	2. 900 to 1,300 kg.	35.—	10 %
	3. 1,300 to 1,750 kg.	45.—	10 %
	(e) Parts of passenger automobile chassis, not elsewhere mentioned	110.—	5 %
ex 669	Motor vehicles for carrying goods (lorries, vans) :		
	(a) Complete	30.—	5 %
ex 704	Mineral paints prepared for industry :		
	(b) With oil (without varnish) [including weight of inner receptacles], in packages weighing :		
	1. Up to 1 kg.	22.50	20 %
	2. 1 kg. and up to 5 kg.	20.—	20 %
	(c) With varnish, in packages weighing :		
	1. Up to 1 kg.	25.—	20 %
	2. 1 kg. and up to 5 kg.	22.50	20 %
854	Mineral waters and aerated waters (natural or artificial) [including weight of inner receptacles]	16.—	25 %

N° 2816.

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE,
BRÉSIL, BULGARIE, etc.

Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, révisée à Berlin, le 13 novembre 1908, et à Rome, le 2 juin 1928.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM,
BRAZIL, BULGARIA, etc.

Convention of Berne for the Protection of Literary and Artistic Works, signed on September 9, 1886, revised at Berlin, November 13, 1908, and at Rome, June 2, 1928.

N° 2816. — CONVENTION¹ DE BERNE POUR LA PROTECTION DES
OEUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, DU 9 SEPTEMBRE
1886, REVISÉE A BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908, ET A ROME,
LE 2 JUIN 1928.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le ministre des
Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 septembre 1931.*

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ;
SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL ; SA MAJESTÉ LE
ROI DES BULGARES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE

¹ *Dépôt des ratifications à Rome :*

BULGARIE	
CANADA	
VILLE LIBRE DE DANTZIG	
FINLANDE	
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD.	
HONGRIE	
INDE.	
ITALIE	
JAPON	

Le Gouvernement japonais a déclaré vouloir conserver la réserve qu'il
avait antérieurement formulée au sujet du droit de traduction. Cette réserve
consiste à substituer à l'article 8 de la Convention de Berne, révisée à Berlin,
le 13 novembre 1908, l'article 5 de la Convention de Berne primitive, du 9 sep-
tembre 1886, dans la version de l'Acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896.

Le Gouvernement japonais a en outre déclaré qu'en vertu de l'article 26,
alinéa premier, de la Convention de Berne révisée en dernier lieu à Rome, le
2 juin 1928, ladite convention est applicable, à partir du jour de sa mise en
vigueur au Japon (1^{er} août 1931) aux territoires ci-après mentionnés : Corée
(Chôsen), Formose (Taiwan), Sakhaline du Sud (Karafuto), territoire à bail
de Kouantoung (Kwantou).

NORVÈGE	
PAYS-BAS (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	
SUÈDE	
SUISSE	

Effectives à partir
du 1^{er} août 1931.

Adhésions :

YUGOSLAVIE	effective à partir du 1 ^{er} août 1931.
LIECHTENSTEIN	effective à partir du 30 août 1931.
LUXEMBOURG	effective à partir du 4 février 1932.
GRÈCE	effective à partir du 25 février 1932.

Le Gouvernement hellénique a déclaré maintenir les réserves formulées lors de son adhésion à la
convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Berlin, le 13

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2816. — CONVENTION ² OF BERNE FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS, SIGNED ON SEPTEMBER 9, 1886, REVISED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908, AND AT ROME, JUNE 2, 1928.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place September 15, 1931.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Ratifications deposited at Rome :

BULGARIA
CANADA
FREE CITY OF DANZIG
FINLAND
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
HUNGARY
INDIA
ITALY
JAPAN

The Japanese Government stated that it desired to maintain the reservation which it had previously made with regard to the right of translation. This reservation consists of replacing Article 8 of the Berne Convention revised in Berlin on November 13, 1908, by Article 5 of the original Berne Convention of September 9, 1886, in the form in which it appears in the Additional Act of Paris of May 4, 1896.

The Japanese Government further stated that, in virtue of Article 26, paragraph 1 of the Berne Convention last revised at Rome on June 2, 1928, the said Convention was applicable as from the date of its coming into force in Japan (August 1st, 1931) in the following territories : Korea (Chosen), Formosa (Taiwan), Southern Sakhalin (Karafuto) and the leased territory of Kwantung (Kwanto).

NORWAY
THE NETHERLANDS (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)
SWEDEN
SWITZERLAND

Effective as from August 1st, 1931.

Accessions :

YUGOSLAVIA effective as from August 1st, 1931.
LIECHTENSTEIN effective as from August 30, 1931.
LUXEMBURG effective as from February 4, 1932.
GREECE effective as from February 25, 1932.

The Greek Government stated that it wished to maintain the reservations made at the moment of its accession to the Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works as revised at Berlin

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; SA MAJESTÉ LE SULTAN DU MAROC ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE AU NOM DE LA POLOGNE ET DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ;

novembre 1908, sur les articles 8 et 11 de cette convention jusqu'ici exécutoire en Grèce. Ces deux réserves visent : l'une, le droit de traduction (à l'article 8 de la Convention de 1908 a été substitué l'article 5 de la Convention de Berne primitive du 9 septembre 1886) ; l'autre, le droit de représentation et d'exécution (à l'article 11 de la convention de 1908 a été substitué l'article 9 de la Convention de Berne primitive du 9 septembre 1886).

La convention est applicable aux colonies et protectorats britanniques ainsi qu'aux territoires sous mandat britannique suivants :

RHODÉSIE DU SUD	avec effet à partir du 31 août 1931.
ILES DU CANAL (Channel Islands)	avec effet à partir du 1 ^{er} août 1931.
BAHAMAS	
BARBADE	
BERMUDES	
GUYANE BRITANNIQUE	
HONDURAS BRITANNIQUE	
CEYLAN	
CHYPRE	
ILES FALKLAND ET DÉPENDANCES	
ILES FIDJI	
GAMBIE (colonie et protectorat)	
GIBRALTAR	
COTE DE L'OR :	
a) COLONIE	
b) ACHANTI	
c) TERRITOIRES SEPTENTRIONAUX	
d) TOGO SOUS MANDAT BRITANNIQUE	
HONG-KONG	
JAMAÏQUE (y compris les Iles Turques et Caïques et les Iles Caïman)	
KÉNIA (colonie et protectorat)	
ILES-SOUS-LE-VENT :	
ANTIGOA	
DOMINIQUE	
MONTERRAT	
ST-CRISTOPHE ET NÉVIS	
ILES VIERGES	
MALTE	
ILE MAURICE	
NIGÉRIA	
a) COLONIE	
b) PROTECTORAT	
c) CAMEROUN SOUS MANDAT BRITANNIQUE	
RHODÉSIE DU NORD	
NYASSALAND (protectorat)	
PALESTINE (y compris la Transjordanie)	
SAINTE-HÉLÈNE ET ASCENSION	
SEYCHELLES	
SIERRA LEONE (colonie et protectorat)	
SOMALIE (protectorat)	

avec effet à partir
du 1^{er} octobre 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG ; HIS MAJESTY THE SULTAN OF MOROCCO ; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, IN THE NAME OF POLAND AND OF THE FREE CITY OF DANZIG ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE FEDERAL

on November 13, 1908, in respect of Articles 8 and 11 of the said convention which has, up to the present, been in force in Greece. The first of these two reservations refer to the right of translation (Article 8 of the 1908 Convention has been replaced by Article 5 of the original Berne Convention of September 9, 1886) ; and the second to the right of representation and public performance (Article 11 of the 1908 Convention has been replaced by Article 9 of the original Berne Convention of September 9, 1886).

The Convention is applicable to the following British Colonies, Protectorates and Mandated Territories :

SOUTHERN RHODESIA	with effect as from August 31, 1931.
CHANNEL ISLANDS	with effect as from August 1st, 1931.
BAHAMAS	
BARBADOS	
BERMUDA	
BRITISH GUIANA	
BRITISH HONDURAS	
CEYLON	
CYPRUS	
FALKLAND ISLANDS AND DEPENDENCIES	
FIJI	
GAMBIA (Colony and Protectorate)	
GIBRALTAR	
GOLD COAST :	
a) COLONY	
b) ASHANTI	
c) NORTHERN TERRITORIES	
d) TOGOLAND UNDER BRITISH MANDATE	
HONGKONG	with effect as from October 1st 1931.
JAMAICA (including Turks and Caicos Islands and Cayman Islands)	
KENYA (Colony and Protectorate)	
LEEWARD ISLANDS :	
ANTIGUA	
DOMINICA	
MONTSERRAT	
ST. CHRISTOPHER AND NEVIS	
VIRGIN ISLANDS	
MALTA	
MAURITIUS	
NIGERIA	
a) COLONY	
b) PROTECTORATE	
c) CAMEROONS UNDER BRITISH MANDATE	
NORTHERN RHODESIA	
NYASALAND PROTECTORATE	
PALESTINE (including Transjordan)	
SAINT-HELENA AND ASCENSION	
SEYCHELLES	
SIERRA LEONE (Colony and Protectorate)	
SOMALILAND PROTECTORATE	

LES ETATS DE SYRIE ET DU GRAND LIBAN ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; SON ALTESSE LE BEY DE TUNIS,

Egalement animés du désir de protéger d'une manière aussi efficace et aussi uniforme que possible les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques,

Ont résolu de reviser et de compléter l'Acte signé à Berlin ¹ le 13 novembre 1908.

Ils ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Son Excellence M. le Dr h. c. baron Constantin VON NEURATH, ambassadeur d'Allemagne à Rome ;

M. Georg KLAUER, conseiller ministériel au Ministère de la Justice ;

M. Wilhelm MACKEBEN, conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères ;

M. le Dr Eberhard NEUGEBAUER, conseiller ministériel au Ministère des Postes et Télégraphes ;

M. le Dr Johannes MITTELSTAEDT, conseiller intime de Justice, avocat à la Cour suprême du Reich ;

M. Maximilian MINTZ, président du groupe allemand de l'Association littéraire et artistique internationale ;

M. le Dr h. c. Max VON SCHILLINGS, professeur, sénateur de l'Académie prussienne des Beaux Arts, membre du Comité de l'Association des compositeurs allemands ;

M. le Dr Ludwig FULDA, sénateur de l'Académie prussienne des Beaux Arts, président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques allemands, président de la Fédération internationale des auteurs et compositeurs dramatiques et vice-président de la Confédération internationale des Sociétés d'auteurs et compositeurs ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le Dr Auguste HESSE, conseiller ministériel ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. le comte DELLA FAILLE DE LEVERGHEM, ambassadeur de S. M. le Roi des Belges à Rome ;

Son Excellence M. Jules DESTREE, membre de la Chambre des Représentants, ministre plénipotentiaire ;

M. Paul WAUWERMANS, membre de la Chambre des Représentants ;

Suite de la note page 212 :

TERRITOIRES DE LA HAUTE-COMMISSION SUD-AFRICAINE:

BASSOUTOLAND

BETCHOUANALAND (protectorat)

SWAZILAND

STRAITS SETTLEMENTS

TERRITOIRE DE TANGANYIKA

TRINITÉ ET TOBAGO

OUGANDA (protectorat)

ILES DU PACIFIQUE OCCIDENTAL :

ILES SALOMON BRITANNIQUES (protectorat)

ILES GILBERT ET ELLICE (colonie)

ILES DU VENT :

GRENADE

SAINTE-LUCIE

SAINT-VINCENT

avec effet à partir
du 1^{er} octobre 1931.

¹ Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 64 ; vol. LXXVIII, page 434 ; vol. LXXXIII, page 372 ; vol. C, page 150 ; vol. CVII, page 456 ; et vol. CXVII, page 43, de ce recueil.

COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION ; THE STATES OF SYRIA AND GRAND LEBANON ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; HIS HIGHNESS THE BEY OF TUNIS,

Being equally animated by the desire to protect in as effective and uniform a manner as possible the rights of authors over their literary and artistic works,

Have resolved to revise and to complete the Act signed at Berlin¹ on the 13 November, 1908. They have consequently appointed as their Plenipotentiaries, that is to say :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

His Excellency Dr. (Hon.) Baron Constantin VON NEURATH, German Ambassador at Rome ;

P. Georg KLAUER, Ministerial Counsellor at the Ministry of Justice ;

M. Wilhelm MACKEBEN, Counsellor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs ;

Dr. Eberhard NEUGEBAUER, Ministerial Counsellor at the Ministry of Posts and Telegraphs ;

Dr. Johannes MITTELSTAEDT, Privy Councillor of Justice, advocate of the Supreme Court of the Reich ;

M. Maximilian MINTZ, President of the German Branch of the International Literary and Artistic Society ;

Dr. (Hon.) Max VON SCHILLINGS, Professor, Senator of the Prussian Academy of Fine Arts, Member of the Committee of the Association of German Composers ;

Dr. Ludwig FULDA, Senator of the Prussian Academy of Fine Arts, President of the Society of German Authors and Dramatists, President of the International Federation of Authors and Dramatists Societies and Vice-President of the International Federation of Authors' and Composers' Societies.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Auguste HESSE, Ministerial Counsellor.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Count DELLA FAILLE DE LEVERGHEM, Ambassador of His Majesty the King of the Belgians at Rome ;

His Excellency M. Jules DESTREE, Member of the Chamber of Representatives, Minister Plenipotentiary ;

M. Paul WAUWERMANS, Member of the Chamber of Representatives.

Note to follow on page 213 :

SOUTH-AFRICA HIGH COMMISSION TERRITORIES :

BASUTOLAND

BECHUANALAND PROTECTORATE

SWAZILAND

STRAITS SETTLEMENTS

TANGANYIKA TERRITORY

TRINIDAD AND TOBAGO

UGANDA PROTECTORATE

WESTERN PACIFIC ISLANDS OF :

BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTORATE

GILBERT AND ELLICE ISLANDS COLONY

WINDWARD ISLANDS :

GRENADA

SAINT-LUCIA

SAINT-VINCENT

with effect as from
October 1st 1931.

¹ Vol. I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 359 ; Vol. XXIV, page 139 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 64 ; Vol. LXXXVIII, page 434 ; Vol. LXXXIII, page 372 ; Vol. C, page 150 ; Vol. CVII, page 456 ; and Vol. CXVII, page 43, of this Series.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

- Son Excellence M. F. PESSOA DE QUEIROZ, ancien diplomate, journaliste, député, membre de la Commission de diplomatie et traités de la Chambre ;
M. Joao Severiano DA FONSECA HERMES junior, premier secrétaire de l'Ambassade du Brésil à Rome ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

- M. Stoil C. STOILOFF, conseiller de la Légation de Bulgarie à Rome ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

- Son Excellence M. I. C. W. KRUSE, chambellan, ministre de Danemark à Rome ;
M. F. GRAAE, chef de Département au Ministère de l'Instruction publique ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

- M. Francisco De Paula ALVAREZ-OSSORIO, avocat, chef d'administration de la Corporation des archivistes, bibliothécaires et Archéologues, sous-directeur du Musée Archéologique National ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE :

- Son Excellence M. Karl TOFER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Esthonie à Rome ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

- Son Excellence M. le Dr Emile SETÄLÄ, professeur à l'Université de Helsinki, envoyé extraordinaire et ministre de Finlande à Copenhague, ancien ministre des Affaires étrangères ;
Son Excellence M. le Dr Rolf THESLEFF, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande à Rome ;
M. George WINCKELMANN, conseiller de Légation, chef de la Direction juridique au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

- Son Excellence M. Maurice DE BEAUMARCHAIS, ambassadeur de la République française à Rome ;
M. Marcel PLAISANT, député, avocat à la Cour d'Appel de Paris ;
M. GRUNEBaum- BALLIN, maître des Requêtes honoraire au Conseil d'Etat, président du Conseil de Préfecture de la Seine, jurisconsulte de la Direction générale des Beaux Arts ;
M. DROUETS, directeur de la Propriété industrielle au Ministère du Commerce ;
M. Georges MAILLARD, avocat à la Cour d'Appel de Paris, président de l'Association littéraire et artistique internationale ;
M. André RIVOIRE, président de la Société française des orateurs et conférenciers, ancien président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, président de la Confédération internationale des Sociétés d'auteurs et compositeurs dramatiques ;
M. Romain COOLUS, président d'honneur de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, délégué général de la Confédération des travailleurs intellectuels ;
M. André MESSEAGER, membre de l'Institut, ancien président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

His Excellency M. F. PESSOA DE QUEIROZ, former diplomat, journalist, Deputy, Member of the Diplomacy and Treaties Committee of the Chamber ;
M. João Severiano DA FONSECA HERMES Junior, First Secretary of the Brazilian Embassy at Rome.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Stoil C. STOILOFF, Counsellor of the Bulgarian Legation at Rome.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

His Excellency M. I. C. W. KRUSE, Chamberlain, Danish Minister at Rome ;
M. F. GRAAE, Chief of Department at the Ministry of Public Education.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

M. Francisco De Paula ALVAREZ-OSSORIO, Advocate, Administrative Chief of the Corporation of Archivists, Librarians and Archæologists, Deputy Director of the National Archaeological Museum.

THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Karl TOFER, Estonian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

His Excellency Dr. Emile SETÄLÄ, Professor at the University of Helsinki, Finnish Envoy Extraordinary and Minister at Copenhagen, Former Minister for Foreign Affairs ;

His Excellency Dr. Rolf THESLEFF, Finnish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome ;

M. George WINCKELMANN, Counsellor of Legation, Chief of the Legal Department at the Ministry of Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency M. Maurice DE BEAUMARCHAIS, French Ambassador at Rome ;

M. Marcel PLAISANT, Deputy, Advocate at the Paris Court of Appeal ;

M. GRUNEBaum -BALLIN, Honorary Master of Requests of the Council of State, President of the Council of the Prefecture of the Seine ; Legal Adviser to the Department of Fine Arts ;

M. DROUETS, Director of Industrial Property at the Ministry of Commerce ;

M. Georges MAILLARD, Advocate at the Paris Court of Appeal, President of the International Literary and Artistic Association ;

M. André RIVOIRE, President of the French Society of Public Speakers and Lecturers, Former President of the Society of Authors and Dramatists, President of the International Federation of Authors' and Dramatists' Societies ;

M. Romain COOLUS, Honorary President of the Society of Authors and Dramatists, General Delegate of the Confederation of Intellectual Workers ;

M. André MESSAGER, Member of the Institute, Former President of the Society of Authors and Dramatists.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Sydney CHAPMAN, K. C. B., C. B. E., principal conseiller économique du Gouvernement de Sa Majesté britannique ;
M. William Smith JARRATT, contrôleur au Département de la Propriété industrielle ;
M. Alfred James MARTIN, O. B. E., sous-contrôleur au Département de la Propriété industrielle ;

POUR LE DOMINION DU CANADA :

M. l'Hon. Philippe ROY, C. P., commissaire général du Canada à Paris.

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Sir William HARRISSON MOORE, K. B. E., C. M. G.

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

M. Samuel George RAYMOND, K. C.

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

M. Michael MAC WHITE, représentant de l'Etat libre d'Irlande à la Société des Nations.

POUR L'INDE :

M. G. Graham DIXON.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence M. Nicolas MAVROUDIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grèce à Rome.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence André DE HÓRY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie à Rome.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence M. le Prof. Vittorio SCIALOJA, ministre d'Etat, sénateur ;
Son Excellence M. Edoardo PIOLA-CASELLI, président de Chambre à la Cour de Cassation ;
M. Vincenzo MORELLO, sénateur président de la Société des auteurs ;
M. Ermanno AMICUCCI, député ;
M. Arrigo SOLMI, député, professeur à l'Université de Pavie ;
M. le Prof. Amedeo GIANNINI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire honoraire ;
M. Domenico BARONE, conseiller d'Etat ;
M. Cesare VIVANTE, professeur de droit commercial à l'Université de Rome ;
M. Emilio VENEZIAN, inspecteur général au Ministère de l'Economie nationale ;
M. le D^r Alfredo JANNONI-SEBASTIANINI, directeur du Bureau de la Propriété intellectuelle ;
M. Mario GHIRON, professeur à l'Université de Rome.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Son Excellence M. Michikazu MATSUDA, ambassadeur du Japon à Rome ;
M. Tomoharu AKAGI, directeur au Bureau de reconstruction.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Victor Auguste BRUCK, docteur en droit, consul du Luxembourg à Rome.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH TERRITORIES BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Sydney CHAPMAN, K. C. B., C. B. E., Principal Economic Adviser to His Britannic Majesty's Government ;
Mr William Smith JARRATT, Comptroller of the Industrial Property Department ;
Mr Alfred James MARTIN, O. B. E., Assistant Comptroller of the Industrial Property Department.

FOR THE DOMINION OF CANADA :

The Hon. Philippe ROY, Canadian Commissioner-General at Paris.

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

Sir William HARRISON MOORE, K. B. E., C. M. G.

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

Mr Samuel George RAYMOND, K. C.

FOR THE IRISH FREE STATE :

Mr Michael MAC WHITE, Representative of the Irish Free State at the League of Nations.

FOR INDIA :

Mr G. Graham DIXON.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency M. (Nicolas) MAVROUDIS, Greek Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency André DE HÓRY, Hungarian Envoy Extraordinary and Ministre Plenipotentiary at Rome.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Professor Vittoria SCIALOJA, Minister of State, Senator.
His Excellency M. Edoardo PIOLA-CASELLI, Président of Chamber at the Court of Cassation.
M. Vincenzo MORELLO, Senator, President of the Society of Authors ;
M. Ermanno AMICUCCI, Deputy ;
M. Arrigo SOLMI, Deputy, Professor at the University of Pavia ;
Professor Amedeo GIANNINI, Envoy Extraordinary and Honorary Minister Plenipotentiary ;
M. Domenico BARONE, Counsellor of State ;
M. Cesare VIVANTE, Professor of Commercial Law at the University of Rome ;
M. Emilio VENEZIAN, Inspector General at the Ministry of National Economy ;
Dr. Alfredo JANNONI-SEBASTIANINI, Director of the Department of Intellectual Property ;
M. Mario GHIRON, Professor at the University of Rome.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency M. Michikazu MATSUDA, Japanese Ambassador at Rome ;
M. Tomoharu AKAGI, Director of the Department of Reconstruction.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Victor Auguste BRUCK, Doctor of Laws, Consul of Luxemburg at Rome.

SA MAJESTÉ LE SULTAN DU MAROC :

Son Excellence M. Maurice DE BEAUMARCHAIS, ambassadeur de la République française à Rome.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. Raoul SAUVAGE, chancelier de la Légation de Monaco à Rome.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son Excellence M. Arnold RÆSTAD, docteur en droit, ancien ministre des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. H. L. DE BEAUFORT, docteur en droit ;

M. le D^r F. W. J. G. Snijder DE WISSENKERKE, ancien conseiller du Ministère de la Justice ancien président du Conseil des brevets, président du Groupe néerlandais de l'Association littéraire et artistique internationale ;

M. le D^r L. J. Plemp VAN DUIVELAND, directeur du service de presse au Ministère des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

POUR LA POLOGNE :

Son Excellence M. Stefan SIECZKOWSKI, procureur de la Cour de Cassation à Varsovie, directeur du Département législatif au Ministère de la Justice ;

M. le Prof. Fryderyk ZOLL, professeur à l'Université de Cracovie.

POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

Son Excellence M. Stefan SIECZKOWSKI, procureur de la Cour de Cassation à Varsovie, directeur du Département législatif au Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Son Excellence M. Enrique TRINDADE COELHO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Portugal à Rome.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Théodore SOLACOLO, avocat.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence M. le baron Erik Marks DE WURTEMBERG, ancien ministre des Affaires étrangères, président de la Cour d'appel de Stockholm ;

M. Erik LIDFORSS, avocat.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

Son Excellence M. Georges WAGNIÈRE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse à Rome ;

M. Walther KRAFT, directeur du Bureau fédéral de la Propriété intellectuelle ;

M. Adolf STREULI, docteur en droit et avocat à Zurich.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

POUR LES ETATS DE SYRIE ET DU GRAND LIBAN :

Son Excellence M. Maurice DE BEAUMARCHAIS, ambassadeur de la République française à Rome.

HIS MAJESTY THE SULTAN OF MOROCCO :

His Excellency M. Maurice DE BEAUMARCHAIS, French Ambassador at Rome.

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

M. Raoul SAUVAGE, Chancellor of the Legation of Monaco at Rome.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

His Excellency M. Arnold RÆSTAD, Doctor of Laws, Former Minister for Foreign Affairs.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. H. L. DE BEAUFORT, Doctor of Laws ;

Dr. F. W. J. G. Snijder DE WISSENKERKE, Former Counsellor of the Ministry of Justice, Former President of the Patents Board, President of the Netherlands Branch of the International Literary and Artistic Association ;

Dr. L. J. Plemp VAN DUIVELAND, Director of the Press Service at the Ministry of Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

FOR POLAND :

His Excellency M. Stefan SIECZKOWSKI, Public Prosecutor at the Court of Cassation at Warsaw, Director of the Legislative Department of the Ministry of Justice ; Professor Fryderyk ZOLL, Professeur at the University of Cracow.

FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

His Excellency M. Stefan SIECZKOWSKI, Public Prosecutor at the Court of Cassation at Warsaw, Director of the Legislative Department of the Ministry of Justice.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

His Excellency M. Enrique TRINDADE COELHO, Portuguese Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Theodore SOLACOLO, Advocate.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Baron Erik Marks DE WURTEMBERG, Former Minister for Foreign Affairs, President of the Stockholm Court of Appeal ;

M. Erik LIDFORSS, Advocate.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

His Excellency M. Georges WAGNIÈRE, Swiss Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome ;

M. Walther KRAFT, Director of the Federal Department for Intellectual Property ;

M. Adolf STREULI, Doctor of Laws and Advocate, Zurich.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

FOR THE STATES OF SYRIA AND GRAND LEBANON :

His Excellency M. Maurice DE BEAUMARCHAIS, French Ambassador at Rome.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Son Excellence M. le D^r Voitech MASTNY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Rome ;

M. le D^r Karel HERMANN-OTAVSKY, professeur à la Faculté de droit de l'Université Carolina de Prague, président du Groupe national de l'Association littéraire et artistique internationale.

SON ALTESSE LE BEY DE TUNIS :

Son Excellence M. Maurice DE BEAUMARCHAIS, ambassadeur de la République française à Rome ;

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les pays auxquels s'applique la présente convention sont constitués à l'état d'union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

Article 2.

1. Les termes « œuvres littéraires et artistiques » comprennent toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression, telles que : les livres, brochures et autres écrits ; les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature ; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les œuvres chorégraphiques et les pantomimes, dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement ; les compositions musicales avec ou sans paroles ; les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure et de lithographie ; les illustrations, les cartes géographiques ; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

2. Sont protégés comme des ouvrages originaux, sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres reproductions transformées d'une œuvre littéraire ou artistique, ainsi que les recueils de différentes œuvres.

3. Les Pays de l'Union sont tenus d'assurer la protection des œuvres mentionnées ci-dessus.

4. Les œuvres d'art appliqué à l'industrie sont protégées autant que permet de le faire la législation intérieure de chaque pays.

Article 2 bis.

1. Est réservée à la législation intérieure de chaque Pays de l'Union la faculté d'exclure partiellement ou totalement de la protection prévue à l'article précédent les discours politiques et les discours prononcés dans les débats judiciaires.

2. Est réservée également à la législation intérieure de chaque Pays de l'Union la faculté de statuer sur les conditions dans lesquelles les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature pourront être reproduits par la presse. Toutefois l'auteur seul aura le droit de réunir lesdites œuvres en recueil.

Article 3.

La présente convention s'applique aux œuvres photographiques et aux œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie. Les Pays de l'Union sont tenus d'en assurer la protection.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

His Excellency Dr. Voitech MASTNY, Czechoslovak Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome ;

Dr. Karel HERMANN-OTAVSKY, Professor in the Faculty of Law at the Carolina University at Prague, President of the National Branch of the International Literary and Artistic Association.

HIS HIGHNESS THE BEY OF TUNIS :

His Excellency M. Maurice DE BEAUMARCHAIS, French Ambassador at Rome.

Who, being hereto duly authorised, have agreed as follows :

Article 1.

The countries to which the present Convention applies are constituted into a Union for the protection of the rights of authors over their literary and artistic works.

Article 2.

1. The term " literary and artistic works " shall include every production in the literary, scientific and artistic domain, whatever may be the mode or form of its expression, such as books, pamphlets and other writings ; lectures, addresses, sermons and other works of the same nature ; dramatic or dramatico-musical works, choreographic works and entertainments in dumb show, the acting form of which is fixed in writing or otherwise ; musical compositions with or without words ; works of drawing, painting, architecture, sculpture, engraving and lithography ; illustrations, geographical charts, plans, sketches, and plastic works relative to geography, topography, architecture or science.

2. Translations, adaptations, arrangements of music and other reproductions in an altered form of a literary or artistic work, as well as collections of different works, shall be protected as original works without prejudice to the rights of the author of the original work.

3. The countries of the Union shall be bound to make provision for the protection of the above-mentioned works.

4. Works of art applied to industrial purposes shall be protected so far as the domestic legislation of each country allows.

Article 2 bis.

1. The right of partially or wholly excluding political speeches and speeches delivered in legal proceedings from the protection provided by the preceding Article is reserved for the domestic legislation of each country of the Union.

2. The right of fixing the conditions under which lectures, addresses, sermons and other works of the same nature may be reproduced by the press is also reserved for the domestic legislation of each country of the Union. Nevertheless the author shall have the sole right of making a collection of the said works.

Article 3.

The present Convention shall apply to photographic works and to works produced by a process analogous to photography. The countries of the Union shall be bound to make provision for their protection.

Article 4.

1. Les auteurs ressortissants à l'un des Pays de l'Union jouissent, dans les Pays autres que le pays d'origine de l'œuvre, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un Pays de l'Union, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, ainsi que des droits spécialement accordés par la présente convention.

2. La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité ; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre. Par suite, en dehors des stipulations de la présente convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée.

3. Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre : pour les œuvres non publiées, celui auquel appartient l'auteur ; pour les œuvres publiées, celui de la première publication ; et pour les œuvres publiées simultanément dans plusieurs Pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte. Pour les œuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un Pays de l'Union, c'est ce dernier pays qui est exclusivement considéré comme pays d'origine.

4. Par « œuvres publiées » il faut, dans le sens de la présente convention, entendre les œuvres éditées. La représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art et la construction d'une œuvre d'architecture ne constituent pas une publication.

Article 5.

Les ressortissants de l'un des Pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans un autre Pays de l'Union, ont, dans ce dernier pays, les mêmes droits que les auteurs nationaux.

Article 6.

1. Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des Pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans l'un de ces pays, jouissent, dans ce Pays, des mêmes droits que les auteurs nationaux, et dans les autres Pays de l'Union, des droits accordés par la présente convention.

2. Néanmoins, lorsqu'un pays étranger à l'Union ne protège pas d'une manière suffisante les œuvres des auteurs qui sont ressortissants de l'un des Pays de l'Union, ce pays pourra restreindre la protection des œuvres dont les auteurs sont, au moment de la première publication de ces œuvres, ressortissant de l'autre pays et ne sont pas domiciliés effectivement dans l'un des Pays de l'Union.

3. Aucune restriction, établie en vertu de l'alinéa précédent, ne devra porter préjudice aux droits qu'un auteur aura acquis sur une œuvre publiée dans un Pays de l'Union avant la mise à exécution de cette restriction.

4. Les Pays de l'Union qui, en vertu du présent article, restreindront la protection des droits des auteurs, le notifieront au Gouvernement de la Confédération suisse par une déclaration écrite où seront indiqués les pays vis-à-vis desquels la protection est restreinte, de même que les restrictions auxquelles les droits des auteurs ressortissant à ce pays sont soumis. Le Gouvernement de la Confédération suisse communiquera aussitôt le fait à tous les Pays de l'Union.

Article 6 bis.

1. Indépendamment des droits patrimoniaux d'auteur, et même après la cession desdits droits, l'auteur conserve le droit de revendiquer la paternité de l'œuvre, ainsi que le droit de s'opposer

Article 4.

1. Authors who are nationals of any of the countries of the Union shall enjoy in countries other than the country of origin of the work, for their works, whether unpublished or first published in a country of the Union, the rights which the respective laws do now or may hereafter grant to natives, as well as the rights specially granted by the present Convention.

2. The enjoyment and the exercise of these rights shall not be subject to the performance of any formality ; such enjoyment and such exercise are independent of the existence of protection in the country of origin of the work. Consequently, apart from the express stipulations of the present Convention, the extent of protection, as well as the means of redress secured to the author to safeguard his rights, shall be governed exclusively by the laws of the country where protection is claimed.

3. The country of origin of the work shall be considered to be : in the case of unpublished works, the country to which the author belongs ; in the case of published works, the country of first publication ; and in the case of works published simultaneously in several countries of the Union, the country the laws of which grant the shortest term of protection. In the case of works published simultaneously in a country outside the Union and in a country of the Union, the latter country shall be considered exclusively as the country of origin.

4. By " published works " must be understood, for the purposes of the present Convention, works copies of which have been issued to the public. The representation of a dramatic or dramatico-musical work, the performance of a musical work, the exhibition of a work of art, and the construction of a work of architecture shall not constitute a publication.

Article 5.

Authors who are nationals of one of the countries of the Union and who first publish their works in another country of the Union shall have in the latter country the same rights as native authors.

Article 6.

1. Authors who are not nationals of one of the the countries of the Union, and who first publish their works in one of those countries, shall enjoy in that country the same rights as native authors, and in the other countries of the Union the rights granted by the present Convention.

2. Nevertheless, where any country outside the Union fails to protect in an adequate manner the works of authors who are nationals of one of the countries of the Union, the latter country may restrict the protection given to the works of authors who are at the date of the first publication thereof nationals of the other country and are not effectively domiciled in one of the countries of the Union.

3. No restrictions introduced by virtue of the preceding paragraph shall in any way affect the rights which an author may have acquired in respect of a work published in a country of the Union before such restrictions were put in force.

4. The countries of the Union which restrict the grant of copyright in accordance with the present Article, shall give notice thereof to the Government of the Swiss Confederation by a written declaration specifying the countries in regard to which protection is restricted, and the restrictions to which rights of authors who are nationals of those countries are subjected. The Government of the Swiss Confederation will immediately communicate this declaration to all the countries of the Union.

Article 6 bis.

1. Independently of the author's copyright, and even after transfer of the said copyright, the author shall have the right to claim authorship of the work, as well as the right to object to any

à toute déformation, mutilation ou autre modification de ladite œuvre, qui serait préjudiciable à son honneur ou à sa réputation.

2. Il est réservé à la législation nationale des Pays de l'Union d'établir les conditions d'exercice de ces droits. Les moyens de recours pour les sauvegarder seront réglés par la législation du pays où la protection est réclamée.

Article 7.

1. La durée de la protection accordée par la présente convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

2. Toutefois, dans le cas où cette durée ne serait pas uniformément adoptée par tous les Pays de l'Union, la durée sera réglée par la loi du pays où la protection sera réclamée et elle ne pourra excéder la durée fixée dans le Pays d'origine de l'œuvre. Les Pays de l'Union ne seront, en conséquence tenus d'appliquer la disposition de l'alinéa précédent que dans la mesure où elle se concilie avec leur droit interne.

3. Pour les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie, pour les œuvres posthumes, pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, la durée de la protection est réglée par la loi du pays où la protection est réclamée, sans que cette durée puisse excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre.

Article 7 bis.

1. La durée du droit d'auteur appartenant en commun aux collaborateurs d'une œuvre est calculée d'après la date de la mort du dernier survivant des collaborateurs.

2. Les ressortissants des Pays qui accordent une durée de protection inférieure à celle que prévoit l'alinéa premier ne peuvent pas réclamer dans les autres Pays de l'Union une protection de plus longue durée.

3. En aucun cas la durée de protection ne pourra expirer avant la mort du dernier survivant des collaborateurs.

Article 8.

Les auteurs d'œuvres non publiées, ressortissant à l'un des Pays de l'Union, et les auteurs d'œuvres publiées pour la première fois dans un de ces pays, jouissent, dans les autres Pays de l'Union, pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres.

Article 9.

1. Les romans-feuilletons, les nouvelles et toutes autres œuvres, soit littéraires, soit scientifiques, soit artistiques, quel qu'en soit l'objet, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des Pays de l'Union, ne peuvent être reproduits dans les autres pays sans le consentement des auteurs.

2. Les articles d'actualité, de discussion économique, politique ou religieuse peuvent être reproduits par la presse si la reproduction n'en est pas expressément réservée. Toutefois, la source doit toujours être clairement indiquée ; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du pays où la protection est réclamée.

3. La protection de la présente convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse.

distortion, mutilation or other modification of the said work which would be prejudicial to his honour or reputation.

2. The determination of the conditions under which these rights shall be exercised is reserved for the national legislation of the countries of the Union. The means of redress for safeguarding these rights shall be regulated by the legislation of the country where protection is claimed.

Article 7.

1. The term of protection granted by the present Convention shall be the life of the author and fifty years after his death.

2. Nevertheless, in case such term of protection should not be uniformly adopted by all the countries of the Union, the term shall be regulated by the law of the country where protection is claimed, and must not exceed the term fixed in the country of origin of the work. Consequently the countries of the Union shall only be bound to apply the provisions of the preceding paragraph in so far as such provisions are consistent with their domestic laws.

3. For photographic works and works produced by a process analogous to photography, for posthumous works, for anonymous or pseudonymous works, the term of protection shall be regulated by the law of the country where protection is claimed, provided that the said term shall not exceed the term fixed in the country of origin of the work.

Article 7 bis

1. The term of copyright protection belonging in common to joint authors of a work shall be calculated according to the date of the death of the author who dies last.

2. Authors who are nationals of the countries which grant a term of protection shorter than that mentioned in paragraph 1 cannot claim a longer term of protection in the other countries of the Union.

3. In no case may the term of protection expire before the death of the author who dies last.

Article 8.

The authors of unpublished works, who are nationals of one of the countries of the Union, and the authors of works first published in one of those countries, shall enjoy, in the other countries of the Union, during the whole term of the right in the original work, the exclusive right of making or authorising a translation of their works.

Article 9.

1. Serial stories, tales, and all other works, whether literary, scientific or artistic, whatever their object, published in the newspapers or periodicals of one of the countries of the Union may not be reproduced in the other countries without the consent of the authors.

2. Articles on current economic, political or religious topics may be reproduced by the press unless the reproduction thereof is expressly reserved. Nevertheless, the source must always be clearly indicated; the legal consequences of the breach of this obligation shall be determined by the laws of the country where protection is claimed.

3. The protection of the present Convention shall not apply to news of the day or to miscellaneous information which is simply of the nature of items of news.

Article 10.

En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, est réservé l'effet de la législation des Pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

Article 11.

1. Les stipulations de la présente convention s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales et à l'exécution publique des œuvres musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

2. Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales sont, pendant la durée de leur droit sur l'œuvre originale, protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

3. Pour jouir de la protection du présent article, les auteurs, en publiant leurs œuvres, ne sont pas tenus d'en interdire la représentation ou l'exécution publique.

Article 11 bis.

1. Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser la communication de leurs œuvres au public par la radiodiffusion.

2. Il appartient aux législations nationales des Pays de l'Union de régler les conditions d'exercice du droit visé à l'alinéa précédent, mais ces conditions n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies. Elles ne pourront en aucun cas porter atteinte ni au droit moral de l'auteur, ni au droit qui appartient à l'auteur d'obtenir une rémunération équitable fixée, à défaut d'accord amiable, par l'autorité compétente.

Article 12.

Sont spécialement compris, s parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, telles que adaptations, arrangements de musique, transformations d'un roman, d'une nouvelle ou d'une poésie en pièce de théâtre et réciproquement, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction de cet ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, et sans présenter le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Article 13.

1. Les auteurs d'œuvres musicales ont le droit exclusif d'autoriser : 1^o l'adaptation de ces œuvres à des instruments servant à les reproduire mécaniquement ; 2^o l'exécution publique des mêmes œuvres au moyen de ces instruments.

2. Des réserves et conditions relatives à l'application de cet article pourront être déterminées par la législation intérieure de chaque pays en ce qui le concerne ; mais toutes réserves et conditions de cette nature n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies.

3. La disposition de l'alinéa premier n'a pas d'effet rétroactif et, par suite, n'est pas applicable, dans un Pays de l'Union, aux œuvres qui, dans ce pays, auront été adaptées licitement aux instruments mécaniques avant la mise en vigueur de la Convention signée à Berlin le 13 novembre 1908

Article 10.

As regards the liberty of extracting portions from literary or artistic works for use in publications destined for educational purposes, or having a scientific character, or for chrestomathies, the effect of the legislation of the countries of the Union and of special arrangements existing, or to be concluded, between them is not affected by the present Convention.

Article 11.

1. The stipulations of the present Convention shall apply to the public representation of dramatico-musical works and to the public performance of musical works, whether such works be published or not.

2. Authors of dramatic or dramatico-musical works shall be protected during the existence of their right over the original work against the unauthorised public representation of translations of their works.

3. In order to enjoy the protection of the present Article, authors shall not be bound in publishing their works to forbid the public representation or performance thereof.

Article 11 bis

1. Authors of literary and artistic works shall enjoy the exclusive right of authorising the communication of their works to the public by radio-communication.

2. The national legislations of the countries of the Union may regulate the conditions under which the right mentioned in the preceding paragraph shall be exercised, but the effect of those conditions will be strictly limited to the countries which have put them in force. Such conditions shall not in any case prejudice the moral right (*droit moral*) of the author, nor the right which belongs to the author to obtain an equitable remuneration which shall be fixed, failing agreement, by the competent authority.

Article 12.

The following shall be specially included among the unlawful reproductions to which the present Convention applies : Unauthorised indirect appropriations of a literary or artistic work, such as adaptations, musical arrangements, transformations of a novel, tale, or piece of poetry, into a dramatic piece and *vice versa*, &c., when they are only the reproduction of that work, in the same form or in another form, without essential alterations, additions, or abridgments and do not present the character of a new original work.

Article 13.

1. The authors of musical works shall have the exclusive right of authorising (1) the adaptation of those works to instruments which can reproduce them mechanically ; (2) the public performance of the said works by means of these instruments.

2. Reservations and conditions relating to the application of this Article may be determined by the domestic legislation of each country in so far as it is concerned ; but the effect of any such reservations and conditions will be strictly limited to the country which has put them in force.

3. The provisions of paragraph (1) shall not be retroactive, and consequently shall not be applicable in any country of the Union to works which have been lawfully adapted in that country to mechanical instruments before the coming into force of the Convention signed at Berlin on the

et s'il s'agit d'un pays qui aurait accédé à l'Union depuis cette date, ou y accéderait dans l'avenir avant la date de son accession.

4. Les adaptations faites en vertu des alinéas 2 et 3 du présent article et importées, sans autorisation des parties intéressées, dans un pays où elles ne seraient pas licites, pourront y être saisies.

Article 14.

1. Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser la reproduction, l'adaptation et la présentation publique de leurs œuvres par la cinématographie.

2. Sont protégées comme œuvres littéraires ou artistiques les productions cinématographiques lorsque l'auteur aura donné à l'œuvre un caractère original. Si ce caractère fait défaut, la production cinématographique jouit de la protection des œuvres photographiques.

3. Sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre reproduite ou adaptée, l'œuvre cinématographique est protégée comme une œuvre originale.

4. Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la reproduction ou production obtenue par tout autre procédé analogue à la cinématographie.

Article 15.

1. Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les Tribunaux des divers Pays de l'Union, à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

2. Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant-cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Article 16.

1. Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des Pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

2. Dans ce Pays, la saisie peut aussi s'appliquer aux reproductions provenant d'un Pays où l'œuvre n'est pas protégée ou a cessé de l'être.

3. La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque Pays.

Article 17.

Les dispositions de la présente convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au gouvernement de chacun des Pays de l'Union de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Article 18.

1. La présente convention s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.

13 November, 1908, and in the case of a country which has acceded to the Union since that date, or accedes in the future, before the date of its accession.

4. Adaptations made in virtue of paragraphs (2) and (3) of the present Article, and imported without the authority of the interested parties into a country where they would not be lawful, shall be liable to seizure in that country.

Article 14.

1. Authors of literary, scientific or artistic works shall have the exclusive right of authorising the reproduction, adaptation and public presentation of their works by cinematography.

2. Cinematographic productions shall be protected as literary or artistic works if the author has given the work an original character. If this character is absent, the cinematographic production shall enjoy protection as a photographic work.

3. Without prejudice to the rights of the author of the work reproduced or adapted, a cinematographic work shall be protected as an original work.

4. The above provisions apply to reproduction or production effected by any other process analogous to cinematography.

Article 15.

1. In order that the authors of works protected by the present Convention shall, in the absence of proof to the contrary, be considered as such, and be consequently admitted to institute proceedings against pirates before the courts of the various countries of the Union, it will be sufficient that their name be indicated on the work in the accustomed manner.

2. For anonymous or pseudonymous works, the publisher whose name is indicated on the work shall be entitled to protect the rights belonging to the author. He shall be, without other proof, deemed to be the legal representative of the anonymous or pseudonymous author.

Article 16.

1. Pirated works may be seized by the competent authorities of any country of the Union where the original work enjoys legal protection.

2. In such a country the seizure may also apply to reproductions imported from a country where the work is not protected, or has ceased to be protected.

3. The seizure shall take place in accordance with the domestic legislation of each country.

Article 17.

The provisions of the present Convention cannot in any way derogate from the right belonging to the Government of each country of the Union to permit, to control, or to prohibit, by measures of domestic legislation or police, the circulation, representation, or exhibition of any works or productions in regard to which the competent authority may find it necessary to exercise that right.

Article 18.

1. The present Convention shall apply to all works which at the moment of its coming into force have not yet fallen into the public domain in the country of origin through the expiration of the term of protection.

2. Cependant, si une œuvre, par l'expiration de la durée de protection qui lui était antérieurement reconnue, est tombée dans le domaine public du Pays où la protection est réclamée, cette œuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

3. L'application de ce principe aura lieu suivant les stipulations contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet entre Pays de l'Union. A défaut de semblables stipulations, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à cette application.

4. Les dispositions qui précèdent s'appliquent également en cas de nouvelles accessions à l'Union et dans le cas où la protection serait étendue par application de l'article 7 ou par abandon de réserves.

Article 19.

Les dispositions de la présente convention n'empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient édictées par la législation d'un Pays de l'Union en faveur des étrangers en général.

Article 20.

Les Gouvernements des Pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conféreraient aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente convention. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

Article 21.

1. Est maintenu l'Office international institué sous le nom de « Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ».

2. Ce Bureau est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

3. La langue officielle du Bureau est la langue française.

Article 22.

1. Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonne et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les Gouvernements des Pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

2. Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

3. Le directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les membres de l'Union.

2. If, however, through the expiration of the term of protection which was previously granted, a work has fallen into the public domain of the country where protection is claimed, that work shall not be protected anew in that country.

3. The application of this principle shall take effect according to the stipulations contained in special Conventions existing, or to be concluded, to that effect between countries of the Union. In the absence of such stipulations, the respective countries shall regulate, each in so far as it is concerned, the manner in which the said principle is to be applied.

4. The above provisions shall apply equally in case of new accessions to the Union, and also in the event of the term of protection being extended by the application of Article 7 or by abandonment of reservations.

Article 19.

The provisions of the present Convention shall not prevent a claim being made for the application of any wider provisions which may be made by the legislation of a country of the Union in favour of foreigners in general.

Article 20.

The Governments of the countries of the Union reserve to themselves the right to enter into special arrangements between each other, provided always that such arrangements confer upon authors more extended rights than those granted by the Union, or embody other stipulations not contrary to the present Convention. The provisions of existing arrangements which answer to the above-mentioned conditions shall remain applicable.

Article 21.

1. The International Office established under the name of the " Office of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works " shall be maintained.

2. That Office is placed under the high authority of the Government of the Swiss Confederation, which regulates its organisation and supervises its working.

3. The official language of the Office shall be French.

Article 22.

1. The International Office collects every kind of information relative to the protection of the rights of authors over their literary and artistic works. It arranges and publishes such information. It undertakes the study of questions of general interest concerning the Union, and, by the aid of documents placed at its disposal by the different Administrations, edits a periodical publication in the French language on the questions which concern the objects of the Union. The Governments of the countries of the Union reserve to themselves the power to authorise by common accord the publication by the Office of an edition in one or more other languages, if experience should show this to be requisite.

2. The International Office will always hold itself at the disposal of members of the Union with the view to furnish them with any special information which they may require relative to the protection of literary and artistic works.

3. The Director of the International Office shall make an annual report on his administration, which shall be communicated to all the members of the Union.

Article 23.

1. Les dépenses du Bureau de l'Union internationale sont supportées en commun par les pays de l'Union. Jusqu'à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de cent vingt mille francs suisses par année. Cette somme pourra être augmentée au besoin par décision unanime d'une des Conférences prévues à l'article 24.

2. Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les Pays de l'Union et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe	25 unités
2 ^{me} »	20 »
3 ^{me} »	15 »
4 ^{me} »	10 »
5 ^{me} »	5 »
6 ^{me} »	3 »

3. Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

4. Chaque pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé, mais il pourra toujours déclarer ultérieurement qu'il entend être rangé dans une autre classe.

5. L'Administration suisse prépare le budget du Bureau et en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres administrations.

Article 24.

1. La présente convention peut être soumise à des revisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

2. Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, sont traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les Pays de l'Union entre les délégués desdits pays. L'Administration du Pays où doit siéger une Conférence prépare, avec le concours du Bureau international, les travaux de celle-ci. Le directeur du Bureau assiste aux séances des Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

3. Aucun changement à la présente convention n'est valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent.

Article 25.

1. Les Pays étrangers à l'Union et qui assurent la protection légale des droits faisant l'objet de la présente convention, peuvent y accéder sur leur demande.

2. Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

3. Elle emportera de plein droit adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente convention et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par le pays adhérent. Toutefois, elle pourra contenir l'indication que le Pays adhérent entend substituer, provisoirement au moins, à l'article 8, en ce qui concerne

Article 23.

- 1. The expenses of the Office of the International Union shall be shared by the countries of the Union. Until a fresh arrangement be made, they cannot exceed the sum of one hundred and twenty thousand Swiss francs a year. This sum may be increased, if necessary, by the unanimous decision of one of the Conferences provided for in Article 24.
- 2. The share of the total expense to be paid by each country shall be determined by the division of the countries of the Union and those subsequently acceding to the Union into six classes, each of which shall contribute in the proportion of a certain number of units, viz. :

1st class	25 Units
2nd class	20 »
3rd class	15 »
4th class	10 »
5th class	5 »
6th class	3 »

- 3. These coefficients are multiplied by the number of countries of each class, and the total product thus obtained gives the number of units by which the total expense is to be divided. The quotient gives the amount of the unit of expense.
- 4. Each country shall declare, at the time of its accession, in which of the said classes it desires to be placed, but it may subsequently declare that it wishes to be placed in another class.
- 5. The Swiss Administration prepares the Budget of the Office, superintends its expenditure, makes the necessary advances, and draws up the annual account which shall be communicated to all the other Administrations.

Article 24.

- 1. The present Convention may be submitted to revisions in order to introduce therein amendments calculated to perfect the system of the Union.
- 2. Questions of this kind, as well as those which are of interest to the Union in other respects, shall be considered in Conferences to be held successively in the countries of the Union by delegates of the said countries. The Administration of the country where a Conference is to meet prepares, with the assistance of the International Office, the programme of the Conference. The Director of the Office shall attend at the sittings of the Conferences, and shall take part in the discussions without the right to vote.
- 3. No alteration in the present Convention shall be binding on the Union except by the unanimous consent of the countries composing it.

Article 25.

- 1. Countries outside the Union which make provision for the legal protection of the rights forming the object of the present Convention may accede thereto on request to that effect.
- 2. Such accession shall be notified in writing to the Government of the Swiss Confederation, who will communicate it to all the other countries of the Union.
- 3. Such accession shall imply full adhesion to all the clauses and admission to all the advantages provided by the present Convention, and shall take effect one month after the date of the notification made by the Government of the Swiss Confederation to the other countries of the Union, unless some later date has been indicated by the adhering country. It may, nevertheless, contain an indication that the adhering country wishes to substitute, provisionally at least, for Article 8,

les traductions, les dispositions de l'article 5 de la Convention d'Union¹ de 1886 révisée à Paris² en 1896, étant bien entendu que ces dispositions ne visent que la traduction dans la ou les langues du Pays.

Article 26.

1. Chacun des Pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente convention est applicable à tout ou partie de ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou tous autres territoires soumis à sa souveraineté ou à son autorité, ou tous territoires sous suzeraineté, et la convention s'appliquera alors à tous les territoires désignés dans la notification. A défaut de cette notification, la convention ne s'appliquera pas à ces territoires.

2. Chacun des Pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente convention cesse d'être applicable à tout ou partie des territoires qui ont fait l'objet de la notification prévue à l'alinéa qui précède, et la convention cessera de s'appliquer dans les territoires désignés dans cette notification douze mois après réception de la notification adressée au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Toutes les notifications faites au Gouvernement de la Confédération suisse, conformément aux dispositions des alinéas premier et 2 du présent article, seront communiquées par ce gouvernement à tous les Pays de l'Union.

Article 27.

1. La présente convention remplacera dans les rapports entre les Pays de l'Union la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et les actes qui l'ont successivement révisée. Les actes précédemment en vigueur conserveront leur application dans les rapports avec les Pays qui ne ratifieraient pas la présente convention.

2. Les Pays au nom desquels la présente convention est signée pourront encore conserver le bénéfice des réserves qu'ils ont formulées antérieurement à la condition d'en faire la déclaration lors du dépôt des ratifications.

3. Les Pays faisant actuellement partie de l'Union, au nom desquels la présente convention n'aura pas été signée, pourront en tout temps y adhérer. Ils pourront bénéficier en ce cas des dispositions de l'alinéa précédent.

Article 28.

1. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Rome au plus tard le 1^{er} juillet 1931.

2. Elle entrera en vigueur entre les Pays de l'Union qui l'auront ratifiée un mois après cette date. Toutefois si, avant cette date, elle était ratifiée par six Pays de l'Union au moins, elle entrerait en vigueur entre ces Pays de l'Union un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse et, pour les Pays de l'Union qui ratifieraient ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

3. Les pays étrangers à l'Union pourront, jusqu'au premier août 1931, accéder à l'Union, par voie d'adhésion, soit à la Convention signée à Berlin le 13 novembre 1908, soit à la présente convention. A partir du premier août 1931, ils ne pourront plus adhérer qu'à la présente convention.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XII, page 173.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXIV, page 758.

which relates to translations, the provisions of Article 5 of the Convention of 1886¹ revised at Paris² in 1896, on the understanding that those provisions shall apply only to translations into the language or languages of that country.

Article 26.

1. Any country of the Union may at any time notify in writing to the Government of the Swiss Confederation that the present Convention shall apply to all or any of its Colonies, Protectorates, territories under mandate or any other territories subject to its sovereignty or to its authority, or any territories under suzerainty, and the Convention shall thereupon apply to all the territories named in such notification. Failing such notification, the Convention shall not apply to any such territories.

2. Any country of the Union may at any time notify in writing to the Government of the Swiss Confederation that the present Convention shall cease to apply to all or any of the territories which have been made the subject of a notification under the preceding paragraph, and the Convention shall cease to apply in the territories named in the notification given under this paragraph twelve months after the receipt of the latter notification by the Government of the Swiss Confederation.

3. All notifications given to the Government of the Swiss Confederation in accordance with the provisions of paragraphs (1) and (2) of the present Article shall be communicated by that Government to all the countries of the Union.

Article 27.

1. The present Convention shall replace, in regard to the relations between the countries of the Union, the Convention of Berne of the 9 September, 1886, and the subsequent revisions thereof. The instruments previously in force shall continue to be applicable in regard to relations with countries which do not ratify the present Convention.

2. The countries on whose behalf the present Convention is signed may retain the benefit of the reservations which they have previously formulated on condition that they make a declaration to that effect at the time of the deposit of their ratifications.

3. The countries which are actually members of the Union, but on whose behalf the present Convention is not signed, may adhere to the Convention at any time. In that event they may enjoy the benefit of the provisions of the preceding paragraph.

Article 28.

1. The present Convention shall be ratified, and the ratifications deposited at Rome, not later than the 1 July, 1931.

2. It shall come into force between the countries which have ratified it, one month after that date; nevertheless, if before that date, it has been ratified by at least six countries of the Union, it shall come into force between those countries one month after the deposit of the sixth ratification has been notified to them by the Government of the Swiss Confederation and, in the case of countries which ratify thereafter, one month after the notification of each of such ratifications.

3. Until the 1 August, 1931, countries outside the Union may accede to the Union by adhering either to the Convention signed at Berlin on the 13 November, 1908, or to the present Convention. On or after the 1 August, 1931, they may adhere only to the present Convention.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 77, page 22.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 88, page 36.

Article 29.

1. La présente convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

2. Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres Pays de l'Union.

Article 30.

1. Les pays qui introduiront dans leur législation la durée de protection de cinquante ans prévue par l'article 7, alinéa premier, de la présente convention, le feront connaître au Gouvernement de la Confédération suisse par une notification écrite qui sera communiquée aussitôt par ce gouvernement à tous les autres Pays de l'Union.

2. Il en sera de même pour les pays qui renonceront aux réserves faites ou maintenues par eux en vertu des articles 25 et 27.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait à Rome, le 2 juin 1928, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement royal d'Italie. Une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chaque Pays de l'Union.

Pour l'Allemagne :

C. VON NEURATH.
Georg KLAUER.
Wilhelm MACKEBEN
Eberhard NEUGEBAUER
Maximilian MINTZ.
Max VON SCHILLINGS.

Pour l'Autriche :

D^r August HESSE

Pour la Belgique :

Comte DELLA FAILLE DE LEVERGHEM
WAUWERMANS

Pour les Etats-Unis du Brésil :

F. PESSOA DE QUEIROZ
J. S. DA FONSECA HERMES, Jr.

Pour la Bulgarie :

G. RADÉFF.

Article 29.

1. The present Convention shall remain in force for an indefinite period until the termination of a year from the day on which it may have been denounced.

2. Such denunciation shall be made to the Government of the Swiss Confederation. It shall only take effect in regard to the country making it, the Convention remaining in full force and effect for the other countries of the Union.

Article 30.

1. The countries which shall introduce in their legislation the duration of protection for fifty years contemplated by Article 7, paragraph (1), of the present Convention, shall give notice thereof in writing to the Government of the Swiss Confederation, who will communicate it at once to all the other countries of the Union.

2. The same procedure shall be followed in the case of the countries renouncing the reservations made or maintained by them in virtue of Articles 25 and 27.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Rome, the 2nd day of June, 1928, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Royal Italian Government. A copy, duly certified, shall be transmitted by the diplomatic channel to each country of the Union.

For Germany :

C. VON NEURATH.
Georg KLAUER.
Wilhelm MACKEBEN
Eberhard NEUGEBAUER
Maximilian MINTZ.
Max VON SCHILLINGS.

For Austria :

Dr. August HESSE.

For Belgium :

Comte DELLA FAILLE DE LEVERGHEM
WAUWERMANS

For Brazil :

F. PESSOA DE QUEIROZ
J. S. DA FONSECA HERMES, Jr.

For Bulgaria :

G. RADEFF.

Pour le Danemark :

J. C. W. KRUSE

F. GRAAE

Pour la Ville libre de Dantzig :

Stefan SIECZKOWSKI.

Pour l'Espagne :

Francisco ALVAREZ-OSSORIO

Pour l'Esthonie :

K. TOFER

Pour la Finlande :

Emile SETÄLÄ

Rolf THESLEFF

George WINCKELMANN

Pour la France :

BEAUMARCHAIS

Marcel PLAISANT.

P. GRUNEBaum-BALLIN

C. DROUETS

Georges MAILLARD

André RIVOIRE

Romain COOLIUS

A. MESSEAGER

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

S. J. CHAPMAN

W. S. JARRATT

A. J. MARTIN

Pour le Canada :

Philippe ROY

Pour l'Australie :

W. HARRISON MOORE.

Pour la Nouvelle-Zélande :

S. G. RAYMOND.

For Denmark :

J. C. W. KRUSE
F. GRAAE

For the Free City of Danzig :

Stefan SIECZKOWSKI.

For Spain :

Francisco ALVAREZ-OSSORIO

For Estonia :

K. TOFER

For Finland :

Emile SETÄLÄ
Rolf THESLEFF
George WINCKELMANN

For France :

BEAUMARCHAIS
Marcel PLAISANT
P. GRUNEBaum-BALLIN
C. DROUETS
Georges MAILLARD
André RIVOIRE
Romain COOLIUS
A. MESSEAGER

For Great Britain and Northern Ireland :

S. J. CHAPMAN
W. S. JARRATT
A. J. MARTIN

For Canada :

Philippe ROY

For Australia :

W. HARRISON MOORE.

For New Zealand :

S. G. RAYMOND.

Pour l'Inde :

G. GRAHAM DIXON

Pour la République hellénique :

M. MAVROUDIS

Pour la Hongrie :

André DE HÓRY

Pour l'Italie :

Vittorio SCIALOJA

E. PIOLA-CASELLI

Vincenzo MORELLO

Amedeo GIANNINI

Domenico BARONE

Emilio VENEZIAN

A. JANNONI-SEBASTIANINI

Mario GHIRON

Pour le Japon :

M. MATSUDA

T. AKAGI

Pour le Luxembourg :

BRUCK.

Pour le Maroc :

BEAUMARCHAIS.

Pour Monaco :

R. SAUVAGE

Pour la Norvège :

A. RÆSTAD

Pour les Pays-Bas :

A. VAN DER GOES.

Pour la Pologne :

Stefan SIECZKOWSKI.

Frédéric ZOLL

For India :

G. Graham DIXON

For the Hellenic Republic :

M. MAVROUDIS

For Hungary :

André DE HÓRY

For Italy :

Vittorio SCIALOJA

E. PIOLA-CASELLI

Vincenzo MORELLO

Amedeo GIANNINI

Domenico BARONE

Emilio VENEZIAN

A. JANNONI-SEBASTIANINI

Mario GHIRON

For Japan :

M. MATSUDA

T. AKAGI

For Luxemburg :

BRUCK.

For Morocco :

BEAUMARCHAIS

For Monaco :

R. SAUVAGE

For Norway :

A. RÆSTAD

For the Netherlands :

A. VAN DER GOES.

For Poland :

Stefan SIECZKOWSKI.

Frédéric ZOLL

Pour le Portugal :

Enrique TRINDADE COELHO

Pour la Roumanie :

Theodor SOLACOLO

Pour la Suède :

E. Marks VON WURTEMBERG.

Erik LIDFORSS

Pour la Suisse :

WAGNIÈRE

W. KRAFT.

D^r STREULI

Pour la Syrie et le Grand Liban :

BEAUMARCHAIS

Pour la Tchécoslovaquie :

D^r V. MASTNY

Prof. D^r Karel HERMANN-OTAVSKY

Pour la Tunisie :

BEAUMARCHAIS

Copie certifiée conforme :

p^r le Ministre des Affaires étrangères d'Italie :

Fani.

For Portugal :

Enrique TRINDADE COELHO

For Roumanai :

Theodor SOLACOLO

For Sweden :

E. Marks VON WURTEMBERG.

Erik LIDFORSS

For Switzerland :

WAGNIÈRE

W. KRAFT.

Dr STREULI

For Syria and Grand Lebanon :

BEAUMARCHAIS

For Czechoslovakia :

Dr V. MASTNY

Prof. Dr Karel HERMANN-OTAVSKY

For Tunis :

BEAUMARCHAIS

N° 2817.

GRÈCE ET NORVÈGE

Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes. Signé à Rome, le 15 août 1931.

GREECE AND NORWAY

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at Rome, August 15, 1931.

N° 2817. — ACCORD ENTRE LA GRÈCE ET LA NORVÈGE EN VUE D'EXEMPTER RÉCIPROQUEMENT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU CERTAINS BÉNÉFICES PROVENANT DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS MARITIMES. SIGNÉ A ROME, LE 15 AOUT 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 15 septembre 1931.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE NORVÈGE et LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de navigation maritime, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement royal de Norvège déclare qu'en vertu des lois norvégiennes concernant l'impôt sur le revenu (le paragraphe 15, 2 de la Loi sur les impôts ruraux et le paragraphe 10,2 de la Loi sur les impôts urbains) ne sont pas passibles de l'impôt, les bénéfices provenant d'entreprises de navigation maritime exercées soit par une personne résidant en Grèce soit par une société dont la direction effective se trouve sur le territoire hellénique.

Article 2.

En vue des dispositions de l'article précédent le Gouvernement hellénique déclare qu'en vertu de l'article 18, section 5, paragraphe 8 du Code de l'impôt sur le revenu net (Décret du 6 septembre 1929, publié au *Journal Officiel* du 10 septembre 1929 N° 341) et de l'article 6, paragraphe 9 du Code sur l'impôt de la patente (Décret du 6 septembre 1929, publié au *Journal Officiel* du 10 septembre 1929 N° 342) les personnes résidant en Norvège et les sociétés et institutions, dont la direction effective se trouve sur le territoire de Norvège, seront exemptées de l'obligation d'acquitter des impôts sur les bénéfices provenant de navires touchant à des ports helléniques. Elles seront également exemptées de l'impôt sur la patente à titre de réciprocité.

Article 3.

L'expression « entreprise de navigation maritime » signifie « entreprise d'un armateur de navires », dans cette définition l'expression « armateur de navires » comprend les affréteurs de toutes sortes.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2817. AGREEMENT BETWEEN GREECE AND NORWAY FOR THE
RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX IN CERTAIN
CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIP-
PING. SIGNED AT ROME, AUGUST 15, 1931.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place September 15, 1931.

THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT and THE GREEK GOVERNMENT, being desirous of concluding an Agreement for the reciprocal exemption from taxation in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed as follows :

Article 1.

The Royal Norwegian Government declares that, under the Norwegian income-tax laws (paragraph 15, 2 of the Country Taxation Law and paragraph 10, 2 of the Town Taxation Law), profits accruing from the business of shipping carried on either by an individual resident in Greece or by a company when business is managed and controlled in Greek territory, are exempt from income-tax.

Article 2.

In view of the provisions of the preceding Article, the Greek Government declares that, under Article 18, Section 5, paragraph 8, of the Net Income-Tax Law (Decree of September 6, 1929, published in the *Official Journal* of September 10, 1929, No. 341) and of Article 6, paragraph 9, of the Trading Licence Tax Law (Decree of September 6, 1929, published in the *Official Journal* of September 10, 1929, No. 342), individuals resident in Norway and companies and institutions whose business is managed and controlled in Norwegian territory shall be exempted from the obligation of paying taxes on the profits accruing from vessels touching at Greek ports. They shall also, subject to reciprocity, be exempted from the tax on trading licences.

Article 3.

The expression " the business of shipping " means " the business carried on by an owner of ships " ; and for the purpose of this definition the expression " owner of ships " includes any charterer.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

Le présent accord cessera d'être en vigueur au cas où l'exonération prévue par l'article premier cesserait d'avoir force légale en Norvège ou si les lois de la Grèce cessaient d'accorder l'exonération indiquée dans les déclarations contenues dans l'article 2, et ceci dès la date de la cessation de ces exonérations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Rome, le 15 août 1931.

(Signé) Ove C. L. VANGENSTEN.

(Signé) P. A. METAXAS.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 8 septembre 1931.

O. Tostrup.
*Chef de la 1^{re} Division
Affaires politiques et commerciales.*

Article 4.

This Agreement shall cease to have effect if and so soon as the relief to be granted under Article 1 ceases to have legal effect in Norway or the laws of Greece cease to give the relief indicated in the declarations in Article 2.

In faith whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Rome, August 15, 1931.

(Signed) Ove C. L. VANGENSTEN.

(Signed) P. A. METAXAS.

AUTRICHE, ITALIE,
POLOGNE, ROUMANIE,
ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant les pensions
qui étaient assignées par l'ancien
Gouvernement d'Autriche et déclara-
tions y annexées. Signées à
Rome, le 6 avril 1922.

AUSTRIA, ITALY, POLAND,
ROUMANIA,
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention regarding Pensions
awarded by the Former Austrian
Government, and Declarations
annexed thereto. Signed at Rome,
April 6, 1922,

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2818. — CONVENTION¹ ENTRE L'AUTRICHE, L'ITALIE, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, CONCERNANT LES PENSIONS QUI ÉTAIENT ASSIGNÉES PAR L'ANCIEN GOUVERNEMENT D'AUTRICHE. SIGNÉE A ROME, LE 6 AVRIL 1922.

N° 2818. — CONVENZIONE¹ FRA L'AUSTRIA, LA CECOSLOVACCHIA, L'ITALIA, LA POLONIA, IL REGNO SERBO-CROATO-SLOVENO E LA ROMANIA, RELATIVA ALLE PENSIONI CHE ERANO STATE ASSEGNATE DAL CESSATO GOVERNO DELL'AUSTRIA. FIRMATA A ROMA, IL 6 APRILE 1922.

Textes officiels français et italien communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 septembre 1931.

French and Italian official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 17, 1931.

L'AUTRICHE, L'ITALIE, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME SERBE-CROATE-SLOVÈNE et LA TCHÉCOSLOVAQUIE, désireux de régler les questions qui ont trait aux pensions qui étaient assignées par l'ancien Gouvernement d'Autriche;

Voulant conclure une convention à cet effet, les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE :

M. Rémi KWIATKOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. E. le Marquis Guglielmo IMPERIALI, sénateur du Royaume, ambassadeur ;

L'AUSTRIA, LA CECOSLOVACCHIA, L'ITALIA, LA POLONIA, IL REGNO SERBO-CROATO-SLOVENO e la ROMANIA, desiderosi di regolare le questioni che riguardano le pensioni che erano state assegnate dal cessato Governo dell'Austria ;

Volendo concludere una convenzione a questo riguardo, le Alte Parti Contraenti hanno nominato come loro plenipotenziari :

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA AUSTRIACA :

il Signor Rémi KWIATKOWSKI, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA CECOSLOVACCA :

Il Signor Vlastimil KYBAL, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 6 février 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, February 6, 1931.

LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS :

M. Maciej LORET, chargé d'Affaires de l'Etat polonais à Rome ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Al. Em. LAHOVARY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Ottokar RYBÁŘ, ancien député ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Vlastimil KYBAL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

A partir de la date de l'entrée en vigueur du Traité de Saint-Germain, chacune des Hautes Parties contractantes prendra à sa charge les pensions, les allocations de grâce et les indemnités de vie chère des retraités civils et militaires qui, à la date du 3 novembre 1918, étaient déjà assignés par l'ancien Gouvernement d'Autriche aux bénéficiaires reconnus ou devenus, en vertu dudit traité, ressortissants de l'Etat respectif, soit de plein droit, soit par option, soit par réclamation.

Aux mêmes conditions seront à la charge des Hautes Parties contractantes les pensions, allocations de grâce et indemnités de vie chère qui, à la date du 3 novembre 1918, était déjà assignées par les anciennes administrations communes de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, y compris l'administration provinciale de la Bosnie et de la Herzégovine, aux bénéficiaires qui à cette date étaient ressortissants de l'ancien Empire d'Autriche.

La présente convention ne s'applique pas aux pensions, allocations de grâce et indemnités de vie chère des retraités des chemins de fer de l'Etat ; en outre, elle ne s'applique pas à celles des retraités des autres entreprises de l'Etat qui n'étaient pas à la charge du Trésor de l'Etat, mais étaient à la charge des fonds de pensions autonomes.

SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA :

S. E. il Marchese Guglielmo IMPERIALI, Senatore del Regno, Ambasciatore ;

IL CAPO DELLO STATO POLACCO :

Il Signor Maciej LORET, Incaricato d'Affari dello Stato polacco a Roma ;

SUA MAESTA' IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI :

Il Signor Ottokar RYBÁŘ, ex deputato ;

SUA MAESTA' IL RE DI ROMANIA :

Il Signor Al. Em. LAHOVARY, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario ;

I quali, dopo aver depositati i loro Pieni Poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Articolo I.

A partire dalla data dell'entrata in vigore del Trattato di San Germano, ciascuna delle Alte Parti contraenti prenderà a suo carico le pensioni, le graziali e le indennità caroviveri dei pensionati civili e militari che, alla data del 3 novembre 1918, erano già state accordate dal cessato Governo austriaco ai beneficiari riconosciuti e divenuti, in virtù del suddetto trattato, cittadini dello Stato rispettivo, sia di pieno diritto sia per opzione o per elezione.

Alle stesse condizioni saranno a carico delle Alte Parti Contraenti le pensioni, graziali e indennità caroviveri che, alla data del 3 novembre 1918, erano già state assegnate dalle cessate amministrazioni comuni dell'antica Monarchia austro-ungarica, compresa l'Amministrazione provinciale della Bosnia e dell'Erzegovina, ai beneficiari che, alla data suddetta, erano cittadini del cessato Impero d'Austria.

La presente convenzione non si applica alle pensioni, graziali e indennità caroviveri dei pensionati delle ferrovie dello Stato ; non si applica inoltre a quelle dei pensionati delle altre imprese dello Stato che non erano a carico dell'erario statale, ma erano a carico di fondi autonomi di pensioni.

Article 2.

Les paiements déjà faits pendant l'époque entre le 3 novembre 1918 et le 16 juillet 1920 seront réciproquement compensés, sauf les conventions particulières déjà conclues à ce sujet entre certaines des Hautes Parties contractantes.

A l'égard des arriérés encore à payer pour cette époque, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve de prendre des dispositions pour sauvegarder les intérêts de ses propres ressortissants.

Article 3.

Pourvu que la législation intérieure de chaque Etat n'établisse pas d'exception, la mesure des pensions, allocations et indemnités, qui devront être payées à chaque retraité, ne devra pas être inférieure à celle qui avait été établie par l'ancienne administration compétente. Le paiement des pensions, allocations de grâce et indemnité de vie chère aux retraités résidant à l'étranger pourra être soumis à la condition que le retraité transfère sa résidence dans l'Etat dont il a acquis la nationalité.

Dans des cas exceptionnels et s'il est prouvé que le rapatriement du retraité rencontre des difficultés pour d'autres motifs ayant une importance particulière, l'Etat intéressé pourra toutefois consentir à ce que le paiement des pensions, allocations de grâce et indemnité de vie chère soit fait à l'étranger.

Le paiement des pensions pourra être soumis à des conditions déterminées.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures pour faciliter le rapatriement des retraités.

Article 4.

Le montant des sommes payées à titre de pensions, allocations de grâce et indemnité de vie chère, après la date de la mise en vigueur du Traité de Saint-Germain par un autre Etat que celui qui devait effectuer le paiement d'après les dispositions de l'article premier sera remboursé par l'Etat ou par les Etats débiteurs à celui qui a effectué les paiements. Le paiement devra cesser sur la demande de l'Etat à la charge duquel il s'effectue.

Articolo 2.

I pagamenti già effettuati durante il periodo fra il 3 novembre 1918 e il 16 luglio 1920 saranno reciprocamente compensati, salvo le convenzioni particolari già concluse in materia fra talune delle Alte Parti Contraenti.

Per quanto riguarda gli arretrati che si devono ancora pagare per l'epoca suddetta ciascuna delle Alte Parti Contraenti si riserva di prendere disposizioni per salvaguardare gli interessi dei propri cittadini.

Articolo 3.

Semprechè la legislazione interna di ciascuno Stato non preveda eccezioni al riguardo, la misura delle pensioni, graziali e indennità che dovranno essere corrisposte a ciascun pensionato non dovrà essere inferiore a quella che era stata stabilita dalla cessata Amministrazione competente. La corresponsione delle pensioni, graziali e indennità caroviveri ai pensionati residenti all'estero potrà essere subordinata alla condizione che il pensionato trasferisca la sua residenza nello Stato, di cui ha acquistato la cittadinanza.

Lo Stato interessato potrà, nondimeno, in casi eccezionali e quando sia provato che il rimpatrio del pensionato incontra delle difficoltà per altri motivi particolarmente importanti, ammettere il pagamento all'estero delle pensioni, graziali ed indennità caroviveri.

Il pagamento delle pensioni potrà essere subordinato a determinate condizioni.

Le Alte Parti Contraenti si obbligano a prendere opportuni provvedimenti per facilitare il rimpatrio dei pensionati.

Articolo 4.

L'ammontare delle somme pagate a titolo di pensioni, graziali ed indennità caroviveri, dopo la data dell'entrata in vigore del Trattato di San Germano, da uno Stato diverso da quello che avrebbe dovuto effettuare il pagamento in base alle disposizioni dell'art. 1, sarà rimborsato dallo Stato o dagli Stati debitori a quello che ha effettuato i pagamenti. Il pagamento dovrà cessare a richiesta dello Stato per conto del quale esso si effettua.

La compensation mutuelle et le remboursement des paiements susdits seront faits dans la monnaie de l'Etat débiteur sur la base des conventions à conclure entre les Etats intéressés. Cette disposition ne porte aucune atteinte aux conventions particulières déjà existantes à ce sujet.

Article 5.

Dans le cas où il surgirait des contestations entre les Hautes Parties contractantes en rapport à la nationalité des retraités des anciennes administrations, les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas cesser ni à réduire les paiements en cours jusqu'à ce que la nationalité du retraité ait été reconnue et sauf le droit d'exiger le remboursement de la part de l'Etat dont l'ayant-droit aura acquis la nationalité.

La contestation sera portée dans le délai d'une année, sur la demande du retraité ou de l'Etat intéressé, devant le tribunal arbitral qui sera compétent pour les questions de nationalité.

Article 6.

Pour ce qui concerne ces pensions, il reste entendu que la présente convention s'applique analogiquement aussi aux pensions des veuves et des orphelins, aux subventions pour l'éducation de ces derniers et aux trimestres de décès (*Sterbequartal*).

A cet égard on devra prendre pour base la nationalité de l'employé décédé, et dans le cas d'option faite par la veuve conformément aux traités de paix, on prendra pour base la nationalité acquise par celle-ci.

Article 7.

Le paiement des pensions pour les retraités des administrations provinciales et communales sera réglé par des accords directs entre les Etats intéressés.

Article 8.

La présente convention ne porte pas atteinte aux lois et règlements intérieurs en ce qui concerne les relations entre chacune des Hautes Parties contractantes et ses propres ressortissants.

La compensazione reciproca ed il rimborso dei pagamenti suddetti saranno fatti nella valuta dello Stato debitore, in base alle convenzioni che verranno concluse, tra gli Stati interessati. Tale disposizione non pregiudica menomamente le convenzioni particolari già esistenti in materia.

Articolo 5.

Ove sorgessero fra le Alte Parti Contraenti delle contestazioni nei riguardi della cittadinanza dei pensionati delle cessate amministrazioni, le Alte Parti Contraenti si obbligano a non sospendere nè ridurre i pagamenti in corso fino a che la cittadinanza del pensionato sia stata riconosciuta e salvo il diritto di pretendere, da parte dello Stato di cui il pensionato avrà acquistato la cittadinanza, il rimborso dei pagamenti fatti.

La contestazione sarà portata a richiesta del pensionato o dello Stato interessato, avanti al Tribunale Arbitrale che sarà competente per le questioni di cittadinanza, entro il termine di un anno.

Articolo 6.

Per quanto riguarda le pensioni suddette, è inteso che la presente convenzione si applica per analogia anche alle pensioni delle vedove e degli orfani, ai sussidi per l'educazione di questi ultimi ed ai « quartali mortuari » (*Sterbequartal*).

Al riguardo, si dovrà prendere per base la cittadinanza dell'impiegato defunto; nei casi di opzione fatta da parte della vedova in conformità ai Trattati di Pace, si prenderà per base la cittadinanza acquistata da quest'ultima.

Articolo 7.

Il pagamento delle pensioni ai pensionati delle Amministrazioni provinciali e comunali sarà regolato da accordi diretti fra gli Stati interessati.

Articolo 8.

La presente convenzione non pregiudica menomamente le leggi ed i regolamenti interni, nei rapporti tra ciascuna delle Alte Parti Contraenti ed i propri cittadini.

Article 9.

La présente convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Chaque Etat adressera sa ratification au Gouvernement italien, par le soin duquel il en sera donné avis à tous les autres Etats signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement italien.

La présente convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire, à dater du dépôt de sa ratification, et dès ce moment elle prendra effet entre les Etats qui auront procédé au dépôt de leurs ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Rome, le six avril mil neuf cent vingt-deux en français et en italien, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les Archives du Gouvernement du Royaume d'Italie et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des Etats signataires.

Pour l'Autriche :

Rémi KWIATKOWSKI.

Pour l'Italie :

IMPERIALI.

Pour la Pologne :

Maciej LORET.

Pour la Roumanie :

A. Em. LAHOVARY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Dr RIBÁŘ.

Pour la Tchécoslovaquie :

Vlastimil KYBAL.

Articolo 9.

La presente convenzione sarà ratificata al più presto possibile.

Ciascuno Stato trasmetterà la propria ratifica al Governo italiano, che ne darà comunicazione a tutti gli altri Stati firmatari.

Le ratifiche rimarranno depositate negli Archivi del Governo italiano.

La presente convenzione entrerà in vigore, per ogni Stato firmatario, alla data del deposito della propria ratifica, e da questo momento avrà efficacia fra gli Stati che avranno proceduto al deposito delle loro ratifiche.

In fede di che, i plenipotenziari suddetti hanno firmato la presente convenzione.

Fatto a Roma, il sei aprile millenovecentoventidue in italiano e in francese, i due testi facendo egualmente fede, in un solo esemplare che rimarrà depositato negli Archivi del Governo del Regno d'Italia e copie autentiche del quale saranno rimesse a ciascuno degli Stati firmatari.

Per l'Austria :

◦ Rémi KWIATKOWSKI.

Per la Cecoslovacchia :

Vlastimil KYBAL.

Per l'Italia :

IMPERIALI.

Per la Polonia :

Maciej LORET.

Per il Regno Serbo-Croato-Sloveno :

Dr. RYBÁŘ.

Per la Romania :

A. Em. LAHOVARY.

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION
D'AUTRICHE

La Délégation d'Autriche se déclare prête à signer la convention concernant les pensions dans le texte actuel, mais elle fait des réserves non seulement pour ce qui concerne la ratification de la convention en général, mais particulièrement quant à la stipulation d'après laquelle les retraités de la Bosnie-Herzégovine sont compris sous les dispositions de l'article premier.

Fait à Rome le six avril mil neuf cent vingt-deux.

Pour l'Autriche :

Rémi KWIATKOWSKI.

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION
DE ROUMANIE

La Délégation roumaine déclare que le Gouvernement royal de Roumanie ne pourrait accepter l'article 2, si avant la ratification de la Convention il n'était pas statué par un accord spécial entre l'Autriche et la Roumanie, que les paiements déjà faits pendant la période entre le 3 novembre 1918 et le 16 juillet 1920 seront réciproquement compensés et que toute convention particulière contraire sera annulée.

Fait à Rome le six avril mil neuf cent vingt-deux.

Pour la Roumanie :

A. EM. LAHOVARY.

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION
TCHÉCOSLOVAQUE

La Délégation de la République tchécoslovaque ayant pris connaissance de la réserve autrichienne, déclare qu'elle signe cette convention sous la réserve que le Gouvernement autrichien adhère à ce que les retraités de la Bosnie-Herzégovine soient compris sous les dispositions de l'article premier.

No. 2818

DICHIARAZIONE
DELLA DELEGAZIONE D'AUSTRIA.

La Delegazione d'Austria dichiara che è pronta a firmare la convenzione per le pensioni nel suo testo attuale, ma che fa riserve non soltanto per quanto riguarda la ratifica della Convenzione in generale, ma particolarmente per quanto concerne la stipulazione secondo la quale i pensionati della Bosnia Erzegovina sono compresi sotto le disposizioni dell'articolo 1.

Fatto a Roma il sei aprile Millenovecenteventidue.

Per l'Austria :

Rémi KWIATKOWSKI.

DICHIARAZIONE
DELLA DELEGAZIONE DI ROMANIA.

La Delegazione di Romania dichiara che il R. Governo romeno non potrà accettare l'art. 2 se non sarà stato stipulato, prima della ratificazione della convenzione, mediante un accordo speciale tra l'Austria e la Romania, che i pagamenti già effettuati durante il periodo fra il 3 novembre 1918 ed il 16 luglio 1920 vengano reciprocamente compensati e che qualsiasi convenzione particolare in contrario viene annullata.

Fatto a Roma il sei aprile millenovecenteventidue.

Per la Romania :

A. EM. LAHOVARY.

DICHIARAZIONE DELLA
DELEGAZIONE DI CECOSLOVACCHIA.

La Delegazione della Repubblica cecoslovacca, presa notizia della riserva austriaca, dichiara che firma la presente convenzione sotto riserva che il Governo austriaco ammetta che i pensionati della Bosnia-Erzegovina siano compresi nelle disposizioni dell'articolo 1.

Les délégués de la Pologne, de la Roumanie et du Royaume Serbe-Croate-Slovène se rallient à la déclaration de la Délégation tchécoslovaque.

Fait à Rome le six avril mil neuf cent vingt-deux.

Pour la Pologne :

Maciej LORET.

Pour la Roumanie :

A. EM. LAHOVARY.

Pour le Royaume serbe-croate-slovène :

Dr RYBÁŘ.

Pour la Tchécoslovaquie :

Vlastimil KYBAL.

Per copia conforme :

p. il Capo dell'Ufficio Trattati,

G. De Astis.

Copie certifiée conforme :

Belgrade, le 20 juillet 1931.

D'ordre du Ministre

pour le Chef de Section :

Secrétaire,

Miloche P. Vitchévatz.

I Delegati della Polonia, della Romania e del Regno Serbo-Croato-Sloveno aderiscono alla dichiarazione della Delegazione cecoslovacca.

Fatto a Roma, il sei aprile Millenovecenti-ventidue.

Per la Cecoslovacchia :

Vlastimil KYBAL.

Per la Polonia :

Maciej LORET.

Per la Romania :

A. EM. LAHOVARY.

Per il Regno Serbo-Croato-Sloveno :

Dr. RYBÁŘ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2818. — CONVENTION BETWEEN AUSTRIA, ITALY, POLAND, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA, REGARDING PENSIONS AWARDED BY THE FORMER AUSTRIAN GOVERNMENT. SIGNED AT ROME, APRIL 6, 1922.

AUSTRIA, ITALY, POLAND, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and CZECHOSLOVAKIA, desirous of regulating questions regarding pensions awarded by the former Austrian Government ;

Wishing to conclude a Convention on this subject, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Rémi KWIATKOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency the Marquis Guglielmo IMPERIALI, Senator of the Kingdom, Ambassador ;

THE HEAD OF THE POLISH STATE :

M. Maciej LORET, Chargé d'Affaires of the Polish State at Rome ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Al. Em. LAHOVARY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Ottokar RYBÁŘ, Former Deputy ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Vlastimil KYBAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

As from the entry into force of the Treaty of St. Germain, each of the High Contracting Parties shall be responsible for the pensions, bounties, and cost-of-living allowances of civil and military pensioners which were granted as on November 3, 1918, by the former Austrian Government to beneficiaries who have been recognised as nationals of his State or become so, in virtue of the said Treaty, whether of right, by option or by claim.

Similarly, the High Contracting Parties shall be responsible for the pensions, bounties and cost-of-living allowances which were granted as on November 3, 1918, by the former common administrations of the former Austro-Hungarian Monarchy, including the provincial administration of Bosnia and Herzegovina, to beneficiaries who at that date were nationals of the former Austrian Empire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, for information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

The present Convention shall not apply to the pensions, bounties and cost-of-living allowances of pensioners of the State railways ; nor shall it apply to the pensions, bounties and cost-of-living allowances of pensioners of other State undertakings which are payable not out of the State Treasury but out of autonomous pension funds.

Article 2.

Payments made between November 2, 1918, and July 16, 1920, shall be set off, except in so far as certain of the High Contracting Parties have already concluded special agreements in this connection.

With regard to payments in arrears for this period, each of the High Contracting Parties reserves the right to take measures to safeguard the interests of his own nationals.

Article 3.

Save in so far as the internal legislation of each State provides otherwise, the scale of pensions, bounties and allowances payable to pensioners shall be not less than that prescribed by the former competent administration. The payment of pensions, bounties and cost-of-livings allowances to pensioners residing abroad may be subject to the condition that the pensioner transfers his residence to the State whose nationality he has acquired.

In exceptional cases, however, and if it is proved that the pensioner's repatriation would be difficult for other and specially important reasons, the State concerned may agree to pay the pension, bounty or cost-of-living allowance abroad.

Payment of pensions may be made contingent upon specified conditions.

The High Contracting Parties agree to take steps to facilitate the repatriation of pensioners.

Article 4.

The total sums paid in respect of pensions, bounties and cost-of-living allowances after the coming into force of the Treaty of St-Germain by a State other than that which should have effected payment in accordance with the provisions of Article 1 shall be refunded by the debtor State or States to the State which effected payment. Payment must be suspended at the request of the State at whose expense it is effected.

The setting-off and repayment of the sums referred to above shall be made in the currency of the debtor State on the basis of conventions to be concluded between the States concerned. This provision shall be without prejudice to existing special Conventions relating to the matter.

Article 5.

In the event of disputes arising between the High Contracting Parties with regard to the nationality of pensioners of the former administrations, the High Contracting Parties undertake not to withhold or reduce current payments until the nationality of the pensioner has been recognised, and subject to the right to demand repayment by the State whose nationality the pension-holder has acquired.

At the request of the pensioner or State concerned, the dispute shall be brought within one year before the arbitral tribunal which shall be competent to decide questions of nationality.

Article 6.

With regard to such pensions, it is understood that the present Convention shall also apply in a similar manner to the pensions of widows and orphans, to grants for the education of the latter and to payments of there months' salary on death (*Sterbequartal*).

In this connection, the nationality of the deceased employee or, if the widow has opted in accordance with the Treaties of Peace, the nationality acquired by her, shall be taken as a basis.

Article 7.

The payment of pensions to pensioners of provincial and communal administrations shall be settled by direct agreement between the States concerned.

Article 8.

The present Convention shall be without prejudice to the internal laws and regulations with regard to the relations between each of the High Contracting Parties and its own nationals.

Article 9.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

Each State shall address its ratification to the Italian Government, who shall notify all the other signatory States.

The ratifications shall be kept in the archives of the Italian Government.

The present Convention shall enter into force for each Signatory State on the date on which its ratification is deposited, and from that moment it shall take effect as between the States which have deposited their ratifications.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Rome, on the sixth of April, one thousand nine hundred and twenty-two, in French and Italian, both texts being equally authentic, in one copy, which shall remain in the archives of the Government of the Kingdom of Italy, authentic copies being forwarded to each State Signatory.

For Austria :

Rémi KWIATKOWSKI.

For Italy :

IMPERIALI.

For Poland :

Maciej LORET.

For Roumania :

A. Em. LAHOVARY.

For the Kingdom of the Serbs, Croates and Slovenes :

Dr. RYBÁŘ.

For Czechoslovakia :

Vlastimil KYBAL.

DECLARATION BY THE AUSTRIAN DELEGATION.

The Austrian delegation declares that, while it is prepared to sign the present text of the Convention concerning pensions, it makes reservations with regard not only to the ratification of the Convention in general, but more particularly to the stipulation that Article 1 shall apply to the pensioners of Bosnia-Herzegovina.

Done at Rome, on the sixth day of April one thousand nine hundred and twenty-two.

For Austria :

Rémi KWIATKOWSKI.

DECLARATION BY THE ROUMANIAN DELEGATION.

The Roumanian delegation declares that the Royal Government of Roumania will be unable to accept Article 2 unless before ratification of the Convention it is laid down in a special agreement between Austria and Roumania that payments made between November 3, 1918 and July 16, 1920, shall be set off and that any special convention to the contrary shall be cancelled.

Done at Rome on the sixth of April one thousand nine hundred and twenty-two.

For Roumania :

A. EM. LAHOVARY,

DECLARATION BY THE CZECHOSLOVAK DELEGATION.

Having noted the Austrian reservation, the delegation of the Czechoslovak Republic declares that it signs this Convention on condition that the Austrian Government agrees that the provisions of Article 1 shall apply to the pensioners of Bosnia-Herzegovina.

The delegates of Poland, Roumania and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes associate themselves with the declaration of the Czechoslovak delegation.

Done at Rome, on the sixth of April one thousand nine hundred and twenty-two.

For Poland :

Maciej LORET.

For Roumania :

A. EM. LAHOVARY.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Dr. RYBÁŘ.

For Czechoslovakia :

Vlastimil KYBAL.

N° 2819.

**ITALIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

**Convention concernant les pensions
provinciales et communales. Signée
à Rome, le 6 avril 1922.**

**ITALY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

**Convention regarding Provincial and
Communal Pensions. Signed at
Rome, April 6, 1922.**

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2819. — CONVENTION¹ ENTRE L'ITALIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, CONCERNANT LES PENSIONS PROVINCIALES ET COMMUNALES. SIGNÉE A ROME, LE 6 AVRIL 1922.

N° 2819. — CONVENZIONE¹ FRA L'ITALIA E IL REGNO SERBO-CROATO-SLOVENO, RELATIVA ALLE PENSIONI COMUNALI E PROVINCIALI. FIRMATA A ROMA, IL 6 APRILE, 1922.

Textes officiels français et italien communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 septembre 1931.

French and Italian official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 17, 1931.

L'ITALIE et LE ROYAUME DES SERBES CROATES ET SLOVÈNES, désireux de régler les questions qui ont trait aux pensions provinciales et communales voulant conclure une convention à cet effet, les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. le Marquis Guglielmo IMPERIALI, sénateur du Royaume, ambassadeur ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Ottokar RYBÁŘ, ancien député ;

Lesquels ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les provinces et les communes politiques qui se trouvent entièrement sur le territoire d'une

L'ITALIA ed IL REGNO DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, desiderosi di regolare le questioni che riguardano le pensioni provinciali e comunali, volendo concludere un accordo a questo riguardo, le Alte Parti Contraenti hanno nominato come loro plenipotenziari :

SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA :

S. E. il Marchese Guglielmo IMPERIALI, Senatore del Regno, Ambasciatore ;

SUA MAESTA' IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI :

il Signor Ottokar RYBÁŘ, ex Deputato,

I quali, dopo aver depositato i loro Pieni Poteri trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Le Provincie e i Comuni politici che si trovano per intero sul territorio di una delle Alte Parti

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 6 février, 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, February 6, 1931.

des Hautes Parties contractantes, conféreront et payeront les pensions, les indemnités de vie chère et les autres allocations de retraite prévues par les règlements relatifs à leurs propres fonctionnaires pensionnés qui seraient devenus ressortissants de l'autre Haute Partie contractante en vertu des Traités de Paix, dans le même montant et selon les mêmes principes que pour les fonctionnaires pensionnés, devenus ressortissants de l'Etat auquel appartiennent les susdits corps moraux. La même disposition s'applique à ces fonctionnaires provinciaux et communaux qui perdraient leur place à la suite de l'acquisition d'une nouvelle nationalité par effet des Traités de Paix.

Article 2.

Le paiement des pensions et des indemnités de vie chère et les autres allocations de retraite dont on parle à l'article premier, dans les circonscriptions communales et provinciales divisées par suite des Traités de Paix, sera mis à la charge de l'Administration provinciale ou communale de la partie des circonscriptions à laquelle les différents pensionnés ayants droit appartiennent à la suite de l'acquisition de la nationalité par effet des Traités de Paix.

Article 3.

Au cas où par l'application de la disposition précédente, résulterait pour l'administration d'une des deux parties de la circonscription divisée une imposition supérieure à la quote-part proportionnelle qui, sur la base de l'article 204 du Traité de Saint-Germain sera fixée pour les dettes publiques, on tiendra compte de cette surimposition dans la répartition définitive des charges qui devront être appliquées à ladite partie de la circonscription administrative divisée.

Article 4.

Au cas où les fonctionnaires mentionnés à l'article premier auraient reçu le paiement après le 3 novembre 1918 des pensions, des indemnités de vie chère ou d'autres allocations de retraite, provinciales et communales, par une autorité autre que celle désignée par les articles 1 et 2, l'autorité à laquelle incombe effectivement cette charge devra faire le remboursement suivant les

Contraenti conferiranno e corrisponderanno le pensioni, le aggiunte di carestia, e gli altri assegni di riposo previsti dai relativi regolamenti ai propri funzionari pensionati, i quali divenissero cittadini dell'altra Alta Parte Contraente in base ai trattati di pace, nello stesso ammontare e giusta gli stessi principi come ai funzionari pensionati, divenuti cittadini dello Stato al quale i sopradetti enti appartengono. Lo stesso vale per quei funzionari provinciali e comunali che venissero a perdere il proprio posto in seguito all'ottenimento di una nuova cittadinanza per effetto dei trattati di pace.

Articolo 2.

Il pagamento delle pensioni e delle aggiunte di carestia e degli altri assegni di riposo di cui all'articolo 1 nelle circoscrizioni provinciali e comunali divise per effetto dei trattati di pace, starà a carico dell'amministrazione provinciale o comunale di quella parte delle circoscrizioni alla quale i singoli pensionati aventi diritto appartengono in seguito all'ottenimento della cittadinanza per effetto dei trattati di pace.

Articolo 3.

Qualora nell'applicazione della disposizione precedente derivi all'amministrazione di una delle due Parti della circoscrizione divisa un aggravio superiore alla quota proporzionale che in base all'articolo 204 del Trattato di San Germano sarà fissata per i debiti pubblici, si terrà conto di tale maggiore aggravio nella ripartizione definitiva degli oneri che devono stare a carico di detta Parte della circoscrizione amministrativa divisa.

Articolo 4.

Qualora ai funzionari menzionati all'articolo 1 fossero stati corrisposti dopo il 3 novembre 1918 dei pagamenti per pensioni, aggiunte di carestia od altri assegni di riposo provinciali e comunali da altra autorità che non sia quella tenutavi ai sensi degli articoli 1 e 2, l'autorità effettivamente obbligatavi dovrà rifondere i relativi esborsi in corrispondenza ai principî sanciti all'articolo 4

principes établis à l'article 4 de la Convention de Rome¹ sur le paiement des pensions aux fonctionnaires de l'État.

della convenzione di Roma¹ sul pagamento delle pensioni ai funzionari statali.

Article 5.

La présente convention ne s'applique pas aux fonctionnaires provinciaux et communaux de la Dalmatie, pour lesquels on prend des dispositions par un accord particulier.

La présente convention sera ratifiée le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Rome, le six avril mil neuf cent vingt-deux, en français et en italien, les deux textes faisant également foi, en deux exemplaires, dont un sera remis à chacun des États signataires.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

Dr. RYBÁŘ.

Pour l'Italie :

IMPERIALI.

Per copia conforme :

p. il Capo dell'Ufficio Trattati,

G. De Astis.

Copie certifiée conforme :

Le 20 juillet 1931,

Belgrade

*D'ordre du ministre
pour le chef de Section*

Miloche P. Kitchévatz,
Secrétaire.

Articolo 5.

La presente convenzione non si riferisce ai funzionari provinciali e comunali della Dalmazia, per i quali si provvede con un accordo particolare.

La presente convenzione sarà ratificata al più presto possibile.

In fede di che, i plenipotenziari suddetti hanno firmato la presente convenzione.

Fatto a Roma, il sei aprile millenovecento-ventidue in italiano e in francese, i due testi facendo egualmente fede, in due esemplari, uno dei quali sarà consegnato a ciascuno degli Stati firmatari.

Per l'Italia :

IMPERIALI.

Il Regno dei Serbi Croati e Sloveni :

Dr. RYBÁŘ.

¹ Voir page 277 de ce volume.

¹ See page 277 of this Volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2819. — CONVENTION BETWEEN ITALY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES REGARDING PROVINCIAL AND COMMUNAL PENSIONS. SIGNED AT ROME, APRIL 6, 1922.

ITALY and THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of regulating questions concerning provincial and communal pensions and of concluding a convention to this end, the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

The Marquis Guglielmo IMPERIALI, Senator of the Kingdom, Ambassador.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Ottokar RYBÁŘ, Former Deputy.

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The political provinces and communes lying wholly within the territory of one of the High Contracting Parties shall grant and pay the pensions, cost of living allowances and superannuation allowances prescribed by the regulations in respect of their own pensioned officials who have become nationals of the other High Contracting Party in virtue of the Treaties of Peace, the amounts payable and the rules applicable being the same as in the case of pensioned officials who have become nationals of the State to which the said corporate bodies belong. The same provisions shall apply to provincial and communal officials who lose their posts as a result of their having acquired a new nationality under the Treaties of Peace.

Article 2.

In the provincial and communal areas which have been divided as a result of the Treaties of Peace, the pensions, cost-of-living allowances and superannuation allowances referred to in Article 1, shall be payable by the provincial or communal administrative authorities of the division of the area to which the various pensioners entitled belong as a result of their having acquired the nationality in question under the Treaties of Peace.

Article 3.

If through the application of the foregoing provision, the administrative authorities of either of the divisions of the area so divided have to pay an amount greater than the quota which under

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 204 of the Treaty of St. Germain is to be fixed for the public debts, such excess payment shall be taken into account when the charges devolving upon the said division of the administrative areas are finally determined.

Article 4.

Should the officials mentioned in Article 1 have received, after November 3, 1918, pension, cost-of-living allowances or superannuation allowances, provincial or communal, from an authority other than that indicated in Articles 1 and 2, the authority effectively responsible for such charge shall refund the amounts in question in accordance with the rules laid down in Article 4 of the Rome Convention concerning the payment of pensions to Government officials.

Article 5.

The present Convention shall not apply to the provincial and communal officials of Dalmatia, for whom provision will be made in a special agreement.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Rome, the sixth of April one thousand nine hundred and twenty-two, in French and Italian, both texts being equally authentic, in two copies, one of which shall be sent to each of the signatory States.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Dr. RYBÁŘ.

For Italy :

IMPERIALI.

N° 2820.

ALBANIE ET JAPON

Traité d'amitié et de commerce.

Signé à Athènes, le 20 juin 1930.

ALBANIA AND JAPAN

Treaty of Friendship and Commerce.

Signed at Athens, June 20, 1930.

N° 2820. — TRAITÉ ¹ D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE L'ALBANIE
ET LE JAPON. SIGNÉ A ATHENES, LE 20 JUIN 1930.

*Texte officiel français communiqué par le directeur du Bureau du Japon à la Société des Nations.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 septembre 1931.*

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON et SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS, animés du désir de resserrer les relations amicales existant entre leurs Etats et de développer leurs rapports commerciaux, ont décidé de conclure un Traité d'amitié et de commerce, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Nobutaro KAWASHIMA, Jushii, décoré de la troisième classe de l'Ordre impérial du Trésor sacré, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Athènes ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

M. Ali ASLLANI, ministre résident à Athènes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre l'Empire du Japon et le Royaume d'Albanie et les ressortissants respectifs.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les représentants diplomatiques de chacune d'elles recevront, sur les territoires de l'autre, le traitement consacré par les principes du droit commun international.

Article III.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pour les faire résider dans tous les ports et places des territoires de l'autre Partie contractante, où les mêmes officiers consulaires de quelque autre pays sont permis de résider.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 11 juin 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2820. — TREATY ² OF FRIENDSHIP AND COMMERCE BETWEEN ALBANIA AND JAPAN. SIGNED AT ATHENS, JUNE 20, 1930.

French official text communicated by the Director of the Japanese League of Nations' Office. The registration of this Treaty took place September 17, 1931.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN and HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS, being desirous of strengthening the friendly relations existing between their countries and of developing their commercial relations, have decided to conclude a Treaty of Friendship and Commerce, and for this purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Nobutaro KAWASHIMA, Jushii, Decorated with the Third Class of the Imperial Order of the Sacred Treasure, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ; and

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

M. Ali ASLLANI, Resident Minister at Athens ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

There shall be perpetual peace and constant friendship between the Empire of Japan and the Kingdom of Albania and their respective nationals.

Article II.

The High Contracting Parties agree that the diplomatic representatives of each shall receive, in the territories of the other, the treatment established by the principles of ordinary international law.

Article III.

The High Contracting Parties shall be entitled to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular agents to reside in all ports and places in the territories of the other Contracting Party where similar consular officers of any other country are permitted to reside.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Athens, June 11, 1931.

Ces officiers consulaires jouiront, sous réserve de réciprocité, dans les territoires de l'autre des mêmes droits, privilèges et exemptions qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation, ainsi que la liberté d'entrer, de voyager, de séjourner et de résider, l'exercice des métiers, professions, commerces et industries et le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les charges, taxes et impôts directs ou indirects.

Article V.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Athènes, le plus tôt possible. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire pour la durée de trois années à partir du jour de son entrée en vigueur. Cependant, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera prolongé, par voie de tacite reconduction, pour une durée indéterminée et sera alors dénonçable en tout temps, en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leurs cachets.

Fait à Athènes en double exemplaire en français, le vingtième jour du sixième mois de la cinquième année de Showa, correspondant au vingt juin de l'an mil neuf cent trente.

(L. S.) N. KAWASHIMA.

(L. S.) Ali ASLLANI.

Consular officers shall enjoy within the territories of the other, subject to reciprocity, the same rights, privileges, and exemptions as are or may hereafter be accorded to consular officers of the most favoured nation.

Article IV.

The High Contracting Parties agree to grant reciprocal most-favoured-nation treatment in regard to commerce, Customs duties and shipping, as well as in regard to freedom to enter, travel, sojourn and reside, and the exercise of trades, professions, commerce and industry. They also agree to grant national or most-favoured-nation treatment in regard to dues, charges and taxes, direct or indirect.

Article V.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Athens as soon as possible. It shall enter into force fifteen days after the exchange of ratifications, and shall remain operative for a period of three years from the day on which it enters into force. Should it not be denounced six months before the expiry of this period, it shall be prolonged by tacit consent for an indefinite period, and shall then be subject to denunciation at any time, remaining operative for six months from the day on which it is denounced.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed it and affixed their seals thereto.

Done at Athens in French, in duplicate, this twentieth day of the sixth month of the fifth year of Showa, corresponding to the twentieth day of June of the year one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) N. KAWASHIMA.

(L. S.) Ali ASILLANI.

N° 2821.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET ALLEMAGNE**

Echange de notes comportant un accord relatif à certains privilèges accordés réciproquement pour des brevets et dessins. Prétoria, le 23 avril 1930, et Le Cap, le 12 mai 1930.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND GERMANY**

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the reciprocal Granting of certain Privileges in regard to Patents and Designs. Pretoria, April 23, 1930, and Cape Town, May 12, 1930.

No. 2821. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE RECIPROCAL GRANTING OF CERTAIN PRIVILEGES IN REGARD TO PATENTS AND DESIGNS. PRETORIA, APRIL 23, 1930, AND CAPE TOWN, MAY 12, 1930.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 septembre 1931.*

I.

DEUTSCHES GENERAL-KONSULAT.

PRETORIA, 23 April, 1930.

SIR,

Acting upon instructions by the Government of the German Reich, I have the honour to make the following declaration, which is subject to ratification :

In the German Reich nationals of the Union of South Africa as well as persons residing in the Union of South Africa and in the Mandates Territory of South-West Africa are accorded, in the case of applications for the registration of patents, model-patents and designs, in Germany, the priority privileges of Article 4 of the International Convention² of Paris of March the 20th, 1883, for the Protection of Industrial Property and revised³ at Washington on the 2nd of June, 1911, as far as and as long as the Government of the Union of South Africa accords to German subjects the privileges described in Sub-sections (2) and (3) of Section 41 and in Sub-sections (4) and (5) of Section 80 of the Patents, Designs, Trade Marks and Copyright Act, 1916, of the Union of South Africa.

Awaiting the favour of a corresponding declaration on your part,

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant.

(Signed) ROH,
German Consul-General.

The Secretary for External Affairs,
Capetown.

¹ The exchange of ratifications took place at Pretoria, August 21, 1931.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome X, page 133 ; et tome XXX, page 449.

³ Vol. III, pages 275 et 277 ; vol. XI, page 426 ; vol. XV, page 326 ; vol. XXIV, page 200 ; vol. XXVII, page 451 ; vol. XXXV, page 330 ; vol. XXXIX, page 221 ; et vol. XLV, page 208, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2821. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A CERTAINS PRIVILÈGES ACCORDÉS RÉCIPROQUEMENT POUR DES BREVETS ET DESSINS. PRÉTORIA, LE 23 AVRIL 1930, ET LE CAP, LE 12 MAI 1930.

*English official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Union of South Africa.
The registration of this Exchange of Notes took place September 22, 1931.*

I.

CONSULAT GÉNÉRAL D'ALLEMAGNE.

PRÉTORIA, le 23 avril 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

D'ordre du Gouvernement du Reich allemand, j'ai l'honneur de faire la déclaration suivante qui est sujette à ratification :

Dans le Reich allemand, les ressortissants de l'Union Sud-Africaine, ainsi que les personnes résidant dans l'Union Sud-Africaine et dans le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain bénéficient dans le cas de demandes d'enregistrement de brevets, modèles et dessins en Allemagne, des privilèges de priorité prévus à l'article 4 de la Convention³ internationale de Paris, en date du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée⁴ à Washington le 2 juin 1911 tant que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine accorde aux ressortissants allemands les privilèges spécifiés aux paragraphes (2) et (3) de l'article 41 et aux paragraphes (4) et (5) de l'article 80 de la loi de 1916 sur les brevets, dessins, marques de fabrique et droits de reproduction de l'Union Sud-Africaine.

Dans l'attente d'une déclaration correspondante de votre part, veuillez agréer, etc.

Le Consul général d'Allemagne :
(Signé) ROH.

Au Secrétaire
pour les Affaires étrangères,
Le Cap.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Prétoria, le 21 août 1931.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 74, page 44.

⁴ Vol. III, pages 275 and 277 ; Vol. XI, page 427 ; Vol. XV, page 327 ; Vol. XXIV, page 201 ; Vol. XXVII, page 451 ; Vol. XXXV, page 331 ; Vol. XXXIX, page 221 ; and Vol. XLV, page 208, of this Series.

II.

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS.

CAPETOWN, 12 May, 1930.

SIR,

Acting upon instructions by the Government of the Union of South Africa, I have the honour to make the following declaration, which is subject to ratification :

In the Union of South Africa and in the Mandated Territory of South-West Africa German subjects as well as persons residing in the German Reich are accorded the privileges described in Sub-sections (2) and (3) of Section 41 and in Sub-sections (4) and (5) of Section 80 of the Patents, Designs, Trade Marks and Copyright Act, 1916, of the Union of South Africa, and the corresponding privileges conferred by Proclamation No. 17 of 1923 of the Mandated Territory of South-West Africa as long as Union nationals as well as persons residing in the Union of South Africa and in the Mandated Territory of South-West Africa are accorded in the case of applications for registration of patents, model-patents and designs in Germany the priority privileges of Article 4 of the International Convention of Paris of the 20th of March, 1883, for the Protection of Industrial Property revised at Washington on the 2nd of June, 1911.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant,

(Signed) H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

The German Consul-General,
Pretoria.

Certified a true copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs.

II.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LE CAP, 12 mai 1930.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

D'ordre du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, j'ai l'honneur de faire la déclaration suivante, qui est sujette à ratification :

Dans l'Union Sud-Africaine et dans le Territoire sous mandat du Sud-Ouest-Africain, les ressortissants allemands, ainsi que les personnes résidant dans le Reich allemand bénéficient des avantages spécifiés aux paragraphes (2) et (3) de l'article 41 et aux paragraphes (4) et (5) de l'article 80 de la loi de 1916 sur les brevets, dessins, marques de fabrique et droits de reproduction de l'Union Sud-Africaine, ainsi que des avantages correspondants conférés par la proclamation N° 17 de 1923 du territoire sous mandat du Sud-Ouest-Africain, tant que les ressortissants de l'Union, ainsi que les personnes résidant dans l'Union Sud-Africaine et dans le territoire sous mandat du Sud-Ouest-Africain bénéficieront dans le cas de demandes d'enregistrement de brevets, modèles et dessins en Allemagne des privilèges de priorité prévus à l'article 4 de la Convention internationale de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle révisée à Washington le 2 juin 1911.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire aux Affaires étrangères :
(Signé) H. D. J. BODENSTEIN.

Au Consul général d'Allemagne,
Prétoria.

N° 2822.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ROUMANIE**

Traité de commerce et de navigation, avec protocole et protocole de signature, signés à Londres, le 6 août 1930, et échange de notes de la même date.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ROUMANIA**

Treaty of Commerce and Navigation, with Protocol and Protocol of Signature, signed at London, August 6, 1930, and Exchange of Notes of the same date.

TEXTE ROUMAIN. — ROUMANIAN TEXT.

No. 2822. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, AND HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA. SIGNED AT LONDON, AUGUST 6, 1930.

Nº 2822. — TRATAT DE COMERȚ ȘI NAVIGAȚIE ÎNTRE MAJESTATEA SA REGELE ROMÂNIEI ȘI MAJESTATEA SA REGELE MAREI BRITANII ȘI AL REGATULUI UNIT. SEMNAT LA LONDRA LA 6 AUGUST 1930.

Textes officiels anglais et roumain communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 Septembre 1931.

English and Roumanian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 23, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA,

Desiring to facilitate and extend still further the trade and commerce of their respective countries and to regulate by means of a Treaty the commercial relations between Great Britain and Northern Ireland and such other territories under the sovereignty, protection or authority of His Britannic Majesty as he may desire should be bound by the Treaty on the one side, and Roumania on the other side,

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries .

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ;

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable William GRAHAM,
President of the Board of Trade ;

MAJESTATEA SA REGELE ROMÂNIEI ȘI MAJESTATEA SA REGELE MAREI BRITANII, AL IRLANDEI ȘI AL DOMINIONURILOR BRITANICE DE PESTE MĂRI, ÎMPĂRATUL INDIEI,

În dorința de a înlesni și desvolta negoțul și comerțul țărilor lor respective, și de a reglementa printr'un tratat relațiunile comerciale dintre România de o parte și Marea Britanie, Irlanda de Nord și acele teritorii de sub suveranitatea, protecția sau autoritatea Majestății Sale Britanice, pe care va dori să le angajeze prin acest tratat, de altă parte ;

Au hotărât să încheie un tratat în acest scop și au numit ca plenipotențieri ai lor :

MAJESTATEA SA REGELE ROMÂNIEI :

Dr. Viorel Virgil TILEA, deputat ;

MAJESTATEA SA REGELE MAREI BRITANII, AL IRLANDEI ȘI AL DOMINIONURILOR BRITANICE DE PESTE MĂRI, ÎMPĂRATUL INDIEI :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 12 mai 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Bucharest, May 12, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Dr. Viorel Virgil TILEA, Member of the
Roumanian Parliament ;

Who, having communicated their full powers,
found in good and due form, have agreed as
follows :

Article 1.

The territories of the High Contracting Parties to which the present Treaty applies are, on the part of His Britannic Majesty, Great Britain and Northern Ireland, together with any territories to which the Treaty may have been extended under Article 35 or in respect of which notice of application has been given under Article 34, and on the part of His Majesty the King of Roumania the entire territories which constitute the Kingdom of Roumania.

The expression " territories " of one or of the other High Contracting Party shall be deemed to mean those territories of such High Contracting Party to which the Treaty applies.

Article 2.

The rights conferred by the present Treaty upon subjects of His Britannic Majesty shall be enjoyed equally by all persons belonging to any territory under His Britannic Majesty's protection or suzerainty or in respect of which a Mandate has been accepted by His Majesty, so long as the provisions of this Treaty have been made applicable to that territory under the provisions of Article 34

The expression " companies of the High Contracting Parties " shall, for the purposes of this Treaty, be interpreted in the case of either High Contracting Party as relating to the limited liability and other companies, partnerships and associations, and juridical persons, formed for the purpose of commerce, finance, industry, transport or any other business, and duly constituted in accordance with the law in force in the territories of that Party.

Article 3.

All vessels which, according to British law, are deemed to be British vessels, and all vessels

PENTRU MAREA BRITANIE ȘI IRLANDA DE NORD :

The Right Honourable William GRAHAM,
Președinte al Board of Trade-ului ;

Cari, după comunicarea deplinelor lor puteri,
găsite în bună și cuvenită formă, au căzut de
acord asupra celor ce urmează :

Articolul 1.

Teritoriile Înaltelor Părți Contractante, la care se referă prezentul tratat, sunt, din partea Majestății Sale Regele României, întregile teritorii care constituie Regatul României iar, din partea Majestății Sale Britanice, Marea Britanie și Irlanda de Nord, împreună cu orice teritorii asupra cărora ar putea să fi fost extins tratatul, conform articolului 35, sau cu privire la care a fost trimisă notificarea de aplicare, conform articolului 34.

Expresiunea « teritorii » ale uneia sau celeilalte Înalte Părți Contractante, va fi considerată ca însemnând acele teritorii ale acelei Înalte Părți contractante, cărora se aplică tratatul.

Articolul 2.

De drepturile conferite prin prezentul tratat supușilor Majestății Sale Britanice se vor bucura în mod egal toate persoanele aparținând oricărui teritoriu aflat sub protecția sau suzeranitatea Majestății Sale Britanice, sau cu privire la care Majestatea Sa a acceptat un mandat, atât timp cât prevederile acestui tratat au devenit aplicabile acelui teritoriu, conform dispozițiilor articolului 34.

Expresiunea « societățile Înaltelor Părți Contractante » va fi interpretată, pentru scopurile acestui tratat, în ce privește ambele Înalte Părți Contractante, ca referindu-se la societățile cu răspundere limitată și alte societăți, societăți în nume colectiv, asociațiuni și persoane juridice create cu scop comercial, financiar, industrial, de transport, sau orice alt gen de întreprindere, valabil constituite în conformitate cu legile în vigoare pe teritoriile Părții respective.

Articolul 3.

Toate vasele cari sunt socotite vase britanice conform legilor britanice, și toate vasele cari

which, according to Roumanian law, are deemed to be Roumanian vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed British and Roumanian vessels respectively.

Article 4.

The subjects of either of the High Contracting Parties shall be entitled to enter, travel, and reside in the territories of the other so long as they satisfy and observe the conditions and regulations applicable to the entry, travelling and residence of all foreigners.

Article 5.

In so far as taxes, exactions, customs duties, imposts, fees which are substantially taxes, and other similar charges are concerned, the subjects of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall enjoy, in regard to their persons, their property, rights and interests, and in regard to their commerce, industry, profession, occupation and every other matter, in every respect treatment and legal protection not less favourable than that accorded to the subjects of that Party or the subjects or citizens of the most favoured foreign country.

Noting in this Article shall prejudice the right of either High Contracting Party to continue to require all foreigners residing in his territories to pay registration or similar fees.

Article 6.

The High Contracting Parties agree that in all matters relating to commerce, navigation and industry, the carrying on of any description of business, and the exercise of professions or occupations in conformity with the laws in force, any privilege, favour or immunity which either of the High Contracting Parties has actually granted, or may hereafter grant, to the ships and subjects or citizens of any other foreign country shall be extended, simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, to the ships and subjects of the other, it being their intention that their relations shall be placed in all respects on the footing of the most favoured foreign country.

sunt socotite vase românești, conform legilor românești, sunt considerate pentru scopurile acestui tratat ca fiind respectiv vase britanice și românești.

Articolul 4.

Supușii fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante, vor avea dreptul de a intra, călători și locui pe teritoriile Celeilalte, atât timp cât vor satisface și respecta condițiunile și dispozițiunile aplicabile la intrarea, călătoria și șederea tuturor străinilor.

Articolul 5.

În ceea ce privește orice taxe, dări, taxe vamale, impozite, contribuțiuni, care sunt de natura taxelor, și orice alte sarcini similare, supușii fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante se vor bucura pe teritoriile celeilalte Inalte Părți Contractante, relativ la persoana, proprietatea, drepturile și interesele lor, precum și la comerțul, industria, profesiunea, ocupațiunea lor, și în orice altă materie, de un tratament și de o protecție legală în orice privință nu mai puțin favorabilă decât aceea acordată supușilor acelei Părți, sau supușilor ori cetățenilor statului străin celui mai favorizat.

Nimic în acest articol nu va prejudicia asupra dreptului fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante, de a continua să pretindă tuturor străinilor șezând pe teritoriul său, a plăti taxe de înregistrare sau alte taxe similare.

Articolul 6.

Inaltele Părți Contractante convin ca, în toate chestiunile privitoare la comerț, navigație, industrie, și orice fel de întreprindere, cât și la exercitarea profesiunilor sau ocupațiunilor, în conformitate cu legile în vigoare, orice privilegiu, avantaj sau imunitate, acordată actualmente de oricare dintre Inaltele Părți Contractante, sau pe care le-ar putea acorda în viitor, vaselor și supușilor sau cetățenilor oricărui alt stat străin, să fie extinse, simultan și necondiționat, fără cerere și fără compensație, asupra vaselor și supușilor celeilalte Părți, fiind în intenția lor de a pune raporturile lor, în toate privințele, pe baza situațiunei statului străin celui mai favorizat.

Article 7.

The subjects of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of the other High Contracting Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance, under conditions not less favourable than those which are, or shall be, established with regard to subjects of the other High Contracting Party or subjects or citizens of the most favoured foreign country.

They shall not be subjected in any of the cases mentioned in the foregoing paragraph to any taxes, imposts or charges of whatever denomination other or higher than those which are, or shall be, applicable to the subjects of the other High Contracting Party or the subjects or citizens of the most favoured foreign country.

They shall also be permitted freely to export their property and their goods in general and shall not be subjected in these matters to any other restrictions or to any other or higher duties than those to which native subjects or the subjects or citizens of any other foreign country would be liable in similar circumstances.

Article 8.

The subjects and companies of either of the High Contracting Parties in the territories of the other may, provided they conform to the laws in force in those territories, employ for the purpose of carrying on their commerce any agents whom they may think fit.

The subjects and companies of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall have free access to the courts of justice for the prosecution and defence of their rights without other conditions, restrictions or taxes beyond those imposed on native subjects and companies and shall, like them, be at liberty to employ, in all causes, as their advocates, attorneys or agents, persons chosen from among those admitted to the exercise of those professions according to the laws of the territories in question.

Articolul 7.

Supușii fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante, pe teritoriile Celeilalte, vor avea deplină libertate de a dobândi și poseda orice fel de proprietate, mobilă sau imobilă, pe care legile celeilalte Inalte Părți Contractante permit, sau vor permite, să dobândească și să posede supușii sau cetățenii oricărui alt stat străin. — Ei vor putea dispune de ele prin vânzare, schimb, donație, căsătorie, testament sau în orice alt mod, să le dobândească prin moștenire, în condițiuni nu mai puțin favorabile decât acelea care sunt sau vor fi stabilite cu privire la supușii celeilalte Inalte Părți Contractante, sau supușii ori cetățenii celui mai favorizat stat străin.

Ei nu vor fi supuși, în niciunul din cazurile prevăzute la alineatul de mai sus, la nici o taxă, impunere sau dare de orice fel, deosebită sau mai ridicată decât acelea cari sunt, sau vor fi aplicabile, supușilor celeilalte Inalte Părți Contractante sau supușilor ori cetățenilor celui mai favorizat stat străin.

Ei vor avea deasemenea dreptul să exporteze în plină libertate proprietatea și mărfurile lor în general, și nu vor fi supuși în această privință nici unei restricțiuni sau nici unei taxe deosebite sau mai ridicate decât acele la care sunt supuși, în împrejurări analoge, supușii naționali sau supușii ori cetățenii oricărui alt stat străin.

Articolul 8.

Supușii sau societățile fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante, pe teritoriile Celeilalte, pot întrebuința, cu condițiunea de a se conforma legilor în vigoare pe acele teritorii, pentru exercitarea comerțului lor, orice prepus (*agent*), pe care îl vor găsi de cuviință.

Supușii și societățile fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante, pe teritoriile Celeilalte, vor avea liber acces la instanțele judiciare pentru urmărirea și apărarea drepturilor lor, fără alte condițiuni, restricțiuni sau taxe, în afară de acelea impuse supușilor și societăților indigene, și vor avea dreptul, ca și aceștia, să întrebuințeze în toate cauzele, ca avocați, împuterniciți (*attorneys*) sau prepuși ai lor, persoane alese dintre acelea admise a exercita asemenea profesii, conform legilor teritoriilor în chestiune.

Article 9.

The subjects of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, air force, national guard or militia, and from the performance of all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries. They shall also be exempted from all contributions, whether in money or in kind, imposed as an equivalent for such service or for the performance of such functions.

The subjects and companies of one of the High Contracting Parties shall in no case be liable in the territories of the other to any military or civil requisitions other than such as may be levied on the subjects or companies of the other High Contracting Party, and shall be accorded adequate payment therefor, which shall in no case be less than the payment accorded in similar circumstances to the subjects or companies of the other High Contracting Party. Furthermore, in all matters relating to military or civil requisitions the subjects and companies of each of the High Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is, or may be, accorded to subjects or citizens or companies of the most favoured foreign country.

Article 10.

The companies of either of the High Contracting Parties shall be entitled, in the territories of the other High Contracting Party, to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Each of the High Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of the companies of the other High Contracting Party which may desire to carry on in his territories, whether through the establishment of branches or otherwise, any description of business which the companies, partnerships and associations or subjects or citizens of any other foreign country are, or may be, permitted to carry on according to the laws in force.

The grant to the companies of either High Contracting Party of the right permanently to

Articolul 9.

Supușii fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante, pe teritoriile Celeilalte, vor fi scutiți de orice serviciu militar obligator, oricare ar fi, fie în armată, marină, aeronautică, gardă națională sau miliție, și dela executarea oricăror funcțiuni judiciare, administrative și municipale oricare ar fi, în afară de acele impuse de legile privitoare la juri. Ei vor fi deasemenea scutiți de orice contribuțiuni, fie în bani, fie în natură, impuse ca un echivalent pentru acest serviciu sau pentru executarea acestor funcțiuni.

Supușii și societățile uneia dintre Inaltele Părți Contractante nu vor fi, în nici un caz, supuși pe teritoriul Celeilalte, la rechizițiuni militare sau civile, altele decât acelea la care ar putea fi impuși supușii sau societățile celeilalte Inalte Părți Contractante, și li se va acorda, pentru aceasta, plată adecvată, care nu va putea fi în nici un caz inferioară sumelor acordate, în împrejurări similare, supușilor sau societăților celeilalte Inalte Părți Contractante. — Deasemenea, în toate chestiunile privitoare la rechizițiuni militare sau civile, supușii și societățile fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante nu vor putea avea, pe teritoriile Celeilalte, un tratament mai puțin favorabil decât acel care este, sau ar putea fi acordat, supușilor sau cetățenilor ori societăților statului străin celui mai favorizat.

Articolul 10.

Societățile fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante vor fi îndreptățite, pe teritoriile celeilalte Inalte Părți Contractante, să exercite drepturile lor, și să apară în fața instanțelor judecătorești, fie ca reclamanți, fie ca pârâți, conform legilor acelei Inalte Părți.

Fiecare dintre Inaltele Părți Contractante se obligă să nu pună nici o piedică în calea societăților celeilalte Inalte Părți Contractante, cari ar dori să exercite pe teritoriile acesteia, fie prin stabilire de filiale, fie prin orice gen de întreprindere pecare societățile anonime, în nume colectiv, asociațiunile sau supușii ori cetățenii oricărui alt stat străin pot, sau vor putea, exercita în conformitate cu legile în vigoare.

Dreptul conferit societăților fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante, de a-și exercita în

carry on their regular commerce or industry in the territories of the other shall be governed by the laws and regulations which are, or may in future be, in force in those territories.

The companies of either High Contracting Party shall enjoy in the territories of the other so far concerns taxes, exactions, customs duties, imposts, fees which are substantially taxes, and other similar charges, treatment no less favourable than that accorded to the companies of the other High Contracting Party.

In no case shall the treatment accorded by either of the High Contracting Parties to companies of the other be less favourable in respect of any matter whatever than that accorded to companies, partnerships and associations of the most favoured foreign country.

Article II.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the High Contracting Parties, imported into the territories of the other, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

Articles produced or manufactured in the territories of His Britannic Majesty shall not be subject on importation into Roumania to rates of import duty other or higher than the minimum rates of duty prescribed for the like articles in the Roumanian Tariff Law, which is or may be at any time in force.

Article 12.

The provisions of the preceding Articles providing for the grant of the treatment accorded to the most favoured foreign country do not apply to :

(a) Privileges which are, or may be accorded by one of the High Contracting parties with a view to facilitating frontier traffic with adjacent countries in a zone not exceeding 15 kilometres on each side of the frontier ;

(b) Special arrangements which may be made in tariff matters for the admission into Roumania of goods consigned to the Roumanian State for use in State enterprises in pursuance of financial settlements resulting from the late European war ;

mod permanent comerțul sau industria lor obișnuită, pe teritoriile Celeilalte, va fi supus legilor și regulamentelor cari sunt, sau vor fi, în vigoare pe acele teritorii.

Societățile fiecareia dintre Inaltele Părți Contractante vor beneficia, pe teritoriile Celeilalte, cu privire la taxe, dări, taxe vamale, impuneri, contribuțiuni cari sunt de natura taxelor, și orice alte sarcini similare, de un tratament nu mai puțin favorabil decât acel acordat societăților celeilalte Inalte Părți Contractante.

Tratamentul acordat de către fiecare dintre Inaltele Părți Contractante societăților celeilalte Părți, nu va putea fi în nici un caz mai puțin favorabil, în nici o privință, decât acel acordat societăților anonime, în nume colectiv sau asociațiunilor aparținând statului străin celui mai favorizat.

Articolul II.

Articolele produse sau fabricate pe teritoriile uneia dintre Inaltele Părți Contractante, importate în teritoriile Celeilalte, nu vor fi supuse la taxe deosebite sau mai mari decât acele plătite asupra articolelor similare, produse sau fabricate în orice alt stat străin.

Articolele, produse sau fabricate pe teritoriile Majestății Sale Britanice, nu vor fi supuse la importul lor în România la taxe de import deosebite sau mai mari decât taxele minimale prevăzute pentru articolele similare în Legea Tarifului Vamal Român care este sau ar putea fi oricând în vigoare.

Articolul 12.

Dispozițiunile articolelor precedente stabilind acordarea tratamentului statului străin celui mai favorizat, nu sunt aplicabile la :

(a) privilegiile cari sunt sau ar putea fi acordate de către una din Inaltele Părți Contractante, cu scop de a înlesni traficul de frontieră cu țările limitrofe într-o zonă nedepășind 15 kilometri de fiecare parte a frontierei ;

(b) aranjamentele speciale cari ar putea fi făcute în chestiuni tarifare pentru admiterea în România de mărfuri atribuite Statului Român, spre a fi întrebuințate în întreprinderile Statului ca, urmare a aranjamentelor financiare rezultând din războiul trecut ;

(c) Rights and privileges accorded to one or several other adjacent States with a view to the conclusion of a Customs Union.

Article 13.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the High Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country.

Article 14.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed on the importation of any article, produced or manufactured in the territories of either of the High Contracting Parties, into the territories of the other, which shall not equally extend to the importation of the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed on the exportation of any article from the territories of either of the High Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Exceptions to the general rule laid down in the preceding paragraphs of this Article may only be made in the case of :

(1) Prohibitions or restrictions imposed in the interests of the public security ;

(2) Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunition and implements of war, or, in exceptional circumstances, all other military supplies ;

(3) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health ;

(4) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of animals or plants, including protection against disease, degeneration or extinction, as well as measures taken against harmful seeds, plants and animals.

Article 15.

In so far as prohibitions or restrictions may be enforced on the importation or exportation

(c) drepturile și privilegiile acordate la unul sau mai multe alte state limitrofe, în scop de a încheia o uniune vamală.

Articolul 13.

Articolele produse sau fabricate pe teritoriile fiecăreia dintre Înaltele Părți Contractante, exportate în teritoriile Celeilalte, nu vor fi supuse la taxe sau dări deosebite sau mai ridicate decât acelea plătite pentru articole similare, exportate în orice alt stat străin.

Articolul 14.

La importul oricărui articol, produs sau fabricat pe teritoriile fiecăreia dintre Înaltele Părți Contractante, în teritoriile celeilalte Părți, nu se va menține sau impune nici o prohibițiune sau restricțiune, care nu va fi deasemenea extinsă asupra importului acelorași articole produse sau fabricate în orice alt stat străin.

La exportul oricărui articol din teritoriile oricăreia dintre Înaltele Părți Contractante în teritoriile celeilalte Părți nu se va menține sau impune nici o prohibițiune sau restricțiune, care nu va fi de asemenea extinsă asupra exportului de articole similare în orice alt stat străin.

Excepțiuni la această regulă generală, stabilită în alineatele precedente ale acestui articol, se pot face numai în caz de :

(1) prohibițiuni sau restricțiuni impuse în interesul siguranței publice ;

(2) prohibițiuni sau restricțiuni privitoare la traficul de arme, munițiuni și instrumente de război, sau, în împrejurări excepționale, la toate celelate furnituri militare ;

(3) prohibițiuni sau restricțiuni impuse pentru apărarea sănătății publice ;

(4) prohibițiuni sau restricțiuni impuse pentru apărarea animalelor sau a plantelor, cuprinzând apărarea contra bolilor, degenerării sau disparițiunii lor, cât și măsurile luate contra semințelor, plantelor și animalelor dăunătoare.

Articolul 15.

Întrucât se pot impune prohibițiuni sau restricțiuni asupra importului sau exportului

of any goods, the High Contracting Parties undertake as regards import and export licences to do everything in their power to ensure :

(a) That the conditions to be fulfilled and the formalities to be observed in order to obtain such licences should be brought immediately in the clearest and most definite form to the notice of the public ;

(b) That the method of issue of the certificates of licences should be as simple and stable as possible ;

(c) That the examination of applications and the issue of licences to the applicants should be carried out with the least possible delay ;

(d) That the system of issuing licences should be such as to prevent the traffic in licences. With this object, licences, when issued to individuals, should state the name of the holder and should not be capable of being used by any other person ;

(e) That, in the event of the fixing of rations, the formalities required by the importing country should not be such as to prevent an equitable allocation of the quantities of goods of which the importation is authorised.

The conditions under which licences are given for goods produced or manufactured in the territories of one of the High Contracting Parties imported into or exported to the territories of the other shall be as favourable as the conditions under which licences are given in the case of any other foreign country.

Article 16.

The provisions of this Treaty relating to prohibitions or restrictions on importation and exportation do not apply to the trade in opium and other substances included now or hereafter within the scope of the International Opium Convention¹ signed at Geneva on the 19th

gricăror mărfuri, Inaltele Părți Contractante se obligă, în ce privește permise de import și export, să facă tot ce le stă în putință spre a asigura :

(a) ca condițiunile de îndeplinit și formalitățile necesare pentru obținerea de atari permise să fie aduse imediat la cunoștința publicului, în forma cea mai clară și cea mai precisă ;

(b) ca modul de eliberare a certificatelor de permise să fie cât mai simplu și mai stabil ;

(c) ca examinarea petițiilor și eliberarea permiselor petiționarilor, să fie îndeplinită cu cât mai puțină întârziere ;

(d) ca sistemul de eliberare a permiselor să fie de așa natură, încât să împiedice traficul de permise. În acest scop, permisele, când se vor elibera individual, trebuiesc să cuprindă numele deținătorului și să nu poată fi întrebuințate de vre'o altă persoană ;

(e) ca, în cazul când se fixează cote, formalitățile cerute de către țara importatoare să nu fie de așa natură încât să împiedice o alocare echitabilă a cantităților de marfă pentru care importul este autorizat.

Condițiunile în care se eliberează permisele pentru mărfurile produse sau fabricate în teritoriile uneia dintre Inaltele Părți Contractante, importate sau exportate în teritoriile Celeilalte, vor fi tot atât de favorabile ca și condițiunile în care se acordă permise în cazul oricărui alt stat străin.

Articolul 16.

Dispozițiunile acestui tratat, privitoare la prohibițiuni sau restricțiuni la import sau export nu se aplică comerțului de opium și alte substanțe, cuprinse acum sau în viitor în cadrul Convenției Internaționale a Opiumului¹, semnată la Geneva la 19 Februarie 1925, fiind înțeles

¹ Vol. LXXXI, page 317 ; vol. LXXXVIII, page 390 ; vol. XCII, page 409 ; vol. XCVI, page 204 ; vol. C, page 249 ; vol. CIV, page 516 ; vol. CVII, page 525 ; vol. CXI, page 411 ; vol. CXVII, page 290 ; et vol. CXXII, page 355 de ce recueil.

¹ Vol. LXXXI, page 317 ; Vol. LXXXVIII, page 390 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. XCVI, page 204 ; Vol. C, page 249 ; Vol. CIV, page 516 ; Vol. CVII, page 525 ; Vol. CXI, page 411 ; Vol. CXVII, page 290 ; and Vol. CXXII, page 355, of this Series.

February, 1925, it being understood that such trade shall remain subject to the laws and regulations in force in the territories of the High Contracting Parties.

Article 17.

Internal duties levied within the territories of either of the High Contracting Parties for the benefit of the State, or local authorities or corporations on goods the produce or manufacture of the territories of the other Party shall not be other or greater than the duties levied in similar circumstances on the like goods of national origin, provided that in no case shall such duties be more burdensome than the duties levied in similar circumstances on the like goods of any other foreign country.

Article 18.

The High Contracting Parties agree with respect to the treatment of commercial travellers and samples to accord to each other in their territories all those facilities and privileges which are set out in the International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities signed at Geneva on the 3rd November, 1923.

Any further facilities or privileges accorded by either Party to any other foreign country in respect of commercial travellers or samples shall be extended unconditionally to the other Party.

Article 19.

The measures taken by the High Contracting Parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of

că acest comerț va rămâne supus legilor și regulamentelor în vigoare pe teritoriile Înaltelor Părți Contractante.

Articolul 17.

Taxele interne percepute în cuprinsul teritoriilor fiecăreia dintre Înaltele Părți Contractante în beneficiul Statului, autorităților locale sau corporațiilor, pe mărfuri, produse sau fabricate în teritoriile celeilalte Părți, nu vor fi deosebite sau mai mari decât taxele percepute în împrejurări similare pe mărfuri analoage de origină națională, cu condiția ca în nici un caz aceste taxe să nu fie mai împovărătoare decât taxele percepute în împrejurări similare pe mărfuri analoage aparținând oricărui alt stat străin.

Articolul 18.

Înaltele Părți Contractante recunosc în ceea ce privește tratamentul voiajorilor comerciali și al mostrelor, să-și acorde reciproc, pe teritoriile lor, toate înlesnirile și privilegiile indicate în Convenția¹ Internațională privitoare la Simplificarea Formalităților Vamale, semnată la Geneva la 3 Noembrie 1923.

Orice alte înlesniri sau privilegii acordate de vreuna din Părți oricărui alt stat străin, cu privire la voiajorii comerciali sau la mostre, vor fi extinse necondiționat și asupra celeilalte Părți.

Articolul 19.

Măsurile luate de Înaltele Părți Contractante pentru regularea și dirijarea traficului peste teritoriile lor, vor înlesni liberul tranzit pe căile ferate sau pe căile navigabile, pe liniile în serviciu, prielnice tranzitului internațional. Nu se va face nici o distincție, bazată pe naționalitatea persoanelor, pavilionul vaselor, locul de origină, plecare, intrare, eșire sau destinație, sau pe orice împrejurări privitoare la proprie-

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

goods or of vessels, coaching or goods stock, or other means of transport.

In order to ensure the application of the foregoing provisions, the High Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit) except such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit.

The preceding dispositions in no way affect the customs laws concerning the treatment of transit goods, nor the regulations concerning goods which are the subject of an internal duty or of a State monopoly. The transit of such goods shall, however, not be restricted more than is necessary to secure that in the case of goods remaining in the territories of either Party the internal duties are collected and the object of the monopoly assured.

Neither High Contracting Party shall be bound by this Article to afford transit for passengers whose admission into his territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation or exportation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

For the purposes of this Article, persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport, shall be deemed to be in transit across the territories of one of the High Contracting Parties when the passage across such territories, with or without transshipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the territories of the Party across which the transit takes place.

Article 20.

Each of the High Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other; and such vessels, their

tatea mărfurilor sau a vaselor, trăsurilor și vagoanelor de mărfuri, sau a oricăror alte mijloace de transport.

Pentru a asigura aplicarea dispozițiilor de mai sus, Înaltele Părți Contractante vor autoriza tranzitul prin apele lor teritoriale conform condițiilor și rezervelor cari sunt în uzanță.

Traficul în tranzit nu va fi supus la nici un fel de taxe speciale cu privire la tranzit (inclusiv intrare și eșire), afară de acele taxe cari au numai de scop să acopere cheltuielile de supraveghere și de administrare, necesitate de acest tranzit.

Dispozițiunile precedente nu vor afecta în nici un fel legile vamale privitoare la tratamentul mărfurilor în tranzit, nici regulamentele privitoare la mărfurile cari sunt supuse unei taxe interne sau unui monopol de stat. Tranzitul unor asemenea mărfuri, însă, nu va fi stânjenit mai mult decât este nevoie pentru a asigura ca, în cazul când ar rămâne mărfuri în teritoriile uneia dintre Înaltele Părți Contractante, taxele interne să fie percepute și monopolul să fie asigurat.

Nici una din Înaltele Părți Contractante nu va fi obligată, prin acest articol, să mijlocească tranzitul pasagerilor a căror intrare în teritoriile sale este interzisă, sau a mărfurilor prohibite la import sau export, pentru motive, fie de sănătate publică sau siguranță, fie ca o precauție contra bolilor de plante sau de animale.

Pentru scopurile acestui articol, persoanele, bagajele și mărfurile precum și vasele, trăsurile sau vagoanele de mărfuri și alte mijloace de transport, se vor socoti în tranzit peste teritoriile uneia dintre Înaltele Părți Contractante, când trecerea peste aceste teritorii, cu, sau fără transbordare, depunere în antrepozit, rupere de încărcare, sau schimbare în modul de transport, reprezintă numai o porțiune din călătoria completă, care începe și se termină dincolo de frontiera Părții peste teritoriul căreia se face tranzitul.

Articolul 20.

Fiecare din Înaltele Părți Contractante va permite importul sau exportul tuturor mărfurilor, ce pot fi legalmente importate sau exportate, precum și transportul de pasageri, dela sau către teritoriile lor respective, pe vasele celeilalte Părți; aceste vase, cu încărcătura și

cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than, national vessels and their cargoes and passengers or the vessels of any other foreign country and their cargoes and passengers.

Article 21.

In all that regards the stationing, loading and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads and harbours of the territories of the High Contracting Parties, no privilege or facility shall be granted by either Party to vessels of any other foreign country or to national vessels which is not equally granted to vessels of the other Party from whatsoever place they may arrive and whatever may be their place of destination.

Article 22.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other analogous duties or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind, the vessels of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the ports of the territories of the other treatment at least as favourable as that accorded to national vessels or the vessels of any other foreign country.

All dues and charges levied for the use of maritime ports shall be duly published before coming into force. The same shall apply to the byelaws and regulations of the ports. In each maritime port the port authority shall keep open for inspection by all persons concerned a table of the dues and charges in force, as well as a copy of the byelaws and regulations.

Article 23.

The provisions of this Treaty relating to the mutual concession of national treatment in matters of navigation do not apply to the coasting trade, in respect of which the subjects and vessels of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other, treatment as favourable as that granted to the most favoured foreign country.

pasagerii lor, se vor bucura de aceleași privilegii ca și vasele naționale cu încărcătura și pasagerii lor, sau vasele oricărui alt stat străin cu încărcătura și pasagerii lor, și nu vor fi supuse nici unei taxe sau impuneri deosebite sau mai mari decât ele.

Articolul 21.

În tot ce privește staționarea, încărcarea și descărcarea vaselor, în porturile, docurile, radele și bazinele teritoriilor Înaltelor Părți Contractante, nici un privilegiu, sau înlesnire, nu poate fi acordat de una din Părți vaselor vreunui alt stat străin sau vaselor naționale, care să nu fie în mod egal acordat vaselor celeilalte Părți, de ori și unde ar veni, și oricare ar fi destinația lor.

Articolul 22.

Cu privire la taxele de tonaj, de port, de pilotaj, far, carantină sau alte taxe sau impuneri analoage, oricum denumite, percepute în numele sau în beneficiul Guvernului, a funcționarilor publici, particularilor, corporațiilor sau stabilimentelor de orice natură, vasele fiecărei Înalte Părți Contractante vor beneficia, în porturile teritoriilor celeilalte, de un tratament cel puțin tot atât de favorabil ca acel acordat vaselor naționale sau vaselor vreunui alt stat străin.

Toate taxele și impunerile percepute pentru uzul porturilor maritime trebuiesc publicate, în forma cuvenită, înainte de intrarea lor în vigoare. Aceaș dispozițiune se va aplica și legilor speciale și regulamentelor privitoare la porturi. În fiecare port maritim, autoritatea portului va ține la dispoziția tuturor persoanelor interesate, un tablou al dărilor și impunerilor în vigoare, precum și o copie a legilor speciale și a regulamentelor.

Articolul 23.

Dispozițiunile acestui tratat, referitoare la concesiunea reciprocă a tratamentului național în chestiunile de navigație, nu se aplică cabotajului, cu privire la care supușii și vasele fiecăreia dintre Înaltele Părți Contractante vor beneficia pe teritoriile celeilalte, de un tratament tot atât de favorabil ca acel acordat statului străin celui mai favorizat.

In the event of the coasting trade of either Party being exclusively reserved to national vessels, the vessels of the other Party may nevertheless proceed from one port to another, either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers brought from abroad, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers for a foreign destination. Such vessels shall, moreover, if engaged in trade to or from places not within the limits of the coasting trade so reserved, not be prohibited from the carriage between two ports of the territories of the first Party of passengers holding through tickets or merchandise consigned on through bills of lading to or from places not within the above-mentioned limits, and while engaged in such carriage these vessels and their passengers and cargoes shall enjoy the full privileges of this Treaty.

Article 24.

The provisions of this Treaty relating to the grant of national treatment or the treatment accorded to the most favoured foreign country do not apply to the ships of the High Contracting Parties so far as concerns :

- (1) Fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties ;
- (2) The application of special measures for the encouragement of national shipping by means of subsidies ;
- (3) Privileges granted to nautical sports clubs ;
- (4) The provision of maritime port, roadstead or beach services, including pilotage, towage, salvage and assistance in distress.

The provisions of this Treaty shall not prevent the Roumanian Government from reserving to Roumanian ships owned wholly or partly by the State a special area in its ports for the berthing of these ships and for the use in that area of special apparatus for their refuelling and for the warehousing and handling of the goods which they carry, it being understood, however, that this provision shall not be so interpreted as to deprive British ships of reasonable facilities for carrying on their business.

În cazul în care cabotajul oricăreia dintre Părți ar fi exclusiv rezervat vaselor naționale, vasele celeilalte Părți vor avea totuși dreptul de a merge dela un port la cellalt, cu scopul, fie de a descărca întreaga sau o parte din încărcătura lor ori pasageri aduși din străinătate, fie de a încărca întreaga ori o parte din încărcătura lor sau pasageri cu destinație străină. Atare vase, de asemenea, în cazul în care fac comerț cu localități în afară de limitele cabotajului astfel rezervat, nu vor fi împiedicate de a transporta între două porturi ale teritoriilor primei Părți, pasageri deținând bilete de tranzit sau marfă consemnată pe bază de conoseamente de transit, către sau dela localități în afară de susmenționatele limite, și aceste vase vor beneficia, în timpul executării acestui transport împreună cu pasagerii și încărcăturile lor, de toate privilegiile acordate prin acest tratat.

Articolul 24.

Dispozițiunile acestui tratat, referitoare la acordarea tratamentului național sau al tratamentului statului străin celui mai favorizat, nu se aplică vaselor Inaltelor Părți Contractante în ce privește :

- (1) pescuitul în apele teritoriale ale Inaltelor Părți Contractante ;
- (2) aplicarea de măsuri speciale pentru încurajarea navigației naționale prin subvenții ;
- (3) privilegiile acordate cluburilor de sporturi de apă ;
- (4) exercitarea serviciului porturilor maritime, radelor și plajelor, inclusiv pilotajul, remorcajul, salvajul și asistența în caz de pericol.

Dispozițiunile acestui tratat nu vor împiedica Guvernul Român de a rezerva pentru vasele românești aparținând Statului în întregime sau în parte, o zonă specială în porturile sale, pentru staționarea (*mouillage*) acestor vase și pentru folosirea, în această zonă, de instalațiuni speciale pentru aprovizionarea lor cu combustibil și pentru antrepozitarea și manipularea mărfurilor pe care le transportă, fiind înțeles, însă, că această dispozițiune nu va fi interpretată în așa fel încât să lipsească vasele britanice de înlesniri rezonabile pentru continuarea activității lor.

Article 25.

Notwithstanding the provisions of this Treaty neither High Contracting Party shall be required to admit the vessels of the other to participate in the navigation on inland waterways which are not internationalised, so long as such waters are not thrown open to the vessels of any other non-limitrophe foreign country.

Article 26.

Any vessels of either of the High Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by accident, to take shelter in a port of the territories of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If any vessel of one of the High Contracting Parties shall run aground or be wrecked upon the coasts of the territories of the other, such vessel and all parts thereof and all furniture and appurtenances belonging thereto, and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked vessel, shall be given up to the owners of such vessel, goods, merchandise, &c., or to their agents when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the vessel, goods, merchandise, &c., referred to shall, in so far as they are the property of a subject or company of the first High Contracting Party, be delivered to the consular officer of that Party in whose district the wreck or stranding may have taken place upon being claimed by him within the period fixed by the laws of the other High Contracting Party, and such consular officer, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck or stranding of a national vessel.

Articolul 25.

Independent de dispozițiunile acestui tratat, nici una dintre Inaltele Părți Contractante nu va fi ținută să admită ca vasele celeilalte Părți să participe la navigația în apele interioare care nu sunt internaționalizate, atât timp cât aceste ape nu vor fi fost deschise pentru vasele oricărui alt stat străin nelimitrof.

Articolul 26.

Orice vase aparținând fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante cari ar fi silită din cauza vremii sau a unui accident de a se adăposti într'un port pe teritoriul celeilalte Părți, vor avea dreptul să-și repare avariile acolo, să-și procure toate proviziile necesare și să easă din nou la larg, fără a plăti alte dări decât acelea pe care le-ar plăti într'un caz similar un vas național. Inșă, în cazul în care comandantul vasului comercial ar fi silit să dispună de o parte din marfa sa pentru a-și acoperi cheltuelile sale, el va fi obligat să se conforme regulamentelor și tarifelor localității în care s'ar afla.

Dacă un vas al uneia dintre Inaltele Părți Contractante ar eșua sau ar naufragia pe coastele teritoriului Celeilalte, acest vas și orice parte din el, toate mobilele și accesoriile lui, precum și toate bunurile și mărfurile salvate de pe el, inclusiv acelea care ar fi fost aruncate în mare, sau sumele rezultate în caz de vânzare, precum și toate documentele găsite pe bordul unui astfel de vas eșuat sau naufragiat, vor fi predate proprietarilor unor asemenea vase, bunuri sau mărfuri, &c., sau agenților lor, la cerere. În cazul când nu sunt asemenea proprietari sau agenți la fața locului, atunci vasul, bunurile, mărfurile, etc., menționate, vor fi predate, în măsura în care ele sunt proprietatea unui supus sau a unei societăți a primei dintre Inaltele Părți Contractante, funcționarului consular al acelei Părți în a cărei zonă a avut loc naufragiul sau eșuarea, dacă au fost reclamate de către acesta în termenul fixat de legile celeilalte Inalte Părți Contractante; acest funcționar consular, proprietarii sau agenții vor plăti numai cheltuelile ocazionate de conservarea proprietății, precum și cheltuelile de salvare sau altele, care ar fi fost de plătit într'un caz similar de naufragiu sau eșuare al unui vas național.

The High Contracting Parties agree, however, that merchandise saved shall not be subjected to the payment of any customs duty unless cleared for internal consumption.

In the case of a vessel being driven in by stress of weather, run aground or wrecked, the respective consular officer shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorised to take steps in order to afford the necessary assistance to his fellow-countrymen.

Article 27.

It shall be free to each of the High Contracting Parties to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents to reside in the towns and ports of the territories of the other Party to which such representatives of any other nation may be admitted by the respective Governments. Such consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

The consular officers of one of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other Party the same official rights, privileges and exemptions, provided reciprocity be granted, as are, or may be, accorded to similar officers of any other foreign country.

Article 28.

In all that concerns the administration of the estates of deceased persons, any right, privilege, favour or immunity which either High Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the consular officers of any other foreign country shall be extended immediately and unconditionally to the consular officers of the other High Contracting Party.

Article 29.

The consular officers of one of the High Contracting Parties residing in the territories of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of merchant seamen deserters, other than subjects of the latter High Contracting Party, from the vessels of the former High Contracting Party.

Inaltele Părți Contractante sunt însă de acord ca mărfurile salvate să nu fie supuse la plata nici unei taxe vamale, decât dacă au fost trecute prin vamă pentru consum intern.

În cazul în care un vas este silit din cauza vremii să se refugieze, eșuează sau naufragiază, funcționarul consular respectiv este autorizat în lipsa proprietarului, comandantului sau vreunui alt agent al proprietarului, sau dacă aceștia sunt prezenți și o cer, să ia măsuri pentru a da ajutorul necesar conaționalilor săi.

Articolul 27.

Fiecare dintre Inaltele Părți Contractante va avea dreptul să numească consuli generali, consuli, vice-consuli și agenți consulari cu reședința în orașele și porturile din teritoriile celeilalte Părți, în care asemenea reprezentanți ai oricărei alte națiuni pot fi admiși de guvernele respective. Acești consuli generali, consuli vice-consuli și agenți consulari, însă, nu vor intra în funcțiune decât după aprobarea și admiterea lor, în formele uzuale, de către guvernul pe lângă care sunt trimiși.

Autoritățile consulare ale uneia dintre Inaltele Părți Contractante vor beneficia pe teritoriile celeilalte Părți, de aceleași drepturi oficiale, privilegii și scutiri, cu condiția reciprocității, care sunt acordate sau vor fi acordate acelorași funcționari ai oricărui alt stat străin.

Articolul 28.

În tot ce privește administrarea averilor persoanelor decedate, orice drept, privilegiu, avantaj sau imunitate, care a fost sau care va fi fost acordat de către Inaltele Părți Contractante funcționarilor consulari ai oricărui alt stat străin, se vor extinde imediat și necondiționat funcționarilor consulari ai celeilalte Inalte Părți Contractante.

Articolul 29.

Funcționarii consulari ai uneia dintre Inaltele Părți Contractante, cu reședința pe teritoriile Celeilalte, vor primi dela autoritățile locale ajutorul ce li se poate acorda conform legii, pentru prinderea marinarilor civili dezertori de pe vasele Inaltei Părți Contractante, afară de supușii celeilalte Inalte Părți.

Article 30.

The subjects and companies of each of the High Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights as subjects or companies of that High Contracting Party in regard to patents for inventions, trade-marks, trade names, designs, and copyright in literary and artistic works, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 31.

Each High Contracting Party undertakes to adopt all the necessary legislative and administrative measures in order to assure to goods produced or manufactured in the territories of the other Party effective protection against all forms of unfair competition in commercial transactions and in particular in order to repress and prohibit by seizure and by other appropriate remedies the importation, exportation, distribution, sale or offering for sale of all products bearing upon themselves or their usual get-up or wrappings, or the invoices relating thereto, any marks, names, devices or inscriptions whatever, which are calculated to convey directly or indirectly a false indication of the origin, type, nature or special characteristics of such goods.

It is understood that the provisions of this Article do not impose any obligation to seize goods in transit.

The procedure of enquiry and the enforcement of the measures referred to above shall be carried out in the territories of each High Contracting Party in conformity with the domestic legislation of each Party either at the instance of the appropriate official authority or at the request of persons or associations interested in the protection of a particular industry through the intermediary of their properly qualified representatives.

In respect of goods which are imported into, or to which a mark or description has been applied within, the territories of one of the High Contracting Parties, the competent authorities of that Party shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of this Article.

Articolul 30.

Supușii și societățile fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante vor avea pe teritoriile Celeilalte, aceleași drepturi ca și supușii sau societățile acestei Inalte Părți Contractante, în ce privește patentele de invențiuni, mărcile de fabrică, numele comerciale, desaturile și copy-right-ul pentru lucrările artistice și literare, după îndeplinirea formalităților prescrise de lege.

Articolul 31.

Fiecare din Inaltele Părți Contractante se angajează să ia toate măsurile legislative și administrative necesare, spre a asigura mărfurilor, produse sau fabricate pe teritoriile celeilalte Părți, o protecție eficace în contra oricăror forme de concurență neloială în tranzacțiuni comerciale, și în special cu scopul de a reprima și a împiedica, prin confiscare și prin alte mijloace potrivite, importul, exportul, distribuția, vânzarea ori oferta spre vânzare, a tuturor produselor purtând asupra lor, pe ambalajul sau învelișul lor obicnuit sau pe facturile respective, orice mărci, nume, expresii sau inscripțiuni, care sunt socotite să dea direct sau indirect o indicație falsă asupra originii, tipului, naturei sau caracteristicilor speciale a unor asemenea mărfuri.

Este bine înțeles că dispozițiunile acestui articol nu impun nici o obligație de a confisca mărfuri în tranzit.

Procedura de anchetă și aplicarea măsurilor menționate mai sus, se vor executa pe teritoriile fiecăreia dintre Inaltele Părți Contractante în conformitate cu legislația internă a fiecărei Părți, fie în urma inițiativei autorității oficiale cuvenite, fie la cererea persoanelor sau asociațiilor interesate în protecția unei anumite industrii, prin intermediul reprezentanților lor legalmente calificați.

Cu privire la mărfuri, cari au fost importate în teritoriile uneia dintre Inaltele Părți Contractante, sau cărora li s'a aplicat în aceste teritorii o marcă sau o denumire, autoritățile competente ale acelei Părți vor decide care denumiri, având în vedere caracterul lor generic, nu cad sub prevederile acestui articol.

Article 32.

The High Contracting Parties agree in their relations with each other to give effect in their territories to the provisions of :

(1) The conventions and statutes concluded at Barcelona in 1921 respecting freedom of transit¹ and navigable waterways of international concern²;

(2) The convention and statutes concluded at Geneva in 1923 respecting customs formalities and railways³.

Article 33.

The High Contracting Parties agree that any dispute which may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Treaty shall be submitted to the decision of the Permanent Court⁴ of International Justice at The Hague.

Nevertheless, any disputes which may arise as to the treatment of goods or the application of the provisions relating to tariff questions or navigation, and which require immediate settlement, shall be submitted, at the request of

Articolul 32.

Înaltele Părți Contractante sunt de acord să aplice în raporturile lor reciproce, pe teritoriile lor, dispozițiunile :

(1) convențiunilor și statutelor încheiate la Barcelona în 1921 cu privire la libertatea de tranzit¹ și a căilor navigabile de interes internațional² ;

(2) convenției și statutelor încheiate la Geneva în 1923 cu privire la formalitățile vamale și căile ferate.³

Articolul 33.

Înaltele Părți Contractante convin ca orice diferend, care s'ar putea ivi între ele cu privire la potrivita interpretare sau aplicare a oricăreia dintre dispozițiunile prezentului tratat, să fie supus hotărârei Curții⁴ Permanente de Justiție Internațională dela Haga.

Totuși, orice diferende ce s'ar putea ivi cu privire la tratamentul mărfurilor sau la aplicarea dispozițiunilor referitoare la chestiunile tarifare sau la navigațiune, și care necesită o soluțiune imediată, vor fi supuse, la cererea uneia dintre

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

² Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 71 et vol. XCVI, page 182, de ce recueil.

³ Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; vol. XCII, page 381 et vol. XCVI, page 191, de ce recueil.

⁴ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402, et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

² Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 307 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 157 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 71 ; and Vol. XCVI, page 182, of this Series.

³ Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; Vol. LXXVIII, page 472 ; Vol. LXXXIII, page 403 ; Vol. LXXXVIII, page 336 ; Vol. XCII, page 381 ; and Vol. XCVI, page 191, of this Series.

⁴ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

either of the High Contracting Parties, to an arbitral tribunal established for each dispute and composed of three members, of whom each of the High Contracting Parties will nominate one, and the third shall be appointed by agreement between the two High Contracting Parties, or, failing agreement between them, by the President of the Permanent Court of International Justice.

The decisions of this tribunal will be final and possess binding force.

Article 34.

His Britannic Majesty may, through his Representative at Bucharest, give notice of his desire that the present Treaty shall apply to any British colony or protectorate or to any mandated area administered by his Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and, from the date of the said notice the Treaty shall be in force as between Roumania and the territory specified in such notice.

As regards any such territory in respect of which the present Treaty shall have been made applicable under this Article either of the High Contracting Parties shall have the right to terminate the application of the Treaty at any time on giving six months' notice to that effect.

Article 35.

The present Treaty may by mutual agreement be extended, with any modifications agreed upon, so as to apply between Roumania and any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions (including any mandated territories administered by the Governments of such Dominions) or India, by means of an exchange of notes between the Roumanian Government and the Government of any such Dominion or of India.

After the expiry of a period of two and a half years from the coming into force of the present Treaty, either of the High Contracting Parties may, by giving six months' notice, terminate the application of the Treaty between Roumania and any territory to which it has been extended under the first paragraph of this Article.

Article 36.

So long as in any territory referred to in Articles 34 and 35, which is not bound by the

Inaltele Părți Contractante, unui Tribunal arbitral, constituit pentru fiecare litigiu și compus din 3 membri, dintre care fiecare din Inaltele Părți Contractante va numi unul, iar al treilea va fi desemnat de comun acord de ambele Părți Contractante sau, în lipsa unui acord, de către Președintele Curții Permanente de Justiție Internațională.

Deciziunile acestui Tribunal vor fi definitive și vor avea forță obligatorie.

Articolul 34.

Majestatea Sa Britanică va putea, prin Re-prezentantul Său la București, să anunțe dorința Sa ca prezentul tratat să se aplice oricărei Colonii sau Protectorat britanic sau oricărui teritoriu sub mandat administrat de Guvernul Său din Regatul-Unit al Marelui Britanii și Irlandei de Nord ; și dela data acelei înștiințări, tratatul va intra în vigoare între România și teritoriul specificat în această înștiințare.

În ceea ce privește orice asemenea teritoriu cu privire la care prezentul tratat va fi fost făcut aplicabil conform acestui articol, fiecare dintre Inaltele Părți Contractante va avea dreptul să denunțe aplicarea acestui tratat, în orice moment, printr'un preaviz de 6 luni.

Articolul 35.

Prezentul tratat va putea, prin consens mutual, fi extins, cu orice modificări asupra cărora s'a căzut de acord, astfel încât să fie aplicabil între România și oricare dintre Dominionurile Autonome ale Majestății Sale Britanice (inclusiv orice teritoriu sub mandat administrat de Guvernele acestor Dominionuri) sau India, printr'un schimb de note între Guvernul Român și Guvernul oricărui atare Dominion sau al Indiei.

După expirarea unui termen de 2½ ani dela intrarea în vigoare a prezentului tratat, fiecare dintre Inaltele Părți Contractante, poate, printr'un preaviz de 6 luni, denunța aplicarea tratatului între România și oricare teritoriu asupra căruia a fost extins, conform alineatului I al acestui articol.

Articolul 36.

Atâta vreme cât în orice teritoriu indicat la articolele 35 și 36, care nu este legat prin tra-

present Treaty, goods produced or manufactured in Roumania are accorded treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country, goods produced or manufactured in such territory shall enjoy in Roumania completely and unconditionally the treatment of the most favoured foreign country.

His Majesty the King of Roumania shall, however, be entitled at any time, upon giving six months' notice in writing, to terminate the application of this Article in respect of any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions or of India.

Article 37.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Bucharest as soon as possible. It shall come into force immediately on the exchange of ratifications, and shall be binding during a period of three years from the date of such exchange.

In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Treaty, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which notice of such intention is given.

In the absence of an express provision to that effect, a notice given under the second paragraph of this Article shall not affect the operation of the Treaty as between Roumania and any territory to which the Treaty may have been extended under the provisions of Article 35.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London this 6th day of August, 1930, in both English and Roumanian, both texts being authentic.

(L. S.) William GRAHAM.

(L. S.) V. V. TILEA.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Treaty of Commerce and Navigation of this day's date the undersigned Plenipotentiaries of His Bri-

tatul de față, mărfurile produse sau fabricate în România vor beneficia de un tratament tot atât de favorabil ca acel acordat mărfurilor produse sau fabricate în orice altă țară străină, mărfurile produse sau fabricate în acest teritoriu vor beneficia în România în mod complet și necondițional de tratamentul statului străin celui mai favorizat.

Majestatea Sa Regele României va avea totuși dreptul, printr'un preaviz, în scris, de 6 luni, să denunțe oricând aplicarea acestui articol cu privire la oricare dintre Dominionurile Autonome ale Majestății Sale Britanice, sau India.

Articolul 37.

Prezentul tratat va fi ratificat și ratificările vor fi schimbate la București cât mai curând posibil. El va intra în vigoare imediat după schimbul ratificărilor și va fi obligator timp de 3 ani dela data acestui schimb de ratificări.

În cazul în care nici una dintre Înaltele Părți Contractante nu va fi înștiințat cealaltă Parte, cu 6 luni înainte de expirarea suszisiului termen de 3 ani, de intențiunea sa de a denunța tratatul, el va rămâne în vigoare până la expirarea unui termen de 6 luni dela data la care s'a dat preavizul de denunțare.

În lipsa unei dispozițiuni exprese în acest sens, un aviz dat conform alineatului II al acestui articol nu va afecta valabilitatea tratatului cu privire la relațiunile dintre România și orice teritoriu asupra căruia s'a extins tratatul conform dispozițiunilor articolului 35.

Drept care, susnumiții plenipotențari au semnat prezentul tratat și au depus sigiliile lor.

Făcut în dublu exemplar la Londra, în ziua de 6 August, 1930, atât în limba română cât și în cea engleză, ambele texte fiind autentice.

PROTOCOL.

În momentul de a proceda la semnarea Tratatului de Comerț și Navigație încheiat astăzi, plenipotențarii Majestății Sale Regelui Ro-

tannic Majesty and His Majesty the King of Roumania agree as follows :

(1) Goods produced or manufactured in the territory of His Majesty the King of Iraq shall enjoy in Roumania completely and unconditionally the treatment of the most favoured foreign country so long as goods produced or manufactured in Roumania are accorded in the territories of His Majesty the King of Iraq treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

(2) If at any time after the said Treaty of Commerce and Navigation has come into force His Majesty the King of Iraq shall desire to accede thereto and a notification to that effect shall be deposited on his behalf with the Government of Roumania the provisions of Articles 2 to 33 (inclusive) of the said Treaty shall apply as from the date of the said notification between His Majesty the King of Roumania on the one part and His Majesty the King of Iraq on the other and shall continue so to apply until the expiration of six months from the date of a notice of termination given on behalf of either of these High Contracting Parties.

(3) The present Protocol shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Bucharest at the time of the ratification of the said Treaty of Commerce and Navigation or as soon as possible thereafter. It shall come into force immediately on exchange of ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have affixed thereto their seals.

Done at London the 6th day of August, 1930, in duplicate in both English and Roumanian, both texts being authentic.

(L. S.) William GRAHAM.

(L. S.) V. V. TILEA.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Treaty of Commerce and Navigation, between His Britannic Majesty in respect of the United Kingdom

măniei și a Majestății Sale Britanice, semnați mai jos, au căzut de acord asupra celor ce urmează :

(1) Mărfurile produse sau fabricate pe teritoriul Majestății Sale Regelui Irakului se vor bucura în România în mod complet și necondiționat de tratamentul statului străin celui mai favorizat, atât timp cât mărfurile produse sau fabricate în România se vor bucura pe teritoriul Majestății Sale Regelui Irakului de un tratament tot atât de favorabil ca acel acordat mărfurilor produse sau fabricate în orice altă țară străină.

(2) Dacă oricând după intrarea în vigoare a susmenționatului Tratat de Comerț și Navigație, Majestatea Sa Regele Irakului va dori să adere la el și se va depune, în numele Său, o notificare în acest sens Guvernului României, dispozițiunile art. 2-33 (inclusiv) ale menționatului tratat se vor aplica, dela data zisei notificări, între Majestatea Sa Regele României de o parte și Majestatea Sa Regele Irakului de altă parte și vor continua să fie astfel aplicate până după expirarea unui termen de 6 luni dela avizul de denunțare dat în numele oricăreia dintre Înaltele Părți Contractante.

(3) Protocolul de față va fi ratificat și ratificările se vor schimba la București în acelaș timp cu ratificările susmenționatului Tratat de Comerț și Navigație sau la cea mai apropiată dată după aceasta. El va intra în vigoare imediat după schimbul de ratificări.

Drept care, plenipotențiarilor respectivi au semnat Protocolul de față și au depus sigiliile lor.

Făcut în dublu exemplar la Londra, în ziua de 6 August, 1930, atât în limba română cât și în cea engleză, ambele texte fiind autentice.

PROTOCOL DE SEMNĂTURĂ.

În momentul de a proceda la semnarea Tratatului de Comerț și Navigație dintre Majestatea Sa Regele României și Majestatea Sa Britanică,

of Great Britain and Northern Ireland, and His Majesty the King of Roumania, the undersigned Plenipotentiaries declare that they have agreed as follows :

(1) Notwithstanding anything in Article 37 of the said Treaty, His Majesty the King of Roumania shall have the right of terminating the said Treaty at any time after the expiration of twelve months from the date on which ratifications are exchanged by giving six months previous notice, if, at any time, owing to a change of the Customs system now in force in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the agricultural products of Roumania are subjected to any taxes whatsoever, on their importation into the United Kingdom.

(2) The present Protocol shall be deemed to form an integral part of the said Treaty.

Signed in duplicate at London this 6th day of August, 1930, both in English and Roumanian, both texts being authentic.

(L. S.) William GRAHAM.

(L. S.) V. V. TILEA.

Pour copie conforme :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

D. J. Ghika.

EXCHANGE OF NOTES.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

MR. GRAHAM TO DR. TILEA.

FOREIGN OFFICE.

SIR,

LONDON, August 6, 1930.

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to agree that the Treaty of Commerce and Navigation, signed to-day, shall enter into force provisionally as from to-morrow pending its definitive entry into force upon the exchange of ratifications in accordance with Article 37.

pentru Regatul Unit al Mării Britanii și Irlandei de Nord,

Subsemnații plenipotențari declară că au căzut de acord asupra celor ce urmează :

(1) Independent de orice dispozițiuni din articolul 37 al acestui tratat, Majestatea Sa Regele României va avea dreptul, după expirarea a 12 luni dela data schimbului de ratificări, de a denunța oricând acest tratat, printr'un preaviz de 6 luni, dacă, la orice dată, datorit unei schimbări a sistemului vamal actualmente în vigoare pe teritoriul Regatului Unit al Mării Britanii și al Irlandei de Nord, produsele agricole ale României vor fi supuse la taxe de orice fel, la importul lor în Regatul Unit.

(2) Acest Protocol va fi considerat ca formând parte integrantă din acest tratat.

Semnat în dublu exemplar la Londra, în ziua de 6 August, 1930, atât în limba română cât și în cea engleză, ambele texte fiind autentice.

2. This note and your note in reply, informing me that the Roumanian Government accept this proposal, shall be deemed to constitute an agreement to this effect between the two Governments, which shall be subject to termination at any time upon two weeks' notice given on behalf of either Government.

I have, &c.

William GRAHAM.

2.

DR. TILEA TO MR. GRAHAM.

ROUMANIAN LEGATION.

LONDON, *August 6, 1930.*

SIR,

In reply to your note of to-day's date, I have the honour to inform you that the Roumanian Government agree that the Treaty of Commerce and Navigation, signed to-day, shall enter into force provisionally as from to-morrow pending its definitive entry into force upon the exchange of ratifications in accordance with Article 37.

Your note and this note in reply, shall be deemed to constitute an agreement to this effect between the two Governments, which shall be subject to termination at any time upon two weeks' notice given on behalf of either Government.

I have, &c.

V. V. TILEA.

APPLICATION OF TREATY WITHIN BRITISH COLONIES, &c.

By notice given to the Roumanian Government, 12th May, 1931, in accordance with Article 34, the treaty applies as from that date to :

Bahamas.
Barbados.
Bermuda.
British Guiana.
Cyprus.
Falkland Islands and Dependencies.
Gold Coast :
 (a) Colony.
 (b) Ashanti.
 (c) Northern Territories.
 (d) Togoland under British mandate.

Jamaica (including Turks and Caicos Islands
 and the Cayman Islands).
North Borneo, State of.
St. Helena and Ascension.
Sarawak.
Sierra Leone (Colony and Protectorate).
Straits Settlements.
Tanganyika Territory.
Trinidad and Tobago.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2822. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE SA MAJESTÉ, DANS LE ROYAUME-UNI, ET SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 AOUT 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,

Désireux de faciliter et de développer encore davantage le commerce de leurs pays respectifs et de régler par traité les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que les autres territoires qui se trouvent sous sa souveraineté, la protection ou l'autorité de Sa Majesté britannique et auxquels Sa Majesté britannique pourrait désirer voir le traité s'appliquer, d'une part, et la Roumanie, d'autre part,

Ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ;

Pour la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord :

Le Très Honorable William GRAHAM, président du Ministère du Commerce ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Le D^r Viorel Virgil TILEA, membre du Parlement roumain ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les territoires des Hautes Parties contractantes auxquels s'applique le présent traité sont, pour Sa Majesté britannique, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ainsi que tous territoires auxquels le traité pourra avoir été étendu en vertu de l'article 35 ou au sujet duquel une notification d'application aura été adressée en vertu de l'article 34, et pour Sa Majesté le Roi de Roumanie, la totalité des territoires qui constituent le Royaume de Roumanie.

L'expression « territoires » de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes sera considérée comme désignant les territoires de cette Partie auxquels le traité s'applique.

Article 2.

Les droits conférés par le présent traité aux sujets de Sa Majesté britannique, seront acquis également à toute personne appartenant à l'un quelconque des territoires placés sous la protection ou la suzeraineté de Sa Majesté britannique ou à l'égard desquels un mandat a été accepté par

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Sa Majesté, à condition que les dispositions du présent traité soient devenues applicables à ce territoire, aux termes de l'article 34.

L'expression « sociétés des Hautes Parties contractantes » sera, aux fins du présent traité, interprétée, en ce qui concerne chacune des Hautes Parties contractantes, comme s'appliquant aux sociétés à responsabilité limitée ainsi qu'aux autres sociétés, sociétés en nom collectif, associations et personnes juridiques ayant pour objet le commerce, la finance, l'industrie, les transports ou toutes autres affaires, et régulièrement constituées, conformément aux lois en vigueur dans les territoires de cette Partie.

Article 3.

Tous les navires qui, aux termes de la loi britannique, sont considérés comme des navires britanniques, et tous les navires qui, aux termes de la loi roumaine, sont considérés, comme des navires roumains, seront considérés, aux fins du présent traité, comme étant respectivement des navires britanniques et roumains.

Article 4.

Les sujets de l'une de l'autre des Hautes Parties contractantes auront le droit de pénétrer, de voyager et de séjourner dans les territoires de l'autre Partie aussi longtemps qu'ils rempliront les conditions et se conformeront aux règlements applicables à l'entrée, au voyage et au séjour de tous les étrangers.

Article 5.

En ce qui concerne les taxes, redevances, droits de douane, impôts, droits ayant le caractère de taxes et autres charges analogues, les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, pour leur personne, leurs biens, leurs droits et intérêts, ainsi que pour leur commerce, leur industrie, leur profession, leur occupation ou toute autre question, d'un traitement et d'une protection légale qui seront à tous égards aussi favorables que ceux qui sont accordés aux sujets de la dite Partie ou aux sujets ou citoyens de la nation étrangère la plus favorisée.

Aucune disposition du présent article ne portera préjudice au droit de chacune des Hautes Parties contractantes de continuer à exiger de tous les étrangers résidant sur ses territoires, le paiement de droits d'immatriculation ou autres droits analogues.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, dans toutes les questions concernant le commerce, la navigation et l'industrie, les affaires de tout genre ainsi que l'exercice de professions ou occupations, conformément aux lois en vigueur, tous privilèges, faveurs ou immunités, que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes a effectivement accordés ou pourrait accorder par la suite aux navires et aux sujets ou citoyens de tout autre pays étranger, seront étendus simultanément et sans condition, requête ni compensation, aux navires et aux sujets de l'autre Partie, l'intention des deux Parties contractantes étant de s'assurer réciproquement à tous égards le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 7.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur les territoires de l'autre Partie, pleine liberté d'acquérir et de posséder toute catégorie de biens mobiliers et immobiliers que la législation de cette autre Partie permet ou permettra aux sujets ou citoyens de tout autre pays étranger d'acquérir et de posséder. Ils pourront aliéner ces biens par voie de vente, d'échange,

de donation, de mariage, de testament ou de toute autre manière, ou acquérir lesdits biens par voie d'héritage, à des conditions non moins favorables que celles auxquelles sont ou pourront être soumis les sujets de l'autre Partie contractante ou les sujets ou citoyens de la nation étrangère la plus favorisée.

Dans aucun des cas mentionnés au paragraphe précédent ils ne seront assujettis à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront applicables aux sujets de l'autre Partie contractante ou aux sujets ou citoyens de la nation étrangère la plus favorisée.

Ils seront également autorisés à exporter librement leurs biens et leurs marchandises en général et ne seront pas soumis à cet égard à des restrictions autres ni à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient assujettis, dans des circonstances similaires, les nationaux ou sujets ou citoyens de n'importe quel autre pays étranger.

Article 8.

Pour exercer leur commerce, les sujets et les sociétés de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourront, dans les territoires de l'autre Partie, employer tous agents dont ils pourront juger utile de se servir à condition de se conformer aux lois en vigueur dans ces territoires.

Les sujets et les sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur les territoires de l'autre Partie, libre accès aux tribunaux pour faire valoir et défendre leurs droits sans être astreints à des conditions, restrictions ou taxes autres que celles qui sont imposées aux sujets et aux sociétés du pays et pourront, au même titre que ces derniers, prendre librement, dans tous les procès, pour avocats, avoués ou agents des personnes choisies parmi celles auxquelles la législation des territoires en question reconnaît le droit d'exercer cette profession.

Article 9.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes seront, dans les territoires de l'autre Partie, exemptés de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée, la marine, les forces aériennes, la garde nationale, soit dans la milice, ainsi que de toute obligation d'exercer des fonctions judiciaires, administratives et municipales quelconques autres que celles qui sont imposées par les lois relatives aux jurys. Ils seront également exemptés de toute prestation, soit en espèces, soit en nature, imposée en remplacement dudit service ou de l'exercice desdites fonctions.

En aucun cas, les sujets et les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes ne seront, dans les territoires de l'autre Partie, soumis à des réquisitions militaires ou civiles autres que celles qui peuvent être imposées aux sujets ou sociétés de cette autre Partie et recevront pour ces réquisitions des indemnités appropriées qui ne seront, en aucun cas, inférieures à celles qui sont accordées dans des circonstances analogues aux sujets ou sociétés de l'autre Partie contractante. En outre, dans toutes les questions relatives aux réquisitions militaires ou civiles, les sujets et sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, d'un traitement aussi favorable que celui qui est ou pourra être accordé aux sujets, citoyens ou sociétés de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 10.

Les sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, sur les territoires de l'autre Partie, exercer leurs droits et ester en justice en qualité de demandeurs ou de défendeurs à condition de se conformer à la législation de cette autre Partie.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à n'opposer aucun obstacle aux sociétés de l'autre Partie qui désirent effectuer sur ses territoires, soit en y créant des succursales, soit d'une autre manière, toutes sortes d'opérations que les sociétés anonymes, sociétés en nom collectif et associations ou les sujets ou citoyens de tout autre pays étranger sont ou pourront être autorisés à effectuer, conformément aux lois en vigueur.

Le droit conféré aux sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes d'exercer à titre permanent leur commerce ou industrie habituel dans les territoires de l'autre Partie sera régi par les lois et règlements qui sont ou pourront être mis en vigueur dans ces territoires.

Les sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes bénéficieront, dans les territoires de l'autre Partie, en ce qui concerne les taxes, redevances, droits de douane, impôts, droits ayant le caractère de taxes et autres charges analogues, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux sociétés de l'autre Partie contractante.

En aucun cas, le traitement accordé par chacune des Hautes Parties contractantes aux sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne n'importe quelle question, ne sera moins favorable que celui qui est accordé aux sociétés anonymes, sociétés en nom collectif et associations de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 11.

Les articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et importés dans les territoires de l'autre Partie ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés pour les articles similaires produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

Les articles produits ou manufacturés dans les territoires de Sa Majesté britannique ne seront pas frappés, lors de leur importation en Roumanie, de droits d'importation autres ou plus élevés que les droits minima prescrits, pour les articles similaires, par la loi roumaine sur les tarifs qui est ou pourra être en vigueur, à un moment quelconque.

Article 12.

Les dispositions des articles précédents prévoyant l'octroi du traitement de la nation étrangère la plus favorisée ne s'appliquent pas :

a) Aux privilèges qui sont ou pourront être accordés par l'une des Hautes Parties contractantes en vue de faciliter le trafic frontalier avec des pays limitrophes, dans un rayon de quinze kilomètre au plus, de chaque côté de la frontière ;

b) Aux arrangements spéciaux qui pourront être pris en matière tarifaire pour l'admission en Roumanie de marchandises expédiées à l'adresse de l'Etat roumain et destinées à être utilisées dans des entreprises de l'Etat, en exécution des arrangements financiers résultant de la dernière guerre européenne ;

c) Aux droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats limitrophes en vue de la conclusion d'une union douanière.

Article 13.

Les articles produits ou manufacturés dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et exportés à destination des territoires de l'autre Partie, ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés pour les articles similaires exportés à destination de tout autre pays étranger.

Article 14.

Il ne pourra être maintenu ou imposé de prohibitions ou de restrictions à l'importation dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes d'articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'autre Partie que si lesdites prohibitions ou restrictions s'appliquent, dans la même mesure, à l'importation des articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

Il ne pourra être maintenu ou imposé de prohibitions ou de restrictions à l'exportation d'un article quelconque des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, à destination des

territoires de l'autre Partie, que si lesdites prohibitions ou restrictions s'appliquent, dans la même mesure, à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

Il ne sera admis d'exception à la règle générale énoncée aux paragraphes précédents du présent article que dans les cas suivants :

- 1^o Prohibitions ou restrictions imposées pour des raisons de sécurité publique ;
- 2^o Prohibitions ou restrictions concernant le trafic d'armes, munitions et matériel de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, tous autres approvisionnements militaires ;
- 3^o Prohibitions ou restrictions imposées en vue de la protection de la santé publique ;
- 4^o Prohibitions ou restrictions imposées en vue de la protection des animaux et des plantes, y compris la protection contre la maladie, la dégénérescence ou l'extinction de l'espèce, ainsi que les mesures prises contre les semences, plantes et animaux nuisibles.

Article 15.

Dans la mesure où des prohibitions ou des restrictions seraient imposées à l'importation ou à l'exportation de marchandises quelconques, les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire tout leur possible, en ce qui concerne l'octroi de licences d'importation et d'exportation, en vue d'assurer :

- a)* Que les conditions à remplir et les formalités à observer pour l'obtention de ces licences soient portées immédiatement, sous la forme la plus claire et la plus précise, à la connaissance du public ;
- b)* Que le mode de délivrance des certificats de licences soit aussi simple et aussi stable que possible ;
- c)* Que l'examen des demandes et la délivrance des licences aux requérants s'effectuent dans le plus bref délai possible ;
- d)* Que le système adopté pour la délivrance des licences soit de nature à empêcher le trafic de ces licences. A cet effet, les licences délivrées à des particuliers devront porter le nom du titulaire et ne devront pouvoir être utilisées par aucune autre personne ;
- e)* Qu'en cas de fixation de contingents, les formalités requises par le pays d'importation ne soient pas de nature à empêcher une répartition équitable des quantités de marchandises dont l'importation est autorisée.

Les conditions de l'octroi de licences pour des marchandises produites ou fabriquées dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et importées dans les territoires de l'autre Partie ou exportées à destination de ces territoires seront aussi favorables que les conditions auxquelles des licences sont accordées pour des marchandises produites ou fabriquées dans tout autre pays étranger.

Article 16.

Les dispositions du présent traité concernant les prohibitions ou restrictions à l'importation et à l'exportation ne s'appliquent pas au commerce de l'opium et autres substances qui sont ou pourront être ultérieurement comprises dans la catégorie des substances visées par la Convention internationale de l'Opium, signée à Genève, le 19 février 1925, étant entendu que ce commerce restera assujéti aux lois et règlements en vigueur dans les territoires des Hautes Parties contractantes.

Article 17.

Les droits intérieurs perçus dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, au profit de l'Etat, d'autorités ou institutions locales, sur des marchandises, produits ou articles fabriqués des territoires de l'autre Partie, ne seront pas autres ou plus élevés que les droits perçus

dans des circonstances analogues sur les marchandises similaires d'origine nationale, étant entendu qu'en aucun cas ces droits ne seront plus onéreux que ceux qui sont perçus dans des circonstances analogues sur les marchandises similaires de tout autre pays étranger.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en ce qui concerne le traitement des voyageurs de commerce et de leurs échantillons, de s'accorder réciproquement, dans leurs territoires, toutes les facilités et privilèges qui sont prévus par la Convention internationale relative à la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923.

Tous autres facilités ou privilèges accordés par l'une des Parties à un autre pays étranger quelconque, en ce qui concerne les voyageurs de commerce ou leurs échantillons, seront étendus, sans conditions, à l'autre Partie.

Article 19.

Les mesures prises par les Hautes Parties contractantes pour régler et assurer les transports à travers leurs territoires, devront faciliter le libre transit par chemin de fer ou voies navigables sur les itinéraires en usage convenant au transit international. Il ne sera fait aucune distinction en raison de la nationalité des personnes, du pavillon des navires, du lieu d'origine, de départ, d'entrée, de sortie ou de destination ou en raison de toute autre circonstance relative à la propriété des marchandises ou des navires, du matériel roulant pour voyageurs ou marchandises ou des autres moyens de transport.

En vue d'assurer l'application des dispositions précédentes, les Hautes Parties contractantes autoriseront le transit à travers leurs eaux territoriales, dans les conditions et sous les réserves d'usage.

Les transports en transit ne seront soumis à aucune taxe spéciale à raison du transit (y compris l'entrée et la sortie), à l'exception des droits perçus uniquement pour couvrir les frais de surveillance et d'administration, occasionnés par ledit transit.

Les dispositions précédentes n'affecteront en rien ni les lois douanières concernant le traitement des marchandises en transit, ni les règlements relatifs aux marchandises qui sont soumises à un droit intérieur ou qui font l'objet d'un monopole d'Etat. Le transit de ces marchandises ne sera, toutefois, soumis qu'aux restrictions qui seront nécessaires pour garantir la perception éventuelle des droits intérieurs sur les marchandises qui resteront dans les territoires de l'une des deux Parties et pour assurer l'objet du monopole.

Le présent article n'impose à aucune des Hautes Parties contractantes l'obligation de consentir au transit des voyageurs dont l'entrée dans leurs territoires est interdite ou de marchandises rentrant dans l'une des catégories dont l'importation ou l'exportation est interdite, soit pour des raisons d'hygiène publique ou de sécurité, soit à titre de précaution contre les maladies des animaux ou des plantes.

Aux fins du présent article, les personnes, bagages et marchandises, ainsi que les navires, le matériel roulant pour voyageurs et marchandises et les autres moyens de transport seront considérés comme étant en transit à travers les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes lorsque le passage à travers ces territoires, avec ou sans transbordement, entreposage, rupture de charge ou changement du mode de transport, ne représente qu'une fraction d'un voyage complet, commençant et se terminant en dehors des frontières de la Partie à travers les territoires de laquelle s'effectue le transit.

Article 20.

Chacune des Hautes Parties contractantes autorisera l'importation ou l'exportation à bord des navires de l'autre Partie de toutes les marchandises qui peuvent être légalement importées ou exportées, ainsi que le transport à bord desdits navires de voyageurs en provenance ou à destination de leurs territoires respectifs ; ces navires, leur cargaison et leurs passagers jouiront des mêmes

privilèges et ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que les navires nationaux, leurs cargaisons et leurs passagers, ou les navires de tout autre pays étranger, leurs cargaisons et leurs passagers.

Article 21.

Pour tout ce qui concerne le mouillage, le chargement et le déchargement de navires dans les ports, docks, rades et hâvres des territoires des Hautes Parties contractantes, tous les privilèges ou facilités octroyés par l'une des Parties aux navires d'un autre pays étranger quelconque ou aux navires nationaux, seront accordés pareillement aux navires de l'autre Partie, quel que soit le lieu de leur provenance ou de leur destination.

Article 22.

En ce qui concerne les droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine et autres droits ou redevances analogues, de quelque dénomination que ce soit, perçus ou non ou pour le compte du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'institutions de toute nature, les navires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les ports des territoires de l'autre Partie, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux navires nationaux ou aux navires de tout autre pays étranger.

Tous les droits et taxes perçus pour l'usage des ports de mer seront dûment publiés avant leur entrée en vigueur. Il en sera de même des règlements relatifs aux ports. Dans chaque port de mer, l'autorité du port tiendra à la disposition de tous les intéressés un tableau des droits et redevances en vigueur, ainsi qu'une copie des règlements.

Article 23.

Les dispositions du présent traité relatives à l'octroi réciproque du traitement national en matière de navigation, ne s'appliquent pas au commerce de cabotage, pour lequel les sujets et navires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé à la nation étrangère la plus favorisée.

Au cas où le commerce de cabotage d'une des Hautes Parties contractantes serait exclusivement réservé aux navires nationaux, les navires de l'autre Partie pourront néanmoins se rendre d'un port à un autre, soit pour décharger la totalité ou une partie de leur cargaison ou de leurs passagers amenés de l'étranger, soit pour embarquer la totalité ou une partie de leur cargaison ou de leurs passagers à destination d'un port étranger. De plus, si ces navires se livrent au commerce avec des localités ne se trouvant pas dans les limites du cabotage ainsi réservé, ils auront le droit de transporter entre deux ports des territoires de la première Partie des voyageurs porteurs de billets directs ou des marchandises expédiées sur connaissements directs, à destination ou en provenance de localités ne se trouvant pas dans les limites susmentionnées ; au cours de ces transports, les navires en question, leurs passagers et leurs cargaisons jouiront de tous les privilèges prévus par le présent traité.

Article 24.

Les dispositions du présent traité relatives à l'octroi du traitement national ou du traitement accordé à la nation étrangère la plus favorisée, ne s'appliquent pas aux navires des Hautes Parties contractantes en ce qui concerne :

- 1^o La pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes ;
- 2^o L'application de mesures spéciales destinées à encourager la navigation nationale au moyen de subventions ;

3° Les privilèges accordés aux clubs de sports nautiques. ;

4° Les services maritimes dans les ports, les rades ou les plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance en cas de détresse.

Les dispositions du présent traité n'empêcheront pas le Gouvernement roumain de réserver aux navires roumains appartenant en totalité ou en partie à l'Etat, un emplacement spécial dans ses ports pour le mouillage desdits navires et pour l'utilisation, dans cet emplacement, d'installations spéciales pour leur approvisionnement en combustible et pour l'entreposage et la manutention de marchandises qu'ils transportent, étant entendu toutefois que cette disposition ne sera pas interprétée de manière à priver les navires britanniques de facilités raisonnables pour l'accomplissement de leurs opérations.

Article 25.

Nonobstant les dispositions du présent traité, ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'admettre les navires de l'autre Partie à participer à la navigation dans les voies d'eau intérieures qui ne sont pas internationalisées, aussi longtemps que ces voies d'eau ne seront pas ouvertes aux navires de n'importe quel autre pays étranger non limitrophe.

Article 26.

Tout navire de l'une des Hautes Parties contractantes qui, par suite du mauvais temps ou d'un accident serait contraint à se réfugier dans un port des territoires de l'autre Partie, pourra y réparer ses avaries, se procurer toutes les provisions nécessaires et reprendre la mer sans avoir à acquitter d'autres droits que ceux qu'un navire national aurait à payer en pareil cas. Dans le cas, toutefois, où le capitaine d'un navire marchand serait dans l'obligation de disposer d'une partie de ses marchandises pour faire face à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux règlements et aux tarifs du lieu dans lequel il se trouvera.

Si un navire de l'une des Hautes Parties contractantes échoue ou fait naufrage sur les côtes des territoires de l'autre Partie, ce navire et toutes ses parties, tout son matériel d'armement et d'équipement, ainsi que les objets et marchandises qui auront pu être sauvés, y compris tout ce qui aura pu être jeté à la mer ou, le cas échéant, le produit de la vente, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du navire qui aura échoué ou fait naufrage, seront remis aux propriétaires dudit navire, desdits objets, marchandises, etc., ou à leurs agents lorsque ceux-ci les réclameront. Si les propriétaires ou leurs agents ne sont pas présents sur les lieux, le navire, les objets, marchandises, etc., en question seront remis, s'ils sont la propriété d'un sujet ou d'une société de la première des Hautes Parties contractantes, au fonctionnaire consulaire de ladite Partie dans la circonscription duquel le navire aura échoué ou fait naufrage, s'ils sont réclamés par lui dans le délai fixé par les lois de l'autre Partie. Lesdits fonctionnaires consulaires, propriétaires ou agents n'auront à payer que les dépenses encourues pour la conservation des biens, ainsi que le sauvetage ou les autres dépenses qui devraient être payées dans un cas analogue pour un navire national naufragé ou échoué.

Les Hautes Parties contractantes conviennent toutefois que les marchandises sauvées ne seront pas soumises au paiement de droits de douane, à moins qu'elles n'entrent dans la consommation intérieure.

Dans le cas où un navire serait obligé, par suite du mauvais temps, de se réfugier dans un port échouerait ou ferait naufrage, le fonctionnaire consulaire compétent sera autorisé à intervenir pour fournir à ses compatriotes l'assistance nécessaire si le propriétaire ou le capitaine ou un autre agent du propriétaire n'est pas présent ou si, étant présent, il lui demande d'intervenir de la sorte.

Article 27.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires qui résideront dans les villes et les ports des territoires

de l'autre Partie où de tels représentants de tout autre pays étranger peuvent être admis par les gouvernements respectifs. Toutefois, ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agent consulaires n'entreront en fonctions qu'après avoir reçu, dans la forme habituelle, l'exequatur du Gouvernement auprès duquel ils seront accrédités.

Les fonctionnaires consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, sous réserve de réciprocité, dans les territoires de l'autre Partie, des mêmes droits officiels, privilèges et exemptions que ceux qui sont ou pourront être reconnus aux fonctionnaires du même rang de toute autre nation étrangère.

Article 28.

En tout ce qui concerne l'administration des biens de personnes décédées, tous droits, privilèges, faveurs ou immunités qui sont ou qui pourront être ultérieurement accordés par l'une des Hautes Parties contractantes aux fonctionnaires consulaires de tout autre pays étranger seront étendus immédiatement et sans condition aux fonctionnaires consulaires de l'autre Haute Partie contractante.

Article 29.

Les fonctionnaires consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes résidant dans les territoires de l'autre Partie recevront des autorités locales l'assistance qui peut leur être légalement accordée en vue de ramener à bord des matelots de la marine marchande autres que des sujets de cette dernière Partie, qui auront déserté les navires de la première Partie.

Article 30.

Les sujets et les sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, des mêmes droits en matière de brevets d'invention, marque de fabrique, appellations et vignettes commerciales, droits de reproduction pour les œuvres littéraires et artistique, que ceux qui sont reconnus aux sujets ou sociétés de cette Partie, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Article 31.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à adopter toutes les mesures législatives et administratives nécessaires pour assurer aux marchandises produites ou fabriquées dans les territoires de l'autre Partie, une protection effective contre toutes les formes de concurrence déloyale dans les transactions commerciales et, en particulier, pour réprimer et empêcher, par voie de saisie et par tous autres moyens appropriés, l'importation, l'exportation, la distribution, la vente ou la mise en vente de tous articles portant eux-mêmes ou dont le conditionnement ou l'emballage habituel ou les factures y afférentes portent des marques, noms, emblèmes ou inscriptions quelconques destinés à donner directement ou indirectement une indication fausse quant à l'origine au genre, à la nature ou aux caractéristiques spéciales de ces articles.

Il est entendu que les dispositions du présent article n'imposent aucune obligation de procéder à la saisie de marchandises en transit.

La procédure d'enquête et l'application des mesures susmentionnées dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, s'effectueront conformément à la législation nationale de chaque Partie, soit sur la demande de l'autorité officielle compétente, soit à la requête de personnes ou d'associations intéressées à la protection d'une industrie particulière, agissant par l'intermédiaire de leurs représentants dûment qualifiés.

En ce qui concerne les marchandises importées dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, ou auxquelles une marque ou appellation a été donnée dans lesdits territoires, les autorités compétentes de cette Partie décideront quelles sont les appellations qui, en raison de leur caractère générique, ne tombent pas sous le coup des dispositions du présent article.

Article 32.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de donner effet sur leurs territoires, dans leurs relations réciproques, aux dispositions :

1^o Des Conventions et Statuts conclus à Barcelone en 1921, en ce qui concerne la liberté de transit et les voies navigables d'intérêt international ;

2^o De la Convention et des Statuts conclus à Genève en 1923, en ce qui concerne les formalités douanières et les chemins de fer.

Article 33.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout différend qui pourrait s'élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'une quelconque des dispositions du présent traité sera soumis à la décision de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Néanmoins, tout différend qui pourra s'élever en ce qui concerne le traitement des marchandises ou l'application des dispositions relatives aux questions de tarif ou à la navigation et qui exigera un règlement immédiat sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, à un tribunal arbitral créé pour chaque différend et composé de trois membres, dont deux seront nommés par chaque Partie respectivement, et le troisième, par les deux Parties, d'un commun accord, ou, à défaut d'accord, entre les Parties, par le Président de la cour Permanente de Justice internationale.

Les décisions de ce tribunal seront définitives et auront force obligatoire.

Article 34.

Sa Majesté britannique pourra, par l'intermédiaire de son représentant à Bucarest, notifier son désir de voir les dispositions du présent traité s'appliquer à toute colonie ou protectorat britannique ou à tout territoire sous mandat administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; à partir de la date de ladite notification, le traité sera en vigueur entre la Roumanie et le territoire spécifié dans la notification.

En ce qui concerne les territoires auxquels les dispositions du présent traité seront devenues applicables en vertu du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de mettre fin à n'importe quel moment à l'application desdites dispositions, moyennant préavis de six mois à cet effet.

Article 35.

Le présent traité pourra être étendu, d'un commun accord avec toutes les modifications qui auront été convenues, de manière à être applicable entre la Roumanie et tout territoire autonome de Sa Majesté britannique (y compris tous territoires sous mandat administrés par les gouvernements de ces territoires autonomes) ou l'Inde, à la suite d'un échange de notes entre le Gouvernement roumain et le Gouvernement du territoire autonome intéressé ou de l'Inde.

A l'expiration d'une période de deux ans et demi à partir de l'entrée en vigueur du présent traité, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, moyennant un préavis de six mois, mettre fin à l'application du traité entre la Roumanie et tout territoire auquel il aura été étendu en vertu du premier alinéa du présent article.

Article 36.

Tant que dans l'un quelconque des territoires mentionnés aux articles 34 et 35 qui n'est pas lié par les dispositions du présent traité, les marchandises produites ou manufacturées en Roumanie

recevront un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans un autre pays étranger quelconque, les marchandises produites ou manufacturées dans ce territoire jouiront complètement et sans conditions en Roumanie du traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

Sa Majesté le Roi de Roumanie aura, toutefois, le droit de mettre fin, à n'importe quel moment, moyennant préavis de six mois donné par écrit, à l'application de cet article, en ce qui concerne l'un quelconque des territoires autonomes de Sa Majesté britannique ou l'Inde.

Article 37.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bucarest dans le plus bref délai possible. Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification et aura force obligatoire pendant une période de trois ans à partir de la date de cet échange.

Si aucune des Hautes Parties contractantes ne notifie à l'autre, six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de dénoncer le traité, ce dernier restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle l'intention de dénoncer le traité aura été notifiée.

Sauf stipulation expresse à cet effet, l'avis donné en vertu du second alinéa du présent article n'affectera pas le maintien en vigueur du traité entre la Roumanie et tout territoire auquel l'application du traité aura pu être étendue, conformément aux dispositions de l'article 35.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original, à Londres, le 6 août 1930, en langues anglaise et roumaine, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) William GRAHAM.

(L. S.) V. V. TÎLEA.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés de Sa Majesté britannique et de Sa Majesté le Roi de Roumanie sont convenus de ce qui suit :

1^o Les articles produits ou fabriqués dans le territoire de Sa Majesté le Roi de l'Irak jouiront, en Roumanie, complètement et sans condition, du traitement de la nation étrangère la plus favorisée, tant que les articles produits ou fabriqués en Roumanie recevront, dans les territoires de Sa Majesté le Roi d'Irak, un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

2^o Si, après l'entrée en vigueur dudit traité de commerce et de navigation, Sa Majesté le Roi de l'Irak désire, à un moment quelconque, y accéder, et si un avis à cet effet est remis en son nom au Gouvernement roumain, les dispositions des articles 2 à 33 (inclusivement) dudit traité seront applicables à partir de la date de l'avis en question entre Sa Majesté le Roi de Roumanie, d'une part, et Sa Majesté le Roi de l'Irak, d'autre part, et resteront en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de l'avis de dénonciation donné au nom de l'une ou l'autre de ces Hautes Parties contractantes.

3^o Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bucarest, au moment de la ratification dudit traité de commerce et de navigation, ou

aussitôt que possible après cette ratification. Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original à Londres, le 6 août 1930, en langues anglaise et roumaine, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) William GRAHAM.

(L. S.) V. V. TILEA.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation entre Sa Majesté britannique au nom du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et Sa Majesté le Roi de Roumanie, les plénipotentiaires soussignés déclarent être convenus de ce qui suit :

1^o Nonobstant toute disposition de l'article 37 dudit traité, Sa Majesté le Roi de Roumanie aura le droit de dénoncer ce traité à n'importe quel moment, à l'expiration d'un délai de douze mois à partir de la date de l'échange des ratifications, moyennant un préavis de six mois si, par suite d'un changement dans le régime douanier actuellement en vigueur dans le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les produits agricoles de la Roumanie étaient à un moment quelconque, assujettis à des taxes, quelles qu'elles soient, à leur importation dans le Royaume-Uni.

2^o Le présent protocole sera considéré comme faisant partie intégrante dudit traité.

Signé en double original, à Londres, le 6 août 1930, en langues anglaise et roumaine, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) William GRAHAM.

(L. S.) V. V. TILEA.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

M. GRAHAM AU D^r TILEA.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, le 6 août 1930.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni est disposé à convenir que le Traité de commerce et de navigation signé ce jour entrera provisoirement en vigueur à partir de demain, en attendant son entrée en vigueur définitive, après l'échange des ratifications, conformément aux dispositions de l'article 37.

2. La présente note et votre réponse me faisant savoir que le Gouvernement roumain accepte cette proposition seront considérées comme constituant, entre les deux Gouvernements, un accord à cet effet, qui pourra être dénoncé à n'importe quel moment moyennant préavis de deux semaines, donné au nom de l'un ou de l'autre gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

William GRAHAM.

II.

LE D^r TILEA A M. GRAHAM.

LÉGATION DE ROUMANIE.

LONDRES, le 6 août 1930.

MONSIEUR,

En réponse à votre note en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement roumain accepte que le Traité de commerce et de navigation, signé ce jour, entre provisoirement en vigueur à partir de demain, en attendant son entrée en vigueur définitive après l'échange des ratifications, conformément aux dispositions de l'article 37.

Votre note et la présente note répondant à la vôtre, seront considérées comme constituant, entre les deux gouvernements, un accord à cet effet, qui pourra être dénoncé à n'importe quel moment moyennant préavis de deux semaines donné au nom de l'un ou de l'autre gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

V.V. TILEA.

APPLICATION DU TRAITÉ DANS LES COLONIES ETC., BRITANNIQUES.

En vertu d'une notification déposée auprès du Gouvernement roumain, le 12 mai 1930, conformément aux dispositions de l'article 34, le traité s'applique, à partir de cette date, aux territoires suivants :

Iles Bahama.	Jamaïque (y compris les Iles Turques, Caïques et Caymans).
Ile de la Barbade.	Etat du Nord Bornéo
Iles Bermudes.	Ste-Hélène et Ascension.
Guyane britannique.	Sarawak.
Chypre.	Sierre Léone (Colonie et Protectorat)
Iles Falkland et Dépendances.	Etablissement des Détroits.
Côte de l'Or :	Territoire du Tanganyika.
a) Colonie.	Trinité et Tabago.
b) Ashanti.	
c) Territoires du Nord.	
d) Togo sous mandat britannique.	

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET NORVÈGE**

Convention concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 30 janvier 1931, et échanges de notes y relatifs, Oslo, les 30 septembre et 5 octobre 1931 ; Oslo, les 14 et 21 octobre 1931 ; Oslo, les 21 et 29 octobre 1931 ; Oslo, les 9 et 17 décembre 1931 ; Oslo, les 24 décembre 1931 et 8 janvier 1932 ; Oslo, les 18 et 25 janvier 1932 ; et Oslo, les 18 et 25 janvier 1932.

**GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
AND NORWAY**

Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, January 30, 1931, and Exchanges of Notes relating thereto, Oslo, September 30 and October 5, 1931 ; Oslo, October 14 and 21, 1931 ; Oslo, October 21 and 29, 1931 ; Oslo, December 9 and 17, 1931 ; Oslo, December 24, 1931, and January 8, 1932 ; Oslo, January 18 and 25, 1932 ; and Oslo, January 18 and 25, 1932.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.

No. 2823. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, AND HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JANUARY 30, 1931.

Nº 2823. — KONVENSJON¹ MELLEM NORGE OG STORBRI-TANNIA ANGAAENDE RETSLIG BEHANDLING AV CIVILE OG KOMMERSIELLE SAKER. UNDERTEGNET I LONDON, DEN 30 JANUAR 1931.

Textes officiels anglais et norvégien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 septembre 1931.

English and Norwegian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place September 23, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY,

Being desirous to render mutual assistance in the conduct of legal proceedings, in their respective territories, in civil and commercial matters which are being dealt with or which may possibly be dealt with by their respective judicial authorities ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Rt. Hon. Arthur HENDERSON, M.P.,
His Secretary of State for Foreign
Affairs ; and

HANS MAJESTET NORGES KONGE og HANS MAJESTET KONGEN AV STORBRITANNIA, IRLAND OG DE BRITISKE OVERSJØISKE BESIDDELSER, KEISER AV INDIA,

som ønsker, hver innen sitt territorium, å yde hverandre gjensidig prosessuell bistand i civile og kommersielle saker som er eller muligens kan bli gjort til gjenstand for behandling av deres respektive judicielle myndigheter,

har i denne hensikt besluttet å avslutte en konvensjon, og har opnevnt som sine befullmektigede :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Sin Overordentlige Sendemann og Befullmektigede Minister i London, Herr Benjamin VOGT ;

HANS MAJESTET KONGEN AV STORBRITANNIA, IRLAND OG DE BRITISKE OVERSJØISKE BESIDDELSER, KEISER AV INDIA :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 7 août 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at London, August 7, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Benjamin VOGT, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. PRELIMINARY.

Article 1.

(a) This Convention applies only to civil and commercial matters, including non-contentious matters.

(b) In this Convention the words " territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted as meaning at any time any of the territories of such High Contracting Party to which the Convention at that time applies.

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

When judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of one of the High Contracting Parties are required to be served on persons, partnerships, companies, societies or other corporations in the territory of the other High Contracting Party, such documents may be served on the recipient, whatever his nationality, in the manner provided in Article 3.

Article 3.

(a) A request for service shall be addressed by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the documents to be served emanate, to the competent authority of the country where the documents are to be served, requesting such authority to cause the documents to be served. The request shall be sent by such Diplomatic or Consular Officer to such authority.

FOR STORBRITANNIA OG NORD-IRLAND :

Sin Statssekretær for Utenrikske Anliggender, The Right Honourable Arthur HENDERSON, M.P. ;

Som, efter å ha meddelt hverandre sine fullmakter, funnet i god og behørig form, er kommet overens om følgende :

I. INNLEDNING.

Artikkel 1.

(a) Denne konvensjon kommer bare til anvendelse i civile og kommersielle saker, deri innbefattet saker hvori det ikke er tvist.

(b) I denne konvensjon skal ordene « den ene (eller den annen) høie kontraherende parts territorium » fortolkes som omfattende det territorium som til enhver tid tilhører en sådan høi kontraherende part som konvensjonen da får anvendelse på.

II. FORKYNNELSE AV JUDISIELLE OG EKSTRA-JUDISIELLE DOKUMENTER.

Artikkel 2.

Når judisielle eller ekstra-judisielle dokumenter som er usferdiget på den ene av de høie kontraherende parters territorium, begjæres forkynt for personer, firmaer, selskaper, foreninger eller andre korporasjoner på den annen høie kontraherende parts territorium, kan sådanne dokumenter forkynnes for mottageren, uten hensyn til hans nasjonalitet, på den måte som omhandles i artikkel 3.

Artikkel 3.

(a) En diplomatisk eller konsulær tjenestemann for den høie kontraherende part fra hvis territorium de dokumenter som skal forkynnes, utgår, skal skriftlig rette anmodning om forkynnelsen til den kompetente myndighet i det land hvor dokumentene skal forkynnes, med begjæring om at nevnte myndighet skal foranledige dokumentene forkynt. Begjæringen skal av nevnte diplomatiske eller konsulære tjenestemann sendes vedkommende myndighet.

(b) The request for service shall be drawn up in the language of the country where service is to be effected.

The request for service shall state the full names and descriptions of the parties, the full names, address and description of the recipient, and the nature of the document to be served, and shall enclose the documents to be served in duplicate.

(c) The document to be served shall either be drawn up in the language of the country in which it is to be served, or be accompanied by a translation in such language. Such translation shall be certified as correct by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the document emanates or by a sworn translator of one of the two countries concerned.

(d) Requests for service shall be addressed and sent :

In Norway to the Tribunal of First Instance in the jurisdiction of which service is to be effected.

In England to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall of his own motion transmit the document to the competent authority of his own country.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country where the document is to be served, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, except that, if a wish for some special manner of service is expressed in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of that country.

(f) The execution of the request for service duly made in accordance with the preceding provisions of this Article shall not be refused unless (1) the authenticity of the request for service is not established, or (2) the High Contracting Party in whose territory it is to be effected considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) The authority by whom the request for service is executed shall furnish a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such

(b) Begjæringen om forkynnelse skal være avfattet i det lands sprog, hvor forkynnelsen skal iverksettes.

Forkynningsbegjæringen skal beskrive partene og angi deres fulle navn, beskrive mottageren og angi hans fulle navn og adresse og beskaffenheten av det dokument som skal forkynnes, samt være vedlagt in duplo de dokumenter som skal forkynnes.

(c) Det dokument som skal forkynnes, skal enten være avfattet i det lands sprog, hvor det skal forkynnes, eller være ledsaget av en oversettelse til nevnte sprog. Oversettelsens riktighet skal være bekreftet av en diplomatisk eller konsulær tjenestemann for den høie kontraherende part fra hvis territorium dokumentene utgår eller av en edsvoren translatør i et av de to respektive land.

(d) Begjæringen om forkynnelse skal rettes og sendes :

I Norge til herreds- eller byretten i den jurisdiksjon hvor forkynnelsen skal iverksettes.

I England til « the Senior Master of the Supreme Court of Judicature ».

Hvis den myndighet til hvem en forkynningsbegjæring er blitt sendt, ikke er kompetent til å utføre forkynnelsen, skal nevnte myndighet på embeds vegne oversende dokumentet til den kompetente myndighet i samme stat.

(e) Forkynnelsen skal iverksettes av den kompetente myndighet i det land hvor dokumentet skal forkynnes. Dokumentet forkynnes på den måte som er foreskrevet i dette land for forkynnelse av lignende dokumenter, medmindre forkynningsbegjæringen måtte uttrykke ønsket om en spesiell forkynningsmåte. Denne forkynningsmåte skal i så fall følges for så vidt det ikke er uforenlig med landets lov.

(f) Når begjæring om forkynnelse er fremsatt overensstemmende med de foranstående bestemmelser i denne artikkel, skal utførelsen ikke kunne nektes medmindre (1) forkynningsbegjæringens ekthet ikke er godtgjort eller (2) den høie kontraherende part på hvis territorium den skal iverksettes, mener at iverksettelse av forkynnelsen vilde gjøre inngrep i dens suverenitet eller sikkerhet.

(g) Den myndighet som utfører forkynnelsen, skal utferdige en bevidnelse om forkynnelsen eller om den grunn som har vært til hinder for den. Bevidnelsen skal gi opplysning om den måte og den dag som forkynnelsen eller

service or attempted service, and shall send the said certificate to the Diplomatic or Consular Officer by whom the request for service was made. The certificate of service or of attempted service shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

Article 4.

(a) The provisions of Articles 2 and 3 in no way prejudice the right to use in the territory of either High Contracting Party without any request to or intervention of the authorities of the country where service is effected, any of the following methods of service in connexion with judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of the other High Contracting Party :

(1) Service by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the document emanates ;

(2) Service by an agent appointed for the purpose either by the judicial authority by whom service of the document is required or by the party on whose application the document was issued ;

(3) Through the post ;

(4) Any other mode of service recognised by the law existing at the time of service in the country from which the documents emanate.

(b) It is understood that the validity and effect of any such service will remain a matter for the determination of the respective courts of the High Contracting Parties in accordance with their law.

(c) The High Contracting Parties agree that in principle it is desirable that documents served by any of these methods should, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates, either be drawn up in the language of the country in which service is to be effected or accompanied by a translation into such language. Nevertheless, in the absence of any legislation in their respective territories making translations obligatory in such cases, the High Contracting Parties do not accept any obligation in this respect.

den forsökte forkynnelse er foregått på, og skal sendes til den diplomatiske eller konsulære tjenestemann som har fremsatt begjæringen om forkynnelse. Bevidnelsen om forkynnelse eller forsøkt forkynnelse skal være påført det ene eksemplar eller festet til dette.

Artikkel 4.

(a) Forskriftene i artiklene 2 og 3 skal ikke være til hinder for at judisielle eller ekstra-judisielle dokumenter som er utferdiget på den ene høie kontraherende parts territorium forkynnes på den annen høie kontraherende parts territorium uten henvendelse til eller mellomkomst av dette lands myndigheter på en av følgende måter :

(1) Forkynnelse ved en diplomatisk eller konsulær representant for den høie kontraherende part fra hvis territorium dokumentet utgår ;

(2) Forkynnelse ved en representant som til det formål er opnevnt enten av den judisielle myndighet som begjærer forkynnelse av dokumentet, eller av den part på hvis begjæring dokumentet blev utferdiget ;

(3) Gjennem posten ;

(4) En hvilken som helst annen forkynnesmåte som på forkynnestiden anerkjennes av loven i det land hvorfra dokumentet utgår.

(b) Det er underforstått at gyldigheten og virkningen av en sådan forkynnelse blir å bedømme av de høie kontraherende parter domstoler i overensstemmelse med deres eget lands lov.

(c) De høie kontraherende parter er enig om at det i prinsippet er ønskelig at dokumenter som forkynnes på en av disse måter, enten er avfattet i det lands sprog, hvor forkynnelsen skal utføres, eller ledsaget av en oversettelse til dette sprog—medmindre mottageren er den høie kontraherende parts undersått fra hvis territorium det dokument som skal forkynnes, utgår. Da deres lands respektive lover ikke har bestemmelser som foreskriver oversettelser i sådanne tilfelle, påtar de høie kontraherende parter sig imidlertid ingen forpliktelse i denne henseende.

Article 5.

(a) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party, by whose Diplomatic or Consular Officer the request for service is addressed, shall pay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law of the country where the service is effected to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall not exceed such as are usually allowed in the courts of that country.

(b) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Diplomatic or Consular Officer by whom the request was addressed when sending to him the certificate provided for in Article 3 (g).

(c) Except as provided above, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

III. TAKING OF EVIDENCE.

Article 6.

When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken in the manner prescribed in Article 7. The taking of evidence includes the production, identification and examination of documents.

Article 7.

(a) The judicial authority by whom the evidence is required may, in accordance with the provisions of its law, address itself by means of "Letters of Request" to the competent authority of the country where the evidence is to be taken, requesting such authority to take the evidence.

(b) The "Letter of Request" shall be drawn up in the language of the country where the evidence is to be taken, or be accompanied by a translation in such language. Such trans-

Artikkel 5.

(a) Når dokumenter er blitt forkynt overensstemmende med forskriftene i artikkel 3, skal den høie kontraherende part hvis diplomatiske eller konsulære tjenestemann har fremsatt forkynningsbegjæringen, godtgjøre den annen høie kontraherende part de gebyrer og utgifter som efter loven i det land hvor forkynnelsen iverksettes, skal betales til de personer som er ansatt til å besørge forkynnelser, og de gebyrer og utgifter som er påløpt ved at forkynnelsen er iverksatt på en spesiell måte. Disse gebyrer og utgifter skal ikke være høiere enn de som i nevnte land vanligvis gjelder.

(b) Godtgjørelse for disse gebyrer og utgifter skal den kompetente myndighet som har iverksatt forkynnelsen, når den sender den i artikkel 3 (g) omhandlede bevidnelse, avkreve den diplomatiske eller konsulære tjenestemann som har fremsatt begjæringen.

(c) Bortsett fra det som ovenfor er bestemt, skal den ene høie kontraherende part ikke betale den annen noen som helst avgift i anledning av forkynnelse av dokumenter.

III. BEVISOPTAGELSER.

Artikkel 6.

Når en judisiell myndighet på den ene av de høie kontraherende parters territorium begjærer foretatt bevisoptagelse på den annen høie kontraherende parts territorium, kan sådan bevisoptagelse foretas på den artikkel 7 beskrevne måte. Bevisoptagelse innbefatter fremleggelse, identifikasjon og undersøkelse av dokumenter.

Artikkel 7.

(a) Den judisielle myndighet som ønsker bevisoptagelsen, kan overensstemmende med sin egen lovs forskrifter henvende sig med en rettsanmodning til den kompetente myndighet i det land hvor bevisoptagelsen skal finne sted, og anmode den nevnte myndighet om å foreta bevisoptagelsen.

(b) Rettsanmodningen skal være avfattet i det lands sprog, hvor bevisoptagelsen skal foretas, eller være ledsaget av en oversettelse til dette sprog. Oversettelsens riktighet skal

lation shall be certified as correct by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party from whose judicial authority the request emanates, or by a sworn translator of one of the two countries concerned. The "Letters of Request" shall state the nature of the proceedings for which the evidence is required, the full names of the parties thereto, and the full names, addresses and descriptions of the witnesses. They shall also either be accompanied by a list of interrogatories to be put to the witness or witnesses and a translation thereof certified as correct in the manner heretofore provided or shall contain full instructions or information as to the matters in relation to which evidence is required, or alternatively shall request the competent authority to allow such questions to be asked *vivâ voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) The "Letters of Request" shall be transmitted :

In England by a Norwegian Diplomatic or Consular Officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Norway by a British Diplomatic or Consular Officer to the Tribunal of First Instance in the jurisdiction of which the evidence is to be taken.

In case the authority to whom "Letters of Request" are transmitted is not competent to execute them, such authority shall forward the "Letters of Request" without any further request to the competent authority of his own country.

(d) The competent authority to whom the "Letters of Request" are transmitted or forwarded shall give effect thereto and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of his own country, except that if a wish that some special procedure should be followed is expressed in the "Letters of Request" such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country where the evidence is to be taken.

(e) The Diplomatic or Consular Officer by whom the "Letters of Request" are transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date and place where the proceedings will take place, in order that he may inform the interested party or parties who shall be permitted

være bekreftet av en diplomatisk eller konsulær tjenestemann for den høie kontraherende part hvis judisielle myndighet fremsetter begjæringen, eller av en edsvoren translator i et av de to respektive land. Rettsanmodningen skal angi arten av den sak hvori bevisoptagelsen ønskes, partenes fulle navn og beskrivelse av vidnene samt disses fulle navn og adresse. Den skal likeledes enten være ledsaget av en liste over de spørsmål som skal fremsettes for vidnet eller vidnene, og en oversettelse hvis riktighet er bekreftet på den ovenfor angitte måte, eller inneholde nøiaktige instruksjoner eller opplysninger angående de forhold som bevisoptagelse er begjært om, eller i stedet inneholde begjæring til den kompetente myndighet om å tillate at det muntlig stilles de spørsmål som partene eller deres representanter ønsker å fremsette.

(c) Rettsanmodningen skal oversendes :

I Norge, av en britisk diplomatisk eller konsulær tjenestemann, til herreds- eller byretten i den jurisdiksjon hvor bevisoptagelsen skal foretas.

I England av en norsk diplomatisk eller konsulær tjenestemann til «the Senior Master of the Supreme Court of Judicature».

I tilfelle av at den myndighet til hvem rettsanmodningen er blitt oversendt, ikke er kompetent til å etterkomme den, skal nevnte myndighet uten noen ytterligere begjæring oversende rettsanmodningen til sitt eget lands kompetente myndighet.

(d) Den kompetente myndighet som rettsanmodningen er oversendt eller videresendt til, skal ta den til følge og foreta den begjærte bevisoptagelse under anvendelse av de samme tvangsmidler og den samme fremgangsmåte som anvendes til utførelsen av en begjæring der utgår fra myndighetene i dens eget land. Dersom det i rettsanmodningen er uttalt ønske om at en spesiell fremgangsmåte skal følges, skal dog denne fremgangsmåte i så fall brukes så langt som det måtte være forenlig med loven i det land hvor bevisoptagelsen skal foregå.

(e) Den diplomatiske eller konsulære tjenestemann som rettsanmodningen er oversendt gjennom, skal—hvis han så ønsker—underrettes om dagen og stedet for rettshandlingen, for at han kan underrette den interesserte part eller de interesserte parter, som skal ha rett til å

to be present in person or to be represented if they so desire.

(f) The execution of the " Letters of Request " can only be refused :

(1) If the authenticity of the " Letters of Request " is not established.

(2) If in the country where the evidence is to be taken the execution of the " Letters of Request " in question does not fall within the functions of the judiciary.

(3) If the High Contracting Party in whose territory the evidence is to be taken considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where the " Letters of Request " are not executed by the authority to whom they are addressed, the latter will at once inform the Diplomatic or Consular Officer by whom they were transmitted, stating the grounds on which the execution of the " Letters of Request " has been refused, or the judicial authority to whom they have been forwarded.

Article 8.

(a) The provisions of Articles 6 or 7 in no way prejudice the right of taking evidence, required by a judicial authority in the territory of one High Contracting Party, in the territory of the other, without any request to or intervention of the authorities of the country where the evidence is taken, by a person qualified to do so according to the law of the country by whose court the evidence is required. Such person may be a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party whose court requires the evidence or any other suitable person directly appointed for the purpose.

(b) It is understood that where the method of taking evidence referred to in the preceding paragraph is employed, the procedure must be entirely voluntary and no measures of compulsion can be employed and the admissibility of evidence so taken remains a matter for the determination of the respective courts of the High Contracting Parties in accordance with their law.

Article 9.

The fact that an attempt to take evidence by the method mentioned in Article 8 has failed

være til stede personlig eller til å være representert såfremt de ønsker det.

(f) Efterkommelse av rettsanmodningen kan bare nektes :

(1) Såfremt rettsanmodningens ekthet ikke er godtgjort.

(2) Såfremt utførelsen av vedkommende rettsanmodning ikke inngår under den dømmende makts beføielser i det land hvor bevisoptagelsen skal foretas.

(3) Såfremt den høie kontraherende part på hvis territorium bevisoptagelsen skal finne sted, mener at den vilde gjøre inngrep i dens suverenitet eller sikkerhet.

(g) I ethvert tilfelle hvor rettsanmodningen ikke efterkommes av den myndighet til hvem den er rettet, skal denne straks underrette den diplomatiske eller konsulære tjenestemann som den er oversendt gjennom, med opplysning om grunnene til at efterkommelse av rettsanmodningen er avslått eller med angivelse av den rettslige myndighet som den er blitt oversendt til.

Artikkel 8.

(a) Forskriftene i artiklene 6 eller 7 er ikke til hinder for at bevisoptagelse som ønskes av en judisiell myndighet på den ene høie kontraherende parts territorium, optas på den annens territorium uten henvendelse til eller mellomkomst av myndighetene i det land hvor vidneforklaringen optas, ved hjelp av en person som har betingelsene for det efter loven i det land hvis domstol har begjært bevisoptagelsen. Den nevnte person kan være en diplomatisk eller konsulær tjenestemann for den høie kontraherende part hvis domstol ønsker vidneforklaringen, eller en hvilken som helst annen skikket person som opnevnes direkte for anledningen.

(b) Det er underforstått at hvor den i foregående avsnitt omhandlede form for bevisoptagelse anvendes, må den foregå helt frivillig og der kan ikke anvendes noen slags tvangsforanstaltninger, likesom det vil henhøre under de høie kontraherende parter respektive domstoler overensstemmende med sitt eget lands lov å avgjøre hvorvidt en således foretatt bevisoptagelse kan tillates brukt.

Artikkel 9.

Den omstendighet at et forsøk på å foreta bevisoptagelse på den i artikkel 8 omhandlede

owing to the refusal of any witness to appear, to give evidence or to produce documents, does not preclude a request being subsequently made in accordance with Article 7.

Article 10.

(a) Where evidence is taken in the manner provided in Article 7 the High Contracting Party by whose judicial authority the "Letters of Request" are addressed shall repay to the other High Contracting Party any expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act in cases where the law of his own country permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These expenses shall be such as are usually allowed in similar cases in the courts of the country where the evidence has been taken.

(b) The repayment of these expenses shall be claimed by the competent authority by whom the "Letters of Request" have been executed from the Diplomatic or Consular Officer by whom they were transmitted when sending to him the documents establishing their execution.

(c) Except as above provides, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

IV. JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS, IMPRISONMENT FOR DEBT AND SECURITY FOR COSTS.

Article 11.

The subjects of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party a perfect equality of treatment with subjects of that High Contracting Party as regards free judicial assistance for poor persons and imprisonment for debt; and provided that they are resident in any such

måte er blitt resultatløst fordi et vidne har avslått å møte, avgi forklaring eller fremlegge dokumenter, er ikke til hinder for at der senere fremsettes begjæring overensstemmende med artikkel 7.

Artikkel 10.

(a) Når bevisoptagelse foregår på den i artikkel 7 omhandlede måte, skal den høie kontraherende part hvis judisielle myndighet har fremsatt rettsanmodningen, godtgjøre den annen høie kontraherende part de utgifter som den sistnevntes kompetente myndighet ved å etterkomme begjæringen har hatt til gebyrer og utgifter til vidner, sakkyndige, tolker eller translatører, omkostninger ved fremstilling av vidner som ikke har møtt frivillig, og gebyrer og utgifter til personer som av vedkommende myndighet er blitt opnevnt til å optre i saker hvor deres eget lands lov tilsteder at dette skjer, samt gebyrer og utgifter som er påløpt fordi en særlig fremgangsmåte har vært forlangt og er blitt fulgt. Utgiftene skal være de samme som vanlig for lignende saker i det land hvor bevisoptagelsen har funnet sted.

(b) Krav på godtgjørelsen av disse utgifter blir av den kompetente myndighet som har utført rettsanmodningen, når dokumentene i saken tilbakesendes, å fremsette for den diplomatiske eller konsulære tjenestemann som har oversendt dokumentene.

(c) Bortsett fra det som ovenfor er bestemt, skal den ene høie kontraherende part ikke betale den annen noen som helst avgift i anledning av bevisoptagelsen.

IV. RETTSHJELP FOR UBEMIDLEDE, FENGSLING FOR GJELD OG SIKKERHETSSTILLELSE FOR OMKOSTNINGER.

Artikkel 11.

Den ene høie kontraherende parts undersåtter skal på den annen høie kontraherende parts territorium nyte godt av fullstendig samme behandling som den sistnevnte parts egne undersåtter for så vidt angår fri rettshjelp for fattige og fengsling for gjeld; og forutsatt at de bor innen et av disse territorier, skal de ikke

territory, shall not be compelled to give security for costs in any case where a subject of such other High Contracting Party would not be so compelled.

plikte å stille sikkerhet for saksmkostninger i noe tilfelle hvor den annen høie kontraherende parts egne undersåtter ikke vilde ha plikt til det.

V. GENERAL PROVISIONS.

Article 12.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the Diplomatic channel.

Article 13.

The present Convention, of which the English and Norwegian texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in London. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 14.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to any of His Britannic Majesty's Colonies or Protectorates, nor to any territories under his suzerainty, nor to any mandated territories administered by his Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, but His Britannic Majesty may at any time, while the Convention is in force, under Article 13, by a notification given through his Minister at Oslo, extend the operation of this Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service or for taking of evidence are to be transmitted, and the language in

V. ALMINDELIGE BESTEMMELSER.

Artikkel 12.

Vanskeligheter som måtte opstå i forbindelse med praktiseringen av nærværende konvensjon, skal løses på diplomatisk vei.

Artikkel 13.

Nærværende konvensjon hvis norske og engelske tekster begge er like autentiske, skal ratifiseres. Ratifikasjonene skal utveksles i London. Konvensjonen skal tre i kraft en måned efter den dag på hvilken ratifikasjonene er utvekslet, og skal forbli gjeldende i tre år efter den dag da den er trådt i kraft. Hvis ingen av de høie kontraherende parter minst seks måneder før utløpet av den nevnte treårsperiode på diplomatisk vei har gitt den annen meddelelse om at den ønsker at konvensjonen skal ophøre å gjelde, skal den forbli i kraft inntil der er gått seks måneder fra den dag da den ene av de høie kontraherende parter måtte ha opsagt den.

Artikkel 14.

(a) Denne konvensjon skal ikke *ipso facto* ha anvendelse med hensyn til Skottland eller Nord-Irland, eller overfor Hans Britanniske Majestets kolonier og protektorater, territorier under hans overhøihet eller mandatland som administreres av hans regjering for det forente kongerike Storbritannia og Nord-Irland, men Hans Britanniske Majestet kan når som helst, så lenge konvensjonen efter artikkel 13 gjelder, ved en meddelelse gjennom sin sendemann i Oslo utstrekke konvensjonens gyldighetsområde til et hvilket som helst av de ovennevnte territorier.

(b) En meddelelse som her nevnt, skal angi de myndigheter i angjeldende territorium, til hvem begjæringer om forkynnelse eller rettsanmodninger skal oversendes, og det sprog hvori

which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 13 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 15.

(a) His Britannic Majesty may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 13 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel accede to the present Convention in respect of any of His self-governing Dominions or India, provided that no notification of accession may be given at any time when His Majesty the King of Norway has given notice of termination in respect of all the territories of His Britannic Majesty to which the Convention applies. The provisions of Article 14 (b) shall be applicable to such notification. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(b) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (a) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving a six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 13 shall not affect its application to any such country.

(c) Any notification of accession under paragraph (a) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given; and any notice of termination in respect of any

meddelelsene og oversettelsene skal være avfattet. Ikrafttredelsen for enhver sådan utvidelse skal regnes fra en måned efter den dag da meddelelsen er gitt.

(c) Enhver av de høie kontraherende parter kan, når som helst efter at der er gått tre år fra konvensjonen blev utvidet til å gjelde et av de territorier som omhandles i nærværende artikkels avsnitt (a), ved på diplomatisk vei å gi seks måneders varsel bringe den omhandlede utvidelse til ophør.

(d) Såfremt konvensjonen bringes til ophør i henhold til artikkel 13, skal dette, medmindre begge de høie kontraherende parter uttrykkelig måtte komme overens om noe annet, *ipso facto* medføre at den ophører å gjelde med hensyn til territorier hvortil den er blitt utvidet efter avsnitt (a) i nærværende artikkel.

Artikkel 15.

(a) Hans Britanniske Majestet kan når som helst, så lenge nærværende konvensjon gjelder, i henhold til artikkel 13 eller efter tiltredelse i henhold til denne artikkel, ved en meddelelse gitt på diplomatisk vei, tiltre konvensjonen for så vidt angår et av hans selvstyrte « Dominions » eller India, dog således at der ikke kan gis meddelelse om tiltredelse på et tidspunkt da Hans Majestet Norges Konge har opsagt konvensjonen med hensyn til samtlige de av Hans Britanniske Majestets territorier som den har anvendelse på. Bestemmelsene i artikkel 14 (b) kommer til anvendelse på en sådan meddelelse. Enhver sådan tiltredelse skal tre i kraft en måned efter den dag da den er meddelt.

(b) Enhver av de høie kontraherende parter kan, når der er gått tre år fra den dag da en tiltredelse i henhold til avsnitt (a), i nærværende artikkel er trådt i kraft, ved på diplomatisk vei å gi opsigelse med seks måneders varsel bringe konvensjonen til å ophøre å ha gyldighet overfor et land med hensyn til hvilket der er gitt meddelelse om tiltredelse. At konvensjonen ophører å gjelde i henhold til artikkel 13 skal ikke berøre dens anvendelighet overfor et sådant land.

(c) En meddelelse om tiltredelse efter avsnitt (a) i denne artikkel kan omfatte et biland eller mandatland som administreres av regjeringen i det land for hvis vedkommende tiltredelsesnotifikasjonen gis; og en opsigelse i henhold til avsnitt (b) for så vidt et sådant

such country under paragraph (b) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and Norwegian, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 30th day of January, 1931.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) B. VOGT.

land angår, skal omfatte et biland eller mandatland som var innbefattet i meddelelsen om landets tiltreden.

Til bekreftelse herav har undertegnede undertegnet nærværende konvensjon på norsk og engelsk og forsynt den med sine segl.

Utfærdiget i to eksemplarer i London, den 30. Januar, 1931.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO NORTHERN IRELAND AND TO SCOTLAND OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-NORWEGIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF JANUARY 30, 1931. OSLO, SEPTEMBER 30, AND OCTOBER 5, 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 25 novembre 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 25, 1931.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 97.

OSLO, September 30th, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters which was signed at London on January 30th last, the extension of the operation of that convention to *Northern Ireland* and to *Scotland* respectively. The authority in Northern Ireland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland, and in Scotland, to the Crown Agent at Edinburgh. The language to be used in communications and translations in both cases is English.

2. In accordance with Article 14 (b) of the convention, the extensions in question will come into force one month from the date of this Note, that is to say, on the 30th of October.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to assure you, Monsieur le Ministre, of my highest consideration.

(Signed) Charles WINGFIELD.

Son Excellence

Monsieur Sundby,
etc., etc., etc.

These are to certify that the foregoing is a true and faithful copy of the original note addressed to Monsieur Sundby, Acting Norwegian Minister for Foreign Affairs, on September 30th, 1931, by His Majesty's Minister.

Dated at Oslo, the 30th day of September, 1931.

H. M. Minister.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.

. ¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DET KGL.
UTENRIKSDEPARTEMENT.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO 5. oktober 1931.

OSLO, October 5, 1931.

HERR SENDEMANN,

Jeg har den ære å erkjenne mottagelsen av Deres note av 30. f.m. til da fungerende utenriksminister Sundby, hvori De overensstemmende med art. 14 i civilprocesskonvensjonen mellem Norge og Storbritannia av 30. januar 1931, meddeler at denne konvensjon utstrekkes til også å gjelde Nord-Irland og Skotland, således at den trer i kraft for disse land fra 30. oktober 1931. Jeg konstaterer at begjaeringer om forkynelse og rettsanmodninger blir å oversende The Registrar of the Supreme Court of Judicature for Nord-Irlands vedkommende og The Crown Agent i Edinburgh for Skotlands vedkommende, samt at det engelske sprog i begge tilfeller blir å benytte i meddelelser og oversettelser.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :
(Signed) Aug. ESMARCH.

Herr Wingfield,
Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 30th ult. addressed to M. Sunby, Acting Minister for Foreign Affairs, stating, in accordance with Article 14 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters concluded between Norway and Great Britain on January 30, 1931, that the operation of that Convention is extended to Northern Ireland and Scotland so that it comes into force for those countries on October 30th, 1931. I note that requests for service or for the taking of evidence should be transmitted to the Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland and, in Scotland, to the Crown Agent at Edinburgh and that the language to be used in communications and translations in both cases is English.

I have the honour, etc.,

(Signed) Aug. ESMARCH.
For the Minister for Foreign Affairs.

Mr. Wingfield,
His Britannic Majesty's Minister,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-NORWEGIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF JANUARY 30, 1931 TO CERTAIN COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES. OSLO, OCTOBER 14 AND 21, 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 25 novembre 1931. *Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 25, 1931.*

I.

BRITISH LEGATION.
No. 101.

OSLO, October 14th, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters which was signed at London on January 30th last, the extension of the operation of that convention to the *Colonies, Protectorates and Mandated Territories specified in the enclosed list*, which indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted. The language to be used in communications and translations is English in all cases.

(2) In accordance with Article 14 (b) of the convention the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 14th of November next.

(3) In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

Charles WINGFIELD.

Son Excellence
Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

LIST

of British non-self-governing Colonies and Protectorates and of Mandated Territories administered under the authority of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, to which it is desired to apply the stipulations of the Convention with Norway regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters.

Colony, etc.	Local Authority
Bahamas	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbados	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bermuda	The Registrar, Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
British Guiana	The Registrar, Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Ceylon	The Judge, Supreme Court, Colombo, Ceylon.
Cyprus	Chief Registrar, Supreme Court, Cyprus.

Colony, etc.	Local Authority
Fiji	The Registrar, Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambia (Colony and Protectorate)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Gold Coast	
(a) Colony	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.
(b) Togoland	
(c) Ashanti	
(d) Northern Territories	
Hong Kong	The Police Magistrate, Kumasi, Ashanti, Gold Coast.
Jamaica	The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamale, Gold Coast.
Cayman Islands	The Registrar, Supreme Court, Hong Kong.
Turks and Caicos Islands	The Registrar, Supreme Court, Jamaica.
Kenya (Colony and Protectorate)	Judges of the Grand Court of the Cayman Islands.
Leeward Islands	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
(Antigua, Dominica	Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.
Montserrat,	
St. Christopher and	
Nevis, Virgin Islands)	
Federated Malay States	
(Negri Sembilan, Pahang,	The Chief Registrar, Supreme Court, Antigua, Leewards.
Perak, Selangor)	
Malta	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Malay States.
Nigeria	
(a) Colony	The Minister of Justice, Valletta, Malta.
(b) Protectorate	
(c) Cameroons under	
British Mandate	
North Borneo, State of	
Northern Rhodesia	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
Nyasaland	
Palestine (excluding Trans-Jordan)	
Saint Helena and Ascension	The Registrar, High Court, Sandakan, British North Borneo.
Sarawak	
Seychelles	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	
Somaliland Protectorate	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Straits Settlements	
Tanganyika Territory	The Superintendent of the Court in the district in which action is to be taken.
Trinidad and Tobago	
Uganda Protectorate	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.
Unfederated Malay States	
Johore	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Kelantan	
Trengganu	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Brunei	
Kedah	The Master and Registrar, Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Perlis	
Windward-Islands	The Secretary to the Administration, Berbera, Somaliland.
Grenada	
St. Lucia	The Registrar, Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.
St. Vincent	
Zanzibar Protectorate	The Registrar of His Majesty's High Court, Dar-es-Salaam, Tanganyika Territory.
	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
	General Adviser.
	British Adviser.
	" "
	British Resident.
	Legal Adviser, Kedah.
	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
	The Chief Justice, His Majesty's Court, Zanzibar.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DET KGL.
UTENRIKSDEPARTEMENT.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, 21 oktober 1931.

OSLO, October 21, 1931.

HERR SENDEMANN,

Jeg har den ære med takk å erkjenne mottagelsen av Deres note av 14 ds. til utenriksminister Braadland, hvori De, overensstemmende art. 14 i civilprocesskonvensjonen mellom Norge og Storbritannia av 30. januar 1931, meddeler at denne konvensjon også utstrekkes til å gjelde en rekke kolonier, protektorater og mandatområder nærmere opregnet i en til Deres note knyttet liste, således at konvensjonen trer ikraft for disse kolonier, protektorater og mandatområder fra 14. november 1931. Jeg konstaterer at det engelske sprog blir å benytte i meddelelser og oversettelser og bemerker av den omhandlede liste til hvilken autoritet begjæringer om forkynnelse og rettsanmodninger i hvert enkelt tilfelle blir å oversende.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :
Aug. ESMARCH.

Herr Wingfield,
Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt with thanks of your note of the 14th instant addressed to M. Braadland, Minister for Foreign Affairs, stating, in accordance with Article 14 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters concluded between Norway and Great-Britain on January 30, 1931, that the operation of that Convention is extended to a number of Colonies, Protectorates and mandated territories specified in a list enclosed in your note, so that the Convention comes into force for those Colonies, Protectorates and mandated territories on November 14, 1931. I note that the language to be used in communications and translations is English and that the list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted.

I have the honour, etc.

Aug. ESMARCH,
For the Minister for Foreign Affairs,

Mr. Wingfield,
His Britannic Majesty's Minister,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO CERTAIN TERRITORIES OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-NORWEGIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF JANUARY 30, 1931. OSLO, OCTOBER 21 AND 29, 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 25 novembre 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 25, 1931.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 107.

OSLO, 21st October, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters which was signed at London on January 30th last, the extension of the operation of that convention to *the territories specified in the enclosed list*, which indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted. The language to be used in communications and translations is English in all cases.

2. In accordance with Article 14 (*b*) of the convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 21st November next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

G. FULLERTON-CARNEGIE.

Son Excellence
Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires Etrangères,
etc., etc., etc.

LIST.

Name of Territory	Authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted
Basutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Bechuanaland Protectorate	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Falkland Islands	The Registrar, Supreme Court, Port Stanley.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORVEGIAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DET KGL.
UTENRIKSDEPARTEMENT.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, den 29, oktober 1931.

OSLO, October 29, 1931.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES,

SIR,

Jeg har den ære med takk å erkjenne mottagelsen av Deres note av 21 ds. hvori De, overensstemmende med artikkel 14 i Civilprocesskonvensjonen mellem Norge og Storbritannia av 30 januar 1931, meddeler at denne konvensjon også utstrekkes til å gjelde visse territorier opregnet i en til Deres note knyttet liste, således at konvensjonen trer ikraft for disse territorier fra 21 november 1931.

Jeg konstaterer at det engelske sprog blir å benytte i meddelelser og oversettelser, og bemerker av den omhandlede liste til hvilken autoritet begjæringer om forkyndelse og rettsanmodninger i hvert enkelt tilfelle blir å oversende.

Motta, Herr Chargé d'Affaires, forsikringen om min særlige høiaktelse.

For Utenriksministeren :
Aug. ESMARCH.

I have the honour to acknowledge receipt with thanks of your note of the 21st instant stating, in accordance with Article 14 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters concluded between Norway and Great Britain on January 30, 1931, that the operation of that Convention is extended to certain territories specified in a list enclosed in your note, so that the Convention comes into force for these territories on November 21, 1931.

I note that the language to be used in communications and translations is English and that the list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted.

I have the honour, etc.

Aug. ESMARCH.
For the Minister for Foreign Affairs

Herr George Fullerton-Carnegie,
Det Britiske Rikes Chargé d'Affaires,
etc., etc.

George Fullerton-Carnegie, Esq.,
British Chargé d'Affaires,
etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO MAURITIUS OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-NORWEGIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF JANUARY 30, 1931. OSLO, DECEMBER 9 AND 17, 1931.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne, le 30 janvier 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, January 30, 1932.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 120.

OSLO, December 9th, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on January 30th last, the extension of the operation of that convention to *Mauritius*.

2. The authority in Mauritius to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Master and Registrar of the Supreme Court, Port Louis, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 (b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 9th of January next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

G. FULLERTON-CARNEGIE.

Son Excellence

Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORVEGIAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DET KGL.

UTENRIKSDEPARTEMENT.

ROYAL MINISTRY

OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, 17 desember, 1931.

OSLO, December 17, 1931.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES,

SIR,

Jeg har den ære med takk å erkjenne mottagelsen av Deres note av 9. ds., hvori De, overensstemmende med artikkel 14 i Civilprocesskonvensjonen mellem Norge og Storbritannia av

I have the honour to acknowledge receipt with thanks of your note of the 9th instant stating, in accordance with Article 14 of the Convention regarding legal proceedings in civil and com-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

30. januar 1931, meddeler at denne Konvensjon også utstrekkes til å gjelde Mauritius, således at konvensjonen trer ikraft for Mauritius fra 9. januar 1932.

Jeg konstaterer at det engelske sprog blir å benytte i meddelelser og oversettelser, og bemerker til hvilken autoritet i Mauritius begjaeringer om forkynnelse og rett sanmodninger blir å oversende.

Motta, Herr Chargé d'Affaires, forsikringen om min saerlige høiaktelse.

For Utenriksministeren :

Aug. ESMARCH.

Herr George Fullerton-Carnegie,
Det Britiske Rikes Chargé d'Affaires.
etc., etc.

commercial matters concluded, between Norway and Great Britain on January 30, 1931, that the operation of that Convention is extended to Mauritius, so that the Convention comes into force for Mauritius as from January 9, 1932.

I note that the language to be used in communications and translations is English and also note to what authority in Mauritius requests for service or for the taking of evidence should be transmitted.

I have the honour, etc.

Aug. ESMARCH.

For the Minister for Foreign Affairs

George Fullerton-Carnegie, Esq.,
British Chargé d'Affaires,
etc., etc.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO CERTAIN TERRITORIES OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-NORWEGIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF JANUARY 30, 1931. OSLO, DECEMBER 24, 1931 AND JANUARY 8, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 mars 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 14, 1932.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 127.

OSLO, December 24, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on January 30th last, the extension of the operation of that convention to the territories in the Western Pacific High Commission mentioned in the enclosed list which indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted.

2. The language to be used in communications and translations is English in each case.

3. In accordance with Article 14 (b) of the convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 24th of January next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

Charles WINGFIELD.

Son Excellence

Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

ENCLOSURE IN MR. WINGFIELD'S NOTE TO MONSIEUR BRAADLAND, No. 127, DECEMBER 24th, 1931.

Name of Territory	Authority to whom judicial and extra-judicial acts should be transmitted
Gilbert and Ellice Islands Colony	{ The Registrar of the High Commissioner's Court, Suva, Fiji. The Secretary, Western Pacific High Commission, Suva, Fiji.
British Solomon Islands Protectorate	
Tonga	

II.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 8. januar 1932.

HERR SENDEMANN,

Jeg har den ære med takk å erkjenne mottagelsen av Deres note av 24 desember f. a., hvori De, overensstemmende med art. 14 i Civilprocesskonvensjonen mellem Norge og Storbritannia av 30 januar 1931, meddeler at denne konvensjon også utstrekkes til å gjelde flere ytterligere territorier, naermere opregnet i en til Deres note knyttet liste, således at konvensjonentrer i kraft for disse territorier fra 24 januar 1932. Jeg konstaterer at det engelske sprog blir å benytte i meddelelser og oversettelser, og bemerker av den omhandlede liste, til hvilken autoritet begjæringer om forkyndelse og rettsanmodninger i hvert enkelt tilfelle blir å oversende.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :

Aug. ESMARCH.

Herr C. J. F. R. Wingfield,
Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ROYAL DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, January 8, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to thank you for your note of December 24 of last year in which, in accordance with Article 14 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters of January 30, 1931, between Norway and Great Britain, you notify me that the operation of that Convention is extended to further territories specified in a list enclosed in your note, so that the Convention comes into force for these territories on January 24, 1932. I note that the language to be used in communications and translations is English, and that the list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted.

I have the honour, etc.

Aug. ESMARCH.

For the Minister for Foreign Affairs.

Mr. C. J. F. R. Wingfield,
His Britannic Majesty's,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO THE FALKLAND ISLANDS AND DEPENDENCIES OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-NORWEGIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF JANUARY 30, 1931. OSLO, JANUARY 18 AND 25, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 mars 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 14, 1932.

I.

BRITISH LEGATION.

Nº 10.

OSLO, January 18, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your note of the 8th instant regarding the extension to certain territories of the provisions of the Anglo-Norwegian civil procedure convention, I have the honour, under the instructions of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency that one of the territories mentioned in the list communicated with Mr. Fullerton-Carnegie's note No. 107 of October 21st, last, namely the "Falkland Islands", should have been described as the "Falkland Islands and Dependencies".

2. I am accordingly to request that your Government will be so good as to make the necessary amendment in the list of territories already communicated and I should be grateful if Your Excellency would have the courtesy to inform me that this has been done.

3. I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

Charles WINGFIELD.

Son Excellence

Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

ROYAL DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, 25. januar 1932.

OSLO, January 25, 1932.

HERR SENDEMANN,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Jeg har den ære med takk å erkjenne mottagelsen av Deres note av 18. dennes (No. 10), hvori De meddeler at betegnelsen «Falkland Islands» i Mr. Fullerton-Carnegies note av 21.

I have the honour to thank you for your note of the 18th instant (No. 10), informing me that the "Falkland Islands" mentioned in Mr. Fullerton-Carnegie's note of October 21, 1931

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

oktober 1931 (No. 107) angående utstrekning til visse territorier av bestemmelsene Civilprocesskonvensjonen mellem Norge og Storbritannia av 30. januar 1931, skulde ha lydt : « Falkland Islands and Dependencies ».

De nødvendige skridt vil bli tatt for å få rettelse som ovenfor anført foretatt i listen over territorier m. v. for hvilke den nevnte civilprocesskonvensjon er gjort gjeldende.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :

Aug. ESMARCH.

Herr C. J. F. R. Wingfield,
Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.
Oslo.

(No. 107), regarding the extension to certain territories of the provisions of the Anglo-Norwegian civil procedure convention of January 30, 1931, should have been described as "Falkland Islands and Dependencies".

The necessary steps will be taken to insert the above amendment in the list of territories to which the above-mentioned civil procedure convention is applicable.

I have the honour, etc.,

Aug. ESMARCH.

For the Minister for Foreign Affairs.

Mr. C. J. F. R. Wingfield,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister, Plenipotentiary, etc., etc., etc.,
Oslo.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ANGLO-NORWEGIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF JANUARY 30, 1931. OSLO, JANUARY 18 AND 25, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 29 avril 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 29, 1932.

I

BRITISH LEGATION.

No. II.

OSLO, January 18th, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

At the instance of His Majesty's Government in New Zealand, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on January 30th last, the accession of His Majesty to that convention in respect of New Zealand.

2. The authority in New Zealand to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Supreme Court of New Zealand at Wellington and communications should be addressed to the Registrar of that Court, while the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (a) of the convention, the accession now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 18th of February next.

4. In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

Charles WINGFIELD.

Son Excellence
Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 25. januar 1932.

HERR SENDEMANN,

Jeg har den ore med takk å erkjenne mottagelsen av Deres note av 18. dennes (No. 11), hvori De overensstemmende med art 15 (a) i Civilprocesskonvensjonen mellem Norge og Storbritannia av 30. januar 1931, meddeler at denne konvensjon også utstrekkes til å gjelde New Zealand, saledes at konvensjonen trer i kraft for New Zealand fra 18. februar 1932.

Jeg konstaterer at det engelske sprog blir å benytte i meddelelser og oversettelser, og bemerker til hvilken autoritet begjringer om forkynnelse og rettsanmodninger i hvert enkelt tilfelle blir å oversende.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :

Aug. ESMARCH.

Herr C. J. R. Wingfield,
Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.
Oslo.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ROYAL DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, January 25, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to thank you for your note of the 18th instant (No. 11) in which, in accordance with Article 15 (a) of the Anglo-Norwegian Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters of January 30, 1931, you notify me that the operation of this Convention is also extended to New Zealand, so that the Convention comes into force in respect of New Zealand on February 18, 1932.

I observe that the language to be used in communications and translations is English and note the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted in each case.

I have the honour, etc.

Aug. ESMARCH.

For the Minister for Foreign Affairs.

Mr. C. J. F. R. Wingfield,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary,
Minister Plenipotentiary,
etc., etc., etc.
Oslo.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2823. — CONVENTION ENTRE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 30 JANVIER 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE,

Désireux, dans leurs territoires respectifs, de se prêter mutuellement assistance dans l'accomplissement des actes de procédure relatifs à des affaires civiles ou commerciales dont sont saisies ou pourraient être saisies leurs autorités judiciaires respectives ;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE et L'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Arthur HENDERSON, membre du Parlement, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Benjamin VOGT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Norvège à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. PRÉLIMINAIRES.

Article premier.

a) La présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales, y compris les affaires non contentieuses ;

b) Dans la présente convention, les mots « territoire de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante », seront interprétés comme signifiant, à tout moment, n'importe lequel des territoires de la Haute Partie contractante auquel la Convention s'applique à ce moment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II. COMMUNICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

Lorsqu'il y a lieu de signifier des actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à des personnes, sociétés de personnes, compagnies, sociétés ou autres personnes morales sur le territoire de l'autre Partie contractante, ces actes pourront être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité, suivant le mode prévu à l'article 3.

Article 3.

a) La demande de signification devra être adressée par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émanent les actes qui doivent être signifiés, à l'autorité compétente du pays où les actes doivent être signifiés, ledit agent devant demander à cette autorité de faire signifier les actes. La demande devra être envoyée à celle-ci par l'agent diplomatique ou consulaire.

b) La demande de signification sera rédigée dans la langue du pays où la signification doit être effectuée.

La demande de signification devra indiquer les noms, prénoms et qualités des parties, les nom, prénoms, adresse et qualités du destinataire, ainsi que la nature de l'acte qui doit être signifié, et devra être accompagnée des actes à signifier en double exemplaire.

c) L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays où il doit être signifié, soit être accompagné d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle l'acte émane ou par un traducteur juré de l'un des deux pays intéressés.

d) Les demandes de signification devront être adressées et envoyées :

En Norvège, au tribunal de première instance dans le ressort duquel la signification doit avoir lieu ;

En Angleterre, au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature*.

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été adressée n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, cette autorité devra faire parvenir d'office le document à l'autorité compétente de son pays.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays où l'acte doit être signifié, et cette autorité devra faire signifier l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification de documents semblables, sauf dans les cas où une forme spéciale de signification aura été réclamée dans la demande de signification. Dans ce cas, l'acte devra être signifié dans cette dernière forme si elle n'est pas incompatible avec la législation du pays.

f) L'exécution de la demande dûment formulée conformément aux dispositions précédentes du présent article ne pourra être refusée que si : 1^o l'authenticité de la demande de signification n'est pas établie, ou si : 2^o la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) L'autorité qui assure l'exécution de la demande devra fournir une attestation prouvant que la communication a été faite ou expliquant la raison pour laquelle la signification n'a pas pu être effectuée, et constatant le fait, la forme et la date de cette signification ou tentative de signification. Cette attestation devra être envoyée à l'agent diplomatique ou consulaire par qui la demande de signification a été faite ; elle sera portée sur l'un des doubles ou annexée à ce double.

Article 4.

a) Les stipulations des articles 2 et 3 n'affecteront en aucune manière le droit d'appliquer, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, l'un des modes prévus ci-après pour la

signification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés sur le territoire de l'autre Partie contractante, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une demande quelconque aux autorités du pays où la signification doit avoir lieu, ou sans que ces autorités aient à intervenir :

1^o Signification par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle l'acte émane ;

2^o Signification par un agent désigné à cet effet, soit par l'autorité judiciaire qui demande la signification de l'acte, soit par la partie à la demande de laquelle celui-ci a été établi ;

3^o Signification par la voie postale ;

4^o Tout autre mode de signification admis par la législation en vigueur au moment de la signification dans le pays d'où émanent les actes.

b) Il est convenu qu'il incombera aux tribunaux des Hautes Parties contractantes de statuer, conformément à leurs lois respectives, sur la validité et les effets de toute signification de ce genre ;

c) Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en principe il est désirable que les actes signifiés par l'une de ces méthodes soient rédigés dans la langue du pays dans lequel la signification doit être assurée, ou bien accompagnés d'une traduction dans cette langue, à moins que le destinataire ne soit un ressortissant de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte à signifier. Néanmoins, à défaut, dans leurs territoires respectifs, de toute disposition légale rendant la traduction obligatoire en pareil cas, les Hautes Parties contractantes n'assument aucune obligation à cet égard.

Article 5.

a) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent diplomatique ou consulaire aura transmis la demande de signification devra payer à l'autre Haute Partie contractante les frais et dépens qui sont dus aux personnes chargées d'assurer la signification en vertu de la législation en vigueur dans le pays où la signification est effectuée, ainsi que tous les frais et dépens afférents aux significations effectuées sous une forme spéciale. Ces frais et dépens ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont généralement alloués par les tribunaux du pays.

b) L'autorité compétente qui aura assumé la signification devra réclamer le remboursement de ces frais et débours à l'agent diplomatique ou consulaire requérant, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 g).

c) A l'exception des frais et dépens prévus ci-dessus, l'exécution de la signification de documents ne pourra pas donner lieu, de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou droits quelconques.

III. ADMINISTRATION DE LA PREUVE.

Article 6.

Lorsqu'une autorité judiciaire constituée dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Partie contractante, ces preuves pourront être recueillies suivant le mode visé à l'article 7. L'établissement des preuves comprend la production, l'identification et l'examen des actes ou autres moyens de preuve.

Article 7.

a) L'autorité judiciaire qui aura demandé que des preuves soient recueillies pourra, conformément à sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente du pays où la preuve doit être recueillie pour lui demander de procéder aux actes nécessaires à cet effet.

b) La commission rogatoire devra être rédigée dans la langue du pays où les preuves doivent être recueillies, ou être accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante dont la demande émane, ou par un traducteur juré de l'un des deux pays intéressés. La commission rogatoire devra indiquer la nature de l'affaire en cause, les noms, prénoms et qualités des parties, ainsi que les noms, prénoms, adresses et qualités des témoins. Elle devra également soit être accompagnée d'une liste de questions à poser au témoin ou aux témoins et d'une traduction de ces questions certifiée conforme de la manière prévue ci-dessus, soit contenir des instructions et des indications sur l'affaire au sujet de laquelle des preuves sont requises, ou bien demander à l'autorité compétente de permettre que soient posées de vive voix toutes questions que les parties ou leurs représentants désireront poser.

c) La commission rogatoire sera transmise :

En Angleterre, par un agent diplomatique ou consulaire norvégien au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature* ;

En Norvège, par un agent diplomatique ou consulaire britannique au tribunal de première instance dans le ressort duquel les preuves doivent être recueillies.

Si l'autorité à laquelle une commission rogatoire a été transmise n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, elle devra la faire suivre, sans autre requête, à l'autorité compétente de son pays.

d) L'autorité compétente à laquelle une commission rogatoire aura été transmise ou retransmise devra en assurer l'exécution et obtenir les témoignages demandés, en ayant recours pour cela aux mêmes mesures coercitives et aux mêmes voies de procédure que celles qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'un ordre émanant des autorités de son propre pays, sauf dans les cas où la commission rogatoire demanderait expressément l'emploi d'un mode de procédure déterminé, auquel cas ce mode de procédure devra être appliqué s'il n'est pas contraire à la législation du pays où les preuves doivent être recueillies.

e) L'agent diplomatique ou consulaire chargé de transmettre la commission rogatoire pourra, s'il le désire, être informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé, afin qu'il puisse informer la partie ou les parties intéressées qui, si elles le désirent, seront autorisées soit à y assister en personne, soit à s'y faire représenter.

f) L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;

2° Si, dans le pays où les preuves doivent être recueillies, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle les preuves doivent être recueillies juge cet acte de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, cette dernière devra en informer immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire qui l'aura transmise, en spécifiant les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée, ou en indiquant l'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire a été retransmise.

Article 8.

a) Les stipulations des articles 6 et 7 n'affecteront en aucune manière le droit de faire recueillir les preuves demandées par une autorité judiciaire constituée dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, sur le territoire de l'autre, par une personne compétente à cet effet en vertu de la loi du pays dont le tribunal requiert les preuves en question, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une demande quelconque aux autorités du pays où la preuve doit être recueillie, ou sans que ces autorités aient à intervenir. Cette personne pourra être un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante dont le tribunal requiert les preuves en question, ou toute autre personne compétente nommée directement à cet effet.

b) Lorsqu'on aura recours à la méthode prévue à l'alinéa précédent pour recueillir les preuves, la procédure devra être entièrement volontaire et il ne pourra être employé aucune mesure coercitive ;

il incombera aux tribunaux respectifs des Hautes Parties contractantes de statuer, conformément à leurs lois propres, sur l'admissibilité d'une preuve ainsi recueillie.

Article 9.

Le fait qu'un essai en vue de recueillir les preuves suivant la procédure prévue à l'article 8 a échoué par suite du refus d'un témoin de comparaître, de déposer ou de produire des documents ne mettra pas obstacle à l'envoi ultérieur d'une commission rogatoire en conformité de l'article 7.

Article 10.

a) Lorsque la Preuve est recueillie dans la forme prévue à l'article 7, la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire aura adressé une commission rogatoire devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante tous les frais exposés par l'autorité compétente de cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire, du chef des indemnités dues aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, des frais et dépens dus à toute personne que ladite autorité pourra avoir déléguée lorsque la législation de son pays permet cette délégation, et de tous les frais et débours résultant du fait qu'une procédure spéciale a été requise et suivie. Ces frais devront correspondre à ceux qui sont alloués normalement dans des cas similaires par les tribunaux du pays où a été recueillie la preuve.

b) Le remboursement de ces frais devra être réclamé, par l'autorité compétente qui aura assuré l'exécution de la commission rogatoire, à l'agent diplomatique ou consulaire qui la lui aura transmise, au moment de l'envoi des pièces constatant ladite exécution.

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, l'administration de la preuve ne pourra pas donner lieu, de la part d'une Haute Partie contractante à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou droits quelconques.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIGENTS, EMPRISONNEMENT POUR DETTES
ET CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE JUSTICE.

Article 11.

Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre, à tous égards, du même traitement que les sujets de cette dernière Haute Partie contractante; en ce qui concerne l'assistance judiciaire gratuite aux indigents et l'emprisonnement pour dettes; de même, à la condition qu'ils résident sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ils seront dispensés de fournir une caution pour les frais de justice toutes les fois que, dans les mêmes conditions, un sujet de ladite Haute Partie contractante en aurait été lui-même dispensé.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 12.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 13.

La présente convention dont le texte anglais et le texte norvégien font également foi, devra être ratifiée. Les ratifications seront échangées à Londres. La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans après son entrée en vigueur. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre, par la voie diplomatique et six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention d'en faire cesser l'effet, la convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 14.

a) La présente convention ne sera applicable *ipso facto* ni à l'Ecosse ou à l'Irlande du Nord, ni aux colonies et protectorats de Sa Majesté britannique, ni aux territoires sous sa suzeraineté, ni aux territoires sous mandat administrés par son gouvernement dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, mais Sa Majesté Britannique pourra, à toute époque, tant que la convention sera en vigueur, et en vertu de l'article 13, étendre l'application de cette convention à l'un des territoires susmentionnés, au moyen d'une notification transmise par l'intermédiaire de son ministre à Oslo.

b) Cette notification devra indiquer les autorités du territoire en question auxquelles les demandes de signification ou les commissions rogatoires doivent être adressées, et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites. La convention deviendra applicable au territoire visé par la notification un mois après la date de cette notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après que l'extension de cette convention aura été mise en vigueur pour l'un des territoires visés au paragraphe a) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra y mettre fin à tout moment, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13, mettra *ipso facto* un terme à l'application de cette convention aux territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe a) du présent article, à moins que les Hautes Parties contractantes n'en aient convenu autrement en termes exprès.

Article 15.

a) Sa Majesté britannique pourra à tout moment, tant que la présente convention sera en vigueur, soit aux termes de l'article 13, soit par voie d'accession aux termes du présent article, accéder à la présente convention au nom de ses territoires autonomes ou au nom de l'Inde, au moyen d'une notification remise par la voie diplomatique. Toutefois, aucune notification d'accession ne pourra être faite à aucun moment si Sa Majesté le Roi de Norvège a fait connaître son intention de mettre un terme à la convention en ce qui concerne tous les territoires de Sa Majesté britannique auxquels la convention s'applique. Les dispositions du paragraphe b) de l'article 14 seront applicables à cette notification. Toute accession de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur d'une accession en vertu du paragraphe a) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention aux pays qui auront fait l'objet d'une notification d'accession. L'expiration de la convention telle qu'elle est prévue à l'article 13 n'affectera pas son application aux pays ci-dessus visés.

c) Les notifications d'accession visées au paragraphe a) du présent article pourront également s'étendre aux dépendances et territoires sous mandat, administrés par le gouvernement du pays que vise la notification d'accession ; de même, toute dénonciation de la convention concernant

les pays visés au paragraphe *b*) s'étendra aux dépendances et territoires sous mandat, compris dans la notification d'accession relative audit pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention rédigée en anglais et en norvégien, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Londres, le 30 janvier 1931.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) B. VOGT.

ECHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'IRLANDE DU NORD ET A L'ECOSSE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-NORVÉGIENNE CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE, DU 30 JANVIER 1931. OSLO, LES 30 SEPTEMBRE ET 5 OCTOBRE 1931.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 97.

OSLO, le 30 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 30 janvier dernier, que l'application de cette convention est étendue à l'Irlande du Nord et à l'Ecosse, respectivement. L'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées est, pour l'Irlande du Nord, le *Registrar of the Supreme Court of Judicature* de l'Irlande du Nord, et, pour l'Ecosse, le *Crown Agent* à Edimbourg. La langue à utiliser, dans les deux cas, pour les communications et les traductions est l'anglais.

2. Conformément à l'article 14*b*) de la convention, celle-ci deviendra applicable aux territoires en question, un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 30 octobre.

3. Je vous serais très obligé de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Charles WINGFIELD.

Son Excellence
Monsieur Sundby,
etc., etc., etc.

II.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 5 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 30 septembre, adressée à M. Sundby, ministre des Affaires étrangères en exercice à cette époque, par laquelle conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale conclue entre

la Norvège et la Grande-Bretagne le 30 janvier 1931, vous avez fait connaître que la portée de cette convention est étendue à l'Irlande du Nord et à l'Ecosse de telle sorte que la convention deviendra applicable à ces territoires le 30 octobre 1931. Je prends acte de ce que l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées sera, pour l'Irlande du Nord, le *Registrar of the Supreme Court of Judicature* et, pour l'Ecosse, le *Crown Agent* à Edimbourg, la langue à utiliser, dans les deux cas, pour les communications et les traductions étant l'anglais.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :
(Signé) Aug. ESMARCH.

M. Wingfield,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.

ECHANGE DE NOTES

RELATIF À L'APPLICATION A CERTAINES COLONIES ET A CERTAINS PROTECTORATS ET TERRITOIRES
SOUS MANDAT DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-NORVÉGIENNE CONCERNANT LA
PROCÉDURE CIVILE DU 30 JANVIER 1931. OSLO, LES 14 ET 21 OCTOBRE 1931.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 101.

OSLO, le 14 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 30 janvier dernier, que l'application de cette convention est étendue aux colonies, protectorats et territoires sous mandat, spécifiés dans la liste ci-jointe, qui indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées. La langue à employer, dans tous les cas, pour les communications et traductions, est l'anglais.

2° Conformément à l'article 14 b) de la convention, celle-ci deviendra applicable aux territoires visés par la présente notification, un mois après la date de cette dernière, c'est-à-dire, le 14 novembre prochain.

3° Je vous serais très obligé de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication, et je saisis cette occasion, etc.

Charles WINGFIELD.

Son Excellence
Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

LISTE

des colonies et protectorats britanniques non autonomes et des territoires sous mandat administrés sous l'autorité du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, auxquels on désire appliquer les dispositions de la Convention conclue avec la Norvège a sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale.

Colonie, etc.	Autorité locale
Bahama	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbade	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bermudes	The Registrar, Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
Guyane britannique	The Registrar, Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
Honduras britannique	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Ceylan	The Judge, Supreme Court, Colombo, Ceylon.
Chypre	Chief Registrar, Supreme Court, Cyprus.
Fidji	The Registrar, Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambie (Colonie et Protectorat)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Côte de l'Or	
b) Colonie }	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.
b) Togo }	
c) Achantis	The Police Magistrate, Kumasi, Ashanti, Gold Coast.
d) Territoires septentrionaux	The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamale Gold Coast.
Hong-Kong	The Registrar, Supreme Court, Hong-Kong.
Jamaïque	The Registrar, Supreme Court, Jamaica.
Iles Cayman	Judges of the Grand Court of the Cayman Islands.
Iles Turques et Caïques	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
Kenya (Colonie et Protectorat)	Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.
Iles-sous-le-vent	
(Antigua, Dominique, }	
Montserrat, }	The Chief Registrar, Supreme Court, Antigua, Leewards.
St-Christophe et }	
Nevis, Iles Vierges) }	
Etats Malais Fédérés	
(Negri, Sambilan, Pahang, }	
Perak, Selangor)	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Malay States.
Malte	The Minister of Justice, Valletta, Malta.
Nigéria	
a) Colonie }	
b) Protectorat }	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
c) Caméroun sous mandat }	
britannique	
Bornéo du Nord (Etat du)	The Registrar, High Court, Sandakan, British North Borneo.
Rhodésie du Nord	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Nyassaland	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Palestine (à l'exclusion de la }	Le « Superintendent of the Court » du district dans lequel les
Transjordanie)	mesures doivent être prises.
Sainte-Hélène et Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.
Sarawak	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Léone (Colonie et }	The Master and Registrar, Supreme Court, Freetown, Sierra
protectorat)	Leone.
Protectorat de la Somalie	The Secretary to the Administration, Berbera, Somaliland.
Straits Settlements	The Registrar, Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.
Territoire du Tanganyika	The Registrar of His Majesty's High Court, Dar-es-Salaam, Tanganyika Territory.
Trinité et Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Protectorat de l'Ouganda	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.

Colonie, etc.	Autorité locale
Etats Malais non fédérés	
Johore	General Adviser.
Kelantan	British Adviser.
T engganu	» »
Brunei	British Resident.
Kedah	Legal Adviser, Kedah.
Perlis	
Iles du Vent	
Grenade	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
Sainte-Lucie	The Registrar, Royal Court, Saint Louis.
Saint-Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
Protectorat de Zanzibar	The Chief Justice, His Majesty's Court, Zanzibar.

II.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 21 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 14 de ce mois adressée à M. Braadland, ministre des Affaires étrangères, par laquelle, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale conclue entre la Norvège et la Grande-Bretagne le 30 janvier 1931, vous avez fait connaître que cette convention est étendue à un certain nombre de colonies, protectorats et territoires sous mandat spécifiés dans une liste annexée à votre note, de telle sorte que la convention deviendra applicable à ces colonies, protectorats et territoires sous mandat le 14 novembre 1931. J'ai pris acte de ce que la langue à employer pour les communications et les traductions sera l'anglais, et de ce que l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées, dans chaque cas, sera celle qu'indique la liste en question.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

Aug. ESMARCH.

M. Wingfield,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,
de Sa Majesté britannique
etc., etc., etc.

ECHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINS TERRITOIRES DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-NORVÉGIENNE CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE DU 30 JANVIER 1931. OSLO, LES 21 ET 29 OCTOBRE 1931.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 107.

OSLO, le 21 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de

procédure, en matière civile et commerciale, signée à Londres le 30 janvier dernier, que l'application de cette convention est étendue aux territoires spécifiés dans la liste ci-jointe, qui indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées. La langue à employer dans tous les cas pour les communications et traductions est l'anglais.

2. Conformément à l'article 14 b) de la convention, celle-ci deviendra applicable aux territoires visés par la présente notification, un mois après la date de cette dernière, c'est à dire le 21 novembre prochain.

3. Je vous serais très obligé de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

G. FULLERTON-CARNEGIE.

Son Excellence
Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

LISTE

Nom du territoire	Autorité à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées
Bassoutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Protectorat du Betchouanaland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (ou « of the Special Court »), Mafeking.
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Iles Falkland	The Registrar, Supreme Court, Port Stanley.

II.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 29 octobre 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 21 de ce mois, par laquelle, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, conclue entre la Norvège et la Grande-Bretagne le 30 janvier 1931, vous avez fait connaître que la portée de cette Convention est étendue à certains territoires spécifiés dans une liste annexée à votre note, de telle sorte que la convention deviendra applicable à ces territoires le 21 novembre 1931.

J'ai pris acte de ce que la langue à employer pour les communications et les traductions sera l'anglais et de ce que l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées dans chaque cas sera celle qu'indique la liste en question.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

Aug. ESMARCH.

M. George Fullerton-Carnegie,
Chargé d'Affaires de
Grande-Bretagne,
etc., etc.

ECHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'ÎLE MAURICE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-NORVÉGIENNE CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE DU 30 JANVIER 1931. OSLO, LES 9 ET 17 DÉCEMBRE 1931.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 120.

OSLO, le 9 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, de vous notifier, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 30 janvier dernier, que l'application de cette convention est étendue à l'île Maurice ;

2. L'autorité de l'île Maurice à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées est le « Master and Registrar of the Supreme Court », Port Louis, et la langue à employer, pour les communications et traductions sera l'anglais ;

3. Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de celle-ci, c'est-à-dire le 9 janvier prochain.

4. Je vous serais très obligé de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

G. FULLERTON-CARNEGIE.

Son Excellence

Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 17 décembre 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 9 de ce mois par laquelle, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, conclue entre la Norvège et la Grande-Bretagne le 30 janvier 1931, vous avez fait connaître que l'application de cette convention est étendue à l'île Maurice, de telle sorte que la convention entrera en vigueur pour l'île Maurice le 9 janvier 1932.

Je prends acte que la langue à employer pour les communications et les traductions sera l'anglais et note l'autorité de l'île Maurice à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

M. George Fullerton-Carnegie,
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
etc., etc.

Aug. ESMARCH.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINS TERRITOIRES DE LA CONVENTION ANGLO-NORVÉGIENNE CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE DU 30 JANVIER 1931. OSLO, LES 24 DÉCEMBRE 1931 ET 8 JANVIER 1932.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 127.

OSLO, le 24 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 30 janvier dernier, que l'application de cette convention est étendue aux territoires du Haut Commissariat du Pacifique occidental spécifiés dans la liste ci-jointe ; cette liste indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées.

2. La langue à employer dans tous les cas, pour les communications et traductions, est l'anglais.

3. Conformément à l'article 14 *b)* de la Convention, les extensions notifiées par la présente note entreront en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 24 janvier prochain.

4. Je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication.

Je saisis cette occasion, etc.

Charles WINGFIELD.

Son Excellence

M. Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

ANNEXE A LA NOTE N° 127 DE MR. WINGFIELD A MONSIEUR BRAADLAND,
EN DATE DU 24 DÉCEMBRE 1931.

Nom du territoire	Autorité à laquelle devront être adressés les actes judiciaires et extrajudiciaires
Colonie des îles Gilbert et Ellice	{ The Registrar of the High Commissioner's Court, Suva, Fidji. The Secretary, Western Pacific High Commission, Suva, Fidji.
Protectorat britannique des îles Salomon	
Tonga	

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 8 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 24 décembre 1931 par laquelle, conformément à l'article 14 de la Convention de procédure civile conclue entre la Norvège et la Grande-Bretagne le 30 janvier 1931, vous avez fait connaître que les dispositions de cette convention sont étendues

à plusieurs territoires spécifiés dans une liste annexée à votre note, de telle sorte que la convention deviendra applicable à ces territoires le 24 janvier 1932. J'ai pris acte de ce que la langue à employer pour les communications et les traductions sera l'anglais, et de ce que l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées, dans chaque cas, sera celle qu'indique la liste en question.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre des Affaires étrangères :

Aug. ESMARCH.

Mr. C. J. F. R. Wingfield,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES FALKLAND ET DÉPENDANCES DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION
ANGLO-NORVÉGIENNE CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE DU 30 JANVIER 1931. OSLO, LES
18 ET 25 JANVIER 1932.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.
N° 10.

OSLO, le 18 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note du 8 de ce mois concernant l'extension à certains territoires des dispositions de la Convention de procédure civile entre la Grande-Bretagne et la Norvège, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de faire connaître à Votre Excellence que l'un des territoires mentionnés dans la liste communiquée par la note N° 107 de Mr. Fullerton-Carnegie, en date du 21 octobre dernier, à savoir les îles Falkland, aurait dû être désigné comme suit « Iles Falkland et dépendances ».

2. En conséquence, je suis chargé de demander que votre gouvernement veuille bien apporter la rectification nécessaire à la liste de territoires déjà communiquée et je vous serais obligé de bien vouloir m'aviser qu'il en a été fait ainsi.

3. Je saisis cette occasion, etc.

Charles WINGFIELD.

Son Excellence
M. Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 25 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 10 du 18 de ce mois dans laquelle vous me faites connaître que la désignation « Iles Falkland », dans la note N° 107 de Mr. Fullerton-Carnegie, en date du 21 octobre 1931, concernant l'extension à certains territoires des dispositions

de la Convention de procédure civile du 30 janvier 1931 entre la Norvège et la Grande-Bretagne, aurait dû être libellée comme suit « Iles Falkland et dépendances ».

Les mesures nécessaires seront prises en vue d'apporter la rectification précitée à la liste des territoires, etc., auxquels s'applique ladite convention de procédure civile.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre des Affaires étrangères :

Aug. ESMARCH.

Mr. C. J. F. R. Wingfield,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.
Oslo.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION ANGLO-NORVÉGIENNE
CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE DU 30 JANVIER 1931. OSLO, LES 18 ET 25 JANVIER 1932.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº II.

OSLO, le 18 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, sur la demande du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 15 (*a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 30 janvier dernier, que Sa Majesté accède à cette convention pour ce qui concerne la Nouvelle-Zélande.

2. L'autorité de la Nouvelle-Zélande à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être transmises est la Cour Suprême de Nouvelle-Zélande à Wellington et les communications devront être adressées au greffier de cette Cour ; la langue à employer pour les communications et traductions sera l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 (*a*) de la convention, l'accession qui fait l'objet de la présente note entrera en vigueur un mois après la date de celle-ci, c'est-à-dire le 18 février prochain.

4. Je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

Charles WINGFIELD.

Son Excellence
Monsieur Birger Braadland,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 25 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 11 du 18 de ce mois par laquelle, conformément à l'article 15 (a) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, conclue entre la Norvège et la Grande-Bretagne le 30 janvier 1931, vous avez fait connaître que l'application de cette convention est également étendue à la Nouvelle-Zélande, de telle sorte que la convention entrera en vigueur pour la Nouvelle-Zélande le 18 février 1932.

Je prends acte de ce que la langue à employer pour les communications et les traductions sera l'anglais, et je note l'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification et les commissions rogatoires.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre des Affaires étrangères :

Aug. ESMARCH.

M. C. J. R. Wingfield,
Ministre de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.
Oslo.

N° 2824.

**AUTRICHE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Accord concernant la dissolution
provisoire du Tribunal arbitral
mixte anglo-autrichien. Signé à
Londres, le 14 juillet 1931.

**AUSTRIA
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Agreement relating to the Provi-
sional Dissolution of the Anglo-
Austrian Mixed Arbitral Tribunal.
Signed at London, July 14, 1931.

No. 2824. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE AUSTRIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM RELATING TO THE PROVISIONAL DISSOLUTION OF THE ANGLO-AUSTRIAN MIXED ARBITRAL TRIBUNAL. SIGNED AT LONDON, JULY 14, 1931.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 septembre 1931.

Whereas all cases submitted to the Anglo-Austrian Mixed Arbitral Tribunal under Article 256 of the Treaty of Saint Germain-en-Laye have been determined by the Tribunal or otherwise settled : and whereas there would appear to be no prospect of any future case being submitted to the Tribunal in accordance with the Tribunal's Rules of Procedure ; and since the continued maintenance of that Tribunal in such circumstances would impose upon the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Austrian Federal Government unnecessary expense, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM, represented by Sir Robert VANSITTART, G.C.M.G., K.C.B., M.V.O., Permanent Under-Secretary of State for Foreign Affairs, of the one part, and THE AUSTRIAN FEDERAL GOVERNMENT, represented by Herr Georg FRANCKENSTEIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Austria in London, of the other part, have agreed as follows :

1. The Anglo-Austrian Mixed Arbitral Tribunal shall be provisionally dissolved as from the 4th April, 1931.

2. Should any case arise which, in the opinion of the competent authorities in the territories of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or in Austria ought to be tried and determined by the Anglo-Austrian Mixed Arbitral Tribunal under Articles 256 (b) and 257 of the Treaty of Saint Germain-en-Laye, the Government of the United Kingdom and the Austrian Federal Government shall at once take the necessary measures to reconstitute the Tribunal, the intention of the two Governments being that the provisional dissolution of the Tribunal shall not cause injury to or prejudice their own rights or those of British or Austrian nationals.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London this 14th day of July, 1931.

*For the Government of the United Kingdom
of Great Britain and Northern Ireland :*

Robert VANSITTART.

For the Austrian Federal Government :

Georg FRANCKENSTEIN.

¹ Entré en vigueur le 4 avril 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2824. — ACCORD² ENTRE LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI CONCERNANT LA DISSOLUTION PROVISOIRE DU TRIBUNAL ARBITRAL MIXTE ANGLO-AUTRICHIEN. SIGNÉ A LONDRES, LE 14 JUILLET 1931.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place September 23, 1931.

Considérant que toutes les affaires soumises au Tribunal arbitral mixte anglo-autrichien en vertu de l'article 256 du Traité de Saint-Germain en Laye ont été tranchées par le tribunal ou autrement réglées ; considérant qu'il n'y a pas lieu de prévoir que de nouvelles affaires soient à l'avenir déferées au tribunal conformément au règlement intérieur du tribunal ; vu, en outre, que le maintien ininterrompu dudit tribunal dans ces circonstances imposeraient au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et au Gouvernement fédéral autrichien des dépenses inutiles, LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI, représenté par Sir Robert VANSITTART, G.C.M.G., K.C.B., M.V.O., sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires étrangères, d'une part, et LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUTRICHIEN, représenté par M. Georg FRANCKENSTEIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche à Londres, d'autre part, sont convenus de ce qui suit :

1^o Le Tribunal arbitral mixte anglo-autrichien sera provisoirement dissous, à dater du 4 avril 1931.

2^o Au cas où se présenterait une affaire qui, de l'avis des autorités compétentes dans les territoires de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou en Autriche, devrait être examinée et tranchée par le tribunal arbitral mixte anglo-autrichien aux termes des articles 256 (b) et 257 du Traité de Saint-Germain en Laye, le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement fédéral autrichien prendront immédiatement les mesures nécessaires pour reconstituer le tribunal, l'intention des deux gouvernements étant que la dissolution provisoire du tribunal ne porte pas atteinte ni préjudice à leurs propres droits ou à ceux de ressortissants britanniques ou autrichiens.

En foi de quoi les soussignés ont apposé au présent accord leurs signatures et leurs sceaux.

Fait en double expédition à Londres, le 14 juillet 1931.

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :*

Robert VANSITTART.

Pour le Gouvernement fédéral autrichien :

Georg FRANCKENSTEIN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force April 4, 1931.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2825.

FRANCE
ET GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG

Déclaration concernant la modification des articles 5, 6, 7 et 8 de la Convention conclue entre les deux pays le 12 septembre 1875 pour l'extradition des malfaiteurs étrangers. Signée à Luxembourg, le 21 février 1929.

FRANCE
AND GRAND DUCHY OF
LUXEMBURG

Declaration concerning the Amendment of Articles 5, 6, 7 and 8 of the Convention concluded on September 12, 1875, between the two Countries for the Extradition of Foreign Offenders. Signed at Luxemburg, February, 21, 1929,

N^o 2825. — DÉCLARATION¹ ENTRE LA FRANCE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, CONCERNANT LA MODIFICATION DES ARTICLES 5, 6, 7 ET 8 DE LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LES DEUX PAYS LE 12 SEPTEMBRE 1875, POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS ÉTRANGERS. SIGNÉE A LUXEMBOURG, LE 21 FÉVRIER 1929.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 24 septembre 1931.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ayant jugé nécessaire de modifier les articles 5, 6, 7 et 8 de la Convention² du 12 septembre 1875 sur l'extradition des malfaiteurs, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'article 5 de la Convention pour l'extradition des malfaiteurs du 12 septembre 1875 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du Conseil ou de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, soit de l'acte de procédure criminelle, émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé ou de l'accusé devant la juridiction compétente.

Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés et la date de ce fait.

Ces actes seront produits en original ou en expédition authentique et accompagnés d'une copie du texte de la loi applicable et autant que possible du signalement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à en constater l'identité.

¹ Cette déclaration a été publiée par le Gouvernement de la République française, le 21 août 1931 et par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le 8 avril 1930.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome II, page 195.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2825. — DECLARATION ² BETWEEN FRANCE AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG CONCERNING THE AMENDMENT OF ARTICLES 5, 6, 7 AND 8 OF THE CONVENTION CONCLUDED ON SEPTEMBER 12, 1875, BETWEEN THE TWO COUNTRIES FOR THE EXTRADITION OF FOREIGN OFFENDERS. SIGNED AT LUXEMBURG, FEBRUARY 21, 1929.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of the Declaration took place September 24, 1931.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG, having considered it necessary to amend Articles 5, 6, 7 and 8 of the Convention ³ of September 12, 1875, on the extradition of offenders, the undersigned, duly authorised for this purpose, have agreed on the following provisions.

Article 1.

Article 5 of the Convention of September 12, 1875, relating to the extradition of offenders shall be replaced by the following provisions :

Extradition shall be granted on the production of the judgment or sentence, or the decree of the *Chambre du Conseil*, the order of the *Chambre des mises en accusation* or the writ issued by the competent judge or authority, expressly ordering or effecting as of full right the bringing of the accused person before the competent court.

Extradition shall also be granted on the production of a warrant of arrest or any other document having the same validity issued by the competent foreign authority, provided that these documents contain an exact description of the act in respect of which they have been issued, together with the date of that act.

These documents shall be produced either in the original or in a certified copy, and shall be accompanied by a copy of the text of the applicable law and, whenever possible, by a description of the person claimed or any other indications calculated to establish his identity.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² This Declaration was published by the Government of the French Republic on August 21, 1931, and by the Government of the Grand Duchy of Luxembourg on April 8, 1930.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 66, page 609.

Article 2.

L'article 7 de la même convention est modifié comme suit :

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le téléphone, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au Gouvernement du pays ou l'inculpé s'est réfugié.

L'arrestation sera facultative si la demande d'arrestation provisoire est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux Etats ; mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires et investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, en cas de difficulté, rendre compte au ministre des Affaires étrangères des motifs qui l'auraient portée à surseoir à l'arrestation réclamée.

Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

Toutefois, dans ces cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de vingt jours à dater de son arrestation, le gouvernement est saisi d'une des pièces de justification visées à l'article 5.

Article 3.

Les articles 6 et 8 de ladite convention sont abrogés.

Article 4.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent acte, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Luxembourg, le 21 février 1929.

(Signé) CARBONNEL.

(Signé) BECH.

Copie certifiée conforme :

Pour le Ministre plénipotentiaire,

Chef du Service du Protocole :

Maurice Carré.

Article 2.

Article 7 of the same Convention shall be amended as follows :

In urgent cases provisional arrest shall also be effected on notification, by post or telephone of the existence of a warrant of arrest, provided that such notification is duly made through the diplomatic channel to the Government of the country in which the accused person has taken refuge.

Arrest shall be optional, if the request for provisional arrest has been made direct to a judicial or administrative authority in one of the two countries. This authority must, however, immediately proceed to make the necessary interrogations and investigations with a view to establishing identity or proofs of guilt, and in the event of difficulty shall inform the Minister for Foreign Affairs of the reasons why the arrest has not been made.

Provisional arrest shall take place in the form and in accordance with the regulations established by the laws of the Government applied to.

Nevertheless in such cases the foreigner shall only be kept under arrest, provided the Government has received one of the documents referred to in Article 5 within twenty days from the date of his arrest.

Article 3.

Articles 6 and 8 of the said Convention are abrogated.

Article 4.

The present Declaration shall enter into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the two countries.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present document and have affixed their seals thereto.

Done at Luxembourg, in duplicate, February 21, 1929.

(Signed) CARBONNEL.

(Signed) BECH.

N° 2826.

DANEMARK ET FINLANDE

Echange de notes comportant un accord concernant l'assistance médicale aux marins et leur rapatriement. Copenhague, le 9 juillet 1931.

DENMARK AND FINLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Medical Treatment and Repatriation of Seamen. Copenhagen, July 9, 1931.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2826. — NOTEUDVEKSLING
ANGAAENDE EN MELLEM DAN-
MARK OG FINLAND AFSLUT-
TET OVERENSKOMST OM SY-
GEPELJE OG HJEMSENDELSE
AF SØFOLK M. M. KOBENHA-
VEN, DEN 9. JULI 1931.

N^o 2826. — NOTVÄXLING MEL-
LAN DANMARK OCH FINLAND
JÄMTE ÖVERENSKOMMELSE
OM BEREDANDE AV SJUKVÅRD
ÅT OCH HEMSÄNDANDE AV
SJÖMÄN M. M. KÖPENHAMN,
DEN 9. JULI 1931.

*Textes officiels danois et suédois communiqué
par le délégué permanent du Danemark auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de
cet échange de notes a eu lieu le 24 septembre
1931.*

*Danish and Swedish official texts communicated
by the Permanent Delegate of Denmark accre-
dited to the League of Nations. The registration
of this Exchange of Notes took place September
24, 1931.*

I.

UDENRIGSMINISTERIET.

KØBENHAVN, den 9. Juli 1931.

HR. MINISTER,

Under Henviſning til de ſtedfundne For-
handlinger har jeg den Aere at meddele, at
den Kgl. danske Regering, ſom med den finske
Regering er enig i Ønſkeligheden af, at der
afsluttes en Overenſkomſt mellem Danmark
og Finland om Sygepleje og Hjemſendelse af
Søfolk m. m., er villig til, under Forudsætning
af at der tilſtaas danske Søfolk, forhyrede med
finske Skibe, dog ikke med Staten tilhørende
Fartøjer, der anvendes i Forsvarsøjemed eller
til administrative Formaaler, Lystfartøjer og
Fartøjer, paa hvilke udelukkende Personer,
tilhørende Rederens Familie er beſkæftigede,
Behandling i Overenſtemmelse med de i
Hr. Ministerens ſamtidig hermed afgivne Note
anførte Regler at bringe nedenſtaaende Beſtem-
melſer vedrørende finske Søfolk, forhyrede med
danske Skibe i Anvendelse :

II.

SUOMEN LÄHETYSTÖ.
FINLANDS BESKICKNING.

KÖPENHAMN, den 9. Juli 1931.

HERR MINISTER,

Under hänviſning till föregående förhand-
lingar, har jag äran att meddela Eders Excellens,
att Finska Regeringen, ſom är enſe med Kung-
liga Danska Regeringen om önskvärdheten av
att avsluta en överenſkommelse mellan Finland
och Danmark om beredande av sjukvård åt
och hemsändande av sjömän m. m. är villig
att, under förutsättning att finska sjömän
förhyrda å danska fartyg, dock icke ſtats verket
tillhörigt fartyg, ſom användes till försvars-eller
administrativa ändamål, luftfartyg och fartyg,
på vilket endast personer, tillhörande redarens
familj, ſyſſelsättas, tillerkännas behandling i
överenſtämmeſe med de uti Eders Excellens
ſamtidigt härmed afgivna not anförda beſtäm-
melſer, medgiva, att följande beſtämmelser
ſkola tillämpas beträffande danska å finska
fartyg förhyrda sjömän :

Artikel 1.

Udgifterne ved en paa dansk Skib forhyret syg finsk Sømands Pleje bæres af Rederen, saalænge Tjenesteforholdet bestaar.

Er en saadan Sømand syg ved Tjenesteforholdets Ophør, har han Ret til Pleje for Rederens Regning i indtil seks Uger, hvis han plejes i Danmark eller Finland, og ellers i tolv Uger.

Tiden regnes fra Afmønstringen eller, hvis Afmønstring ikke foretages, fra den Dag Skibet afgaar. Bliver en finsk Sømand fra et dansk Skib under disse Omstændigheder efterladt i andet Land end Danmark eller Finland har han forsaavidt, han er paamønstreret i Europa, i hvilken Henseende Fart paa de ikke europæiske Kyster af Middelhavet, Sortehavet og det asovske Hav regnes lige med europæisk Fart, Krav paa fri Rejse med Underhold til nærmeste Havn i Finland. Er Sømanden paamønstreret udenfor nævnte Fartsomraade, har han samme Adgang til Hjemsendelse paa Rederens Bekostning, hvis han er Dæks- eller Maskinofficer, eller hvis han har været i Rederens Tjeneste i de sidste seks Maaneder før Afmønstringen eller, hvis Afmønstring ikke foretages, før den Dag Skibet afgaar. Det samme gælder, hvis der ved hans Ansættelse i Rederens Tjeneste ikke var hengaaet mere end 2 Aar siden han sidste Gang paamønstreredes i europæisk Fart. Kan der skaffes ham Hyre paa et Skib, som er bestemt til Finland eller til en Havn, hvorfra det falder bekvemt at sende ham dertil og hans Helbredsstand ikke er til Hinder derfor, er han pligtig at overtage Stillingen, hvis den ikke er af lavere Grad eller daarligere lønnet end den, han havde.

Det i det foregaaende Stykke anførte finder tilsvarende Anvendelse paa en finsk Sømand, der lider af Tuberkulose i smitsom form, og som i den Anledning maa forlade Tjenesten, enten af Hensyn til ham selv eller de ombordværende.

Bestemmelserne i de foregaaende Stykker gælder ikke, hvis Sygdommen eller Skaden er paadraget ved egen Skyld eller tortiet ved Forhyringen. I saa Tilfælde maa Sømanden selv betale Udgifterne ved Sygeplejen baade før og efter Tjenesteforholdets Ophør og har heller ikke Krav paa fri Hjemrejse, hvorhos Rederens Udlæg for Sømanden kan afkortes i Hyren.

Lider en med dansk Skib forhyret finsk Sømand af Kønssygdom i smitsomt Stadium, og maa han i den Anledning fratræde Tjenesten

Artikel 1.

Kostnaden för sjukvård åt en å finskt fartyg anställd dansk sjöman skall bestridas av redaren så länge arbetsförhållandet varar.

Varder sjöman, som är sjuk eller skadad, vid tjänstetidens utgång skild från tjänsten eller dessförinnan avskedad utan att laga skäl därtill föranlett, äger han jämväl därefter åtnjuta vård på redarens bekostnad, dock icke utöver sex veckor eller om han vårdas utom Finland eller Danmark tolv veckor efter avmönstringen eller där sådan ej ägt rum, från det fartyget gått vidare. I nu nämnt fall är dansk sjöman, vars arbetsförhållande upphör i annat land än i Finland eller Danmark, dessutom berättigad till fri resa med underhåll till närmaste danska i hamn; därest sjömannen ej tillhör befälsgraden och ej heller varit i redarens tjänst under de sista sex månaderna före avmönstringen eller, om avmönstring ej ägt rum, före den dag då fartyget gått vidare, tillkommer honom dock nämnda förmån endast för så vitt han antingen påmönstrats i europeisk hamn eller i annan hamn vid Medelhavet, Svarta havet eller Asovska sjön eller ock högst två år före sin anställning i redarens tjänst påmönstrats hamn, som nu nämnts. Kan åt sjöman, som sålunda är berättigad till fri hemresa, beredas tjänst å fartyg, som är bestämt till Danmark eller till ort, varifrån han bekvämligen kan resa hem, är han pliktig antaga tjänsten, såframt hans hälsotillstånd medgiver det och han anställes i befattning, som icke är lägre eller sämre än den, vari han förut varit anställd.

Vad nu är sagt äger ej tillämpning, där sjömannen avsiktligt eller genom brottsligt förfarende eller lättsinning leverne eller annat grovt vållande ådragit sig sjukdomen eller skadan, eller där han vid avtalets ingående förtegit den; i sådant fall är sjömannen pliktig att själv bekosta sjukvården och är icke berättigad till fri hemresa. Redarens utlägg för kostnad, som nu sagts, må avdragas å sjömannens hyra.

Då en å finskt fartyg anställd dansk sjöman, som är behäftad med könssjukdom i smittosamt skede, kvarlämnas i hamn utom Danmark,

i en Havn udenfor Finland, udreder den danske Statskasse, uanset de foregaaende Bestemmelser, de nødvendige Udgifter ved Sømandens Pleje.

Artikel 2.

Ophører som Følge af et dansk Skibs Forlis en med dette forhyret finsk Sømands Tjeneste i andet Land end Danmark eller Finland, har han Krav paa fri Rejse med Underhold til nærmeste Havn i Finland paa den danske Statskasses Regning. Sømanden har endvidere Krav paa udover den Hyre, som tilkommer ham efter den danske Sømandslovs § 41, 1. Stk., at erholde Hyre under Hjemreisen, dog længst for 2 Maaneder, hvis han er Styrmand eller Maskinmester, og for 1 Maaned, hvis han tilhører det underordnede Mandskab. Sømanden er pligtig at tage Tjeneste paa et andet Skib efter ovenstaaende Regler i Artikel 1 og for den Tid, han har saadan Tjeneste, kan han ikke kræve Hyre af det forliste Skibs Reder.

Artikel 3.

For Tab af ombordværende Ejendele foranlediget ved et dansk Skibs Forlis er Rederen pligtig at yde Erstatning i Overensstemmelse med de derom for danske Søfolk givne Regler.

Artikel 4.

Paa Personer, som er ansat paa dansk Skib af Rederen eller Skibsføreren, men ikke hører til det egentlige Skibsmandskab, faar det i de foregaaende Artikler anførte tilsvarende Anvendelse.

Den danske Regering er med den finske Regering enig i, at denne Note tilligemed den af Hr. Ministeren samtidig hermed afgivne Note udgør den mellem de to Regeringer truffne Overenskomst, der træder i Kraft den 1. September 1931 og forbliver gældende indtil Udløbet af 6 Maaneder fra den Dag at regne, da den opsiges fra en af Siderne.

Modtag, Hr. Minister, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

(Sign.) P. MÜNCH.

skall kostnaden för sjukhusvård, läkarbehandling och läkemedel för tiden efter det hans anställning upphört bestridas av finska statsmedel.

Artikel 2.

Upphör till följd av finskt fartygs förolyckande dansk sjömans anställning i annat land än i Finland eller Danmark, äger han rätt att erhålla fri resa till närmaste danska hamn med underhåll under resan. Kostnad för sjömans hemresa med underhåll skall bestridas av finska statsmedel. Utöver den rätt till hyra och underhåll under de förhållanden, som omförmälas i den finska sjömanslagen § 41 första stycke in fine, äger sjömannen rätt till hyra under hemresan dock högst för en tid av två månader, därest han är styrman eller maskinist och eljest för en tid av en månad. Sjömannen är dock pliktig att antaga tjänst å annat fartyg, enligt vad som sägs i artikel 1, andra stycket.

Artikel 3.

För förlust av effekter vid finskt fartygs förolyckande är dansk sjöman berättigad att av redaren erhålla ersättning enligt samma grunder som gälla för finska sjömän.

Artikel 4.

Beträffande de å fartyg anställda personer, som äro antagna av redaren eller befälhavaren, men icke tillhöra den egentliga besättningen, skall vad i föregående arriklar sagts om sjömän äge motsvarande tillämpning.

Finska Regeringen förklarar, i likhet med Kungliga Danska Regeringen, att denna not tillsammans med den av Eders Excellens samtidigt härmed avgivna not utgör en mellan de två regeringarna avslutad överenskommelse, som skall träda i kraft den 1. September 1931 och förbliva gällande intill utgången av sex månader från den dag, då uppsägningen från någondera sidan må komma att ske.

Mottag, Herr Minister, uttrycken av min utomordentliga högtaktning.

(Sign.) Onni TALAS.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 20 août 1931.

P. Münch.

¹ TRADUCTION.

N^o 2826. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET FINNOIS COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'ASSISTANCE MÉDICALE AUX MARINS ET LEUR RAPATRIEMENT. COPENHAGUE, LE 9 JUILLET 1931.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, *le 9 juillet* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à nos pourparlers antérieurs, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement royal du Danemark est d'accord avec le Gouvernement finlandais pour estimer désirable qu'une convention intervienne entre le Danemark et la Finlande en ce qui concerne les soins médicaux aux marins et le rapatriement de ces derniers, etc., et se déclare prêt à mettre en application les dispositions ci-dessous relatives aux marins finlandais engagés à bord des navires danois, étant entendu que les marins danois engagés à bord des navires finlandais, à l'exception des navires appartenant à l'État et servant à la défense nationale ou à des fins administratives, ainsi que des navires de plaisance et des navires à bord desquels ne sont occupés que des membres de la famille de l'armateur, seront traités conformément aux règles énoncées dans la note de Votre Excellence remise en même temps que la présente :

¹ TRANSLATION.

No. 2826. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE MEDICAL TREATMENT AND REPATRIATION OF SEAMEN. COPENHAGEN, JULY 9, 1931.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *July 9,* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to our previous conversations, I (*i. e.* the Danish Minister for Foreign Affairs) have the honour to inform Your Excellency (*i. e.* the Finnish Minister in Copenhagen) that the Danish Government agrees with the Finnish Government respecting the desirability of concluding an Agreement between Denmark and Finland respecting attendance on seamen during sickness, the repatriation of seamen and other matters, and is prepared to apply the following provisions with respect to Finnish seamen engaged on board Danish vessels, provided that Danish seamen engaged on board Finnish vessels (with the exception of State-owned vessels used for purposes of defence or administrative purposes, pleasure boats and vessels in which only members of the owner's family are employed) shall be treated in conformity with the rules contained in the Note transmitted simultaneously by Your Excellency.

¹ Traduction du Bureau International du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

Article premier.

Tant que le contrat de service, les dépenses engagées à raison des soins donnés à un marin finlandais malade à bord d'un navire danois sont à la charge de l'armateur.

Si ledit marin est malade à l'expiration du contrat de service, il a droit aux soins, pour le compte de l'armateur, pendant six semaines au plus s'il est soigné au Danemark ou en Finlande, sinon pendant douze semaines. Ce délai sera compté à partir du licenciement ou, s'il n'y a pas licenciement, à partir du jour de départ du navire. Lorsqu'un marin finlandais est débarqué dans ces circonstances par un navire danois, dans un pays autre que le Danemark ou la Finlande, il a droit, s'il a été enrôlé en Europe — les voyages sur les côtes non européennes de la Méditerranée, de la mer Noire et de la mer d'Azov étant, à cet effet, assimilés aux voyages en Europe — au voyage et à l'entretien gratuits jusqu'au port finlandais le plus proche. Le marin enrôlé en dehors de cette zone aura néanmoins droit à son rapatriement, aux frais de l'armateur, s'il s'agit d'un officier du pont ou des machines ou s'il a été au service de l'armateur pendant les six derniers mois avant son licenciement ou, s'il n'y a pas licenciement, avant le départ du navire. Cette disposition s'applique également si, au moment de son engagement au service de l'armateur, deux ans au plus se sont écoulés depuis son dernier enrôlement pour un voyage en Europe. Lorsqu'il est possible de lui procurer un engagement à bord d'un navire à destination de la Finlande ou d'un port d'où il sera commode de l'envoyer en Finlande, et que son état de santé ne s'y oppose pas, le marin sera tenu à accepter le poste, si celui-ci n'est pas d'un grade inférieur au poste qu'il occupait auparavant et n'est pas moins bien rémunéré.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliqueront par analogie aux marins souffrant de tuberculose dans une forme contagieuse et qui doivent, pour cette raison, quitter leur emploi, que ce soit par égard pour eux-mêmes ou pour leur entourage à bord.

Les dispositions des alinéas précédents ne sont pas applicables lorsque le marin a causé la maladie ou la lésion par sa propre faute, ou s'il les fait au moment de l'enrôlement. En pareil cas, le marin supportera lui-même

Article I.

The expenses of attendance during sickness on a Finnish seaman engaged on board a Danish vessel shall be defrayed by the owner so long as the employment continues.

If such seaman is sick at the time of his discharge, he shall be entitled to attendance at the expense of the owner for not more than six weeks if he is under attendance in Denmark or Finland, and otherwise for not more than twelve weeks. This period shall be reckoned from the signing-off day, or, if signing off does not take place, from the date when the vessel sails. If a Finnish seaman from a Danish vessel is left behind in these circumstances in a country other than Denmark or Finland, he shall be entitled to a free passage with maintenance to the nearest port in Finland, provided that he was signed on in Europe, voyages to the non-European coasts of the Mediterranean Sea, the Black Sea and the Sea of Azov being deemed to be equivalent to European voyages. If a seaman is signed on outside the above-mentioned navigation area, he shall have the same right to repatriation at the expense of the owner if he is a deck or engineer officer or if he has been in the service of the owner for the six months immediately preceding the signing off, or, if signing off does not take place, preceding the date when the vessel sails. This provision shall also apply if at the time, of the engagement of the seaman in the service of the owner not more than two years have elapsed since he was last signed on for a European voyage. If employment can be found for him on board a vessel bound for Finland or for a port from which he can conveniently be sent to Finland, and his state of health admits thereof, he shall be bound to accept the employment, provided that it is not at a lower rating or worse paid than his former employment.

The provisions of the preceding paragraph shall apply, *mutatis mutandis*, to a Finnish seaman who is suffering from tuberculosis in a contagious form and for this reason must leave his employment either on his own account or on account of the persons on board.

The provisions of the preceding paragraphs shall not apply if the seaman incurred the sickness or injury through his own fault or concealed it at the time of engagement. In this case the seaman himself shall defray the

les frais pour soins médicaux, tant avant qu'après la cessation du contrat de travail, et n'aura pas droit à son rapatriement gratuit ; l'armateur pourra retenir sur le salaire du marin les dépenses engagées pour lui.

Lorsqu'un marin finlandais engagé à bord d'un navire danois souffre d'une maladie vénérienne à un stade contagieux et qu'il doit, pour cette raison, quitter son service dans un port situé hors de Finlande, le Trésor danois prend en charge les dépenses nécessitées par les soins audit marin, sans égard aux dispositions qui précèdent.

Article 2.

Le marin finlandais dont le service à bord d'un navire danois prend fin, par suite de naufrage, dans un pays autre que le Danemark ou la Finlande, a droit au voyage et à l'entretien gratuits jusqu'au port finlandais le plus proche, aux frais du Trésor danois. De plus, le marin a droit, outre le salaire qui lui revient conformément au premier alinéa du § 41 de la loi danoise sur les marins, à son salaire pour la durée du voyage de retour, jusqu'à concurrence de deux mois, s'il est officier ou officier-mécanicien, et d'un mois s'il appartient au reste de l'équipage. Le marin est tenu de prendre du service à bord d'un autre navire, conformément aux règles fixées ci-dessus à l'article premier, et il ne peut réclamer de salaire à l'armateur du navire sinistré pour la période pendant laquelle il est ainsi employé.

Article 3.

Lorsque, par suite de naufrage d'un navire danois, les effets des marins se trouvant à bord sont perdus, l'armateur est tenu à indemnité conformément aux règles édictées à ce sujet pour les marins danois.

Article 4.

Les dispositions des articles précédents sont applicables par analogie aux personnes engagées à bord des navires danois par l'armateur ou le capitaine et ne faisant pas partie de l'équipage proprement dit.

expenses of attendance during sickness, both before and after leaving his employment, and he shall not be entitled to a free passage home ; the owner's outlay on behalf of the seaman may be deducted from his pay.

If a Finnish seaman engaged on board a Danish vessel is suffering from a venereal disease at a communicable stage, and is obliged to leave his employment on this account in a port outside Finland, the Danish Treasury shall pay the necessary expenses for his attendance, notwithstanding the preceding provisions.

Article 2.

If the employment of a Finnish seaman engaged on board a Danish vessel is terminated in a country other than Denmark or Finland owing to the loss of the vessel, he shall be entitled to a free passage with maintenance to the nearest port in Finland at the expense of the Danish Treasury. In addition to the pay due to him under the first paragraph of section 41 of the Danish Seamen's Act, the seaman shall further be entitled to pay during the voyage home, but not for more than two months if he is a mate or an engineer or one month if he belongs to a lower rating. The seaman shall be bound to accept employment on another vessel in accordance with the rules laid down above in Article 1, and he shall not be entitled to claim pay from the owner of the last vessel for the time during which he is thus employed.

Article 3.

If a seaman's effects on board are lost owing to the loss of a Danish vessel, the owner shall be bound to grant compensation in accordance with the rules in the matter issued for Danish seamen.

Article 4.

The provisions laid down in the preceding Articles shall apply, *mutatis mutandis*, to persons employed on board a Danish vessel by the owner or the master who are not members of the ship's crew properly so called.

Le Gouvernement danois est d'accord avec le Gouvernement finlandais pour que la présente note et la note de Votre Excellence, remise en même temps que la présente, constituent ensemble la convention conclue entre les deux gouvernements, convention qui entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1931 et portera effet jusqu'à l'expiration d'une période de six mois comptée à partir de la date de sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) P. MÜNCH.

II.

LÉGATION DE FINLANDE.

COPENHAGUE, le 9 juillet 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à nos pourparlers antérieurs, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement finlandais est d'accord avec le Gouvernement royal danois pour estimer désirable qu'une convention intervienne entre la Finlande et le Danemark en ce qui concerne les soins médicaux aux marins et le rapatriement de ces derniers, etc., et se déclare prêt à mettre en application les dispositions ci-dessous relatives aux marins danois engagés à bord des navires finlandais, étant entendu que les marins finlandais engagés à bord des navires danois, à l'exception des navires appartenant à l'Etat et servant à la Défense nationale ou à des fins administratives, ainsi que des navires à bord desquels ne sont occupés que des membres de la famille de l'armateur, seront traités conformément aux dispositions énoncés dans la note de Votre Excellence remise en même temps que la présente.

Article premier.

Tant que le contrat de travail subsiste, les dépenses engagées à raison des soins médicaux donnés à un marin danois employé à bord d'un navire finlandais sont à la charge de l'armateur.

Lorsqu'un marin malade ou blessé quitte son emploi au terme de son service, ou est renvoyé sans motif légal avant ledit terme, il conserve ses droits aux soins, dont l'armateur

The Danish Government declares in agreement with the Finnish Government that this Note together with the Note transmitted simultaneously by Your Excellency shall constitute an Agreement concluded between the two Governments, which shall come into operation on 1st September, 1931, and shall continue in operation until the expiration of six months from the date on which it shall have been denounced by one of the Contracting Parties.

I have the honour, etc.

(Signed) P. MUNCH.

II.

FINNISH LEGATION.

COPENHAGEN, July 9, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to our previous conversations, I (*i. e.* the Finnish Minister in Copenhagen) have the honour to inform Your Excellency (*i. e.* the Danish Minister for Foreign Affairs) that the Finnish Government agrees with the Danish Government respecting the desirability of concluding an agreement between Finland and Denmark respecting attendance on seamen during sickness, the repatriation of seamen and other matters, and is prepared to apply the following provisions with respect to Danish seamen engaged on board Finnish vessels, provided that Finnish seamen engaged on board Danish vessels (with the exception of State-owned vessels used for purposes of defence or administrative purposes, pleasure boats and vessels in which only members of the owner's family are employed) shall be treated in conformity with the rules contained in the Note transmitted simultaneously by Your Excellency.

Article 1.

The expenses of attendance during sickness on a Danish seaman engaged on board a Finnish vessel shall be defrayed by the owner so long as the employment continues.

If a sick or injured seaman leaves his employment on the expiry of his term of service or is discharged earlier without lawful cause, he shall also be entitled to further attendance

prend en charge les frais, pendant six semaines au plus ou, s'il est soigné dans un pays autre que la Finlande ou le Danemark, pendant douze semaines au plus après son licenciement ou, s'il n'y a pas eu licenciement, après le départ du navire. Dans ce dernier cas, le marin danois dont le contrat de travail expire dans un pays autre que la Finlande et le Danemark a, en outre, droit au voyage et à l'entretien gratuits jusqu'au port danois le plus proche; si le marin ne fait pas partie du commandement, ou s'il n'a pas été au service de l'armateur pendant les derniers six mois avant le licenciement ou, s'il n'y a pas eu licenciement, avant le départ du navire, il n'a droit auxdits avantages qu'autant qu'il a été enrôlé dans un port européen ou dans un autre port de la Méditerranée, de la mer Noire, ou de la mer d'Azov, ou qu'il a été enrôlé dans un des ports susmentionnés deux ans au plus avant son entrée au service de l'armateur. Lorsqu'il est possible de procurer au marin ayant droit, à ce titre, à sa conduite de retour gratuite, du service à bord d'un navire à destination du Danemark ou d'un port d'où il pourra commodément regagner ses foyers, ledit marin sera tenu d'accepter le poste offert si son état de santé le lui permet et si ledit poste n'est pas inférieur, au point de vue du grade ou des conditions, à celui qu'il occupait antérieurement.

Les dispositions qui précèdent ne seront pas applicables si le marin a causé lui-même la maladie ou la lésion, soit intentionnellement soit par un acte criminel ou par une vie dissolue, ou toute autre faute grave, ou s'il les a eues au moment de conclure le contrat; en pareil cas, le marin supportera lui-même les frais de soins médicaux et n'aura pas droit à son rapatriement gratuit. Les dépenses engagées de ce fait par l'armateur pourront être retenues sur le salaire du marin.

Lorsqu'un marin danois, engagé à bord d'un navire finlandais et atteint d'une maladie vénérienne dans un stade contagieux est débarqué dans un port situé hors du Danemark, les frais d'hospitalisation, de médecin et de médicaments seront à la charge du Trésor finlandais à partir du jour où l'engagement du marin prend fin.

Article 2.

Le marin danois dont le service à bord d'un navire finlandais prend fin, par suite de naufrage,

at the expense of the owner for not more than six weeks (or, if he is under care elsewhere than in Finland or Denmark, twelve weeks) after signing off, or, if signing off does not take place, after the date when the vessel sails. In the last-mentioned case, a Danish seaman who leaves his employment in a country other than Finland or Denmark shall further be entitled to a free passage with maintenance to the nearest Danish port; if the seaman is not an officer and has not been in the service of the owner for the six months immediately preceding the signing off (or, if signing off does not take place, preceding the date when the vessel sails), he shall not be entitled to the said advantage unless he was signed on either in a European port or in another port on the Mediterranean Sea, the Black Sea or the Sea of Azov, or was signed on in a port mentioned above not more than two years before his engagement in the service of the owner. If employment on board a vessel bound for Denmark or for a place from which the seaman can conveniently travel home can be provided for a seaman who is thus entitled to a free passage home, he shall be bound to accept the employment, provided that his state of health admits thereof and that he is engaged at a rating which is not lower or less favourable than that at which he was formerly engaged.

The above provisions shall not apply to a seaman who has incurred sickness or injury intentionally or by criminal action or dissolute conduct or other gross misconduct or who has concealed the sickness or injury when concluding his agreement; in this case the seaman himself shall be bound to defray the expenses of attendance during sickness and shall not be entitled to a free passage home. The owner's outlay for expenses as here specified may be deducted from the seaman's pay.

If a Danish seaman engaged on board a Finnish vessel who is suffering from venereal disease at a communicable stage is left behind in a port outside Denmark, the expenses of hospital treatment, medical attendance and medicaments for the period subsequent to the termination of his engagement shall be defrayed from Finnish State funds.

Article 2.

If the engagement of a Danish seaman is terminated in a country other than Finland

dans un pays autre que la Finlande ou le Danemark a droit au voyage gratuit jusqu'au port danois le plus proche, ainsi qu'à son entretien durant ce voyage. Les frais du voyage de retour et de l'entretien du marin sont à la charge du Trésor finlandais. Outre le droit à ses salaires et à l'entretien dans les conditions spécifiées à la fin du premier alinéa du paragraphe 41 de la loi finlandaise sur les marins, le marin a droit à son salaire pour la durée du voyage de retour, jusqu'à concurrence de deux mois s'il est officier ou officier-mécanicien, d'un mois dans les autres cas. Toutefois, le marin sera tenu d'accepter du service à bord d'un autre navire, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article premier.

Article 3.

Lorsque, par suite du naufrage d'un navire finlandais, les effets d'un marin danois se trouvant à bord sont perdus, le marin a droit à une indemnité, conformément au principe applicable en l'occurrence aux marins finlandais

Article 4.

Les dispositions des articles précédents sont applicables par analogie aux personnes engagées à bord des navires par l'armateur ou le capitaine et ne faisant pas partie de l'équipage proprement dit.

Le Gouvernement finlandais déclare, d'accord avec le Gouvernement royal danois, que la présente note et la note remise par Votre Excellence en même temps que la présente constituent ensemble une convention conclue entre les deux gouvernements, convention qui entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1931 et portera effet jusqu'à l'expiration d'une période de six mois comptée à partir du jour de sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Onni TALAS.

or Denmark owing to the loss of a Finnish vessel, the seaman shall be entitled to a free passage to the nearest Danish port with maintenance during the voyage. The expenses of the seaman's repatriation with maintenance shall be defrayed from Finnish State funds. In addition to the right to pay and maintenance under the conditions specified in the latter part of the first paragraph of section 41 of the Finnish Seamen's Act, the seaman shall be entitled to pay during the voyage home, but not for more than two months if he is a mate or an engineer or one month in other cases. Nevertheless, the seaman shall be bound to accept employment on another vessel in accordance with the provisions of the second paragraph of Article 1.

Article 3.

If a Danish seaman's effects are lost owing to the loss of a Finnish vessel, he shall be entitled to compensation from the owner in accordance with the rules in force for Finnish seamen.

Article 4.

The provisions of the preceding Articles respecting seamen shall apply, *mutatis mutandis*, to persons employed on board ship who are engaged by the owner or master but are not members of the crew properly so called.

The Finnish Government declares in agreement with the Danish Government that this Note together with the Note transmitted simultaneously by Your Excellency shall constitute an Agreement concluded between the two Governments, which shall come into operation on 1st September, 1931, and shall continue in operation until the expiration of six months from the date on which it shall have been denounced by one of the Contracting Parties.

I have the honour, etc.

(Signed) Onni TALAS.

N° 2827.

**PORTUGAL
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant l'assistance judiciaire réciproque en matières civile et commerciale, avec protocole additionnel et annexe. Signés à Lisbonne, le 23 novembre 1927.

**PORTUGAL
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement concerning reciprocal Judicial Assistance in Civil and Commercial Matters, with Additional Protocol and Annex. Signed at Lisbon, November 23, 1927.

N° 2827. — ACCORD¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 NOVEMBRE 1927.

Textes officiels français, tchécoslovaque et portugais communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 25 septembre 1931.

French, Czechoslovak and Portuguese official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 25, 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE prenant pour base de règlement des relations judiciaires entre les deux Etats, la Convention² internationale de La Haye relative à la procédure civile du 17 juillet 1905, à laquelle tant la République tchécoslovaque que la République portugaise ont adhéré, et désireux d'établir les mesures d'exécution de certaines dispositions de ladite convention et de régler en outre la légalisation et la force probante de documents, ainsi que la communication de renseignements juridiques, ont décidé de conclure à cet effet un accord, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Emil SPIRA, docteur en droit, chef du Département au Ministère de la Justice ;
M. Karel HALFAR, docteur en droit, chef du Département des Traités internationaux au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. le docteur Abel DE ANDRADE, professeur à la Faculté de Droit à Lisbonne ;
M. le docteur José Caeiro DA MATA, professeur à la Faculté de Droit à Lisbonne ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. NOTIFICATIONS D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES

COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article premier.

L'assistance judiciaire réciproque au sens des titres premier et II de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile comprend :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 27 octobre 1930.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, October 27, 1930.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

- a) La notification d'actes judiciaires et extrajudiciaires, en matière civile et commerciale y compris ceux de la juridiction non contentieuse ;
b) L'exécution de commissions rogatoires concernant les affaires prévues sous lettre a).

Article 2.

Les actes à notifier, ainsi que les commissions rogatoires à exécuter, seront transmis directement par le Ministère de la Justice et des Cultes, à Lisbonne, au Ministère de la Justice, à Prague, et directement par le ministère de la Justice, à Prague, au Ministère de la Justice et des Cultes, à Lisbonne. Ces deux ministères provoqueront le règlement rapide de ces demandes d'assistance judiciaire par les autorités portugaises ou tchécoslovaques compétentes.

Dans leurs relations, les deux ministères utiliseront exclusivement la langue française.

Les actes à notifier pourront également être adressés par l'autorité compétente directement aux destinataires par la voie de la poste.

Les deux Parties contractantes se reconnaissent la faculté de faire effectuer directement et sans menace ou contrainte, par leurs agents diplomatiques ou consulaires, les remises d'actes sur le territoire de l'autre Partie, quelle que soit la nationalité du destinataire.

Article 3.

Les actes à notifier suivant les articles premier et 2 de ladite convention de La Haye seront rédigés, en Portugal, en langue portugaise, en Tchécoslovaquie, en langue tchécoslovaque, ou, en tant que les prescriptions en vigueur le permettent, dans la langue de la minorité nationale. Ces actes, de même que ceux à notifier conformément à l'article 3 de la même convention, seront munis de la signature et du sceau ou du timbre de l'autorité requérante. La légalisation n'est pas exigée.

Pour ce qui concerne la notification suivant l'article 3 de la Convention de La Haye, l'acte à notifier dans l'autre Etat contractant sera rédigé dans la langue officielle de cet Etat ou accompagnée d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme par un traducteur (interprète) assermenté ou par un agent diplomatique ou consulaire de l'un des deux Etats contractants. Ces traductions seront, sur demande, faites par les soins de l'Etat requis, aux frais de l'autorité requérante.

Article 4.

Les commissions rogatoires portugaises et leurs annexes seront rédigées dans la langue portugaise et accompagnées d'une traduction en langue tchécoslovaque, certifiée conforme par un traducteur (interprète) assermenté en Portugal ; les commissions rogatoires tchécoslovaques et leurs annexes seront rédigées en langue tchécoslovaque et accompagnées d'une traduction en langue portugaise, certifiée conforme par un traducteur (interprète) assermenté en Tchécoslovaquie. Ces traductions seront, sur demande, faites par les soins de l'Etat requis, aux frais de l'autorité requérante. Les commissions rogatoires seront munies de la signature et du sceau ou du timbre de l'autorité requérante. La légalisation n'est pas exigée.

Article 5.

L'assistance judiciaire mentionnée aux articles premier à 4, y compris les traductions prévues aux articles 3 et 4, ne pourra être refusée pour le motif que l'autorité requérante n'aura pas déposé des provisions en vue de garantir le remboursement des frais.

Les frais d'envoi par la poste resteront à charge de l'Etat qui fera l'expédition.

II. EXÉCUTION DE DÉCISIONS RELATIVES AUX FRAIS ET DÉPENS

Article 6.

Les décisions relatives aux frais et dépens visées à l'article 18, alinéas premier et 2 de la Convention de la Haye, rendues par les tribunaux de l'un des deux Etats, seront, par application de l'alinéa 3 dudit article, mises gratuitement à exécution, à la requête directe de la partie intéressée, sur le territoire de l'autre Etat, de la même façon que les décisions rendues par ses propres tribunaux. Cette requête sera adressée au tribunal compétent dans l'autre Etat.

La requête sera accompagnée du dispositif de la décision revêtu de l'attestation du tribunal qui a rendu la décision et constatant que celle-ci est passée en force de chose jugée. Le requérant produira également une traduction de ces documents, certifiée conforme, en Portugal, en langue portugaise, en Tchécoslovaquie, en langue tchécoslovaque.

Le montant des frais de traduction visés dans cet article sera fixé par l'autorité requise, sur la demande de la partie intéressée, faite dans sa requête, et ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

III. LÉGALISATION ET FORCE PROBANTE DES DOCUMENTS

Article 7.

Les actes ou documents dressés, délivrés ou légalisés par les tribunaux d'un des deux Etats n'ont besoin, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre du tribunal, d'aucune légalisation ultérieure pour être utilisés en matière judiciaire sur le territoire de l'autre Etat.

Les actes ou documents dressés, délivrés ou légalisés par une des autorités administratives centrales des deux Etats contractants ou par une autorité administrative subordonnée directement à une telle autorité n'ont besoin d'aucune légalisation ultérieure pour être utilisés en matière judiciaire sur le territoire de l'autre Etat, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre de ladite autorité et que celle-ci figure dans la liste annexée au présent accord. Cette liste peut d'ailleurs, après entente préalable, être modifiée ou complétée.

Article 8.

Les actes authentiques dressés sur le territoire d'un des deux Etats, ainsi que les livres de commerce qui y sont tenus, auront devant les tribunaux de l'autre Etat la même force probante que leur attribuent les lois de l'Etat dont ils proviennent. Cependant, la force probante ne leur sera attribuée que dans les limites admises par les lois de l'Etat dont les tribunaux seront saisis.

IV. RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Article 9.

Le Ministère de la Justice et des Cultes, à Lisbonne, et le Ministère de la Justice, à Prague, se communiqueront, sans frais, sur demande, des renseignements concernant le droit en vigueur dans leur Etat.

La demande devra indiquer d'une façon précise les questions de droit sur lesquelles le renseignement est requis.

V. RENVOI A LA CONVENTION DE LA HAYE

Article 10.

La Convention internationale relative à la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905 continuera, en tant que le présent accord n'y touche pas, à régler les rapports des deux Etats contractants sur les matières au sujet desquelles elle dispose.

VI. DISPOSITIONS FINALES

Article 11.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Prague.

Cet accord entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et produira ses effets encore un an après la dénonciation, qui pourra avoir lieu en tout temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord en deux exemplaires.

Fait à Lisbonne, le 23 novembre 1927.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR.

(L. S.) Abel DE ANDRADE.

(L. S.) José Caeiro DA MATA.

LISTE

DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES DONT LES ACTES N'ONT BESOIN D'AUCUNE LÉGALISATION ULTÉRIEURE EN CONFORMITÉ DE L'ARTICLE 7, ALINÉA 2, DE L'ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE.

A. En ce qui concerne les actes tchécoslovaques :

1. Présidence du Conseil des Ministres ;
2. Ministère des Affaires étrangères, Archives du Ministère des Affaires étrangères ;
3. Ministère de l'Intérieur, Archives du Ministère de l'Intérieur, Division du Ministère de l'Intérieur à Bratislava, Administration civile de la Russie subcarpathique à Užhorod, Administrations politiques du Pays à Praha, Brno et Opava, Offices du Joup à Bratislava, Nitra, Turč. Sv. Martin, Zvoleň, Lipt. Sv. Mikuláš, Košice et Mukačevo ;
4. Ministère de la Justice ;
5. Ministère des Finances ;
6. Ministère du Commerce, Office des brevets d'invention à Praha ;
7. Ministère de l'Agriculture ;
8. Ministère de l'Instruction publique, Section du Ministère de l'Instruction publique à Bratislava, Section scolaire de l'Administration civile pour la Russie subcarpathique à Užhorod ;
9. Ministère de la Prévoyance sociale ;
10. Ministère des Travaux publics ;
11. Ministère des Postes et Télégraphes ; Directions des Postes et Télégraphes à Praha, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava et Košice, Office des chèques postaux à Praha, Bureau de l'Office des chèques postaux détaché à Brno ;

12. Ministère des Chemins de fer, Directions des chemins de fer Praha-Sud, Praha-Nord, Plzeň Hradec Králové, Brno, Olomouc, Bratislava et Košice ;
13. Ministère de la Défense nationale ;
14. Ministère de l'Hygiène publique ;
15. Ministère pour l'unification de la législation et de l'organisation de l'administration publique ;
16. Ministère de l'Approvisionnement ;
17. Bureau suprême du Contrôle des comptes à Praha ;
18. Office d'Etat à Praha ;
19. Bureau de Statistique à Praha ;
20. Chancellerie du président de la République à Praha ;
21. Chancellerie de la Chambre des députés de l'Assemblée nationale à Praha ;
22. Chancellerie du Sénat de l'Assemblée nationale à Praha ;

B. En ce qui concerne les actes portugais :

1. Présidence du Conseil des Ministres ;
2. Ministère des Affaires étrangères ;
3. Ministère de l'Intérieur, Direction générale de l'Administration politique et civile, Direction générale de la Sécurité publique ;
4. Ministère de la Justice et des Cultes ;
5. Ministère des Finances ;
6. Ministère du Commerce et Communications ;
7. Ministère de l'Agriculture ;
8. Ministère de l'Instruction publique ;
9. Ministère de la Guerre ;
10. Ministère de la Marine ;
11. Ministère des Colonies ;
12. Présidence de la Chambre des députés ;
13. Présidence du Sénat.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les plénipotentiaires des Parties contractantes, en passant à la signature de l'Accord entre la République tchécoslovaque et la République portugaise concernant l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale, se donnent acte du fait :

1^o Que les autorités de tutelle et de curatelle en Slovaquie et en Russie subcarpathique sont, au sens de l'accord, comprises dans les tribunaux ;

2^o Que, pour les notifications d'actes, le Ministère de la Justice et des Cultes, à Lisbonne, et le Ministère de la Justice, à Prague, se serviront d'un formulaire dont le modèle sera arrêté ultérieurement par les Parties contractantes.

Le présent protocole fait partie intégrante de l'accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé ce protocole.

Fait à Lisbonne, le 23 novembre 1927.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) Abel DE ANDRADE.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR.

(L. S.) José Caeiro DA MATA.

Copie certifiée conforme.
Praha, le 6 décembre 1920.

Dr Bohuslav Matouš,
Directeur des Archives, *a. i.*

TEXTES TCHÉCOSLOVAQUE ET PORTUGUAIS.
CZECHOSLOVAK AND PORTUGUESE TEXTS.

VYHLÁŠKA

MINISTRA ZAHRA NIČNÍCH VĚCÍ ZE DNE SRPNA 1931, JÍŽ SE UVEŘEJNUJE SEZNAM SPRÁVNÍCH ÚŘADŮ, PATŘÍCÍ K DOHODĚ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU PORTUGALSKOU O VZÁJEMNÉ PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCECH OBČANSKÝCH A OBCHODNÍCH PODEPSANÉ V LISABONĚ DNE 23. LISTOPADU 1927.

Úřady, jichž spisy nebo listiny, má-li jich býti použito před soudy na území druhého státu, nepotřebují dle čl. 7 uvedené Dohody žádného dalšího ověření, budou-li opatřeny pečeti nebo razítkem úřadu, jsou :

A. Na území republiky Československé jsou to úřady, jichž seznam byl uveřejněn pod č. 1-22 na str. 409-411 Sbírký zákonů a nařízení z roku 1931.

B. Na území republiky Portugalské :

1. Presidência do Conselho dos Ministros.	1. Předsednictvo ministerské rady.
2. Ministério dos Negócios Estrangeiros.	2. Ministerstvo zahraničních věcí.
3. Ministério do Interior, Direcção Geral de Administração Política e Civil, Direcção Geral da Segurança Publica.	3. Ministerstvo vnitra, generální řiditelství politické a civilní správy, generální řiditelství veřejné bezpečnosti.
4. Ministério da Justiça e dos Cultos, As Presidencias das relações, As Procuradorias da Republica.	4. Ministerstvo spravedlnosti a kultu, Předsednictva sborových soudů II. instance, Státní zastupitelstva.
5. Ministério das Finanças.	5. Ministerstvo financí.
6. Ministério do Comércio e Comunicações.	6. Ministerstvo obchodu a komunikací.
7. Ministério da Agricultura.	7. Ministerstvo zemědělství.
8. Ministério da Instrução Pública.	8. Ministerstvo veřejného vyučování.
9. Ministério da Guerra.	9. Ministerstvo války.
10. Ministério da Marinha.	10. Ministerstvo námořnictví.
11. Ministério das Colónias.	11. Ministerstvo kolonií.
12. Presidência das Câmaras dos Deputados.	12. Předsednictvo poslanecké sněmovny.
13. Presidência do Senado.	13. Předsednictvo senátu.

Vyhlašuje se dodatečně k textu Dohody, který byl uveřejněn pod č. 22 Sbírký zákonů a nařízení z roku 1931.

Ministr zahraničních věcí :

Dr. Eduard BENEŠ v. r.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ARRÊTÉ

DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN DATE D'AOUT 1931, DONNANT PUBLICATION DE LA LISTE DES AUTORITÉS, PRÉVUE A L'ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE, SIGNÉ A LISBONNE LE 23 NOVEMBRE 1927.

Les autorités dont les actes ou documents n'ont besoin, conformément à l'article 7 dudit accord d'aucune légalisation ultérieure pour être utilisée en matière judiciaire sur le territoire de l'autre, Etat, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre desdites autorités, sont les suivantes :

A. Sur le territoire de la République tchécoslovaque les autorités dont la liste a été publié sub. Nos 1 à 22, aux pages 409-411 du *Recueil des lois et décrets* de 1931.

B. Sur le territoire de la République portugaise :

1. Présidence du Conseil des ministres.
2. Ministère des Affaires étrangères.
3. Ministère de l'Intérieur, Direction générale de l'Administration politique et civile, Direction générale de la Sûreté publique.
4. Ministère de la Justice et des Cultes. Présidences des Cours d'appel, Procureurs de la République.
5. Ministère des Finances.
6. Ministère du Commerce et des Communications.
7. Ministère de l'Agriculture.
8. Ministère de l'Instruction publique.
9. Ministère de la Guerre.
10. Ministère de la Marine.
11. Ministère des Colonies.
12. Présidence de la Chambre des députés.
13. Présidence du Sénat.

Le présent arrêté complète le texte de l'Accord publié sub N° 22 dans le Recueil des lois et règlements de 1931.

Le Ministre des Affaires étrangères :

D^r Eduard BENEŠ, *v. r.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2827. — AGREEMENT BETWEEN THE PORTUGUESE REPUBLIC
AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING JUDICIAL
ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED
AT LISBON, NOVEMBER 23, 1927.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, taking the Hague International Convention of July 17, 1905, relating to civil procedure, to which both the Czechoslovak Republic and the Portuguese Republic have acceded, as a basis for regulating the judicial relations between the two States, and being desirous of laying down measures for the execution of certain provisions of the said Convention and further of regulating the legalisation of documents and their admissibility as evidence, together with the communication of legal information, have decided to conclude an agreement for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Emil SPIRA, Doctor of Laws, Head of Department in the Ministry of Justice ;

M. Karel HALFAR, Doctor of Laws, Head of the International Treaties Department in the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Doctor Abel DE ANDRADE, Professor in the Faculty of Law at Lisbon ;

Doctor José Caeiro DA MATA, Professor in the Faculty of Law at Lisbon ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

I. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

LETTERS OF REQUEST.

Article I.

Reciprocal judicial assistance within the meaning of Chapters I and II of the Hague Convention of July 17, 1905, on civil procedure shall include :

(a) The service of judicial and extra-judicial documents in civil and commercial matters, including such documents relating to non-litigious proceedings ;

(b) The execution of letters of request concerning the matters referred to under (a).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Documents to be served and letters of request to be executed shall be transmitted direct by the Ministry of Justice and Worship at Lisbon to the Ministry of Justice at Prague, and direct by the Ministry of Justice at Prague to the Ministry of Justice and Worship at Lisbon. These two Ministries shall see that the competent Portuguese or Czechoslovak authorities deal with such requests for judicial assistance without delay.

In their relations with one another the two Ministries shall employ the French language exclusively.

Documents to be served may also be addressed direct by the competent authority to the recipient through the post.

Each Contracting Party recognises the right of the other to effect, through its diplomatic or consular agents, the delivery of documents in the territory of the former, whatever may be the nationality of the recipient, direct and without threat or compulsion.

Article 3.

Documents to be served in accordance with Articles 1 and 2 of the said Hague Convention shall be made out in Portugal in the Portuguese language, and in Czechoslovakia in the Czechoslovak language; or where the provisions in force allow, in the language of the national minority. These documents, together with documents to be served in accordance with Article 3 of the same Convention, shall bear the signature and seal or stamp of the authority making the request. No legalisation shall be required.

With regard to service in accordance with Article 3 of the Hague Convention, the document to be served in the other Contracting State shall be made out in the official language of that State or accompanied by a translation in that language, certified correct by a sworn translator (interpreter), or by a diplomatic or consular agent of one of the two Contracting States. Such translations shall, on request being made, be prepared by the State applied to at the cost of the authority making the request.

Article 4.

Portuguese letters of request and the annexes thereto shall be made out in the Portuguese language and shall be accompanied by a translation in the Czechoslovak language certified correct by a sworn translator (interpreter) in Portugal; Czechoslovak letters of request and the annexes thereto shall be made out in the Czechoslovak language and shall be accompanied by a translation in the Portuguese language certified correct by a sworn translator (interpreter) in Czechoslovakia. Such translations shall, on request being made, be prepared by the State applied to at the cost of the authority making the request. Letters of request shall bear the signature and seal or stamp of the authority making the request. No legalisation shall be required.

Article 5.

The judicial assistance mentioned in Articles 1 to 4, including the translations referred to in Articles 3 and 4, may not be refused on the ground that the authority making application has not deposited funds to guarantee the repayment of the costs.

Postal charges shall be borne by the forwarding State.

II. ENFORCEMENT OF DECISIONS RELATING TO CHARGES AND EXPENSES.

Article 6.

On the direct request of the party concerned, decisions relating to charges and expenses referred to in Article 18, paragraphs 1 and 2 of the Hague Convention, pronounced by the courts of either State shall, in application of paragraph 3 of the said Article, be enforced free of charge in the territory of the other State, in the same way as decisions pronounced by its own courts. Such request shall be addressed to the competent court in the other State.

The request shall be accompanied by the operation part of the decision, which shall be attested by the court that pronounced the decision and shall state that the decision has acquired the force of *res judicata*. The applicant shall also produce a translation of these documents certified correct, in Portugal in the Portuguese language and in Czechoslovakia in the Czechoslovak language.

The translation charges referred to in this Article shall be fixed by the authority applied to at the request of the party concerned made in his application, and these charges shall be considered as charges and expenses of the action.

III. LEGALISATION OF DOCUMENTS AND THEIR ADMISSIBILITY AS EVIDENCE.

Article 7.

Documents drawn up, issued or legalised by the courts of either State shall not, provided that the seal or stamp of the court is affixed thereto, require any subsequent legalisation for use in judicial matters within the territory of the other State.

Documents drawn up, issued or legalised by any of the central administrative authorities of the two Contracting States or by an administrative authority directly responsible to such an authority shall not require any subsequent legalisation for use in judicial matters within the territory of the other State, provided that the seal or stamp of the said authority has been affixed thereto and that this authority is mentioned in the list annexed to the present Agreement. This list may, by previous agreement, be modified or amplified.

Article 8.

Documents drawn up by a public officer in the territory of either State, and commercial books kept in that territory, shall be admissible as evidence in the courts of the other State to the same extent as they are admissible under the laws of the State in which they originate. Nevertheless, they shall only be admissible as evidence within the limits allowed by the laws of the State before whose courts the matter is brought.

IV. LEGAL INFORMATION.

Article 9.

The Ministry of Justice and Worship at Lisbon and the Ministry of Justice at Prague shall, if requested to do so, communicate to each other free of charge information concerning the law in force in the territory of their States.

The request must indicate exactly the legal questions concerning which information is desired.

V. REFERENCE TO THE HAGUE CONVENTION.

Article 10.

The International Convention relating to civil procedure concluded at The Hague on July 17, 1905, shall, in so far as it is not affected by the present Agreement, continue to govern the relations of the two Contracting States in regard to the matters dealt with therein.

VI. FINAL PROVISIONS.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague. This Agreement shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain valid for one year after denunciation, which may be effected at any time.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Agreement in two copies.

Done at Lisbon, November 23, 1927.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR.

(L. S.) Abel DE ANDRADE.

(L. S.) José Caeiro DA MATA.

LIST

OF THE ADMINISTRATIVE AUTHORITIES WHOSE DOCUMENTS NEED NO SUBSEQUENT LEGALISATION, IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 7, PARAGRAPH 2, OF THE AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE PORTUGUESE REPUBLIC CONCERNING RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS.

A. For Czechoslovak documents :

1. Office of the President of the Council of Ministers ;
2. Ministry of Foreign Affairs, Archives of the Ministry of Foreign Affairs ;
3. Ministry of the Interior, Archives of the Ministry of the Interior Division of the Ministry of the Interior at Bratislava, Civil Administration of Sub-Carpathian Russia at Užhorod, District Political Administrations at Prague, Brno and Opava, Offices of the Joupá at Bratislava, Nitra, Turč. Sv. Martin, Zvolen, Lipt. Sv. Mikuláš, Košice and Mikačevo
4. Ministry of Justice ;
5. Ministry of Finance ;
6. Ministry of Commerce, Patent Office, Prague ;
7. Ministry of Agriculture ;
8. Ministry of Education, Section of the Ministry of Education at Bratislava, School Section of the Civil Administration for Sub-Carpathian Russia at Užhorod ;
9. Ministry of Social Welfare ;
10. Ministry of Public Works ;

11. Ministry of Posts and Telegraphs ; Offices of the Director of Posts and Telegraphs at Prague, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava and Košice, Postal Cheques Office at Prague, detached Bureau of the Postal Cheques Office at Brno ;
12. Ministry of Railways, Offices of the Directors of Railways, Prague-South, Prague-North, Plzeň, Hradec Králové, Brno, Olomouc, Bratislava and Košice ;
13. Ministry of National Defence ;
14. Ministry of Public Health ;
15. Ministry for the Unification of Legislation and Organisation of Public Administration ;
16. Ministry of Supplies ;
17. Chief Audit Office, Prague.
18. Government Land Office, Prague.
19. Statistical Office, Prague.
20. Office of the President of the Republic, Prague.
21. Office of the Chamber of Deputies of the National Assembly, Prague.
22. Office of the Senate of the National Assembly, Prague.

B. For Portuguese documents :

1. Office of the President of the Council of Ministers.
2. Ministry of Foreign Affairs.
3. Ministry of the Interior, Office of the Director-General of Political and Civil Administration
Offices of the Director-General of Public Safety.
4. Ministry of Justice and Worship.
5. Ministry of Finance.
6. Ministry of Commerce and Communications.
7. Ministry of Agriculture.
8. Ministry of Education.
9. Ministry of War.
10. Ministry of Marine.
11. Ministry of the Colonies.
12. Office of the President of the Chamber of Deputies.
13. Office of the President of the Senate.

ADDITIONAL PROTOCOL.

The Plenipotentiaries of the Contracting Parties, being about to sign the Agreement between the Czechoslovak Republic and the Portuguese Republic concerning reciprocal judicial assistance in civil and commercial matters, declare :

(1) That the guardianship and curatorship authorities in Slovakia and in Sub-Carpathian Russia shall be included in the courts for the purpose of the Agreement ;

(2) That, for the service of documents, the Ministry of Justice and Worship at Lisbon and the Ministry of Justice at Prague shall employ a form the model for which shall be drawn up subsequently by the Contracting Parties.

This Protocol shall form an integral part of the Agreement.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Protocol.

Done at Lisbon, November 23, 1927.

(*L. S.*) Dr. Emil SPIRA.
(*L. S.*) Dr. Karel HALFAR.

(*L. S.*) Abel DE ANDRADE.
(*L. S.*) José Caeiro DA MATA.

ORDER

OF THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS DATED AUGUST, 1931, COMMUNICATING THE LIST OF AUTHORITIES PROVIDED FOR IN THE AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE PORTUGUESE REPUBLIC CONCERNING RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, SIGNED AT LISBON, ON NOVEMBER 23, 1927.

The following are the authorities whose documents, in accordance with Article 7 of the said Agreement, need no subsequent legalisation for use in judicial matters within the territory of the other State, provided that the seal or stamp of the said authorities has been affixed thereto :

A. In the territory of the Czechoslovak Republic, the authorities of which the list was published under Nos. 1-22, pages 409-411, of the Collection of Laws and Decrees for 1931.

B. In the territory of the Portuguese Republic :

1. Office of the President of the Council of Ministers ;
2. Ministry of Foreign Affairs ;
3. Ministry of the Interior, Office of the Director-General of Political and Civil Administration, Office of the Director-General of Public Safety ;
4. Ministry of Justice and Worship, Offices of the Presidents of the Courts of Appeal, Offices of the Procurators of the Republic ;
5. Ministry of Finance ;
6. Ministry of Commerce and Communications ;
7. Ministry of Agriculture ;
8. Ministry of Public Education
9. Ministry of War ;
10. Ministry of Marine ;
11. Ministry of the Colonies ;
12. Office of the President of the Chamber of Deputies ;
13. Office of the President of the Senate.

The present Order is supplementary to the text of the Agreement published under No. 22 in the Collection of Laws and Regulations for 1931.

(Signed) Dr. Eduard BENEŠ.
Minister for Foreign Affairs.

N° 2828.

PORTUGAL
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires. Signée à Lisbonne, le 23 novembre 1927.

PORTUGAL
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention concerning the Recognition and Enforcement of Judicial Decisions. Signed at Lisbon, November 23, 1927.

N° 2828. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE A LA RECONNAISSANCE ET A L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS JUDICIAIRES. SIGNÉE A LISBONNE, LE 23 NOVEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 septembre 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ont jugé utile de conclure une convention relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Emil SPIRA, docteur en droit, chef du Département au Ministère de la Justice ;
M. Karel HALFAR, docteur en droit, chef du Département des traités internationaux au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. le docteur Abel DE ANDRADE, professeur à la Faculté de droit à Lisbonne ;
M. le docteur José CAEIRO DA MATA, professeur à la Faculté de droit à Lisbonne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Seront considérées comme des décisions judiciaires, au sens de la convention, les décisions rendues en matière civile ou commerciale, dans la procédure soit contentieuse soit non contentieuse, par les tribunaux ordinaires, les tribunaux spéciaux, les tribunaux arbitraux et, en Tchécoslovaquie, par les autorités de tutelle (curatelle).

Les décisions rendues dans un procès pénal, sur conclusion de la partie civile, et les décisions prononçant la faillite ou homologuant un concordat ne seront pas considérées comme des décisions judiciaires en matière civile ou commerciale au sens de la convention.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 27 octobre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2828. — CONVENTION ² BETWEEN THE PORTUGUESE REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDICIAL DECISIONS. SIGNED AT LISBON, NOVEMBER 23, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 25, 1931.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC having thought it expedient to conclude a Convention concerning the recognition and enforcement of judicial decisions, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Emil SPIRA, Doctor of Laws, Head of Department in the Ministry of Justice ;
M. Karel HALFAR, Doctor of Laws, Head of the International Treaties Department at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Doctor Abel DE ANDRADE, Professor in the Faculty of Law at Lisbon ;
Doctor José CAEIRO DA MATA, Professor in the Faculty of Law at Lisbon ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The following shall be regarded as judicial decisions within the meaning of the Convention : decisions pronounced in civil and commercial cases, whether of a contentious nature or not, by the ordinary tribunals, special tribunals, arbitral tribunals and, in Czechoslovakia, the guardianship (curatorship) authorities.

Decisions pronounced in a criminal case, upon the demand of the civil party, and decisions involving a declaration of bankruptcy, or the acceptance of a composition between the parties, shall not be regarded as judicial decisions in civil and commercial cases within the terms of the Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, October 27, 1930.

Article 2.

L'autorité des décisions judiciaires au sens de l'article premier rendues dans l'un des Etats contractants sera reconnue dans l'autre si elles remplissent les conditions suivantes :

1^o Que, pour l'affaire en question, les règles de compétence judiciaire internationale admises par le droit de l'Etat dans lequel la décision est invoquée n'excluent pas la juridiction de l'autre Etat ;

2^o Que la reconnaissance de la décision ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public de l'Etat, où la décision est invoquée ;

3^o Que, d'après la loi de l'Etat où la décision a été rendue, celle-ci soit passée en force de chose jugée ;

4^o Qu'en cas de jugement par défaut, la partie défaillante contre laquelle la décision est invoquée ait été régulièrement citée, conformément à la loi de l'Etat où la décision a été rendue, et que la citation l'ait atteinte en temps utile.

L'examen par les autorités de l'Etat où la décision est invoquée ne portera que sur les conditions énumérées sous chiffres 1 à 4. Ces autorités devront examiner d'office si lesdites conditions sont remplies. Cet examen devra être terminé au plus tard dans les deux mois à compter du jour où l'autorité compétente a reçu les actes.

Article 3.

Les décisions judiciaires rendues dans l'un des Etats contractants seront mises à exécution dans l'autre Etat si elles remplissent les conditions énumérées dans l'article 2, chiffres 1 à 4, et si elles sont exécutoires dans l'Etat où elles ont été rendues.

L'examen par les autorités de l'Etat où l'exécution est demandée ne portera que sur les exigences indiquées au précédent alinéa. Ces autorités devront examiner d'office s'il est satisfait auxdites exigences. Cet examen devra être terminé au plus tard dans les deux mois à compter du jour où l'autorité compétente a reçu les actes.

Article 4.

La partie qui invoque la décision ou qui en demande l'exécution devra produire :

1^o Une expédition de la décision remplissant les conditions nécessaires à son authenticité ;

2^o Une attestation que la décision est passée en force de chose jugée et, s'il y a lieu, qu'elle est devenue exécutoire ; cette attestation sera délivrée par l'autorité qui a rendu la décision ;

3^o En cas de jugement par défaut, une copie authentique de l'acte ou de l'assignation qui introduisait l'instance, ainsi qu'une attestation indiquant le mode et la date de la notification à la partie défaillante ;

4^o Une traduction des pièces énumérées ci-dessus certifiée conforme d'après les prescriptions de l'un ou l'autre Etat ; la traduction sera produite en Tchécoslovaquie en langue tchécoslovaque, en Portugal, dans la langue portugaise.

Article 2.

The authority of judicial decisions within the meaning of Article 1, pronounced in one of the Contracting States, shall be recognised in the other State, subject to the following conditions :

(1) That in the case in question the rules of international legal competence recognised by the law of the State in which the decision is sought to be relied upon shall not exclude the jurisdiction of the other State ;

(2) That the recognition of the decision shall not be contrary to the public policy or to the principles of public law of the country in which the decision is sought to be relied upon ;

(3) That under the law of the State where the decision has been pronounced such decision shall be deemed to have acquired the force of *res judicata* ;

(4) That in the case of judgment by default, the defaulting party against whom the decision is sought to be relied upon shall have been duly summoned in accordance with the law of the country where the decision has been pronounced, and that he shall have received the summons in good time.

The examination by the authorities of the State where the decision is sought to be relied upon shall relate only to the conditions specified in points 1-4. It shall be the duty of these authorities to ascertain whether the said conditions are fulfilled. This examination shall be completed within two months at latest from the date on which the competent authority received the documents.

Article 3.

Judicial decisions pronounced in one of the Contracting States shall be enforced in the other State, if they satisfy the conditions enumerated in Article 2, points 1-4, and if they are enforceable in the State where they have been pronounced.

The examination by the authorities of the State where enforcement is sought shall only deal with the conditions mentioned in the preceding paragraph. It shall be the duty of these authorities to ascertain whether the said conditions are fulfilled. This examination shall be terminated within two months at latest from the date on which the competent authority received the documents.

Article 4.

The party relying upon the decision or claiming its enforcement must produce :

(1) A duly authenticated copy of the decision ;

(2) A certificate that the decision has acquired the force of *res judicata* and that it has become enforceable if such is the case ; this certificate shall be issued by the authority which pronounced the decision ;

(3) In the event of judgment by default, an authentic copy of the act or summons whereby the proceedings were instituted, and a document certifying the method and date of notification to the defaulting party ;

(4) A translation of the documents enumerated above, duly certified in accordance with the regulations of either State ; in Czechoslovakia, the translation shall be submitted in the Czech language, and in Portugal, in the Portuguese language.

Article 5.

Les sentences arbitrales rendues dans l'un des Etats contractants et y ayant acquis la même autorité que les décisions judiciaires seront reconnues et mises à exécution dans l'autre Etat si elles satisfont aux prescriptions des articles précédents, en tant que celles-ci sont applicables.

Il en sera de même pour les transactions judiciaires et pour les transactions conclues devant des arbitres ou des tribunaux arbitraux.

Les attestations que les sentences, décisions ou transactions mentionnées dans cet article sont passées en force de chose jugée et qu'elles sont devenues exécutoires seront délivrées dans chacun des deux Etats contractants par l'autorité qui y serait compétente pour autoriser l'exécution sur la base desdits titres exécutoires.

Article 6.

L'exécution sera requise par la partie intéressée directement auprès du tribunal dans la juridiction duquel elle doit avoir lieu.

La procédure en matière d'exécution sera réglée par la loi de l'Etat requis. Il en sera de même quant aux mesures prévues aux articles 9 à 11.

Article 7.

L'exécution des décisions relatives aux frais et dépenses visées à l'article 18, alinéas 1 et 2, de la Convention de La Haye¹ du 17 juillet 1905 sur la procédure civile, et prononcées dans l'un des deux Etats, est réglée à l'article 6 de l'Accord conclu entre les deux Etats contractants sur l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale.

Article 8.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront quelle que soit la nationalité des parties.

Article 9.

Le tribunal compétent à autoriser l'exécution accordera à la demande de la partie, conformément à ses lois, la prise de mesures de sûreté pour assurer les droits résultants du titre exécutoire à l'égard du débiteur. Ce tribunal révoquera éventuellement ces mesures, conformément à ses lois.

Article 10.

Avant même que les décisions indiquées aux articles premier et 5 soient passées en force de chose jugée, ou que le délai prévu dans les décisions pour l'accomplissement se soit écoulé, le tribunal compétent à autoriser l'exécution pourra, sur demande, accorder la prise de mesures conservatoires d'après les dispositions en vigueur dans l'Etat requis.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

Article 5.

Arbitral awards pronounced in one of the Contracting States, and having acquired there the same force as judicial decisions, shall be recognised and enforced in the other State if they satisfy the provisions of the preceding Articles, in so far as these are applicable.

The same shall apply in the case of compromises concluded before the judicial authorities and before arbitrators or arbitral tribunals.

Documents certifying that the awards, decisions or compromises mentioned in this article have acquired the force of *res judicata* and have become enforceable shall be issued in each of the two Contracting States by the authority which would be competent to authorise enforcement on the basis of the said enforceable instruments.

Article 6.

Enforcement shall be sought directly by the party concerned at the court within whose jurisdiction it must be effected.

Procedure with regard to enforcement shall be governed by the law of the State in which enforcement is sought. This shall also apply to the measures provided for in Articles 9 and 11.

Article 7.

The enforcement of the decisions relating to costs referred to in Article 18, paragraphs 1 and 2, of the Hague Convention ¹ of July 17, 1905, on Civil Procedure, pronounced in either State, shall be governed by Article 6 of the Agreement on reciprocal judicial assistance in regard to civil and commercial matters concluded between the two Contracting States.

Article 8.

The provisions of the present Convention shall apply irrespective of the nationality of the Parties.

Article 9.

The tribunal competent to authorise enforcement shall, at the request of the Party, allow the taking of precautionary measures, in conformity with its laws, to safeguard the rights, as against the debtor, arising out of the enforceable instrument. The tribunal may rescind these measures later, in conformity with its laws.

Article 10.

Even before the decisions specified in Articles 1 and 5 have acquired the force of *res judicata*, or before the period laid down in the decision for fulfilment has expired, the tribunal competent to authorise enforcement shall be at liberty, upon request to that effect being made, to allow conservatory measures to be taken in accordance with the provisions in force in the country applied to.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Article 11.

Des mesures provisoires seront accordées déjà avant le procès ou au cours du procès sur la demande de la partie dont les intérêts se trouvent menacés, et cela conformément aux lois de l'Etat requis, même si un tribunal de l'autre Etat est compétent pour statuer dans l'affaire en question.

Article 12.

Si des doutes surgissent au sujet des questions que l'application de la présente Convention pourrait soulever, le Ministère de la Justice et des Cultes, à Lisbonne, et le Ministère de la Justice, à Prague, se communiqueront directement, sur demande des renseignements juridiques nécessaires.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Prague.

Cette convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et produira ses effets encore un an après la dénonciation qui pourra avoir lieu en tout temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention en deux exemplaires.

Fait à Lisbonne, le 23 novembre 1927.

(L. S.) D^r Emil SPIRA.

(L. S.) Abel DE ANDRADE.

(L. S.) D^r Karel HALFAR.

(L. S.) José CAEIRO DA MATA.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 6 décembre 1930.

D^r Bohuslav Matouš,
Directeur des Archives, a. i.

Article 11.

Provisional measures shall be adopted before or during the proceedings, at the request of the Party whose interests are threatened, and in conformity with the laws of the State applied to, even if a tribunal of the other State is competent to take a decision in the matter in question.

Article 12.

Should any doubts arise in connection with questions raised by the application of the present Convention, the Ministry of Justice and Religion at Lisbon and the Minister of Justice at Prague shall, upon request, communicate to each other direct the necessary legal information.

Article 13.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague.

This Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain valid for one year after denunciation, which may be effected at any time.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention in two copies.

Done at Lisbon, November 23, 1927.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) Abel DE ANDRADE.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR.

(L. S.) José CAEIRO DA MATA.

